

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) |

| [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) |

| [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 2](#) | [Partie 3](#) | [Partie 4](#) | [Partie 5](#)

LE MASSACRE d'ORADOUR UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

par un

Collectif de libres chercheurs
animé par Vincent Reynouard

VHO --- ANEC --- 1997

Partie 1

Nous dédions ce livre à toutes les victimes civiles de la seconde guerre mondiale.

En particulier aux femmes et aux enfants d'Oradour-sur-Glane, de Dresde et d'Hiroshima.

Nous dédions également ce livre aux vaincus que l'on a calomniés sans leur donner le droit de répondre.

00000000000000000000

"Les charlatans ne veulent pas qu'on découvre la vérité car elle ruinerait leurs artifices, empêcherait leur profit, étalerait leur honte."

Lanza del Vasto

"Un innocent est un innocent, quelle que soit l'atrocité du crime dont on l'accuse."

Maître Henri Leclerc

"Reconnaître qu'on a pu de bonne foi se méprendre, parce que l'on a été trompé, n'est un discrédit
nup://www.abbc.com/aaargh/fran/poipen/Oradour/CLCORA1.nuni

24/10/99

pour personne. La formule inscrite au pochoir sur les murs d'Italie: *Il Duce ha sempre ragione* n'est pas une manifestation de supériorité mais un aveu de secrète faiblesse. C'est l'aveu d'un complexe d'infériorité qui conduit à écarter toute contradiction, parce qu'on ne se sent pas en mesure de la soutenir."

Louis Rougier

TABLE DES MATIERES

Avertissement .

Introduction

PREMIERE PARTIE

ETUDE MATERIELLE DU DRAME DE L'EGLISE

I - Visite des ruines de l'église.

La thèse officielle de l'incendie

E tat actuel de l'église

E tat de l'église après la tragédie

Aspect extérieur -- Aspect intérieur

II - L'église endommagée par des explosions.

Le clocher ébranlé par une détonation

La préservation de la croix faîtière. -- Autres éléments appuyant la thèse de l'explosion.

Les toitures soufflées par une explosion?

Moralité

D EUXIEME PARTIE

LE DRAME DE L'EGLISE A TRAVERS LES TEMOIGNAGES

I - Le témoin n°1: Marguerite Rouffanche.

Marguerite Rouffanche: témoin providentiel

Marguerite Rouffanche: témoin suborné

Marguerite Rouffanche: témoin fragile et embrouillé

Une mystérieuse caisse -- La détonation, ses effets -- de nouvelles invraisemblances

Un détail capital: l'explosion dans la sacristie

II - Les explosions dans l'église: confirmation par les témoignages.

Déclarations de SS

Déclarations de rescapés

L'effondrement partiel de la voûte du clocher

Les thèses françaises -- Mme Rouffanche réduit à néant les thèses françaises

Déclarations de civils venus sur les lieux après la tragédie

Deux déclarations capitales

Moralité

III - Réfutation définitive de la thèse officielle de l'incendie.

<http://www.abdc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCORA1.htm>

24/10/99

Déclarations entendues au procès de Bordeaux

Un incendie peu ordinaire -- Personne ne croit en la thèse de la paille et des fagots

Les différentes thèses françaises

Grenades et balles incendiaires -- Le phosphore -- Des lance-flammes --

Un " commando d'extermination "

Le livre de Pascal Maysounave

La thèse de Pascal Maysounave -- Absence de références -- Mensonges, silences et inventions

Moralité

TROISIEME PARTIE

LES CAUSES PREMIERES DU DRAME D'ORADOUR

I - Les hypothèses françaises.

Une expédition décidée le 10 juin 1944 au matin

Quelques thèses françaises

Attaque d'une voiture allemande, rixe avec des soldats de la Wehrmacht. --

L'attentat du viaduc de Saint-Junien. -- Un retard cause du massacre. --

Une confusion entre Oradour-sur-Glane et Oradour-sur-Vayres.

La thèse officielle française

II - Les causes d'Oradour selon les sources allemandes.

L'enlèvement de Kämpfe

Les circonstances de l'enlèvement -- Une thèse ancienne

Renseignements concernant Oradour-sur-Glane

L'affaire des deux délateurs français -- Renseignements transmis par le SD et les services français

L'épopée du lieutenant Gerlach

Les autorités françaises réfutent le témoignage de Gerlach -- Le récit de Marie-Thérèse Palan --

Fragilité des arguments fondant la réfutation française

La mission de Diekmann à Oradour

Diekmann veut délivrer Kämpfe --

Les autorités françaises réfutent la version allemande tirée de l'enlèvement de Kämpfe --

Des SS évoquent l'enlèvement de Kämpfe

Moralité

QUATRIEME PARTIE

ORADOUR-SUR-GLANE, VILLAGE TRANQUILLE?

I - Les SS craignent une intervention extérieure du maquis.

Les déclarations des gradés SS en route pour Oradour

L'arrivée des SS dans le village

Les SS prennent des mesures de sécurité

II - Les SS n'avaient pas ordre de massacrer la population d'Oradour

Les femmes et les enfants mis en sécurité dans l'église

Des personnes relâchées par les SS

III - Oradour: base arrière du maquis

Découverte de cadavres de soldats allemands

L'entretien entre Diekmann et le maire d'Oradour -- Les effets allemands découverts à Oradour --

Les restes humains dans la boulangerie Bouchoule -- Les cadavres jetés dans le puits Picat --

Le maire se désigne lui-même avec ses quatre fils comme otages
 Les hommes dans les granges
 Découverte de dépôts d'armes
 Le prétendu pillage du village -- Des SS réfutent la thèse du pillage --
 Les SS trouvent des dépôts d'armes -- Les révélations issues des photographies
 L'inquiétude de la population
 Les auteurs actuels occultent l'inquiétude de la population -- Une population inquiète

IV - Des maquisards dans Oradour

Le cas des réfugiés politiques et raciaux à Oradour
 Le 643 e GTE à Oradour-sur-Glane. -- Des Espagnols dans le maquis.
 Des autochtones dans la Résistance
 Oradour-sur-Glane n'était pas un village tranquille
 Un témoignage capital

V - La vérité sur le meurtre des hommes dans les granges.

L'heure des fusillades dans les granges
 15 h30 selon certains -- 16h en réalité
 L' " ordre " dumassacre
 Contradiction entre les témoins -- Une détonation... -- ... venue de la place de l'église --
 Les SS reçurent l'ordre de tirer après l'explosion du clocher
 Les falsifications découvertes et expliquées

VI - Qui provoqua l'explosion de l'église?

Nos hypothèses
 E léments en faveur de nos hypothèses
 Les parties de l'église détruites -- Les SS se ruent à l'église --
 L'affaire des douilles allemandes retrouvées dans l'église -- Des maquisards fuient par les vitraux

VII - L'église maquillée, les témoins muets.

L'église " arrangée " quelques heures après la tragédie
 Des femmes et des enfants rescapés

Récapitulation

CINQUIEME PARTIE

APRES LE DRAME

I - Prétendus efforts allemands pour masquer leur "crime"

Les allégations françaises et leur incohérence
 L'affaire des sentinelles
 L'affaire des " nettoyeurs "
 Une patrouille revenue sur les lieux le dimanche matin
 Moralité

II - Les réactions officielles allemandes et françaises.

Les réactions allemandes
 Ignorance, regrets, promesses de sanction -- Diekmann passe devant le Conseil de guerre --
 Un général suspect
 Les carences révélatrices de Vichy

Le maréchal Pétain proteste auprès de Hitler... -- ... mais ne prend aucune initiative concrète --
 Pétain a-t-il entrevu la vérité ?
 " Un prélat très réservé "
 La dérobade de 1953
 Moralité

S IXIEME PARTIE

LE PROCES DE 1953

I - Justice sereine ou raison d'Etat?

Les officiers curieusement absents du banc des accusés
 Les lacunes de l'instruction
 La déclaration préliminaire du président
 Digressions inutiles
 Développements sur la vie des accusés -- Exposés dilatoires sur la vie en Alsace-Lorraine occupée
 -- Evocation d'autres "crimes" commis par la division Das Reich
 Refus d'étudier la matérialité du crime

II - Un procès truqué.

Rumeurs accusant le tribunal de "noyer le poisson"
 Les juges acceptent les témoignages les plus délirants
 Les inculpés et leurs avocats jouent le jeu de l'accusation
 A.Lohner et le vieillard -- L.Hoehlinger perd la mémoire -- La citation tronquée d'A.Lohner --
 Travestissement des faits
 Acceptation de la version officielle, minimisation des rôles personnels
 Tractations préliminaires entre les autorités et les accusés
 Le verdict, son application -- Une grâce occulte
 L'absence des gradés à Bordeaux
 Raison expliquant l'absence des gradés -- Stadler ne fut jamais interrogé sur le drame --
 La justice française refuse d'entendre Lammerding --
 Des gradés SS relâchés avant le procès de Bordeaux
 Promesse de silence et d'acceptation du jugement
 Acceptation du jugement par l'ancienne RFA -- Promesse de silence faite par les condamnés

III - Incohérences, invraisemblances et contradictions non relevées.

Le cas Roger Godfrin
 De flagrantes contradictions et invraisemblances non relevées
 Les erreurs de P.Graff -- Boos a-t-il commandé le feu au garage Desourteaux? --
 Boos a-t-il exécuté deux femmes sur la place de l'église? -- L'affaire du tramway d'essai

IV - De graves questions laissées sans réponse.

L'affaire du convoi n°9644
 Les conclusions d'une enquête allemande -- Réfutation des autorités françaises --
 Un convoi porté officiellement disparu près de Bellac
 Le silence observé par les autorités françaises
 Les SS ont-ils été victimes d'une embuscade à l'entrée d'Oradour?
 Les premiers coups de feu à Oradour --
 Origine des premiers coups de feu selon les autorités françaises --
 Origine des premiers coups de feu selon la version allemande --

E tude critique de la réfutation française --
Des témoignages troublants -- Une déclaration primordiale
Les SS ont-ils découvert des maquisards cachés?
La thèse française -- Deux faits troublants -- Les résultats d'une enquête française

Récapitulation.

S EPTIEME PARTIE

LA PAILLE ET LA POUTRE

Oradour-sur-Glane, centre de propagande antiallemande.

Oradour et la germanophobie

Combien d'Oradour dans les territoires germaniques?

Les femmes crucifiées à Nemmersdorf -- Massacre à Streigau -- Des Oradour par centaines --

Vision de "fin du monde" à Neubrandenburg

Les "bombardements de terreur" alliés sur l'Allemagne et le Japon

Tornade de feu sur le Reich -- 400 Oradours en quelques heures --

Tornade de feu sur le Japon -- Tokyo: 400 Oradours -- Autres villes rasées

Les tentatives de justification des alliés

Justification des atrocités soviétiques -- Critique de la thèse justificative -

Justification des " bombardements de terreur " sur le Reich - Critique de la thèse justificative -

Justification des bombardements sur le Japon - critique de la thèse justificative - L'atomisation du Japon

Les atrocités alliées dont on ne parle pas.

CONCLUSION

Pétition pour la vérité sur le drame d'Oradour-sur-Glane.

Bibliographie.

Table des illustrations.

Table des Annexes

Index des noms cités, des lieux et des thèmes.

Remerciements

Dossier ajouté à la 1ère édition.

- Présentation
- Réponse à J-J. Fouché.
- Commentaires.

Errata.

00000000000000000000000000000000

REMARQUE SUR LES ILLUSTRATIONS

ET SUR LES DOCUMENTS ANNEXES

Certains des clichés illustrant le présent ouvrage sont extraits de publications éditées après le drame d'Oradour-sur-Glane et citées en référence bibliographique. Ils peuvent comporter des annotations manuscrites de Vincent Reynouard, rédigées au cours de son enquête, à un moment où il ignorait qu'il serait conduit à les remettre à la disposition du public.

catastrophe naturelle, mais **ont été assassinés**. Depuis 1944, en outre, les coupables sont clairement désignés: il s'agit des SS de la division *Das Reich*, parmi lesquels un certain nombre de " Malgré-nous " alsaciens. Or, dans un contexte aussi violent que celui de la débâcle allemande et de la déliquescence des autorités issues de la défaite, les passions exacerbées et la haine accumulée ne permettaient pas de juger sereinement ni de mener une enquête impartiale, puisque le coupable était tout désigné et que le risque eût été grand, à l'époque, d'émettre un doute. C'est sur ce terreau que lève le mensonge, par action et par omission, comme le montre suffisamment l'évolution et parfois la contradiction interne des versions françaises du drame. De plus, ces versions successives se heurtent à la thèse défendue par des spécialistes allemands.

Voilà pourquoi le devoir de mémoire et de respect face aux souffrances endurées ne doit paralyser ni l'envie de connaître la vérité, ni la capacité de réflexion pour y parvenir.

L'équipe qui a rédigé ce livre a effectué, sous ma direction, une enquête approfondie sur la tragédie d'Oradour. Elle a choisi logiquement de commencer par l'examen du lieu du crime qui est aussi la pièce à conviction principale du drame: l'église. Comment, au soir du 10 juin 1944, se présentait l'édifice? Peut-on en déduire la nature des phénomènes qui ont entraîné sa destruction? Elle s'est également rendue sur les lieux afin de visiter les ruines telles qu'on peut les voir aujourd'hui, afin de les inspecter, de les photographier et de prendre des mesures. Elle a interrogé des pompiers, des artificiers, des fondeurs de cloches. Elle a visité un carillon...

C'est seulement ensuite qu'elle s'est intéressée aux témoignages des rescapés, des SS et des sauveteurs qui vinrent sur les lieux après la tragédie.

Sept ans après le début de notre enquête, nous publions nos conclusions. Celles-ci sont en désaccord avec l'histoire officielle, ce qui vaudra à cet ouvrage d'être attaqué. Si des fautes, même minimes, peuvent être trouvées çà et là, elles seront lourdement exploitées pour déconsidérer l'ensemble de notre travail. Mais nous savons par expérience que l'assaut principal viendra d'ailleurs. On nous prêterait des motivations douteuses, on nous accuserait de vouloir réhabiliter les SS, le national-socialisme et, pour tout dire, d'être au service de l'internationale brune.

Dès aujourd'hui, nos détracteurs doivent savoir que nous méprisons de telles attaques. En effet, les polémiques *ad hominem* n'ont qu'un seul objectif: détourner l'attention du public et l'empêcher de se concentrer sur le travail **en lui-même**. Lorsque je lis un ouvrage, quel qu'il soit, je me moque de l'identité de son auteur. S'il traite du Saint Suaire de Turin, peu m'importe qu'il soit écrit par un prêtre, un agnostique ou un athée. Seuls comptent les arguments développés par l'auteur. Car, en parlant de cette relique, un prêtre peut commettre de grosses erreurs et un athée peut faire preuve d'une parfaite objectivité.

Celui qui s'occupe d'Histoire a le devoir d'étouffer, au moins pour un temps, ses passions afin de s'ouvrir à la contradiction. Il doit se concentrer davantage sur la thèse que sur l'auteur. Les faits décrits dans le travail ont-ils une matérialité démontrée? L'auteur a-t-il utilisé toutes les sources à sa disposition? S'il en a rejeté certaines, en avait-il le droit? A-t-il cité les textes fidèlement? A-t-il respecté le contexte? Son interprétation des faits est-elle acceptable, obéit-elle à la logique? Si toutes ces questions reçoivent une réponse affirmative, alors la thèse défendue par l'auteur doit être, jusqu'à preuve du contraire, acceptée. En revanche, si une réponse se révèle négative, son travail doit être, soit amendé, soit rejeté. C'est alors seulement qu'on peut s'intéresser à la personnalité de l'auteur afin de rechercher si son intention était bien de tromper sciemment son lecteur.

Il en est de même pour les fac-similés des pièces annexées à l'ouvrage.

[NOTE DE L'AAARGH: Les illustrations seront affichées ultérieurement]

REMARQUE SUR L'UTILISATION DU SIGLE SS

La division *Das Reich*, dont faisait partie le régiment *Der Führer*, appartenait à la *Waffen SS*, branche combattante issue de l'*Allgemeine SS*, avec laquelle elle ne doit pas être confondue.

La nécessité de combattre sur plusieurs fronts et de compenser des pertes de plus en plus importantes conduisit la *Waffen SS* à s'ouvrir progressivement à tous les peuples d'Europe, et même extra-européens, constituant ainsi une légion étrangère du III^e Reich.

Dans cet ouvrage, cependant, l'appellation *Waffen SS* a été couramment simplifiée en *SS* afin de ne pas alourdir le texte.

ORTHOGRAPHE DES NOMS PROPRES

L'orthographe allemande a été conservée pour les noms d'origine germanique.

00000000000000000000000000000000

Avertissement

Le grand public reste persuadé qu'à Oradour-sur-Glane les SS ont massacré plusieurs centaines de femmes et d'enfants. Il s' imagine que ceux-ci ont été brûlés vifs dans une église volontairement incendiée.

Pourtant, la simple étude des ruines du sanctuaire suscite de nombreux doutes. Comment se fait-il que, là où des dizaines de corps ont été réduits en cendres, des draperies et des objets en bois léger aient pu être préservés? Comment se fait-il que des corps aient été déchiquetés, coupés en morceaux, comme à la suite d'un bombarde-ment aérien ?

Certains répondront que, face à une tragédie humaine aussi impressionnante, de telles interrogations purement techniques sont insupportables.

Je n'en disconviens pas. La mort d'êtres humains, quelles qu'en soient les circonstances, reste un drame. Le 10 juin 1944, dans la commune d'Oradour-sur-Glane, plusieurs centaines de civils sans distinction d'âge ou de sexe ont péri dans des conditions terribles. D'autres ont survécu, mais ayant perdu leurs parents, leurs enfants et parfois plus d'une dizaine de membres de leur famille. Aujourd'hui, le passant qui visite le " village martyr " a le devoir de s'incliner devant la mémoire des victimes et la souffrance des survivants.

Toutefois, la renommée d'Oradour-sur-Glane vient de ce que ses habitants ne sont pas *morts* dans une

Si, demain, certains détracteurs nous convient à un débat honnête, nous nous empresserons de répondre favorablement. Dans le cas contraire, nous imiterons Jésus face à Pilate: nous garderons le silence.

Vincent REYNOUARD

Fin de la partie 1.

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du Secrétariat est [<aaargh@abbc.com>](mailto:aaargh@abbc.com)

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is [<aaargh@abbc.com>](mailto:aaargh@abbc.com)

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. A reader looks for a document on the Web at his or her own risks. As for the author, there is no reason to suppose that he or she shares any responsibility for other writings displayed on this Site.

Be reminded of the US copyright law, Section 107:

Section 107. Limitations on exclusive rights: Fair use

... the fair use of copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified in above sections, for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching (including multiple copies for classroom use), scholarship, or research, is not an infringement of copyright. In determining whether the use made of a work in any particular case is fair use the factors to be considered include ---

- (1) the purpose and character of the use, including whether the use is of a commercial nature or is for nonprofit educational purposes;
- (2) the nature of the copyrighted work;
- (3) the amount and substantiality of the portion used in relation to the copyrighted work as a whole, and;
- (4) the effect of the use upon the potential market value of the copyrighted work.

+++++

ARTICLE 19. <Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.>

The Universal Declaration of Human Rights, adopted by the United Nations General Assembly on December 10, 1948,

ARTIKEL 19 der Menschenrechte: <Jederman hat das Recht auf Freiheit der Meinung und der Meinungsäußerung; dieses Recht umfaßt die unbehinderte Meinungsfreiheit und die Freiheit, ohne Rücksicht auf Staatsgrenzen Informationen und Gedankengut durch Mittel jeder Art sich zu beschaffen, zu empfangen und weiterzugeben.> Vereinigten Nationen, 10 Dezember 1948.

ARTICLE 19 <Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit>

Déclaration internationale des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU à Paris, le 10 décembre 1948

ARTICULO 19 <Todo individuo tiene derecho a la libertad de opinión y de expresión; este derecho incluye el de no ser molestado a causa de sus opiniones, el de investigar y recibir informaciones y opiniones, y el de difundirlas, sin limitación de fronteras, por cualquier medio de expresión.>

Declaracion universal de los derechos humanos, adoptada por la Asamblea General de las Naciones Unidas el 10 de diciembre de 1948 en París

| [Partie 1](#) | [Partie 2](#) | [Partie 3](#) | [Partie 4](#) | [Partie 5](#) |

L'adresse électronique de ce document est:

<http://www.abbc.com/aaargh/fran/polpen/Oradour/CLCora1.html>

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | | [Affaire Reynouard](#) | [A propos d'Oradour](#) |

<aaargh@abbc.com>

<http://www.abbc.com/aaargh/fran/polpen/Oradour/CLCora1.html>

24/10/99

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) |

| [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) |

| [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 2](#) | [Partie 3](#) | [Partie 4](#) | [Partie 5](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 2

INTRODUCTION

Oradour-sur-Glane est un petit village de Haute-Vienne (France). Depuis 1944, son nom reste le principal symbole de la "barbarie nazie" en France occupée. Le 10 juin 1944, des SS de la division *Das Reich* auraient, pour des raisons obscures, détruit le village, fusillant 200 hommes (environ) et brûlant vifs, dans l'église, plus de 440 femmes et enfants.

En janvier 1945, le gouvernement français, "*soucieux de faire du village martyr un lieu de pèlerinage national*" (1), décida de classer les ruines d'Oradour-sur-Glane parmi les sites historiques. Aujourd'hui encore, ces ruines, minutieusement conservées, font office de musée à ciel ouvert.

Chaque année, "plusieurs centaines de milliers de personnes" visitent ce lieu tragique (2). A l'entrée, une pancarte leur demande d'être décemment vêtues et de garder le silence. Puis, échelonnées le long du parcours, des plaques indiquent les différents "lieux de supplice" (endroits où furent abattus les hommes par groupes de 20 à 60) et demandent aux passants un instant de recueillement. Dans toutes les bâtisses partiellement écroulées, des objets domestiques abîmés sont encore visibles (louches, casseroles rouillées, restes de lits, de machines à tricoter...) ainsi que des épaves d'automobiles, de vélos et de matériel professionnel (scies, bouteilles pour chalumeau, balances...). Très souvent, ces objets ont été placés là après le drame. Il faut en effet savoir qu'un volumineux stock d'épaves rouillées (Figure 1) se trouve à proximité de l'église, dans un endroit inaccessible aux visiteurs. C'est là que les équipes chargées de la conservation viennent chercher les reliques qu'elles disséminent ensuite dans les ruines. Il en résulte parfois d'évidentes mises en scène comme le montrent les clichés 2 à 4.

Des guides se relayent dans les ruines et plus particulièrement dans l'église où, plusieurs fois par jour en été, ils racontent aux groupes de visiteurs la tragédie du 10 juin 1944.

Plongé dans cette ambiance quasi religieuse, le touriste se contente de regarder et d'écouter,

passivement, sans se poser la moindre question. Au sortir du musée, il pourra, s'il le désire, acheter une brochure souvenir parmi les différentes proposées. Celles-ci ont en commun de présenter les SS comme les assassins indiscutables des civils d'Oradour. Pourtant...

Pourtant, celui qui aura la curiosité de consulter les divers ouvrages parus sur le sujet, celui qui examinera les ruines de l'église et qui étudiera le procès que les autorités françaises intentèrent, en 1953, à 65 soldats présents, le 10 juin 1944 à Oradour (3), celui qui, enfin, aura la chance de pouvoir parler à différents rescapés du massacre, celui-là découvrira une quantité impressionnante de zones d'ombre et de contradictions dans la version officielle du drame.

Peu après le 10 juin 1944, un juge militaire allemand, Detlev Okrent, fut chargé d'enquêter sur la tragédie d'Oradour. Le 4 janvier 1945, il rendit son rapport qui n'a jamais été rendu public. En 1983, à Berlin-Est, il fut utilisé lors du procès d'un ancien SS d'Oradour, Heinz Barth. Bien plus, il n'en est pratiquement jamais question dans les livres ou articles "officiels" traitant du drame d'Oradour. En France, un dossier "Oradour" dort dans les archives de la Gendarmerie, au Blanc (Indre) mais, lorsque vous en demandez communication, on vous répond qu'il ne sera pas consultable avant l'année 2053. On comprend aussitôt que seules des consciences tourmentées ont des raisons de craindre l'ouverture des archives.

En 1974, la revue *Elsa*, éditée par le Mouvement régionaliste d'Alsace-Lorraine, publia un article du docteur Marcel Iffrig. S'appuyant sur les écrits d'un ancien commandant de la division *Das Reich*, Otto Weidinger, l'auteur affirmait qu'"Oradour-sur-Glane [était] un exemple typique de falsification historique" et livrait à ses lecteurs ce qu'il déclarait être "l'authentique version des faits"(4). Un scandale s'ensuivit au cours duquel le député communiste de la Haute-Vienne, Marcel Rigout, écrivit au Garde des Sceaux afin de stigmatiser ce qu'il considérait être:

une falsification grossière des faits et une véritable apologie de ce crime, tendant à justifier et à réhabiliter les bourreaux (5).

Quelques années plus tard parut la traduction française de la brochure d'Otto Weidinger intitulée: *Tulle et Oradour, une tragédie franco-allemande* (6). Dans un exposé infiniment plus détaillé que celui du docteur Iffrig, l'auteur expliquait les causes du drame et dégageait la responsabilité des SS dans la tragédie de l'église. En 1991, la diffusion et la vente de cet opuscule furent interdites par le ministère de l'Intérieur (7).

O. Weidinger n'est cependant pas le seul "révisionniste" à s'être intéressé au bourg tragique. En 1981, un publiciste allemand, Herbert Taege, publia un livre (non traduit en français) qui remettait fondamentalement en cause la version officielle du drame (8). D'après *Le Figaro*, cet écrit aurait "semé le doute, jusque dans les rangs des historiens" (9). En Belgique, également, un pharmacien, Pierre Moreau, a publié une brochure de vingt pages intitulée: *En écoutant crier les pierres*. A l'aide d'arguments relevant de la pyrotechnie et après avoir étudié les ruines de l'église, l'auteur tentait de démontrer que le sanctuaire n'avait pas été incendié mais avait explosé, l'origine de l'explosion ayant été le sommet du clocher, "là où jamais un soldat allemand ne pénétra" (p.13). Il y a deux ans, P. Moreau fut violemment attaqué par Bernard Fischbach, auteur d'un livre paru à l'occasion du cinquantenaire du drame et intitulé: *Oradour l'extermination* (10).

Toutes ces publications prouvent que, pour beaucoup, la version officielle du drame d'Oradour-sur-Glane n'est pas conforme à la vérité. Il est d'ailleurs à noter qu'en 1985, après avoir "passé au crible les dépositions de témoins et des tonnes de matériel d'archives allemandes", le rédacteur en chef de la très

officielle revue allemande *Weltbild* avait estimé que "la lumière" sur cette tragédie "n'[était] pas encore faite" (11). En compagnie de l'historien Andreas Hillgruber (spécialiste de l'Allemagne nationale-socialiste), il avait demandé:

que les archives françaises soient ouvertes à une commission mixte d'historiens français et allemands [*Id.*].

Cette requête n'eut aucune suite. Plus de quarante ans après les faits, ainsi, le drame d'Oradour restait entouré d'un épais brouillard que certains ne semblaient pas pressés de dissiper. Il y a sept ans, l'équipe de l'ANEC entreprit une enquête sur cette affaire. Longtemps interrompue pour des raisons diverses, celle-ci fut reprise à l'occasion du cinquantenaire de la tragédie. Le texte que nous publions ci-après constitue nos conclusions après toutes ces années de recherche.

[29]

Première section

Etude matérielle du drame de l'église

I

Visite des ruines de l'église

Des deux drames humains qui survinrent à Oradour le 10 juin 1944 (la mort des hommes fusillés par les SS dans les lieux où ils avaient été parqués et de celle de plusieurs centaines de femmes et d'enfants dans l'église), seul le second, celui des femmes, est aujourd'hui unanimement retenu. Si, par exemple, nous consultons le dictionnaire *Petit Robert*, nous lisons, sous le nom "Oradour-sur-Glane":

Le 10 juin 1944, les Allemands, par mesure de représailles, massacrèrent 643 personnes, dont 500 femmes et enfants, qui périrent enfermés dans l'église volontairement incendiée .
(1)

La mort des hommes d'Oradour est donc tombée dans un oubli relatif, à la fois choquant et compréhensible: choquant parce que la majorité d'entre eux, à l'instar de milliers d'otages en pays occupés, ont été fusillés alors qu'ils n'étaient pas personnellement engagés dans la lutte clandestine; mais compréhensible parce que cette violence s'inscrit dans le cycle attentats-répression de la logique révolutionnaire. En revanche, le meurtre de plusieurs centaines de femmes et d'enfants enfermés dans une église apparaît, en France au moins, comme un crime spécifique qui occulte le précédent.

Dans le cadre de notre enquête, nous avons donc choisi de porter préalablement notre attention sur la tragédie de l'église.

La thèse officielle de l'incendie

"L' église a été le théâtre d'un violent incendie". Telle est la conclusion que, dès 1945, MM. Guy Pauchou (ancien sous-préfet de Rochechouart, près d'Oradour) et Pierre Masfrand (ancien conservateur des ruines d'Oradour) exposèrent dans un livre qui, aujourd'hui encore, reste l'ouvrage officiel du Comité du Souvenir et de l'Association des Familles des Martyrs d'Oradour-sur-Glane". (2)

Les auteurs se fondaient notamment sur le témoignage d'une femme, Marguerite Rouffanche, qui est officiellement considérée comme l'unique rescapée de l'église (3) . Nous reviendrons plus tard sur sa déposition.

Depuis, jamais, officiellement, cette version n'a été remise en cause. En 1953, par exemple, au procès des SS de la division *Das Reich*, les 65 accusés furent jugés pour:

[l']incendie volontaire d'une église appartenant à une collectivité française, lequel a[vait] causé la mort de plusieurs personnes qui se trouvaient dans le lieu incendié . (4)

Lors des audiences, plusieurs témoins à charge déclarèrent avoir vu l'église brûler. Parmi eux, citons Pierre Joyeux, qui, le 10 juin 1944, se trouvait dans un hameau proche d'Oradour. A l'audience du 26 janvier 1953, il lança :

Nous ne savions pas ce qui se passait [mais] bientôt, nous vîmes l'église en flammes . (5)

En 1990, un autre témoin du drame, Maurice Beaubreuil, qui était interrogé par Vincent Reynouard, prétendit avoir vu le clocher de l'église s'effondrer sous l'effet des flammes.

Certains accusés eux-mêmes confirmèrent la thèse de l'incendie. Paul Graff, par exemple (un "Malgré-nous" alsacien (6)), déclara avoir vu le clocher s'effondrer sous l'effet du feu. (7) Auparavant, il avait, selon ses propres déclarations, reçu l'ordre de porter des fagots dans l'église (*Ibid.*, p. 18).

Cette abondance de témoignages pourra satisfaire le lecteur peu curieux. Toutefois, deux faits surprendront le chercheur impartial :

-- l'idée d'incendier une église en granit paraît saugrenue. Les auteurs d'un article paru en langue anglaise ont souligné qu'à Oradour le sanctuaire chrétien était un bâtiment en pierre ("*a stone structure*" (8)); or, un tel édifice ne s'enflamme pas facilement. De plus, notons que, selon les aveux unanimes des inculpés, les SS venus à Oradour ne possédaient aucun matériel incendiaire susceptible de les aider dans une telle tâche. Au procès de Bordeaux, les auteurs de l'acte d'accusation prétendirent que les SS avaient apporté dans le village martyr des "bombes incendiaires" et une "poudre" qui permettait au feu de se répandre facilement. (9) Mais ces allégations n'avaient aucun fondement. Nous reviendrons plus loin sur l'armement des SS venus dans le village martyr; toutefois, citons dès à présent Louis Hoehlinger, un "Malgré-nous" qui, en décembre 1944, avait déclaré qu'à sa connaissance ils n'avaient ni emporté de matériel incendiaire à Oradour, ni confectionné un tel armement sur place. (10) Ces propos furent confirmés par un autre inculpé, Jean-Pierre Elsaesser. Le 24 septembre 1945, celui-ci déclara qu'il n'avait pas:

eu l'occasion de constater qu'il ait été fait usage de munitions incendiaires pour mettre le feu aux immeubles à Oradour . (11)

Par conséquent, les enquêteurs auraient dû s'interroger pour savoir par **quel moyen** les SS avaient mis le feu à l'église. Or, et c'est ici le deuxième fait troublant :

-- depuis 1944, aucun rapport d'expertise portant sur l'église n'a été publié. Pourtant, lorsqu'une bâtisse est détruite par un incendie supposé d'origine criminelle, des experts sont nommés afin de mener une enquête minutieuse. Pierre Grapin écrit :

l'enquête débutera par une inspection extérieure du bâtiment brûlé, notant, d'après les destructions, l'étendue et l'intensité du feu. Dans la mesure du possible, l'inspection de l'intérieur qui suivra s'attachera à déterminer le sens de la propagation du feu, avec pour but essentiel la découverte du point initial de l'ignition qui sera dans la plupart des cas le "point le plus bas", en raison de la propension des flammes à monter. Mais l'étude des cendres et résidus doit permettre de déceler la possibilité d'un embrasement venant du haut et dû à la chute de matériaux incandescents.

Des "détecteurs de vapeur" ou d'hydrocarbures sont utilisés et les traces d'"accélérateurs" sont recherchées ainsi que d'éventuels moyens de mise à feu chimique [note : du type "pyrophore de Gay-Lussac" ou "pyrophore de Homberg", etc.]. Parfois le boutefeux utilisé brûle finalement moins bien que les matériaux qu'il sert à enflammer, tels certains chiffons mal imbibés de liquide inflammable. La découverte de plusieurs foyers initiaux décèle presque à coup sûr une intention criminelle.

L'examen des métaux, notamment du cuivre, dont on connaît la température de fusion (1093°C) renseignera sur l'intensité du feu en différents points.

Des échantillons au sol, dans lesquels un liquide inflammable peut s'être infiltré, seront prélevés assez profondément pour atteindre une couche non brûlée. D'autres examens de laboratoire porteront sur des fragments de bois, de métal, de tissus, de cordeau bickford, etc. [...].

[33] Les corps des victimes sont naturellement l'objet d'un examen médico-légal attentif tendant à savoir les conditions de la mort: asphyxie, intoxication, brûlure proprement dite, ou cause antérieure à l'incendie.

Les témoins éventuels du sinistre seront systématiquement interrogés, avec toutes les réserves nécessaires ; il leur sera demandé notamment :

- - à quel endroit ils ont commencé à voir les flammes ou la fumée ;
- - où ils se trouvaient à ce moment ;
- - quelle a été la couleur de la fumée, si elle était seule ou accompagnée de flammes, et si elle a changé de couleur au cours du sinistre ;
- - quelle fut la rapidité du développement de l'incendie ;
- - s'ils ont entendu un bruit ou vu une éruption brusque de matières incandescentes laissant supposer une explosion, etc. (12)

Certes, un paragraphe intitulé : *"Constatações feitas na igreja"* existe dans l'ouvrage de MM. Pauchou et Masfrand (pp. 59-67), ainsi que dans un rapport des Renseignements généraux rendu le 4 juillet 1944. (13) Mais **aucun de ces textes** n'a été rédigé par un véritable expert. Pour rédiger leur livre, MM. Pauchou et Masfrand se sont servi de deux rapports: le premier émane de l'évêché, le second du docteur Bapt, directeur de la Santé en 1944. A chaque fois, la description des ruines de l'église est trop succincte pour être exploitée ; et s'il y est souvent question de cendres, d'ossements

humains, de charniers, d'impacts de balles sur les murs, on y chercherait en vain des explications concernant l'incendie en lui-même (foyers initiaux, mode de propagation, chaleur maximale atteinte...). De même, aucun résultat d'analyse des cendres ou de pierres n'y figure. Quant à des rapports d'autopsies pratiquées sur des cadavres de femmes et d'enfants, il n'en est jamais question.

Les mêmes constatations peuvent être effectuées lorsqu'on étudie le dossier de l'instruction du procès de Bordeaux (1953). Malgré l'abondance de pièces, seules quelques lignes sont consacrées à l'état de l'église après la tragédie. Il s'agit le plus souvent de rapides descriptions émanant de visiteurs qui ne sont nullement des experts. (13a) Enfin, notons que, ni en 1944, ni en 1953 (au procès de Bordeaux) les témoins du drame n'ont été interrogés de la manière préconisée par P. Grapin.

Faut-il en conclure qu'aucune expertise de l'église n'a été réalisée depuis 1944? Certes, non. Un dossier concernant Oradour existe bel et bien mais il dort aujourd'hui dans des archives installées au Blanc, dans l'Indre. Il ne sera consultable qu'en 2053... Renferme-t-il l'expertise que nous cherchons? C'est possible, et nous reviendrons plus tard sur la question des archives cachées au public.

Devant ce vide, notre collectif a décidé de mener lui-même sa propre enquête. Or, celle-ci devait nécessairement débiter par un examen minutieux des lieux du crime.

Etat actuel de l'église

Aujourd'hui, le touriste qui se rend à Oradour croit sincèrement contempler l'église telle qu'elle était au soir du 10 juin 1944. (14) C'est une erreur. Certes, en 1945, le gouvernement français décida de conserver l'église "dans l'état où elle se trouvait après l'incendie". (15) Mais, en réalité, de multiples transformations y ont été apportées depuis, transformations qu'aucun panneau ne mentionne. Citons-en deux, les plus importantes.

Les voûtes de la nef ont aujourd'hui disparu ; elles se sont écroulées, découvrant le ciel. Or, ces dernières avaient résisté au sinistre du 10 juin 1944, bien qu'ayant été fortement ébranlées; elles ne se sont effondrées que plus tard, en octobre 1944, (16) et l'édifice est resté en l'état.

La voûte du clocher, en revanche, s'est en grande partie effondrée lors du sinistre. Plusieurs sources l'attestent. En premier lieu, citons le rapport émanant des Mouvements unis de Résistance et rédigé par un "envoyé spécial qui a[vait] pu s'introduire [34] clandestinement sur les lieux du crime". Publié tout d'abord dans une revue du Mouvement de libération nationale puis intégré dans le dossier de l'instruction du procès de Bordeaux, son auteur racontait avoir :

vu une église à l'entrée effondrée. (17)

Mentionnons également l'ouvrage de P. Poitevin où il est question du bronze de la cloche fondue qui s'est "encastré dans les pierres tombées de la voûte". (18) En 1953, au procès de Bordeaux, un témoin, Hubert Desourteaux, déclara être allé à l'église le matin du dimanche, 11 juin 1944. Là, il vit "un monceau [...] de pierres". (19) Les voûtes de la nef et les murs ayant résisté, ces pierres ne pouvaient provenir que du clocher. Quarante et un ans plus tard, enfin, Aimé Renaud, autre rescapé du drame interrogé par V. Reynouard, a déclaré que, le dimanche matin 11 juin 1944, il avait vu la voûte du clocher effondrée. (20) Par conséquent, cet effondrement ne nous paraît pas susceptible d'être remis en question.

Or, le visiteur qui, aujourd'hui, pénètre dans l'église peut voir la voûte du clocher intacte. Celle-ci a été

minutieusement reconstruite (figure 5) et, faute de panneau informatif, seul un oeil averti peut le discerner. Après le choc subit par l'édifice, on comprend facilement la nécessité d'une consolidation des ruines qui, cependant, n'imposait pas cette restauration. Nous verrons que le procédé n'est pas innocent.

D'autres modifications moins importantes ont également été apportées, sur lesquelles nous ne nous attarderons pas (statues déplacées, grille d'évacuation des eaux ajoutée, pente du sol modifiée, porte intérieure de la sacristie refaite, chapes de béton construites au-dessus des voûtes encore intactes...).

Dès lors, une première conclusion s'impose: une étude sérieuse de l'église telle qu'elle était au soir du 10 juin 1944 ne peut plus être réalisée sur le site même. Seuls restent, au chercheur, les clichés pris peu après la tragédie.

Naturellement, nous connaissons les limites d'une recherche menée à partir de clichés. En effet, une photographie n'est pas une image objective contrairement à l'idée admise. L'angle que le photographe choisit pour sa prise de vue lui permet de grossir certains détails et d'en cacher d'autres. De plus, un cliché peut avoir été pris "peu après" la tragédie mais suffisamment après pour que les lieux aient déjà subi quelques transformations. Dès lors, il conviendra d'être prudent au moment de conclure.

Etat de l'église après la tragédie

Aspect extérieur

L'église d'Oradour avait six toitures: celle du clocher, celle du choeur, celle de la nef, celle de la sacristie et celles des deux chapelles latérales. Toutes ces toitures avaient disparu après la tragédie du [35] 10 juin. Il n'en restait rien, pas même une poutre. (21)

Au sommet du clocher se trouvait une sphère en laiton creuse (figures 6 et 7) surmontée d'une croix en acier. Le visiteur peut la voir aujourd'hui à l'intérieur de l'église où elle est exposée. Certes, il voit bien un objet détérioré (la partie supérieure de la sphère est entièrement déformée, par endroits déchirée, et la croix est tordue), mais il remarque surtout que la sphère n'a pas fondu, (22) malgré sa faible épaisseur de quelques millimètres seulement.

Outre les toitures, tous les vitraux et tous les carreaux des fenêtres visibles sur les clichés avaient disparu. (23)

Certaines photographies de P. Poitevin montrent d'importantes traces de suie sur les murs nord et est (24) (figure 8 : photo du mur est). Nous avons douté longtemps de leur authenticité. Pourtant, en juin 1996, dans une exposition sise à Oradour, la reproduction d'un cliché détenu par l'Imperial War Museum, a définitivement confirmé l'existence des traces de suie sur le mur nord du sanctuaire. (24a)

Une autre traînée de suie est également visible sur la façade sud du clocher. (25) Elle résulte très probablement de l'incendie qui ravagea une dépendance du presbytère.

Tous les autres clichés publiés ne montrent aucune trace de suie, que ce soit au niveau de la porte d'entrée principale (26) ou des ouvertures pratiquées dans les murs du clocher, (27) au niveau des ouvertures des chapelles sud (28) ou des fenêtres percées dans le mur sud de la nef (29). Également

lorsqu'on examine les parties des murs où les toitures disparues prenaient appui, on ne perçoit aucune trace de suie, excepté sur le mur nord du transept. (30)

[36] Pénétrons maintenant à l'intérieur de l'église.

Aspect intérieur

Nous savons que la voûte du clocher s'effondra quasiment en totalité, le 10 juin 1944. On s'attendrait donc à découvrir un sol couvert de gravats sur les photographies postérieures à cette date. Or, les clichés publiés ne montrent rien de tel. Tous présentent un sol net, déjà déblayé, sur lequel ne reposent plus que des fragments des six cordons de l'oculus. (31) Ce fait est à rapprocher de la reconstruction minutieuse de la voûte du clocher : visiblement, les autorités locales désirent cacher son effondrement aux touristes.

Quoi qu'il en soit, examinons les clichés dont nous disposons. Sous le clocher, dans le coin droit, au-dessus d'un grand vase en granit, des traces d'impacts ainsi qu'une traînée de suie sont visibles. Un incendie de faible intensité a dû s'y développer. Le reste du mur où le revêtement a disparu jusqu'à une hauteur de 1m 50 environ ne montre toutefois aucune trace de suie. Dix traces de poutres disparues sont visibles à environ 2m 50 du sol. Ces poutres devaient soutenir une tribune à laquelle on accédait par un escalier. Ce dernier a, lui aussi, disparu mais des traces sont encore visibles sur les murs est et ouest (32) (figure 9).

Deux cloches, installées en 1884, se trouvaient dans l'église d'Oradour. (33)

[37] Elles ont, nous dit-on, fondu lors de l'incendie. D'après des mesures effectuées en 1994, le diamètre de base de la première cloche était égal à 1m 30 environ (soit une masse de 700 kg) et celui de la seconde à 80 cm environ (soit une masse de 300 kg). (34) De la première, il ne reste qu'une masse informe de métal (bronze) dans laquelle on distingue tout de même un fragment de la base qui n'a pas fondu. Des inscriptions et des motifs décoratifs sont encore visibles sur ce morceau préservé (figure 10).

Le battant de cette cloche, pièce en acier qui n'a pas fondu, est prisonnier, par sa base uniquement, de la masse de métal. De la seconde cloche, il ne reste rien, excepté un fragment de base qui a été préservé et sur lequel on distingue encore nettement le relief de la décoration.

Etrangement, seul le fragment de la seconde cloche est visible sur les photo-graphies publiées après le 10 juin 1944. [35] Certes, dans son ouvrage, P. Poitevin publie un cliché sous lequel on peut lire : "Le bronze de la [sic] cloche fondue et amalgamée dans les pierres de la voûte du clocher effondré". (36) Mais si cette photographie montre des pièces métalliques qui semblent effectivement provenir du clocher (notamment des éléments de liaison des poutres du beffroi), on cherche en vain la masse de bronze et le battant de la cloche principale tels qu'ils sont visibles aujourd'hui.

Portons maintenant notre attention sur la première chapelle située au sud: la chapelle Saint-Joseph. P. Poitevin, qui visita l'église peu après la tragédie, écrit que cette partie du sanctuaire "a été épargnée par le feu". (37) Les photographies d'époque donnent raison à l'auteur. L'autel en bois présent dans la chapelle est intact; (38) aujourd'hui encore, on peut le voir, seules les dorures sont écaillées (figure 11). Dans cette partie du sanctuaire, les murs sont propres, sans trace de suie. (39) Le revêtement est tout de même décollé par endroits. (40) En outre, une grosse poutre en bois, ne portant aucune trace de brûlé, est visible, au sol, devant l'autel. (40a) Malgré nos recherches, nous n'avons pu découvrir sa

provenance.

La seconde chapelle sud, en revanche, n'a pas été épargnée. Contrairement à la chapelle Saint-Joseph, l'autel qui s'y trouvait était en brique, recouvert de panneaux en marbre gris-blanc. Au soir du 10 juin 1944, les panneaux avant manquaient, découvrant les briques intérieures. (41) Depuis cinquante ans, l'aspect de cet autel n'a guère changé; des briques ont cependant disparu et des morceaux de marbre, issus vraisemblablement des panneaux avant, sont posés dessus. Mais la façon rectiligne dont le marbre est brisé suggère une découpe artificielle du matériau.

D'après un cliché d'époque, le mur est de la chapelle paraît propre, sans trace de suie. (42) Toutefois, ce même cliché montre qu'un incendie de faible intensité s'est probablement développé au niveau du sol dans le coin formé par les murs est et sud. En effet, une tache blanche caractéristique apparaît sur la paroi sud. Cette tache est surmontée par une traînée de suie. Au-dessus, le plâtre a disparu, découvrant les pierres du mur. De façon surprenante, ni la voûte (que l'on distingue), ni le tour du vitrail ne portent de traces de suie. Voilà pourquoi l'incendie qui s'est développé là nous paraît avoir été de faible intensité.

[38] Enfin, remarquons que la porte de cette chapelle a été préservée et qu'elle est encore visible aujourd'hui (figure 12).

Après la tragédie, une épaisse couche de cendre recouvrait, dit-on, les dalles de cette chapelle. Sous la photographie publiée par P. Poitevin, on lit la légende suivante : "La chapelle Sainte-Anne, dont le sol est recouvert de vingt centimètres d'ossements et de cendres". La mauvaise qualité du cliché ne nous a pas permis de connaître avec certitude la nature de ces cendres. Cependant, remarquons qu'aucun os (ou fragment d'os) n'est visible. Par conséquent, si l'on en croit P. Poitevin, il faut admettre que les humérus, les radius, les cubitus ainsi que les fémurs, les tibias, les péronés, les bassins et les crânes des victimes auraient été pulvérisés. Or, aucun incendie ne peut occasionner d'aussi gros dégâts sur des squelettes humains.

Les cendres retrouvées dans la chapelle Sainte-Anne furent l'objet de bien des rumeurs. En 1953, un journaliste du *Monde* n'hésita pas à écrire que les secouristes en avaient retiré "un mètre" et qu'il s'agissait "de cendres humaines". (43)

Venons-en maintenant au chœur de l'église. Là se trouvait le maître-autel qui, au soir du 10 juin 1944, était partiellement détruit, sa partie supérieure gauche ayant disparu (figure 13). Si, aujourd'hui, on examine la partie inférieure gauche on constate que les dessins sculptés ont presque entièrement disparu; ils offrent l'apparence de motifs érodés ou passés au papier de verre. Lorsqu'on passe les doigts sur cette partie, on constate qu'elle tombe en poussière. Au soir de la tragédie, pourtant, cette partie était intacte et les dessins parfaitement visibles. (44) Par conséquent, on en déduit que ces dégradations eurent lieu après le drame. Ce fait paraît confirmé par P. Poitevin qui, après avoir parlé du "bas-relief intact des disciples d'Emmaüs", raconte que lors d'une visite suivante il vit le maître-autel s'effriter, "ses pierres tomb[ant] en poussière". (44a)

Autre remarque: aujourd'hui encore, le maître-autel est surélevé d'une cinquantaine de centimètres. Ce détail est compréhensible lorsqu'on sait qu'au début de la messe catholique, dite de saint Pie V, le prêtre *monte* à l'autel. (45) Par conséquent, des marches existaient qui permettaient notamment d'accéder au tabernacle. A Oradour, elles étaient [39] probablement de même nature que celles que l'on peut encore voir devant l'autel de la Vierge et celui de Saint-Joseph, c'est-à-dire en bois. Une géométrie particulière permettait leur encastrement dans l'autel. Un cliché d'époque montre que ces

marches avaient disparu après le drame. (46)

Enfin, notons qu'à l'endroit où se trouvaient ces degrés, le sol dallé cesse subitement pour laisser place à un sol en terre battue (figure 14). Au milieu de cet îlot de terre apparaît une pierre blanche (qui n'est donc pas en granit comme les dalles) de forme approximativement ovale. De façon curieuse, la surface supérieure de cette pierre est totalement lisse et se situe au niveau exact des dalles. Ces constatations laissent penser qu'un passage menant vers des sous-sols a dû exister en cet endroit. En temps normal, celui-ci était masqué par les marches en bois. La pierre blanche faisait partie d'un système qui permettait de les retirer facilement afin d'accéder à cette entrée.

On ne manquera pas de qualifier cette hypothèse d'audacieuse. Pourtant, deux faits semblent attester l'existence de ces sous-sols:

-- le sol dallé de l'église présente par endroits des dépressions sensibles. On peut supposer que la surface du dallage a épousé les affaissements survenus dans les caves;

-- en consultant le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, au tome LXXII, une description de l'église d'Oradour-sur-Glane publiée suite à une "excursion archéologique", nous apprend que:

Par suite d'une forte différence de niveau, le chevet [partie de l'église qui se trouve derrière le chœur] est surélevé sur des caves qui servent de resserres. (47) (figure 15).

C'est clair : des caves se trouvent sous l'édifice religieux. Notons en outre l'indicatif présent utilisé par les auteurs de la description: "de caves qui servent". Celui-ci indique qu'à cette époque (1920-1930), les sous-sols de l'église étaient encore utilisés et, donc, qu'on pouvait y accéder. En 1994, V. Reynouard avait supposé que leur entrée se trouvait dans la sacristie, masquée par un tas de tuiles. Il fondait sa conviction [40] notamment sur les allégations de P. Poitevin qui, dans son livre publié en 1944, avait parlé de souterrains auxquels on accédait par le sous-sol de la sacristie. (48) Toutefois, des recherches complémentaires organisées sur les lieux infirment cette hypothèse.

La possibilité de l'entrée devant l'autel est d'autant plus plausible que le chœur est la partie la plus ancienne de l'édifice. Elle date du XII^e siècle, alors que les autres parties datent du XV^e siècle, la sacristie étant, pour sa part, d'époque "moderne". (49) En outre, il semble que l'église d'Oradour a été construite à l'emplacement d'un ancien lieu de culte païen et, par conséquent, qu'une crypte avait préalablement existé. Celle-ci aurait plus tard été transformée en cave, (50) puis comblée à une date inconnue.

Quoi qu'il en soit, la présence de ces sous-sols n'est pratiquement jamais révélée à Oradour. En effet, si l'on excepte l'ouvrage de P. Poitevin et certains livres révisionnistes, (51) jamais, depuis 1945, leur existence n'a été mentionnée. Dans son ouvrage, F. Delage ne dit rien sur les caves. Or, cet auteur avait participé à l'"excursion archéologique" au cours de laquelle l'église d'Oradour avait été visitée; (52) il ne pouvait donc ignorer leur existence. A. Hyvernaud, quant à lui, cite l'extrait du *BSAHL* que nous avons donné plus haut, mais il prend soin de supprimer l'indicatif présent et d'ajouter le mot "autrefois".

Le passage devient alors :

Par suite d'une forte différence de niveau, le chevet est surélevé sur des caves qui

servaient autrefois de resserres. (53)

Poursuivons cependant.

Aucune trace de suie n'est visible sur le mur est, dans lequel ont été percés quatre emplacements de vitraux. (54) Sur ce mur, le crépi est intact. En revanche, le revêtement du mur nord, dans lequel se découpe la porte permettant d'accéder à la sacristie, a presque entièrement disparu. (55) Là non plus, aucune trace de suie n'est visible. Les mêmes constatations peuvent être faites sur le mur orienté au sud (56) ainsi que sur la voûte. (57)

Au soir du 10 juin 1944, de nombreux morceaux de pierre jonchaient le sol du chœur (58) (figure 16). Ceux-ci semblent être responsables des dégâts causés au maître-autel. D'où pouvaient-ils provenir? Ni des voûtes de la nef ni de la voûte du chœur, qui ne se sont pas effondrées durant le sinistre. De la voûte du clocher? Cette hypothèse est à retenir, surtout lorsqu'on examine les restes de la statue du curé d'Ars.

Avant le jour tragique, cette statue était accrochée, par sa base, au mur nord de la nef, tout près du chœur, à 2m environ du sol. Le 10 juin 1944 au soir, toute la partie située au-dessus du bassin avait disparu, pulvérisée par une pierre qui avait laissé un impact dans le mur (59) (figure 16 bis).

Cette statue était creuse, faite en plâtre renforcé par des poils de chèvre ou de cheval. (60) Si le projectile qui a écrasé la partie supérieure était [41] tombé du plafond, il n'aurait pas laissé de trace sur le mur. Par conséquent, le projectile provenait du clocher (seule partie de l'église détruite). De plus, il possédait une vitesse suffisante pour briser la moitié haute de la statue sans renverser la moitié basse pourtant simplement posée sur une plaque horizontale fixée dans le mur par deux barres métalliques. (61)

Poursuivons cette étude en portant notre attention sur la chapelle latérale nord, la chapelle de la Vierge.

De façon certaine cette partie du sanctuaire a été préservée. Le 10 juin au soir, les dalles du sol étaient encore nettement visibles, (62) contrairement au chœur, à la nef et à la chapelle Sainte-Anne où la poussière, les cendres et les gravats recouvraient tout, donnant l'illusion d'un sol en terre battue. (63)

Un cliché publié dans l'ouvrage *Ville Martyre...* montre nettement, adossé au mur est de cette chapelle, l'autel en bois dédié à la Vierge: il est intact (64) (fig. 17). Les fleurs en tissu posées dessus ont également été préservées (65) (figure 18). De même, on constate que le mur est, avec tous les ex-voto, n'a subi aucun dommage et ne porte aucune trace de suie.

En face de l'autel, adossé au mur nord, se trouve le confessionnal. Construit en bois léger (6 mm d'épaisseur), il était également intact au soir de la tragédie. (66) Aujourd'hui encore, le visiteur peut le voir et même s'y asseoir (figure 19). L'étonnante préservation d'une pièce aussi légère dans une église qui aurait été ravagée par le feu gêne les tenants de la thèse officielle. Dans leur ouvrage, MM. Pauchou et Masfrand publient une photographie montrant le confessionnal avec, au premier plan, une voiture d'enfant fortement endommagée (métal oxydé et tordu). Point n'est besoin d'être spécialiste du feu pour comprendre que cette voiture a été apportée à cet endroit intentionnellement. En effet, le contraste entre le métal qui a été soumis à une forte chaleur et le confessionnal intact est saisissant. Si vraiment, la voiture s'était trouvée là le 10 juin 1944, le [42] confessionnal n'aurait pas résisté; il aurait brûlé, au moins en partie. Cette tromperie a été imaginée afin d'émouvoir le visiteur (l'horreur de

l'enfant qui a dû mourir carbonisé dans la voiture) et d'inhiber ses facultés de raisonnement. Remarquons, d'ailleurs, que cette voiture n'est plus visible sur le cliché du confessionnal publié par P. Poitevin et qu'elle réapparaît sur une photographie montrant, cette fois, plusieurs voitures d'enfant endommagées. (67)

Rappelons, enfin, que le confessionnal ne porte aucune trace de sang, d'éclat ou de balle.

Terminons cet examen de l'église par la sacristie.

A notre connaissance, aucun cliché montrant l'intérieur de cette pièce après la tragédie n'existe ou n'a été publié. Cet "oubli" renforce notre méfiance.

Aujourd'hui, le visiteur peut pénétrer dans les ruines de la sacristie par une porte extérieure. Une fois dans le local, il aperçoit, sur le mur opposé, à environ 3m du sol, une large ouverture obstruée par un panneau de bois. Il s'agit de la porte qui, avant le 10 juin 1944, donnait sur le chœur; par mesure de sécurité, les autorités d'Oradour l'ont condamnée pour éviter que, de l'église, des touristes trop curieux ne se penchent et ne chutent. Sur les murs nord, sud et est, toujours à 3m du sol, des trous régulièrement espacés sont encore visibles: traces de poutres qui ont aujourd'hui disparu.

Ce local comportait deux (peut-être trois) niveaux (fig.20). Du chœur, le prêtre franchissait la porte aujourd'hui condamnée et se retrouvait, sur un plancher, dans une pièce qui lui servait de sacristie. Un escalier lui permettait sans doute de descendre au niveau inférieur qui servait de "débaras, avec la chaudière du chauffage" (68), d'après P. Zind,

Depuis la tragédie, deux tas de tuiles plates ont été entreposés dans ce qui fut le débarras. Le plus important recouvre une partie du mur sud. De même peut-on voir dans un coin un tas de ferraille. On y remarque des éléments qui servaient à accrocher entre elles les poutres du beffroi (figures 21 et 22).

Ces dernières remarques achèvent notre étude de l'église après la tragédie. En guise de conclusion provisoire, nous pouvons affirmer que :

-- si quelques incendies de faible intensité se sont développés ici ou là au sein du sanctuaire, aucun embrasement général ne s'est développé (absence de traces de suie) qui pourrait expliquer les dégâts visibles après le 10 juin 1944;

-- des phénomènes extrêmement violents se sont produits au moins dans le clocher et peut-être, aussi, sous les toits. Ceux-ci provoquèrent l'effondrement de la voûte d'entrée.

Quelle fut la nature de ces phénomènes? Telle est la question à laquelle nous allons maintenant tenter de répondre.

Fig.22a : ci-contre.

Beffroi avec sa cloche, avant son installation dans un clocher d'église (celui de N.D. de Grâce à Honfleur).

On distingue nettement les éléments métalliques servant à lier entre elles les poutres du beffroi.

NOTES DE L'INTRODUCTION

- 1) Voy. *Ville Martyre...*, p.111: "Note d'information officielle publiée par la presse le 5 janvier 1945".
- 2) Voy. *Le drame...*, p.36.
- 3) Nous reviendrons plus tard sur ce procès. Toutefois, notons que seuls 21 anciens SS étaient présents; les 44 autres furent jugés par contumace (voy. l'acte d'accusation rédigé le 1er décembre 1952).
- 4) Voy. *Elsa*, deuxième trimestre 1974, p.4, article intitulé: "Oradour-sur-Glane".
- 5) Voy. *La Montagne*, 26décembre 1975, pp.1 et 7.
- 6) Auto-éditée, Aalen, sans date, 62 p.
- 7) Voy. le *Journal officiel* du 13 janvier 1991. En 1994, après que cette brochure eut fait sa réapparition, le ministère français de l'Intérieur tint à réaffirmer qu'il était "interdit de faire circuler, de distribuer et de vendre cet opuscule " (voy. *La Charente libre*, 12 mars 1994).
- 8) Son titre est: *Wo ist Kain? Enthüllungen und Dokumente zum Komplex Tulle + Oradour* (Où est Ca i n? Révélation et documents sur l'affaire de Tulle+Oradour) Editions Askania, 1981. Une recension de cet ouvrage a été publiée par Pierre Zind dans le journal alsacien: *Nouvelle Voix / Neue Stimme* (No 62 et suivants, 1983).
- 9) Voy. *Le Figaro*, 6 janvier 1985, p. 4, article de Jean-Paul Picaper intitulé: "RFA: le drame d'Oradour refait surface".
- 10) Editions Ronald Hirlé, 1994. Voy. pp. 209-211.
- 11) Voy. *Le Figaro*, 6 janvier 1985, p. 4, article déjà mentionné .

NOTES DE LA PREMIERE PARTIE, I

- 1) *Petit Robert*, édition de 1989, vol. II (noms propres), p. 1333.
- 2) Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 59.
- 3) Madame Rouffanche est morte en 1989. Sa tombe se trouve dans le cimetière d'Oradour.
- 4) Voy. l'acte d'accusation au procès de Bordeaux, pp. 3, 4 et 5.
- 5) Voy. *Ouest-France*, 27 janvier 1953, p. 3, col. A.
- 6) Sur la vie de P. Gräff, voy. *Le Monde*, 20 janvier 1953, p. 7, col. A.
- 7) "LE PRESIDENT. -- Est-ce que vous n'avez pas assisté, sur le pont de la Glane, à l'effondrement

du clocher ? GRAFF. -- C'est cela. LE PRESIDENT. -- Vous avez vu l'effondrement; et dans quelles circonstances s'est effondré le clocher? GRAFF. -- Par le feu." (voy. les sténotypies du procès, audience du 16 janvier 1953, p. 21). Nous pourrions de même citer le SS Hoehlinger qui, lors de l'instruction, déclara être passé devant l'église qui brûlait (voy. dossier de l'instruction du procès, liasse III, interrogatoire de Hoehlinger en date du 27 juillet 1946, 4 p., p. 3).

8) Article dont une copie a été trouvée par les auteurs dans les archives de Robert Faurisson. Aucune référence ne l'accompagnait.

9) "les SS, dans la rage de destruction, incendiaient le village d'Oradour à l'aide de bombes incendiaires" (acte d'accusation, p. 6); "ils jettent une poudre qui doit être lancée au moyen d'un vaporisateur [...]. Le feu se répand facilement" (*Ibid.*, p. 7).

10) "Je n'ai pas connaissance qu'au départ de St-Junien notre compagnie ait été munie de matériel incendiaire. Je n'ai jamais vu confectionner des charges garnies de produits incendiaires" (voy. dossier de l'instruction, liasse I, interrogatoire de L. Hoehlinger en date du 14 décembre 1944, p. 3).

11) Voy. le dossier de l'instruction, liasse VII, interrogatoire d'Elsaesser en date du 24 septembre 1945, p. 7.

12) Voy. P. Grapin, *Les Incendies* (P.U.F., collection Que sais-je ?, 1979, 128 p.), pp. 90-92.

13) Voy. *La mémoire d'Oradour...*, pp. 102-103.

13a) Par exemple Marc Freund-Valade, préfet de Limoges qui s'était rendu à Oradour le 13 juin 1944. Dans son rapport du 15 juin 1944, celui-ci écrit : "Dans l'église, en partie en ruines, se trouvaient encore des débris humains, calcinés, provenant de cadavres d'enfants (tels qu'un pied d'enfant dans une pantoufle), des ossements étant mêlés aux cendres des boiseries. Le sol était jonché de douilles portant la marque de fabrication STKAM et les murs de l'église portaient de nombreuses traces de balles à hauteur d'homme. Il est à noter que si la toiture de l'église est effondrée, le plafond qui est fait de maçonnerie est à peu près intact ainsi que les murs. Le feu n'a donc pu prendre à l'intérieur de l'église que s'il y a été mis intentionnellement" (pp. 1-2).

14) Dans son allocution prononcée le 10 juin 1994, F. Mitterrand a déclaré que "les ruines du village étaient maintenues dans l'état où elles avaient été laissées après le massacre" (Transcription de Henri Lewkowicz, p. 4).

15) Voy. *Ville Martyre...*, p. 111.

16) "La voûte avait résisté en apparence ; pourtant des crevasses s'apercevaient, donnant à redouter un prochain écrasement ; et, en effet, dans les derniers jours d'octobre, l'écroulement est survenu, créant dans le haut de la nef une immense ouverture" (voy. *Ville Martyre...*, p. 48). Ce texte est confirmé par un document que l'on peut consulter aux archives départementales de Haute-Vienne sous la cote 14 F 42. Il s'agit d'une lettre sur papier à l'en-tête du "Syndicat d'initiative de Cieux" (village non loin d'Oradour) en date du 25 août 1944. L'auteur, qui s'adressait à F. Delage, l'informait que "les voûtes paraiss[ai]ent n'avoir aucun mal". Preuve que l'effondrement fut postérieur à l'été 1944. Sur ce sujet, voy. aussi *Oradour-sur-Glane*, p. 51; *Dans l'Enfer...*, p. 59. Les auteurs de ces deux derniers ouvrages n'indiquent pas la date à laquelle les voûtes se sont effondrées.

17) Voy. *Les Huns...*, dernière page; texte intitulé : "Un éditorial que Philippe Henriot ne fera pas. Les Huns sont passés par là". Voy. aussi le dossier de l'instruction du procès de Bordeaux, liasse I, rapport intitulé : "Le crime d'Oradour-sur-Glane. Les Huns sont passés par là".

18) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 74. Voy. aussi *L'Autre Histoire...*, p. 16.

19) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 16.

20) Depuis, un membre des équipes de secours qui vint sur les lieux du drame à partir du 13 juin 1944 a confirmé ce fait: il s'agit d'Henriette Massaloux-Dumay (Lettre de H. Massaloux-Dumay à Vincent Reynouard en date du 25 mars 1996. Un autre membre des équipes de secours, l'abbé Philippe Schneider, a écrit le 18 mars 1996 : "la voûte du clocher était, **je crois**, effondrée.").

21) Pour la toiture des chapelles sud, voy. *Oradour-sur-Glane*, photographie p. 6. Pour les autres toitures, voy. *Dans l'Enfer...*, sixième photographie entre les pages 48 et 49 ; voy. aussi *Ville Martyre...*, Pl. II entre les pages 16 et 17. Le rapport rédigé par M. Freund-Valade et daté du 15 juin 1944 semble confirmer ces constatations ; l'auteur écrit : "la toiture de l'église est effondrée" (voy. le dossier de l'instruction du procès de Bordeaux). De même peut-on lire, dans la lettre à F. Delage sur papier à l'en-tête du "Syndicat d'initiative de Cieux" : "la couverture [de l'église] est entièrement détruite".

22) La flèche n'est pas visible sur les photographies de l'église antérieures à la tragédie qui ont été publiées par P. Poitevin et F. Delage. En effet, le clocher est, à chaque fois, coupé. Toutefois, on la distingue nettement sur une photographie qui a été publiée dans la brochure intitulée : *Le drame...* (voy. p. 7).

23) Le vitrail du mur ouest et celui de la chapelle Saint-Joseph ne sont pas visibles. De même, les deux fenêtres percées dans le mur est de la sacristie n'apparaissent sur aucun cliché postérieur au 10 juin. Aujourd'hui, tous ces vitraux et tous ces carreaux ont disparu. Peut-être étaient-ils déjà pulvérisés le soir du 10 juin.

24) Voy. *Dans l'Enfer...*, sixième et huitième photographie, entre les pages 48 et 49.

24a) Exposition intitulée : "La mémoire d'Oradour" (28 juin-8 septembre 1996).

25) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, photographie p. 62.

26) Voy. *Dans l'Enfer...*, sixième photographie entre les pages 48 et 49.

27) Pour les façades sud et est, voy. *Oradour-sur-Glane...*, photographie p. 6; pour la façade nord, voy. *Dans l'Enfer...*, sixième photographie entre les pages 48 et 49. Aucun cliché n'est publié qui montrerait le vitrail de la façade ouest.

28) Il y a deux chapelles sud. L'une possède un petit vitrail et, au ras du toit, une petite meurtrière qui devait servir à éclairer les combles, au-dessus des voûtes. Il n'existe aucun cliché montrant le petit vitrail après l'incendie. En revanche, la petite meurtrière est parfaitement visible à l'extrême droite de la photographie parue dans *Oradour-sur-Glane...*, p. 62. On ne distingue aucune trace de suie. L'autre chapelle possédait un grand vitrail (d'architecture gothique, le seul dans l'église, qui est romane) dont

on voit la partie supérieure dans l'ouvrage *Oradour-sur-Glane* (photographie p. 6) et la partie inférieure dans le livre *Ville Martyre* (Pl. IV, entre les pages 16 et 17). Aucune trace de suie n'est visible. Cette chapelle possédait également une porte visible dans le livre susmentionné (Pl. IV, entre les pages 16 et 17). Là encore aucune trace de suie ne se détache.

29) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, photographie p. 6.

30) Voy. notamment le cliché publié dans *Oradour-sur-Glane...*, p. 6. On y aperçoit nettement la trace du toit de la nef sur le mur est du clocher. Aucune trace de suie n'est décelable. Il en est de même sur le haut du mur des chapelles sud, là où reposait la toiture (voy. même cliché) ainsi qu'à l'extrémité supérieure des murs du choeur (tour carrée) qui supportaient également une toiture (voy. *Ville Martyre...*, Pl. II, entre les pages 16 et 17 ; *Dans l'Enfer...*, huitième photographie, entre les pages 48 et 49 ; *Oradour-sur-Glane*, photographie p. 6).

31) Voy., notamment, *Oradour-sur-Glane...*, photographie p. 54. Ce cliché est également reproduit dans *Le drame...*, p. 32, ainsi que dans la brochure *Souviens-toi...*, p. 14.

32) Pour toutes ces constatations, voy. *Le drame...*, p. 32 et *Souviens-toi...*, p. 14.

33) Voy. Chanoine Lecler, *Etude sur les cloches de l'ancien diocèse de Limoges* (publié en 1902), p. 166.

34) Pour les détails des calculs qui nous ont permis de parvenir à ces estimations, voy. annexe 1.

35) Voy. notamment *Oradour-sur-Glane...*, photographie p. 54.

36) Voy. *Dans l'Enfer...*, troisième photographie, entre les pages 64 et 65.

37) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 74.

38) Voy. *Ville Martyre...*, Pl. VII, entre les pages 16 et 17.

39) Pour le mur sud, voy. *Oradour-sur-Glane*, photographie p. 48; pour le mur est, voy. *Ville Martyre...*, Pl. VII, entre les pages 16 et 17; pour le mur ouest, voy. *Vision d'épouvante...*, photographie p. 63.

40) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, photographie p. 48.

40a) Voy. *Ville Martyre...*, Pl. VII, entre les pages 16 et 17.

41) Voy. *Dans l'Enfer...*, quatrième photographie, entre les pages 64 et 65.

42) Voy. *Oradour-sur-Glane*, photographie p. 48.

43) Voy. *Le Monde*, 3 février 1953, p. 4, col. B.

44) Voy. notamment *La mémoire d'Oradour...*, cliché p. 32.

44a) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 75.

45) Voy. première partie de la messe, cinquième paragraphe : "Le prêtre monte à l'autel".

46) Voy. *Ville Martyre...*, Pl. VI, entre les pages 16 et 17, cliché du haut.

47) Voy. *BSAHL*, t. LXXII, p. 579.

48) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 49 : "[Les femmes réfugiées dans la sacristie] s'efforcent de descendre un escalier branlant pour se réfugier dans un débarras, afin d'essayer de gagner ensuite l'extérieur ou les souterrains".

49) Voy. *Petite Histoire...*, p. 14 : "[L'église] qui fut incendiée par les nazis en 1944 fut-elle la première [construite à Oradour]? On n'en sait rien non plus; mais la partie la plus ancienne de l'église, le chœur, est manifestement du XIIe siècle. Ce n'est que beaucoup plus tard, vers la fin du XVe siècle, après la Guerre de Cent Ans, que la nef et les chapelles latérales seront construites, donnant à l'église la forme qu'elle garde encore". Voy. également *BSAHL*, *op. cit.*, le plan de l'église où l'époque des différentes parties est notée, la sacristie étant qualifiée de "moderne".

50) Voy. *Petite Histoire...*, p. 14 : "En Limousin, nombre de localités portent le nom d'Oradour. L'Ouradou, en langue limousine, c'est l'endroit où l'on prie. Pour certains auteurs, les oradours -- oratoires -- auraient pris la place de monuments païens qui se trouvaient presque toujours au point de jonction des voies romaines et auraient joué un rôle funéraire".

51) Voy. notamment la recension de P. Zind. Il y est question de "*souterrains, actuellement murés*" (*Nouvelle Voix...*, No 66, p. 5, col. A).

52) Dans le tome du *BSAHL* déjà cité, le nom de Franck Delage est cité dans la liste des participants à l'excursion.

53) Voy. *Petite Histoire...*, p. 15. Naturellement, l'auteur est en droit de rédiger une telle phrase. Mais il aurait été plus honnête de citer la référence du *BSAHL* et de recopier l'extrait tel quel, en le faisant suivre au besoin d'explications.

54) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, photographie p. 53.

55) Pour le mur sud, voy. *Oradour, Tulle...*, p. 1829.

56) Voy. *Ville Martyre...*, Pl. VI, entre les pages 16 et 17. Seule une petite partie du mur est visible, ce qui empêche son étude exhaustive.

57) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, photographie p. 53.

58) Voy. *Souviens-toi...*, p. 14. Rappelons également la déposition de Jean-Hubert Desourteaux au procès de Bordeaux. Celui-ci avait pénétré dans l'église le lendemain du drame, vers onze heures. Il déclara avoir vu "un monceau [...] de pierres" (sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 16).

59) Voy. *Souviens-toi...*, p. 14.

60) Constatations faites par V. Reynouard qui a examiné les restes de la statue aujourd'hui posés sur l'autel de la Vierge, dans la chapelle latérale nord de l'église.

61) On voit nettement cette plaque horizontale sur le cliché paru dans *Oradour, Tulle...*, p. 1829. D'après les constatations faites par V. Reynouard, la statue était simplement posée dessus.

62) Voy. *Ville Martyre...*, Pl. VI, entre les pages 16 et 17.

63) Voy. notamment *Dans l'Enfer...*, p. 74. L'auteur écrit : "*La grande nef est vidée de ses chaises et de ses bancs, mais la terre battue est couverte de débris de toutes sortes*".

64) Voy. *Ville Martyre...*, Pl. VI, entre les pages 16 et 17.

65) On peut aujourd'hui les voir dans le Mémorial d'Oradour, dans une petite salle à gauche en entrant. Un petit écriteau porte la mention suivante : "*Fleurs qui étaient sur l'autel de la Vierge de l'église d'Oradour le 10 juin 44*".

66) Voy. *Dans l'Enfer...*, deuxième photographie, entre les pages 64 et 65.

67) Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 66 ; *Oradour-sur-Glane...*, p. 56. Une troisième photographie montrant cette voiture d'enfant est publiée dans *Oradour et Tulle...*, p. 1829.

68) Voy. *Nouvelle Voix...*, No 66, p. 5, col. A. Aujourd'hui encore, on peut voir, dans le coin gauche du local, un conduit de cheminée qui monte jusqu'au sommet des murs. En outre, les photographies de l'église prises avant et après le 10 juin 1944 montrent, sur le toit de la sacristie, une petite cheminée (voy., par exemple, *Dans l'Enfer...*, cinquième photographie, entre les pages 48 et 49). Tous ces faits confirment l'installation, dans le sous-sol de la sacristie, d'un matériel de chauffage.

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du Secrétariat est <aaargh@abbc.com>

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail.

<http://www.abbc.com/aaargh/iran/poipen/Oradour/CLCORAZ.html>

23/10/99

Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is <aaargh@abbc.com>

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. A reader looks for a document on the Web at his or her own risks. As for the author, there is no reason to suppose that he or she shares any responsibility for other writings displayed on this Site.

Be reminded of the US copyright law, Section 107:

Section 107. Limitations on exclusive rights: Fair use

... the fair use of copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified in above sections, for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching (including multiple copies for classroom use), scholarship, or research, is not an infringement of copyright. In determining whether the use made of a work in any particular case is fair use the factors to be considered include ---

- (1) the purpose and character of the use, including whether the use is of a commercial nature or is for nonprofit educational purposes;
- (2) the nature of the copyrighted work;
- (3) the amount and substantiality of the portion used in relation to the copyrighted work as a whole, and;
- (4) the effect of the use upon the potential market value of the copyrighted work.

+++++

ARTICLE 19. <Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.>

The Universal Declaration of Human Rights, adopted by the United Nations General Assembly on December 10, 1948,

ARTIKEL 19 der Menschenrechte: <Jederman hat das Recht auf Freiheit der Meinung und der Meinungsäußerung; dieses Recht umfaßt die unbehinderte Meinungsfreiheit und die Freiheit, ohne Rücksicht auf Staatsgrenzen Informationen und Gedankengut durch Mittel jeder Art sich zu beschaffen, zu empfangen und weiterzugeben.> Vereinten Nationen, 10 Dezember 1948.

ARTICLE 19 <Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit>
Déclaration internationale des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU à Paris, le 10 décembre 1948

ARTICULO 19 <Todo individuo tiene derecho a la libertad de opinión y de expresión; este derecho incluye el de no ser molestado a causa de sus opiniones, el de investigar y recibir informaciones y opiniones, y el de difundirlas, sin
<http://www.abbc.com/aaargh/iran/poipen/Oradour/CLECORAZ.html>

limitación de fronteras, por cualquier medio de expresión.>

Declaracion universal de los derechos humanos, adoptada por la Asamblea General de las Naciones Unidas el 10 de diciembre de 1948 en París

<HR

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) |

| [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) |

| [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 2](#) | [Partie 3](#) | [Partie 4](#) | [Partie 5](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 3

II

L' église endommagée par des explosions

[49]

Le clocher ébranlé par une détonation ?

La préservation de la croix faîtière

D'après la thèse officielle, un gigantesque incendie détruisit le clocher et fit fondre les cloches. Or, si tel avait été le cas, la croix faîtière serait tombée au milieu des flammes et la sphère en laiton, très fine, aurait fondu. Or, nous avons vu qu'il n'en était rien. Par conséquent, l'hypothèse du feu doit être rejetée et remplacée par celle d'une détonation qui se serait produite dans le clocher. Celle-ci engendra une forte poussée verticale qui, vers le bas, fit s'effondrer la voûte et la tribune (1) et, vers le haut, contribua à l'éjection du toit et de la croix faîtière (figure 23). Projetée au loin, celle-ci ne subit pas les effets secondaires de l'explosion qui endommagèrent les cloches restées sur place du fait de leur masse.

On objectera qu'une telle explosion aurait détruit les murs du clocher. Ce n'est pas certain. Le croquis ci-contre montre effectivement un type d'explosion dont les effets sont omnidirectionnels. Mais on peut aussi disposer des explosifs pour différentier les effets selon les directions de l'espace .

Par exemple, disposés circulairement, au moment de la détonation "l'axe central du dispositif sera le lieu d'une élévation extraordinaire de température et de pression". (2) D'où une gigantesque poussée qui se développera principalement selon l'axe vertical (figure 24). C'est le principe de la "charge creuse".

Or, dans le clocher de l'église, la disposition des lieux incitait naturellement au stockage des explosifs le long des murs. Dans ce cas, quand elle survient, l'explosion provoque un effet comparable à celui de la "charge creuse", selon l'axe vertical qui est, de surcroît, l'axe de moindre résistance du bâtiment: plancher et voûte vers le bas et toiture vers le haut, au lieu de murs épais latéralement. Ce qui explique l'absence de dégâts sur les murs.

[50]

Autres éléments appuyant la thèse de l'explosion

Outre la préservation de la croix faîtière, d'autres éléments appuient la thèse de l'explosion.

Citons, tout d'abord, l'absence de suie sur les murs du clocher. Si un incendie avait ravagé le clocher, un temps assez long se serait écoulé avant que la toiture ne s'effondre. Dans cet intervalle, la fumée se serait échappée par les seules ouvertures disponibles : les meurtrières, la baie donnant sous les combles du toit central et, sans doute aussi, les vitraux dont le métal de liaison est le premier à fondre (figure 25). Dès lors, de la suie aurait dû se déposer sur les murs extérieurs. Or, on ne constate rien de tel sur aucune des photographies prises après la tragédie.

A ce sujet, nous renvoyons le lecteur au livre de David Irving: *La Destruction des villes allemandes*.

(3) On y voit une photographie montrant, dans les années soixante, une ville allemande totalement reconstruite. Seule, au bout de l'avenue, une cathédrale est antérieure à 1945. Celle-ci porte encore les marques des bombardements. Son clocher, construit en pierre, a subi un incendie. Toutefois, seul le haut de la flèche a été détruit. La fumée s'est donc échappée par les ouvertures, noircissant la totalité du clocher. Quinze ans plus tard, cette suie était encore visible. (4)

Citons ensuite la fusion *partielle* de la cloche. En 1994, un fondeur interrogé par V. Reynouard, raconta qu'un jour il s'était rendu dans une église dont le clocher venait d'être dévasté par le feu. A l'emplacement des cloches ne subsistaient plus que des galettes de bronze sur le sol. Ce récit ne saurait surprendre. Lorsqu'un incendie fait fondre une cloche, le phénomène est très lent car aucun foyer ne peut dégager instantanément assez de chaleur pour porter une masse de bronze à 750°C. (5) Par conséquent, la température interne de la cloche s'élève graduellement. Les alliages étant de bons conducteurs de la chaleur, des phénomènes de diffusion interviennent, permettant à la chaleur de se répartir dans toute la cloche. Dès lors, les différences de température dans le bronze seront relativement faibles et c'est [51] ainsi que la fusion, si elle intervient, sera totale, transformant la cloche en une flaque de métal liquéfié.

Or, à Oradour, la façon dont a été détruite la grande cloche infirme cette thèse. Nous avons vu qu'une partie de sa base était intacte mais prisonnière dans une masse informe de métal. Les parties de la cloche ont donc été portées à des températures *très* différentes. Les unes ont fondu, les autres ont été préservées, avec les motifs qui y étaient moulés. Par conséquent, le phénomène d'échauffement a été très violent, très rapide et très bref, ce qui concorde parfaitement avec la thèse de l'explosion. Lors d'une détonation, en effet, le volume de gaz produit est de 12.000 à 15.000 fois le volume de l'explosif à l'état solide (6) : en quelques microsecondes, donc, la pression dans le clocher s'est élevée, entraînant une très forte augmentation de température. (7) Une partie de la chaleur produite au moment de la détonation s'est instantanément communiquée à la cloche ou, plus exactement, aux parties de la cloche qui se trouvaient dans les régions de l'espace touchées par l'explosion. Ces parties ont fondu (ou se sont ramollies) sans que la chaleur emmagasinée ait eu le temps de se diffuser dans les autres parties

de l'alliage.

Enfin, quatre autres constatations faites dans l'église renforcent la thèse de l'explosion. Il s'agit :

- - des gravats visibles sur les photographies prises immédiatement après le 10 juin dans la nef centrale ;
- - des dégâts occasionnés au maître-autel ;
- - des larges surfaces de crépi disparues sur différents murs ;
- - de la relative préservation des chapelles latérales dédiées, l'une, à saint Joseph, l'autre, à la sainte Vierge (les dégâts observés dans la chapelle Sainte-Anne ayant manifestement une autre cause).

Pour expliquer ces faits, il suffit de rappeler qu'une partie de l'énergie fournie par l'explosion a été communiquée aux pierres détachées de la voûte du clocher. Ces dernières furent alors projetées, à grande vitesse, dans l'église et plus particulièrement, pour des raisons de géométrie, dans la nef et dans le chœur. L'une d'entre elles a percuté la statue du curé d'Ars, pulvérisant sa partie supérieure ; il en fut de même pour la partie supérieure gauche du maître-autel, totalement détruite. Remarquons, d'ailleurs, que dans son rapport l'évêché de Limoges a parlé du maître-autel " *brisé en certains endroits par les balles et les marteaux* " . (8) Or, comment croire que, le 10 juin (ou postérieurement), les SS aient perdu leur temps à taper sur cet objet avec de tels outils? De façon très probable, les dégâts observés par les séminaristes et consignés dans le rapport de l'évêché ont été causés par des pierres venues frapper cet autel. D'autres projectiles en provenance du clocher, enfin, ont percuté les murs, entraînant la dégradation du crépi.

On comprend maintenant pourquoi les autorités d'Oradour cachent au public la destruction de la voûte du clocher. Cette tromperie en appelle d'ailleurs d'autres. Aujourd'hui, le visiteur peut encore voir, en quelques endroits de l'église, des impacts profonds dans les murs. (9) Gravement, les guides lui expliquent qu'il s'agit des impacts de balles tirées par les SS depuis la porte principale. Or, on doit noter que bon nombre de ces dégradations se trouvent " *sur certains murs inaccessibles de l'entrée* " . (10) On en conclut qu'au moins une partie de ces impacts n'est pas explicable par des tirs à balles, alors qu'elle le serait par l'action des pierres de la voûte lancées avec violence par le souffle de l'explosion.

[52]

Des toitures soufflées par une explosion ?

Nous avons vu qu'après la tragédie toutes les toitures de l'église, et même les poutres, avaient disparu. Or, en général, lorsqu'un incendie ravage une maison, les poutres du toit ne se consomment que partiellement et, par conséquent, restent en place. (11) Cette résistance est due à la mauvaise conductivité thermique du bois. P. Grapin écrit :

le bois, tout en brûlant bien, est stable au feu et mauvais conducteur de la chaleur. A partir d'une certaine épaisseur, la carbonisation extérieure, relativement lente, crée une sorte d'écran protecteur . (12)

Naturellement, il est possible de consumer une poutre entièrement si, pendant longtemps, on alimente le feu avec des matières combustibles. Cependant, rappelons qu'à Oradour les voûtes des chapelles

latérales, du chœur et de la nef ont résisté. Par conséquent, aucune matière combustible (à moins de supposer les combles remplis de fagots et de bois de chauffage) n'aurait pu alimenter le feu qui se serait déclaré sous les toitures.

Portons maintenant notre attention sur une photographie publiée notamment par MM. Pauchou et Masfrand. On y voit la nef remplie de débris et de gravats suite à l'effondrement des voûtes, (13) en octobre 1944. A supposer que, le 10 juin, les poutres de la toiture soient tombées, après combustion partielle, sur les voûtes, on devrait les apercevoir nettement, sur le cliché, au sommet des tas de pierres. Or, nous n'en voyons qu'une, et qui est intacte, sans trace d'ignition.

De plus, précisons :

- - qu'aucune trace de suie n'est visible sur la façade est du clocher, ce qui n'est pas compatible avec un incendie qui se serait propagé à la toiture de la nef (figure 26) ;
- - qu'aucune trace de suie n'est visible sur le mur sud de la nef.

Or, si le toit des chapelles sud avait brûlé, ce mur aurait été noirci (figure 27).

Enfin, rappelons que, le soir du 10 juin, les voûtes de la nef étaient crevassées. (14) Or, aucun incendie de toiture n'aurait pu occasionner de tels dégâts. De façon plus que probable, ces voûtes ont été ébranlées par l'explosion qui provoqua le décollement de larges surfaces de crépi du plafond.

[53] Par conséquent, les poutres des toitures surmontant les chapelles sud et la nef n'ont pas pu brûler. Comme il n'en reste rien, on en conclut qu'elles ont été soufflées par une explosion. (15) Remarquons aussi que le sommet du mur sud de la nef est fracturé avec de nombreuses brèches (16) (figures 28 et 29). Ce fait confirme la thèse de l'explosion et nous indique que le point central a dû se trouver dans les combles de la nef, plutôt vers le mur sud.

Reste le cas des toitures de la chapelle nord et du chœur.

Pour la première, rappelons qu'un cliché publié par P. Poitevin montre de la suie sur le mur nord du transept. Dès lors, la thèse de l'incendie semble, ici, s'imposer. Par la suite, le feu s'est très certainement propagé à la toiture de la chapelle dédiée à la sainte Vierge, d'où les traînées de suie que l'on observe tout au long du mur nord du transept.

On pourra objecter que l'absence des poutres au niveau de ces toits infirme cette supposition. Ce n'est pas l'avis d'un pompier interrogé par nous, qui a confirmé que les traces de suie sur le mur rendaient certaine l'hypothèse de l'incendie. Quant à l'absence des poutres, il répliqua sans hésitation : " Elles ont été démontées après le sinistre, c'est la seule explication " . Or, nous verrons qu'effectivement, dans la nuit du samedi au dimanche, des inconnus -- qui n'étaient pas des Allemands -- vinrent à l'église pour "nettoyer" les lieux (nous reviendrons plus en détail sur cet épisode). On peut penser qu'ils ont enlevé les poutres partiellement consumées de la chapelle nord et de la sacristie. De même ont-ils fait disparaître la toiture du chœur...

Avec le recul du temps, on pourra trouver rocambolesque cette incursion d'inconnus venus en catimini voler de vieilles poutres et détruire une toiture. Mais au lendemain du drame, il était de première urgence d'effacer les preuves de responsabilité mettant en péril la version de l'incendie sans explosion, qu'on devait imposer comme version officielle. Si l'église avait été laissée en l'état, même le plus obtus

des visiteurs n'aurait pas manqué de s'étonner de l'étrange spectacle, du contraste entre les poutres partiellement consumées des toitures de la sacristie et de la chapelle nord avec la toiture intacte du chœur et le vide observable au-dessus de la nef et des chapelles sud. Il en aurait conclu que l'église avait été le théâtre de phénomènes très différents suivant la localisation sous la toiture. L'explosion de charges sous les toits du chœur et des chapelles sud n'aurait fait aucun doute.

Ce serait donc dans le but d'offrir un panorama uniforme des diverses toitures que les visiteurs nocturnes, ne pouvant envisager la restauration, auraient décidé la suppression des vestiges trop significatifs.

Moralité

La conclusion de cette étude matérielle est simple: l'église semble avoir été le siège de *plusieurs explosions*. Celles-ci se sont notamment produites dans le clocher ainsi que sous les toitures de la nef et des chapelles sud. Dans les heures qui suivirent la tragédie, des inconnus ont très probablement fait disparaître les poutres subsistant au-dessus de la sacristie et de la chapelle nord; ils ont également enlevé la toiture du chœur. Leur objectif, en maquillant les lieux, était d'empêcher la contestation de la version des faits qui allait devenir la thèse officielle de l'incendie sans explosion.

A présent, étudions les récits des témoins directs de la tragédie pour savoir s'ils confirmeraient nos premières déductions.

Deuxième section

Le drame de l'Eglise à travers les témoignages

I

Le témoin No 1: Marguerite Rouffanche

[59]

Marguerite Rouffanche : témoin providentiel

D'après la thèse officielle, une seule femme aurait survécu au drame de l'église. Il s'agit de Marguerite Rouffanche, née Thurleaux le 19 décembre 1897, morte en 1989. Cinq jours seulement après la tragédie, le préfet de Limoges Marc Freund-Valade déclara:

Sur ce qui s'est passé à l'intérieur de l'église, nous avons le témoignage de la seule [femme] qui ait pu échapper à la mort et qui est actuellement en traitement à l'hôpital de Limoges. (1)

Quelques mois plus tard, MM. Pauchou et Masfrand écrivirent:

Son témoignage constitue tout ce qu'il est possible de savoir du drame. [...] nous devons nous en tenir strictement à son récit. Tous les détails donnés en dehors de celui-ci ne

<http://www.aboc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCOrad.nm>

23/10/99

sauraient être que du roman. (2)

Ces deux citations démontrent que, suite à la tragédie, les autorités s'empressèrent de déclarer M me Rouffanche unique rescapée de l'église et seul témoin officiel. Celle-ci, d'ailleurs, accepta parfaitement son rôle puisqu'en 1953, devant les juges de Bordeaux, elle lança :

[...] je suis le vrai témoin de l'église, je suis sortie du four crématoire, le témoin sacré de l'église. (3)

Or, il faut savoir que l'on ne connaîtra jamais le nombre exact de personnes qui étaient présentes dans le bourg lorsque, vers 14 heures ce 10 juin, les SS arrivèrent. F. Delage, par exemple, affirme qu'avant le jour tragique " la commune comptait, dans son ensemble, 1630 habitants " mais qu'il fallait y ajouter une " population flottante [...] assez importante à cause des circonstances de la guerre " . (4) De leur côté, MM. Pauchou et Masfrand écrivent :

Il y avait eu bien rarement autant de monde à Oradour-sur-Glane que ce samedi 10 juin 1944. En dehors des habitants trop occupés par les travaux des champs pour pouvoir s'absenter, et des réfugiés habituels parmi lesquels des enfants évacués du Midi [...], on constatait un important concours d'affluence.

[60] Une visite médicale avait groupé à la maison de l'école le maximum des enfants; de plus, il devait y avoir au bourg une distribution de tabac, et les amateurs, pour la plupart des cultivateurs des environs, ne manquaient pas. Si l'on ajoute que certains promeneurs étaient venus y passer leur " week-end " dans le but de s'y reposer ou de s'y ravitailler, on se rendra compte que ce jour-là il régnait une certaine animation dans la petite cité. (5)

Cette affluence fut la cause des rumeurs contradictoires qui, plusieurs semaines après le 10 juin, circulaient encore concernant le nombre des morts mais aussi celui des survivants d'Oradour. Le tableau ci-après résume ce qui peut être trouvé dans les principaux documents:

Source	Nombre de victimes	Nombre de rescapés (6)
Rapport de M. Freund-Valade	800 à 1000	Une dizaine au maximum
Rapport de la Mission d'Information du Gouvernement provisoire de la République française 15 juin 1944	750 à 800	7 ou 8
Rapport de la Gendarmerie nationale 18 septembre 1944	800 environ	20
Ouvrage de F. Delage	environ 650 (7)	19
Ouvrage de MM. Pauchou et Masfrand	Environ un millier (8)	Une trentaine environ (9)

Ajoutons à cela qu'en 1953, au moment du procès des SS, de nouveaux rescapés, jusqu'alors inconnus, signalèrent leur existence. (10)

Ces différents rappels prouvent que peu après la tragédie aucune liste exhaustive et sûre des rescapés ne pouvait être établie. Par conséquent, nous paraît très suspect l'empressement des autorités à déclarer Mme Rouffanche unique survivante de l'église. En effet, seuls ceux qui désirent travestir les faits et qui trouvent une personne acceptant d'être manipulée peuvent craindre l'arrivée ultérieure de témoins.

Conscients de la gravité d'un tel propos, nous allons en démontrer le bien-fondé.

Marguerite Rouffanche : témoin suborné

La déposition "officielle" de M me Rouffanche -- celle qui reste le plus souvent citée notamment par l'Association Nationale des Familles des Martyrs d'Oradour-sur-Glane -- est classée au dossier d'Oradour sous la cote 2. Recueillie par... MM. Pauchou et Masfrand, elle porte une signature légalisée le 30 novembre 1944 (11) . L' "unique" rescapée décrit la tragédie de l'église comme suit:

Vers 14 h, le 10 juin 1944, après avoir fait irruption dans ma demeure, des soldats allemands me sommèrent de rejoindre le Champ de Foire en compagnie de mon mari, mon fils et mes deux filles.

Déjà de nombreux habitants d'Oradour y étaient rassemblés, cependant que de tous côtés affluaient encore des hommes, des femmes, puis les enfants des écoles qui arrivèrent en groupe. Les Allemands nous divisèrent en deux : d'un côté les femmes et les enfants, de l'autre les hommes. Le premier groupe, dont je faisais partie, fut conduit par les soldats [67] armés jusqu'à l'église. Il comprenait toutes les femmes de la ville, en particulier les mamans, qui entrèrent dans le lieu saint en portant leurs bébés dans les bras ou en les poussant dans leurs petites voitures. Il y avait là également tous les enfants des écoles. Le nombre des personnes présentes peut être évalué à plusieurs centaines.

Entassés dans le lieu saint, nous attendîmes, de plus en plus inquiets, la fin des préparatifs auxquels nous assistions.

Vers 16 heures, des soldats âgés d'une vingtaine d'années placèrent dans la nef, près du chœur, une sorte de caisse assez volumineuse de laquelle dépassaient des cordons qu'ils laissèrent traîner sur le sol.

Ces cordons ayant été allumés, le feu fut communiqué à l'engin dans lequel une forte explosion se produisit et d'où une épaisse fumée noire et suffocante se dégagea. Les femmes et les enfants à demi asphyxiés et hurlant d'effroi affluèrent vers les parties de l'église où l'air était encore respirable. C'est ainsi que la porte de la sacristie fut enfoncée sous la poussée irrésistible d'un groupe épouvanté. J'y pénétrai à la suite, et, résignée, je m'assis sur une marche d'escalier. Ma fille vint m'y rejoindre. Les Allemands s'étant aperçus que cette pièce était envahie, abattirent sauvagement ceux qui venaient y chercher refuge. Ma fille fut tuée près de moi d'un coup de feu tiré de l'extérieur. Je dus la vie à l'idée de fermer les yeux et de simuler la mort.

Une fusillade éclata dans l'église. Puis de la paille, des fagots, des chaises furent jetés pêle-mêle sur les corps qui gisaient sur les dalles.

Ayant échappé à la tuerie et n'ayant reçu aucune blessure, je profitai d'un nuage de fumée pour me glisser derrière le maître-autel.

Il existe dans cette partie de l'église trois fenêtres. Je me dirigeai vers la plus grande qui est celle du milieu et, à l'aide d'un escabeau qui servait à allumer les cierges, je tentai de l'atteindre. Je ne sais alors comment j'ai fait, mais mes forces étaient décuplées. Je me suis hissée jusqu'à elle, comme j'ai pu. Le vitrail était brisé, je me suis précipitée par l'ouverture qui s'offrait à moi. J'ai fait un saut de plus de trois mètres, puis je me suis enfuie jusqu'au jardin du presbytère.

Ayant levé les yeux, je me suis aperçue que j'avais été suivie dans mon escalade par une femme qui, du haut de la fenêtre, me tendait son bébé. Elle se laissa choir près de moi. Les Allemands alertés par les cris de l'enfant nous mitraillèrent. Ma compagne et le poupon furent tués. Je fus, moi-même, blessée en gagnant un jardin voisin. Dissimulée parmi les rangs de petits pois, j'attendis avec angoisse qu'on vienne à mon secours. Je ne fus délivrée que le lendemain vers 17 heures. (12)

En vérité, M me Rouffanche n'avait pas attendu novembre 1944 pour témoigner; rappelons que, dès le 15 juin, le préfet de Limoges avait écrit :

Sur ce qui s'est passé à l'intérieur de l'église, nous avons le témoignage de la seule [femme] qui ait pu échapper à la mort et qui est actuellement en traitement à l'hôpital de Limoges. (13)

Preuve que, moins d'une semaine après la tragédie, M me Rouffanche avait déjà parlé. Pour découvrir ce que celle-ci avait alors déclaré, reportons-nous aux documents de l'époque.

Dans son rapport, M. Freund-Valade résuma ainsi ses propos :

Les femmes et les enfants ont été enfermés dans l'église à 14 heures de l'après-midi. Jusqu'à 17 heures, elles vécurent dans l'angoisse en entendant les échos des premiers incendies et des fusillades.

Vers 17 heures des soldats allemands pénétrèrent à l'intérieur de l'église et déposèrent sur la table de communion un engin constitué par une sorte de caisse d'où s'échappaient des mèches enflammées qui, au bout d'un instant, rendirent l'atmosphère irrespirable. Une des femmes parvint à forcer la porte de la sacristie, ce qui permit de ranimer les femmes et les enfants déjà touchés par l'asphyxie.

Les soldats allemands se mirent alors à tirer par les vitraux de l'église puis ils pénétrèrent pour achever par les tirs de leurs mitraillettes les derniers survivants et, en même temps, répandaient sur le sol une matière inflammable.

Au moment où le témoin parvenait à se hisser jusqu'au vitrail, les cris d'une mère qui voulait lui confier son enfant attirèrent l'attention d'une sentinelle placée au dehors qui fit [62] feu sur la fugitive et la blessa grièvement. Elle ne dut la vie qu'en simulant la mort [Ibid., pp. 2-3].

Le même jour, Jean d'Albis, industriel mandaté par la Croix-Rouge internationale et résidant à Limoges, écrivit au ministre suisse W. Stucki :

[Après avoir tué les hommes,] vers 17 h, les Allemands sont entrés dans l'église et ont déposé sur l'autel un engin enflammé qui dégageait une fumée suffocante. Une femme ayant essayé d'ouvrir la porte de la sacristie a été immédiatement abattue. Au bout d'un certain temps, des soldats ont pénétré dans l'église et ont répandu sur le sol une matière enflammée et se sont immédiatement retirés en fermant la porte. Une femme a réussi à briser un vitrail et à se sauver dans la campagne, poursuivie à coups de fusil ; elle a pu néanmoins s'échapper malgré plusieurs blessures [...] . (14)

Nous n'insisterons pas sur les divergences de détail et en viendrons directement à la remarque principale: dans les documents rédigés en juin 1944, la " caisse " ne fait que rendre l'atmosphère irrespirable ; à aucun moment il n'est question d'une détonation qui l'aurait préalablement secouée. Or, quelques mois plus tard, M me Rouffanche affirma que ce mystérieux objet avait été le siège d' " une forte explosion " .

Comment expliquer une telle différence ?

Certains nous répondront que, dans les premiers jours, M me Rouffanche, probablement choquée, avait omis plusieurs détails dont l'explosion survenue dans la caisse. Cette objection n'est cependant pas recevable, car sur cette question nous possédons un texte parfaitement clair. Il s'agit du livre de P. Poitevin. Celui-ci écrit :

C'est à l'hôpital de Limoges, salle Sainte-Elisabeth, quelques jours seulement après la tragédie d'Oradour et dès que l'état de la blessée le permit, qu'une sœur dévouée et miséricordieuse, sœur Jeanne-d'Arc, voulut bien m'introduire auprès d[e Mme Rouffanche].

Dans la petite chambre de quatre malades, M me Rouffanche reçut non l'étranger, non le journaliste -- elle ignorait ma profession -- mais l'ami, le parent.

A vrai dire, je ne pris pas d'interview, me gardant bien de l'interroger, préférant sans l'interrompre écouter ses paroles prononcées d'une voix faible et douloureuse . (15)

Or, voici comment elle décrit la caisse que " des SS " auraient apportée dans l'église:

C'était une caisse du volume et de la hauteur de ma table de nuit. Personne ne voulut s'en approcher, **mais elle n'explosa pas** [souligné par nous] . (16)

Aucun doute n'est désormais permis: en juin 1944, Mme Rouffanche déclarait qu'aucune détonation n'avait secoué la caisse apportée par les SS. Cinq mois plus tard, cependant, " l'unique témoin " opérait un virage à 180 degrés.

Tout cela conforte notre thèse selon laquelle M me Rouffanche fut un témoin en service commandé, un témoin qui ne fit que répéter ce qu'on lui imposait de dire.

L'ouvrage de P. Poitevin, d'ailleurs, confirme qu'à l'hôpital la rescapée ne décrit pas ce qu'elle avait

vu, mais **appris**, sous la direction de l'auteur, un récit certainement destiné à devenir son témoignage définitif. En effet, P. Poitevin prétend qu'il préféra " sans l'interrompre, écouter [les] paroles prononcées " par Mme Rouffanche. Or, voici ce que nous pouvons lire, dix lignes plus bas:

Elle raconte ce qu'elle a vécu, calmement, posément, sans jamais varier ses déclarations. Si elle omet un détail et qu'on le lui rappelle, elle répond simplement : " Oui, j'oubliais de le dire ". (17)

[63] L'auteur peut affirmer que Mme Rouffanche ne variait jamais dans ses déclarations; c'est donc qu'il l'a écoutée plusieurs fois. Pourquoi? Par plaisir? Ce serait absurde. Parce qu'il n'avait pas eu le temps de tout noter? Il se flatte d'avoir vingt ans d'expérience professionnelle en tant que journaliste . (18) En outre, P. Poitevin ne se contenta pas d'écouter la rescapée, il l'interrompit parfois pour lui dire: " Vous oubliez ceci... " .

Tout cela démontre qu'à l'hôpital Mme Rouffanche, qui avait certainement été choisie pour être "l'unique rescapée de l'église", apprit, sous la direction de P. Poitevin, (19) un témoignage . (20)

Bien sûr, on trouvera étrange qu'un simple journaliste qui ignorait tout de l'affaire le 11 juin 1944 au matin ait été chargé ou ait pris l'initiative de suborner un témoin. En réalité, P. Poitevin n'était pas un simple civil. Dans son ouvrage, il se décrit comme :

Adhérent au groupement Libération, puis membre, dès leur fondation, des MUR (Mouvements Unis de Résistance), sous le pseudonyme de Jean Guiton, envoyant des " papiers " à la presse clandestine, fournissant des renseignements politiques et militaires sur plusieurs départements [...]. (21)

P. Poitevin était un résistant important. Il se trouvait donc parfaitement désigné pour participer à la subornation du témoin.

Ensuite, on se demandera pourquoi Mme Rouffanche (ou ceux qui la manipulaient) adopta subitement la thèse de l'explosion survenue dans la caisse. A vrai dire, ce changement obéissait, au moins, à deux impératifs.

Tout d'abord, il faut savoir que, peu après la tragédie, certains témoins, interrogés par les Renseignements généraux, parlèrent d'une "forte détonation" qu'auraient immédiatement suivie "des cris provenant de la direction de l'église". (22) Il devenait donc urgent d'expliquer ce mystérieux phénomène.

Mais il y a plus. Dans les jours qui suivirent le drame, la délégation du Gouvernement provisoire de la République française publia un compte rendu des événements d'Oradour daté du 15 juin 1944. Son auteur, non identifié, affirmait que:

la caisse déposée dans l'église [avait fait] explosion. (23)

Donc, un document officiel de la République mentionnait la détonation survenue dans le mystérieux engin confectionné par les SS. Une mise à jour de la première version des faits se révélait urgente pour les manipulateurs de Mme Rouffanche. Telle est la raison pour laquelle, durant l'été 1944, l'unique rescapée de l'église adopta définitivement la thèse de l'explosion.

A ceux qui, malgré nos arguments, conserveraient encore quelques doutes, nous rappellerons qu'un tel

récit, forgé dans l'affolement général, laissera fatalement transparaître le mensonge. En effet :

- - il ne tient pas compte de certaines réalités matérielles indélébiles inscrites sur les lieux du drame (ici l'église) ;

- - ceux qui le racontent tombent, tôt ou tard, dans le piège de la contradiction en voulant y apporter des précisions.

Afin, donc, de lever les derniers doutes qui pourraient subsister quant à la valeur du récit de M me Rouffanche, analysons de près ses différentes déclarations.

[64]

Marguerite Rouffanche : témoin fragile et embrouillé

Une mystérieuse caisse

Vers 16 h, nous dit-on, des SS apportèrent une "caisse" dans l'église. Où la placèrent-ils? Déjà, les versions divergent. D'après le rapport de M. Freund-Valade, celle-ci fut déposée " sur la table de communion " (rapport du 15 juin 1944 déjà cité). D'après J. d'Albis, les SS choisirent l'autel (rapport du 15 juin déjà cité). Quelques mois plus tard, en novembre, Mme Rouffanche affirma que l'engin avait été déposé "dans la nef, près du choeur" . Au procès de 1953, enfin, le " *témoin sacré* " précisa : la caisse avait été placée " sur deux chaises devant la sainte table " . (24)

Quelles sont ses dimensions? L'unique rescapée ne répondit jamais clairement à cette question. En 1944, elle parla d'une " sorte de caisse assez volumineuse " et neuf ans plus tard, à Bordeaux, aucun détail supplémentaire ne fut apporté. Les seules précisions auraient été données à P. Poitevin. La caisse, lui dit-elle, était " du volume et de la hauteur de [s]a table de nuit ", (25 ce que l'auteur traduit par " énorme caisse [...] haut[e] d'au moins un mètre " . (26)

Quant à son contenu, le mystère le plus complet demeure. La quasi-totalité des documents que nous avons eus entre les mains sont muets à ce sujet. Parmi les auteurs d'ouvrages ou d'articles, Jacques Delarue écrit :

On devait savoir plus tard que la caisse était pleine de grenades spéciales appelées " Panzervernebelungsgranaten " . Ces grenades de verre sont emplies d'un liquide fumigène asphyxiant et servent à déloger les équipages de chars . (27)

L'auteur ne cite aucune source. Peut-être s'est-il inspiré d'un rapport de gendarmerie, le " rapport Bord " , où il était affirmé que:

les boches avaient déposé dans le milieu de l'église une bombe lacrymogène [...] . (28)

Notons toutefois qu'aucune expertise d'un quelconque débris d'engin ne fut jamais entreprise afin de confirmer cette allégation. En réalité, l'adjudant chef Bord ne faisait ici que reprendre, en extrapolant certainement, les propos de Mme Rouffanche.

Quant aux SS qui furent jugés plus tard, seul, parmi eux, l'Alsacien Jean-Pierre Elsaesser déclara :

Je n'ai pas bien vu comment la charge d'explosifs [mise dans l'église] avait été confectionnée, car je me trouvais assez loin des lieux. Le chef de Bataillon Diekmann nous avait fait mettre au garde-à-vous sur la route durant cette opération. Je suppose néanmoins qu'on avait utilisé des grenades à manche pour confectionner l'engin explosif. [...] ce procédé nous avait été enseigné pour combattre éventuellement les chars d'assaut .
(29)

Une telle déposition, émanant d'un homme qui se trouvait " assez loin des lieux " et qui en est réduit à des suppositions, a peu de valeur. Remarquons d'ailleurs que l'engin décrit par J.-P. Elsaesser est très différent d'une bombe lacrymogène destinée à asphyxier.

Quoi qu'il en soit, le silence entretenu au sujet du contenu de cette mystérieuse boîte nous paraît révélateur du mensonge ambiant.

Les seuls détails précis que livra M me Rouffanche à propos de cette caisse concernent:

- les cordons qui en seraient sortis ;
- la mise à feu de son contenu.

[65] Mais il convient alors de remarquer le flou et, plus grave, les contradictions qui furent celles du témoin.

A propos des mèches, Mme Rouffanche parla tout d'abord de " ficelles " qui auraient entouré la caisse . (30) En novembre 1944, les termes utilisés furent plus clairs ; d'après l'unique rescapée, " *des cordons* " sortaient de la boîte, qui furent " allumés " , provoquant une " forte explosion " . Neuf ans plus tard, à Bordeaux, M me Rouffanche s'embrouilla. Elle déclara tout d'abord qu' " un cordon blanc " (seulement) sortait de l'engin infernal . (31) Puis elle se ravisa et parla " des cordons blancs " (*Id.*). Quant à savoir si les SS les allumèrent, les termes de sa déposition furent très vagues : " Je ne peux connaître l'engin que c'était " , déclara-t-elle, " au bout d'un laps de temps, la caisse a éclaté " (*Id.*). " Cette caisse est partie d'elle-même. Evidemment, il devait y avoir un certain temps pour donner la détonation [sic], il fallait bien que ces messieurs se retirent [...] " (*Ibid.*, p. 4). A aucun moment Mme Rouffanche ne précisa si les cordons avaient été mis à feu. Ce silence sembla gêner le président du tribunal. Celui-ci, en effet, après avoir habilement profité d'une question de détail pour rappeler au témoin que les SS avaient allumé les mèches , (32) lui demanda franchement : " Ils ont allumé les mèches blanches qui pendaient de la boîte ? " (*Ibid.*, p. 4). Question à laquelle il fut finalement répondu par l'affirmative. On compte environ deux pages de transcription entre le moment où M me Rouffanche parla pour la première fois de la caisse et le moment où, sur interpellation du tribunal, elle déclara enfin que les mèches avaient été mises à feu.

Mais le plus grave survient lorsqu'on étudie les déclarations relatives à la mise à feu du contenu de la caisse. En 1944, l'unique témoin de l'église déclara que :

le feu fut communiqué à l'engin dans lequel une forte explosion se produisit et d'où une épaisse fumée noire et suffocante se dégagea.

Or, trois ans plus tard, devant la commission d'instruction de Bordeaux, cette même personne déclara :

La caisse [...] a dégagé une fumée épaisse et asphyxiante, sans dégager aucune flamme .
(33)

On ne saurait être plus clair : " *sans dégager aucune flamme* " ; par conséquent, la caisse n'avait pas pris feu. M me Rouffanche, en voulant apporter des détails à ses premières déclarations, s'est tout simplement contredite.

Venons-en maintenant à la détonation . (34)

La détonation, ses effets

Après avoir déclaré, en juin 1944 comme nous l'avons vu plus haut, que la caisse "n'explosa pas", M me Rouffanche déclara en novembre 1944, que " l'engin " fut le siège d' "une forte explosion". Trois ans plus tard, devant la commission d'instruction de Bordeaux, elle parla d'un " *bruit sourd* ". (35) Le 31 janvier 1953, enfin, elle lança : "La caisse a éclaté d'un bruit très sourd . (36) On remarquera qu'au fil des années les termes utilisés devinrent moins forts. Toutefois, ils sont suffisamment explicites pour en déduire qu'il n'y aurait pas eu déflagration mais détonation. Ces deux termes, en effet, ne sont pas synonymes. La déflagration, qui concerne des substances explosives à vitesse de décomposition lente, n'engendre ni phénomène mécanique (onde de choc) ni bruit notable . (37) En revanche, une détonation engendre non seulement un " *claquement aigu*" mais aussi une "très forte élévation de pression" qui sera responsable d'une onde de choc dévastatrice . (38)

D'après le bruit qu'a entendu M me Rouffanche, seule une explosion aurait pu se produire. Cependant, quels en furent les effets mécaniques destructeurs? Le témoin n'en mentionne aucun. En novembre 1944, elle parla d'une "fumée noire et suffocante" qui [66] se serait dégagée de la caisse, puis des " femmes et des enfants à demi asphyxiés " .

Neuf ans plus tard, devant le tribunal, elle se contenta de dire : " une fumée noire nous a entourés, on étouffait, et on ne se voyait plus dans l'église ". (39) P. Poitevin, pour sa part, écrit : " La fumée pique et rougit les yeux, assèche les muqueuses, devient suffocante ". (40)

Etrange explosion qui n'engendre aucune onde de choc et ne produit qu'une fumée noire! Depuis cinquante ans, d'ailleurs, cette histoire de fumée suffocante sert à fonder l'accusation selon laquelle les SS avaient tenté d'asphyxier les femmes et les enfants. En 1953, ainsi, les anciens SS jugés à Bordeaux furent accusés d'avoir confectionné une caisse d'où se seraient échappés " des gaz asphyxiants " . (41) Mais, pour expliquer l'échec de cette tentative, les auteurs et les guides sont contraints d'invoquer... l'onde de choc qui aurait brisé les vitraux, permettant au gaz de s'échapper . (42) Il faudrait donc en conclure que les SS étaient parvenus à synthétiser des substances explosives intelligentes, capables de produire une onde de choc qui aurait épargné les humains pour se diriger vers les vitres. C'est se moquer du monde.

Poursuivons.

Epouvantés par l'explosion, les femmes et les enfants auraient afflué " vers les parties de l'église où l'air était encore respirable " . (43) Malgré l'obscurité qui régnait (" on ne se voyait plus dans l'église "), un " groupe épouvanté " parvint à atteindre, dans le chœur, la porte de la sacristie. Sous la " poussée irrésistible " , la porte " fut enfoncée " , permettant aux victimes, parmi lesquelles les filles de M me Rouffanche avec leur mère, de pénétrer dans le local.

Notons qu'en 1953, devant les juges de Bordeaux, Mme Rouffanche ne parla plus de porte enfoncée. Elle déclara simplement :

Nous nous sommes réfugiées avec les filles dans la sacristie, cette pièce nous a donné de l'air, ça nous a permis de respirer . (44)

Nous reviendrons plus tard sur les raisons supposées de ce silence.

De nouvelles invraisemblances

Que s'est-il passé ensuite ? En novembre 1944, Mme Rouffanche déclara :

[...] résignée, je m'assis sur une marche d'escalier. Ma fille vint m'y rejoindre. Les Allemands, s'étant aperçus que [la sacristie] était envahie, abattirent sauvagement ceux qui y venaient chercher refuge. Ma fille fut tuée près de moi d'un coup de feu tiré de l'extérieur. Je ne dus la vie qu'à l'idée que j'eus de fermer les yeux et de simuler la mort.

Une fusillade éclata dans l'église. Puis de la paille, des fagots, des chaises furent jetés pêle-mêle sur les corps qui gisaient sur les dalles.

Ayant échappé à la tuerie et n'ayant reçu aucune blessure, je profitai d'un nuage de fumée pour me glisser derrière le maître-autel . (45)

Remarquons tout d'abord une première invraisemblance. Les femmes qui pénétrèrent dans la sacristie fuyaient une mort certaine. Or, en de tels moments, l'instinct de conservation s'empare des individus et les dirige vers la première issue. C'est ainsi que, dans des incendies d'immeubles, on a vu des personnes en proie à la panique sauter du quinzième étage dans une chute, à coup sûr, mortelle. Dès lors, il paraît étrange que M me Rouffanche ait interrompu sa fuite éperdue pour s'asseoir, *résignée* », sur une marche d'escalier. C'est psychologiquement inconcevable. Et quand bien même on prétendrait qu'elle ait soudain retrouvé son sang-froid, comment croire qu'elle n'ait pas été piétinée par la foule qui se ruait dans l'escalier pour gagner la sortie du sous-sol ?

[67] Mais il y a plus encore.

Le récit de 1944 ne permet pas de connaître les événements qui survinrent dans la sacristie entre le moment où le témoin prétend avoir fait la morte et l'instant où elle aurait choisi de se relever pour fuir par le vitrail. Si l'on analyse son récit, on en déduit qu'après avoir mitraillé les femmes dans la sacristie les SS ont mis en place un bûcher avant de l'allumer. Le feu aurait alors commencé à se propager et c'est le moment qu'aurait choisi M me Rouffanche pour fuir, cachée par la fumée.

Pourtant, voici les propos de la rescapée, tels qu'ils furent rapportés par les Renseignements généraux dans leur rapport du 4 juillet :

Je m'assis sur les marches de l'escalier [de la sacristie], et ma fille qui était également assise à mes côtés fut tuée par une balle provenant de l'extérieur et qui l'atteignit à la gorge.

J'entendis, à plusieurs reprises, des bruits de mitraille dans l'église.

Je vis ensuite les Allemands jeter des chaises et des fagots sur les corps qui jonchaient le sol dans la nef droite [...] et y mettre le feu.

Quelques instants après, les Allemands se dirigèrent vers la sacristie et nous mitraillèrent à bout portant.

Je fermai les yeux, je ne fis aucun mouvement et je ne fus pas atteinte par les balles.

Dès que les soldats furent partis, je gagnai le chœur de l'église [...] . (46)

Bien que les deux récits décrivent les mêmes événements, on constate des divergences d'ordre chronologique, d'autant plus graves que six mois, tout au plus, séparaient les deux dépositions. C'est suffisant pour nous convaincre que nous suivons la bonne piste, car nous devons en inférer que M me Rouffanche n'a pas dit la vérité sur le drame de la sacristie. Cette hypothèse se confirme à l'étude des comptes rendus d'audiences du tribunal militaire de Bordeaux.

Au procès de 1953, M me Rouffanche fit des révélations très intéressantes. Voici ce que l'on peut lire dans les sténotypes qui nous sont parvenues :

M. LE PR E SIDENT. - - Vous êtes donc allée vous réfugier dans la sacristie, d'autres personnes vous ont suivie. A ce moment-là, les SS sont venus vous mitrailler dans la sacristie, ils vous ont mitraillés en venant de l'extérieur ou de l'intérieur ?

Mme ROUFFANCHE. - - De l'intérieur.

M. LE PR E SIDENT. - - Par conséquent, ils sont donc entrés dans l'église et ont tiré sur vous de cette porte ?

M me ROUFFANCHE. - - C'est exact.

M. LE PR E SIDENT. - - Est-ce qu'à un moment donné le plancher de la sacristie ne s'est pas effondré ?

Mme ROUFFANCHE. - - C'est ce que je voulais vous dire.

M. LE PR E SIDENT. - - Dans quelles conditions s'est-il effondré ?

Mme ROUFFANCHE : - - C'est une flamme qui est arrivée et qui l'a fait s'effondrer.

[...]

M. LE PR E SIDENT. - - Ce qui nous intéresse, c'est qu'au cours du tir le plancher a pris feu ?

Mme ROUFFANCHE. - - Oui.

M. LE PR E SIDENT. - - Est-ce qu'il y a eu une explosion au moment de l'effondrement ?

Mme ROUFFANCHE : - - Oui, il y a eu une explosion. Les gens qui étaient dans la sacristie sont

passés sous le plancher. Ma fille aînée et d'autres voisines ont brûlé vivantes. Il ne faut pas oublier que plus de la moitié des personnes ont brûlé vives .

[...]

M. LE PR E SIDENT. - - Est-ce que vous avez assisté au moment où des SS sont entrés dans l'église pour porter de la paille et des fagots pour mettre le feu ? et je dis bien vous étiez derrière le maître autel ?

Mme ROUFFANCHE. - - J'étais assise au fond d'un escalier dans la sacristie, j'ai fait la morte [...].

M. LE PR E SIDENT. - - Et cet escalier, pouvez-vous le situer sur le plan ?

Mme ROUFFANCHE. - - Il était dans la sacristie, du côté gauche juste en entrant.

M. LE PR E SIDENT. - - Et c'est de cet escalier que vous avez pu voir ce qui se passait dans l'église ?
[68]

Mme ROUFFANCHE. - - Et je suis entrée au moment où la flamme entrainait dans l'église.

M. LE PR E SIDENT. - - Alors ils avaient tiré ? Nous supposons qu'il y avait un certain nombre de femmes et d'enfants blessés ou tués ? Alors qu'avez-vous vu ?

Mme ROUFFANCHE. - - A ce moment, j'ai vu Mme Dupic qui rendait le dernier soupir et moi je suis partie me cacher et alors c'est là que je suis sortie.

M. LE PR E SIDENT. - - Alors les avez-vous vus entrer avec des fagots et de la paille ? E taient-ils nombreux ?

Mme ROUFFANCHE. - - Ils étaient deux.

M. LE PR E SIDENT. - - Vous en avez vu deux porter de la paille et des fagots et vous avez vu mettre ces matières sur les cadavres qui étaient dans la nef ?

Mme ROUFFANCHE. - - Pas à ce moment-là, Monsieur le président.

M. LE PR E SIDENT. - - Et où les avez-vous vus mettre ces fagots ?

Mme ROUFFANCHE. - - Je dis bien à l'entrée de la sacristie .

[...]

M. LE PR E SIDENT. - - Qu'avez-vous fait ensuite ?

Mme ROUFFANCHE. - - Je suis montée par l'escabeau et je me suis lancée par la fenêtre . (47)

Au cours de ce dialogue, M me Rouffanche a donné une multitude de détails qui, jusqu'alors, n'avaient pas été révélés.

Son témoignage de novembre 1944, par exemple, ne donnait aucun renseignement sur l'endroit d'où les SS auraient mitraillé ceux qui s'étaient réfugiés dans la sacristie. Cette pièce, en effet, comportait deux accès : on pouvait y pénétrer, soit en venant du chœur de l'église (accès No 1 sur le schéma ci-contre), soit en venant du sous-sol, grâce à un escalier sur lequel nous reviendrons (accès No 2 sur le schéma). Par conséquent, les SS auraient pu tirer en venant soit de l'extérieur, soit de l'intérieur de l'église (figure 31).

Peu après la tragédie, un rapport de l'évêché semblait accréditer la première hypothèse et rejeter la seconde. En effet, les séminaristes qui procédèrent au déblaiement de l'église déclarèrent que : "des centaines de douilles jonchaient le sol jusqu'au premier tiers de l'église". (48) Or, seul un homme parvenu à la porte de la sacristie, c'est-à-dire bien après " le premier tiers " du sanctuaire, aurait pu tirer à l'intérieur. Il fallait en déduire que les SS avaient pénétré à l'intérieur de la sacristie en venant du sous-sol.

Cette hypothèse fut d'ailleurs reprise par P. Poitevin qui prétendit que :

les bourreaux allemands [étaient] entrés par une porte d'un débarras [le sous-sol de la sacristie] donnant de plain pied place de l'église . (49)

Mais tout changea à Bordeaux lorsque M me Rouffanche elle-même avoua que des SS, après être " entrés dans l'église ", avaient tiré " de l'intérieur ". Bien que ces propos ne soient nullement contradictoires avec ceux de P. Poitevin, il fallait en conclure que des soldats étaient également arrivés à la sacristie après avoir traversé l'église.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, un tel détail est très important. En effet, rappelons que, selon la thèse officielle, les SS auraient déposé une caisse dont se seraient échappés des gaz asphyxiants. Par conséquent, et même à supposer que les [69] vitraux se soient brisés lors de l'explosion, l'église aurait dû, pendant un laps de temps relativement long, être saturée de vapeurs nocives. Sachant que jamais il ne fut question de masque à gaz chez les SS, comment croire que ces derniers aient pu pénétrer dans le sanctuaire jusqu'au fond et tirer sans être eux-mêmes incommodés?

Certes, en 1953, M me Rouffanche prit soin de préciser que les soldats avaient passé le seuil de la porte " après cette fumée dispersée ". (50) Toutefois, cette simple phrase ne suffit pas à nous convaincre. Ni sa déposition de 1944, ni celle de 1953 ne laissent supposer qu'une longue attente s'est déroulée entre le moment où les femmes auraient pénétré dans la sacristie et celui où les SS auraient tiré. Bien au contraire, on y apprend que l'unique témoin aurait juste eu le temps de s'asseoir sur une marche et d'être rejointe par sa fille aînée. Pour que le récit de Mme Rouffanche puisse être considéré comme véridique, il faudrait que les lois physico-chimiques aient été suspendues en attente d'une aération miraculeuse de l'église.

Mais ce n'est pas tout. Même à supposer que, par miracle, les vapeurs nocives se soient rapidement dispersées, comment croire que des SS aient entrepris de mitrailler les survivants en pénétrant jusqu'au fond de l'église ? De façon évidente, une telle entreprise eût été folle considérant la géométrie des lieux et le matériau de construction (granit du Limousin); les balles tirées auraient en effet ricoché en tous sens, faisant courir aux tueurs un risque mortel.

Parvenus à ce stade de notre étude, aucun doute ne saurait désormais subsister:

M me Rouffanche fut un témoin commandé qui apprit un récit globalement inexact, destiné à maquiller les faits et à masquer la vérité. Mais, comme l'immense majorité des faux témoins, celle-ci s'est démasquée en voulant plus tard donner de nouveaux détails, des détails qui devaient se révéler invraisemblables ou contradictoires.

Un détail capital : l'explosion dans la sacristie

A présent, intéressons-nous aux déclarations entendues au procès de Bordeaux. En 1953, l' "unique témoin" de l'église fit une révélation capitale. Elle parla de l'explosion dans la sacristie, une explosion qui entraîna l'effondrement du plancher et la mort de certaines femmes.

A notre connaissance, jamais le tribunal n'a tenté de découvrir ce qui avait provoqué cette détonation. Rappelons, en effet, que le plancher de la sacristie était soutenu par de grosses poutres dont les traces sont encore visibles dans les murs. Or, des poutres de cette section ne peuvent se briser que sous l'effet d'une poussée très intense. Des grenades jetées dans le sous-sol étaient incapables de générer une onde de choc aussi puissante et, donc, d'occasionner de tels dégâts . (51)

M me Rouffanche déclare avoir vu une " *flamme* " lors de l'explosion, preuve que le phénomène fut extrêmement violent. Le gaz peut-il, ici, être à l'origine du sinistre ? Il faudrait alors admettre qu'une ou plusieurs bouteilles de gaz étaient entreposées dans le sous-sol de la sacristie, ce qui, d'après les déclarations mêmes du témoin, est inexact . (52)

En revanche, l'hypothèse fondée sur la mise à feu d'explosifs, au sous-sol -- en quantité insuffisante pour souffler les murs et le toit mais suffisante pour provoquer l'effondrement du plancher -- , nous semble, ici, davantage plausible. L'explosion aurait été suivie d'un incendie causé par la combustion du plancher tombé au sol et du bois de chauffage stocké en cet endroit. La porte donnant sur la place de l'église aurait permis le tirage nécessaire pour activer la combustion. Ainsi pourraient s'expliquer:

- - les traces de suie visibles sur le mur nord de la sacristie et notamment sur la fenêtre rectangulaire;
- - l'absence de traînée noire au-dessus de la porte du sous-sol (c'est par là que s'effectuait le tirage);
- - la destruction, par le feu, du toit nord.

[70] Reste une question majeure : les explosifs ont-ils été apportés puis mis à feu par les SS ? Beaucoup seront tentés de répondre par l'affirmative. On peut opposer une grave objection. A supposer que les Allemands aient volontairement provoqué la destruction du plancher, ce méfait n'aurait pas attendu neuf ans avant d'être dévoilé au public. Bien au contraire, les officiels auraient clamé haut et fort cette preuve que les SS possédaient bien des explosifs. Or, à propos du drame de la sacristie, c'est un silence coupable qu'observent depuis plus de cinquante ans les autorités françaises. En effet, rappelons les anomalies suivantes:

- - aucune photographie montrant l'état de la sacristie après le 10 juin 1944 n'existe ni n'a été publiée ;
- - dans son témoignage recueilli en 1944, Mme Rouffanche est restée très évasive au sujet des événements survenus dans ce local et elle n'a nullement évoqué l'explosion qui s'y était produite ;

- - P. Poitevin excepté, aucun tenant de la thèse officielle n'a, avant P. Maysounave en 1996, tenté

d'expliquer ce qui s'était passé dans la sacristie ;

- - pour tenter d'expliquer la destruction du local, P. Poitevin a été contraint d'inventer un récit selon lequel les SS auraient établi "sous la sacristie un foyer dont la porte extérieure de la cave [aurait servi] de tirage pour activer la combustion"; (53)

- - encore aujourd'hui, les guides d'Oradour passent sous silence l'explosion qui détruisit l'intérieur du local. Cette discrétion se comprend, car l'existence d'un dépôt de munitions dans l'église anéantirait définitivement la thèse officielle qui présente Oradour comme un village paisible.

Ainsi, aujourd'hui, nous pouvons affirmer que, le 10 juin 1944, la sacristie de l'église d'Oradour a été le siège d'une détonation qui détruisit son plancher et qui ne fut certainement pas le fait des SS.

Pour terminer, notons que cette explosion infirme le récit de M me Rouffanche qui prétend être restée sur l'escalier de la sacristie jusqu'au moment où les SS auraient apporté des fagots dans l'église . (54) En effet, si vraiment le témoin s'était trouvé là où il le prétend, il n'aurait pas survécu aux terribles effets de la détonation : le souffle et la flamme.

Suspendons pour l'instant l'étude du témoignage de M me Rouffanche et considérons les dépositions des autres témoins ou accusés lors du procès de 1953. Nous découvrirons que certaines d'entre elles confirment la thèse des explosions survenues dans l'église.

NOTES DE LA PREMIERE PARTIE, II

1) Il est possible que la voûte ait entraîné la tribune dans sa chute.

2) Voy. *En écoutant crier les pierres*, pp. 13-14. Nous renvoyons le lecteur intéressé à cette brochure.

3) Editions France-Empire, 1965, 315 p.

4) Voy. la quatorzième photographie, entre les pages 160 et 161. Le fait que l'on voie la suie quinze ans après s'explique quand on sait que l'incendie en question était de type B (provoqué par des bombes incendiaires).

5) Température pour laquelle un bronze de cloche (22 à 24% d'étain, 76 à 78% de cuivre) va fondre.

6) Voy. *Encyclopédie pratique de la Construction et du Bâtiment*, publiée sous la direction de Bernard Dubuisson (Librairie Aristide Quillet, Paris, 1959), tome II, p. 1288.

7) En effet, la température d'un gaz (parfait) est reliée à la pression selon la formule : $PV = nRT$ où P désigne la pression (en Pascals), V le volume (en m³), n le nombre de moles de gaz, R une constante et T la température (en Kelvins). Par conséquent, si, à volume égal et à quantité de matière égale, P augmente, T augmente proportionnellement. Cette équation s'applique aux gaz " parfaits ". Or, l'air, mélange de gaz, ne peut être supposé parfait. Cependant, cette équation permet d'obtenir des ordres de grandeur, car le phénomène physique (température liée à la pression) reste valable même pour les mélanges de gaz réels.

8) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 51.

9) Une photographie de ces impacts est publiée dans *Ville Martyre...* (voy. Pl. VII, entre les pages 16 et 17).

10) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 51 : il y est question de " *traces de balles, encore visibles sur certains murs inaccessibles de l'entrée* " .

11) Voy. *Courage et dévouement / Les sapeurs-pompiers au cours des siècles* (ouvrage collectif, éditions Larrieu-Bonnel, Paris, 1970, 408 p.). De nombreux dessins et de nombreuses photographies montrent des bâtisses ravagées par le feu mais dont les poutres ont résisté (pp. 199, 200, 241, 258, 263). En revanche, aucune poutre ne résiste à un bombardement massif (voy. D. Irving, *La Destruction...*, *op. cit.*, sixième cliché, entre les pages 160 et 161).

12) Voy. Pierre Grapin, *Les Incendies* (Presses Universitaires de France, collection " Que sais-je ? " , 1979, 128 p.), p. 100.

13) Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 58.

14) Voy. *Ville Martyre...*, p. 48 : " *La voûte avait résisté en apparence; pourtant des crevasses s'apercevaient, donnant à redouter un prochain écrasement* " .

15) Toutefois, cette thèse appelle une question : où sont passées les poutres et les tuiles éjectées lors de l'explosion? En effet, les photographies extérieures de l'église après la tragédie ne laissent rien apercevoir. Nous reviendrons plus loin sur cette question.

16) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, photographies pp. 6 et 62.

NOTES de la deuxième section, I

1) Voy. le rapport de M. Freund-Valade à Monsieur le Chef du Gouvernement, 15 juin 1944, p. 2.

2) Voy. *Vision d'épouvante...*, pp. 55 et 59.

3) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 31 janvier 1953, p. 2.

4) Voy. *Ville Martyre...*, p. 43.

5) Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 25.

6) Ces chiffres ne tiennent pas compte des habitants d'Oradour qui étaient absents le jour du drame.

7) Voy. *Ville Martyre...*, p. 43.

8) " *M. Moreau, l'actif maire délégué d'Oradour, jusqu'à présent, a pu relever les noms de 636 victimes. Mais on estime généralement que le chiffre des personnes massacrées n'est pas très éloigné du millier* " (p. 110).

9) MM. Pauchou et Masfrand n'ont donné aucun chiffre. Nous avons donc recueilli les noms cités au fil des pages et sommes ainsi parvenus à une trentaine de rescapés environ.

10) Voy. *Le Monde*, 31 janvier 1953, p. 5, col B : " *Chaque jour, on apprend qu'une lettre parvient au tribunal signalant l'existence d'un nouveau rescapé ignoré jusqu'à maintenant* " .

11) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 9.

12) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, pp. 49-50. Ce témoignage est notamment cité, avec quelques différences, dans *Vision d'épouvante...* (pp. 57 et 59) et dans *Le drame...* (pp. 24-25).

13) Voy. le rapport de M. Freund-Valade à Monsieur le Chef du Gouvernement, 15 juin 1944, p. 2.

14) Voy. Rapport de Jean d'Albis à Walter Stucki en date du 15 juin 1944 (consultable aux Archives départementales de Haute-Vienne sous la cote 24 J 5, " Fonds d'Albis ").

15) Voy. *Dans l'Enfer...*, pp. 87-88.

16) *Ibid.*, p. 88.

17) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 88.

18) *Ibid.*, p. 15 : P. Poitevin parle de son " expérience de vingt ans de journalisme et d'enquêtes " .

19) Dans son ouvrage, P. Poitevin nous apprend qu'il fut : " Adhérent au groupement de Libération, puis membre, dès leur fondation, des M.U.R. (Mouvements Unis de Résistance) " (voy. *Dans l'Enfer...*, p. 13).

20) Pierre Moreau parvient aux mêmes conclusions. Voy. *En écoutant crier les pierres*, p. 3.

21) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 13.

22) Voy. le rapport des Renseignements généraux en date du 4 juillet 1944, in *La mémoire d'Oradour...*, p. 98, col. A, témoignage de MM. Jacques Garraud et Robert Besson : " Vers 16 heures, nous perçûmes des cris provenant de la direction de l'église, qui furent suivis immédiatement après d'une forte détonation [...] " .

23) Voy. le " Compte rendu des événements qui se sont déroulés le samedi 10 juin 1944 à Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) " (consultable à la BDIC, cote : F pièce 3543 Res). Ce document a été reproduit dans :

- - *Le Courrier Français du Témoignage Chrétien*, No 12, sans date, pp. 1-2, " Chronique du terrorisme hitlérien en France. Oradour-sur-Glane " .

- - *Ville Martyre...*, pp. 94 et suivantes.

- - *La mémoire d'Oradour...*, pp. 63-66.

- - *Le Martyre d'Oradour-sur-Glane* (E dition Pierre Fanlac, Périgueux, sans date, 14 p.)

24) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 31 janvier 1953, déposition de M me Rouffanche, p. 2. Voy. Doc 1.1.

25) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 88.

26) *Ibid.*, pp. 44 et 46.

27) Voy. *Trafics et crimes...*, p. 426. En 1996, P. Maysounave, qui a lu J. Delarue, reprend cette thèse en écrivant : " On a su après la guerre, par deux SS qui ont recueilli le témoignage de membres de la compagnie d'Oradour, que cette caisse comprenait vingt-cinq grenades fumigènes antichars en verre, destinées initialement à aveugler ou asphyxier les équipages de chars ennemis au combat " (voy. Plus près de la vérité..., p. 285, n. 10).

28) Voy. le rapport de gendarmerie du 28 septembre 1944 présent dans le dossier du procès de 1953, 4 p., p. 3.

29) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de J.-P. Elsaesser (présent dans le dossier d'instruction du procès de Bordeaux), 24 septembre 1945, 8 p., p. 5.

30) Voy. le rapport des Renseignements généraux en date du 4 juillet 1944, in *La mémoire d'Oradour...*, p. 98, col. B : " Ensuite, deux jeunes soldats, âgés de 20 à 25 ans, pénétrèrent dans l'église et déposèrent en son centre une grande caisse entourée de ficelles ; ils y mirent le feu et aussitôt une épaisse fumée se répandit " .

31) Voy. les sténotypies du procès, audience du 31 janvier 1953, p. 2.

32) " Est-ce que vous pouvez nous dire si vous étiez encore dans le centre de l'église quand les SS ont apporté cette caisse de laquelle pendaient des mèches auxquelles ils ont mis le feu ? " (*Ibid.*, p. 3).

33) Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, liasse VI, interrogatoire de M me Rouffanche en date du 7 juillet 1946, une page.

34) Nous n'étudierons pas la thèse de P. Poitevin puisque celle-ci, excluant la détonation, a été définitivement abandonnée dès 1944.

35) Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, liasse VI, une page, interrogatoire de M me Rouffanche en date du 7 juillet 1946.

36) Voy. les sténotypies du procès, audience du 31 janvier 1953, p. 2. Voy. Doc 1.2.2.

37) Voy. Paul Tavernier, *Poudres et explosifs* (Presses Universitaires de France, collection " Que sais-je ? " , Paris, 1969, 128 p.), p. 18.

38) *Ibid.*, pp. 19-20.

39) Voy. les sténotypies du procès, audience du 31 janvier, p. 2.

<http://www.avuc.com/aaargiv/iran/poipen/Oradour/CLCORAS.nmm>

23/10/99

40) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 48.

41) Voy. l'acte d'accusation dressé à l'occasion du procès de Bordeaux, p. 6. On notera qu'il n'était pas ici question de grenades fumigènes. D'ailleurs, de telles grenades n'ont jamais dégagé de fumée noire.

42) Voy., par exemple, Albert Hyvernaud, *Petite histoire d'Oradour-sur-Glane, de la préhistoire à nos jours* (auto-édité, septième édition, 1989, 78 p). L'auteur écrit : " L'explosion avait fait éclater les vitraux, sinon, tout le monde aurait péri asphyxié " (p. 47). Cette thèse est également adoptée par M. Lamaud, guide d'Oradour.

43) Témoignage de M me Rouffanche. Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 49.

44) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 31 janvier 1953, déposition de M me Rouffanche, p. 2.

45) Voy. *Oradour-sur-Glane*, p. 50.

46) Voy. le rapport du 4 juillet 1944, in *La mémoire d'Oradour...*

47) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 31 janvier 1953, pp. 4-7.

48) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 51.

49) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 89. En 1996, P. Maysounave adopte également cette thèse. Dans son ouvrage, il écrit : " La plus jeune fille de M me Rouffanche a la carotide tranchée dans la sacristie, au-dessous de laquelle les Allemands ont pénétré par une porte qui donne sur la place de l'église. Ils tirent à travers le plancher " . (p. 226).

50) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 31 janvier 1953, p. 4.

51) Cela nous a été confirmé par des artificiers de la ville de Caen.

52) " au-dessous du plancher de la sacristie, il y avait du bois " (voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 31 janvier 1953, p. 5, déposition de M me Rouffanche). Gageons que, si une bouteille de gaz s'y était également trouvée, M me Rouffanche n'aurait pas hésité à la mentionner.

53) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 52. Nous verrons plus loin qu'en 1996 P. Maysounave a globalement repris la thèse de P. Poitevin.

54) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 31 janvier 1953, p. 6. On lit: "M; LE PRESIDENT -- Est-ce que vous avez assisté au moment où des SS sont entrés dans l'église pour porter de la paille et des fagots pour mettre le feu? et je dis bien vous étiez derrière le maître autel?

[Mme ROUFFANCHE]. -- J'étais assise au fond d'un escalier dans la sacristie, j'ai fait la morte [...] "

chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du Secrétariat est <aaargh@abbc.com>

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is <aaargh@abbc.com>

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. A reader looks for a document on the Web at his or her own risks. As for the author, there is no reason to suppose that he or she shares any responsibility for other writings displayed on this Site.

Be reminded of the US copyright law, Section 107:

Section 107. Limitations on exclusive rights: Fair use

... the fair use of copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified in above sections, for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching (including multiple copies for classroom use), scholarship, or research, is not an infringement of copyright. In determining whether the use made of a work in any particular case is fair use the factors to be considered include ---

- (1) the purpose and character of the use, including whether the use is of a commercial nature or is for nonprofit educational purposes;
- (2) the nature of the copyrighted work;
- (3) the amount and substantiality of the portion used in relation to the copyrighted work as a whole, and;

(4) the effect of the use upon the potential market value of the copyrighted work.

+++++

ARTICLE 19. <Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.>

The Universal Declaration of Human Rights, adopted by the United Nations General Assembly on December 10, 1948,

ARTIKEL 19 der Menschenrechte: <Jederman hat das Recht auf Freiheit der Meinung und der Meinungsäußerung; dieses Recht umfaßt die unbehinderte Meinungsfreiheit und die Freiheit, ohne Rücksicht auf Staatsgrenzen Informationen und Gedankengut durch Mittel jeder Art sich zu beschaffen, zu empfangen und weiterzugeben.> Vereinigten Nationen, 10 Dezember 1948.

ARTICLE 19 <Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit>

Déclaration internationale des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU à Paris, le 10 décembre 1948

ARTICULO 19 <Todo individuo tiene derecho a la libertad de opinión y de expresión; este derecho incluye el de no ser molestado a causa de sus opiniones, el de investigar y recibir informaciones y opiniones, y el de difundirlas, sin limitación de fronteras, por cualquier medio de expresión.>

Declaracion universal de los derechos humanos, adoptada por la Asamblea General de las Naciones Unidas el 10 de diciembre de 1948 en París

[| Partie 1 |](#) [Partie 2 |](#) [Partie 3 |](#) [Partie 4 |](#) [Partie 5 |](#)

L'adresse électronique de ce document est:

<http://www.abbc.com/aaargh/fran/polpen/Oradour/CLCora3.html>

[| Accueil général |](#) [Accueil français |](#) [CHERCHER DANS LE SITE |](#) [Police de la pensée |](#) [Affaire Reynouard |](#) [A propos d'Oradour |](#)

[<aaargh@abbc.com>](mailto:aaargh@abbc.com)

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) |

| [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) |

| [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 3](#) | [Partie 4](#) | [Partie 5](#) | [Partie 6](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 4

[Deuxième section]

II

Les explosions dans l'église:

confirmation par d'autres témoignages

[75]

Déclarations de SS

L'officier SS Diekmann , commandant le 1^{er} bataillon de la division *Das Reich*, supervisa les opérations d'Oradour-sur-Glane. (1) Le 10 juin au soir, dans son rapport à son chef de corps, il déclara que l'église avait " *brûlé [...], explosant violemment* " (*Ibid.*, p. 30). Dans son journal de bord, le général allemand von Brodowsky écrivit :

14.6.44 : Une communication téléphonique en provenance d'Oradour[-sur-Glane] [...] signale ce qui suit : [...] L'église prit feu. Des explosifs avaient été entreposés dans l'église. Toutes les femmes et les enfants trépassèrent. (2)

Pour ces Allemands, donc, l'explosion dans l'église était incontestable.

Naturellement, les autorités françaises crièrent immédiatement au scandale. (3)

Plus tard, d'autres SS qui avaient opéré à Oradour confirmèrent que l'église avait sauté. Citons par exemple Fernand Giedinger qui, dans une lettre à son avocat, écrivit :

nup://www.aboc.com/aaargh/fran/poipen/Oradour/CLCORA4.nuni

23/10/99

Nous étions à une distance d'environ 200 mètres de l'église, car l'église se trouvait, à vrai dire, en dehors [" à la lisière " *serait plus exact*] du bourg.

Nous avons entendu tirer à une distance d'environ 400 mètres et cela ne nous a pas particulièrement émus, parce que nous avons déjà fait des exercices de Panzer et des exercices de tirs réels [...]. Nous pensâmes qu'il s'agissait d'exercices de tir.

Nous n'avons changé d'avis qu'au moment où l'explosion s'est produite dans l'église [...].
(4)

Devant la commission d'instruction de Bordeaux, un autre SS, Henri Weber, déclara :

Nous avons entendu une rafale de mitraillette puis une détonation et des cris de femmes et d'enfants que nous entendions malgré la distance . (5)

[...] nous avons entendu [...] le bruit d'une forte explosion, suivi de cris de douleur poussés par des femmes et des enfants . (6)

Déclarations de rescapés

Par principe, certains penseront qu'en tenant de tels propos les anciens membres de la *Das Reich* mentaient afin de dégager leur responsabilité dans la mort des femmes et des enfants. Pourtant, dès 1944, certains survivants du drame déclarèrent avoir entendu de très violentes détonations dans l'église, détonations que l'on ne peut attribuer à la mystérieuse " caisse " de M^{me} Rouffanche. Madame Lang, par exemple, qui, le jour de la tragédie, s'était cachée à quelques dizaines de mètres du sanctuaire, a déclaré :

[76] Un bruit épouvantable éclate dans la direction de l'église qui était à quelques dizaines de mètres de nous. Détonations sur détonations se succèdent, suivies d'une immense clameur et de cris effrayants . (7)

Ne peut-on pas imputer ces détonations successives à des caisses de munitions qui auraient explosé en chaîne ? Remarquons, d'ailleurs, que ce témoignage ne sera jamais repris dans les autres documents officiels sur Oradour...

Plus tard, au procès de 1953, bien des témoins à charge confirmèrent que de terribles explosions avaient pu être entendues près de l'église. Citons, tout d'abord, Jean-Hubert Desourteaux. A l'arrivée des SS, il se cacha dans son garage, non loin de l'église. Voici ce que l'on peut lire dans les sténotypies du procès :

[J.-H. DESOURTEAUX]. - - [...] j'ai entendu une rumeur dans l'église, à 150 mètres de moi [...]. Je ne pouvais discerner ce qui se passait ; ça mitraillait sans arrêt ; il y avait même les mortiers qui tiraient [...].

M. LE PRESIDENT. - - Vous venez de parler de " mortiers " . Avez-vous entendu un mortier ? Vous avez été militaire et vous savez ce qu'est un mortier en batterie... Cela vous a paru être un bruit de mortier?

[J.-H. D.]. - - Absolument... un bruit de mortier ou de canon; c'était distinct . (8)

J.-H. Desourteaux ne fut pas le seul à percevoir distinctement des détonations en provenance de l'église. Citons également M me Renaud, qui, le 10 juin tragique, s'était cachée avec son mari non loin du sanctuaire. Elle raconte:

J'ai entendu des fusillades, j'ai entendu des cris, j'ai entendu des détonations [...].

Il y a eu une grande détonation dans l'église ; une fumée épaisse sortait des vitraux ; on entendait des cris, des plaintes que vous ne pouvez imaginer. (9)

Son mari, M. Renaud, fut encore plus net. Voici ce que l'on peut lire dans les sténotypes du procès :

[M. RENAUD]. - - La seule plainte que j'aie entendue c'est quand l'église a sauté. J'étais à 40 mètres de la place de l'église à ce moment-là....

M. LE PRESIDENT. - - Qu'avez-vous entendu? une explosion, dites-vous?

[M.R.]. - - Une grosse explosion, une fumée se dégageant de l'église, un cri d'ensemble à ce moment de toutes les femmes et enfants qui étaient dedans [...].

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - - Est-ce que vous avez entendu au moment où il y avait le feu à l'église, ou avant qu'on mette le feu à l'église, une explosion ressemblant à un coup de mortier?

[M.R.]. - - Oui, certainement. Mais il y a eu tellement d'explosions...

M. LE PRESIDENT. - - Vous dites quelque chose d'intéressant. Vous dites qu'il y a eu beaucoup d'explosions.

[M. R.] - Oui, plusieurs explosions.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Le témoin précédent [J.-H. Desourteaux] a parlé, lui aussi, de plusieurs explosions. (10)

Les termes utilisés sont clairs. Les témoins se déclarèrent certains d'avoir entendu plusieurs détonations en provenance de l'église, dont une très forte. Surpris, le président du tribunal se tourna vers les accusés pour leur demander s'ils avaient tiré au mortier ou s'il y avait eu une explosion qui ait pu ressembler à un coup de mortier :

M. LE PRESIDENT. - - [...] est-ce qu'on a tiré un coup de mortier..., y a-t-il eu une explosion pouvant ressembler à un coup de mortier ?

M. L'INTERPRÈTE. - - Personne n'en a connaissance, Monsieur le président.

M. LE PRESIDENT. - - Qu'est-ce qui a pu ressembler à un coup de mortier ?... Personne n'en

sait rien ?... La masse de grenades dont nous a parlé Boos [un accusé SS]..., vous savez, cet engin. [77]

BOOS. - - Je ne sais pas.

M. LE PRESIDENT. - - Cet engin devait faire beaucoup de bruit, si vous mettiez six, sept grenades liées ?

BOOS. - - Moi, je ne l'ai jamais fait ; on l'a appris à l'instruction, mais on ne l'a jamais fait.

M. LE PRESIDENT. - - Mais quand on le faisait, cela devait faire beaucoup de bruit ?

BOOS. - - Pas beaucoup . (11)

De façon évidente, la mystérieuse caisse de M me Rouffanche, même à supposer qu'elle ait été remplie de grenades, ne pouvait expliquer les multiples détonations entendues par les témoins. A ce moment du procès, l'histoire officielle d'Oradour fut en grand péril. Le président du tribunal, d'ailleurs, dut en être conscient. Aussi, soucieux de mettre coûte que coûte ces explosions sur le compte des SS, revint-il plus tard à la charge en demandant aux accusés s'ils avaient utilisé des " *canons d'accompagnement avec des mortiers* " (*Ibid.*, p. 27). Mais, une fois encore, le fiasco fut total. Seul Graff lui répondit que, s'ils avaient utilisé des mines pendant l'instruction, il ne se rappelait pas en avoir utilisé à partir du mois de mai 1944 . (12)

Les déclarations et les silences des accusés ne sauraient surprendre. Les SS qui vinrent à Oradour avaient uniquement apporté, en guise d'armement lourd, des mitrail-leuses de modèle 42 ; ils ne possédaient ni canon ni mortier (13) . Le président préféra donc ne pas insister et l'origine des explosions entendues par les témoins resta inconnue.

L'effondrement partiel de la voûte du clocher

Mais un autre fait, aussi troublant, restait encore à expliquer. Il s'agissait de l'effondrement partiel de la voûte du clocher. Sachant qu'on ne pourrait le passer sous silence, les autorités tentèrent de l'expliquer.

Les thèses françaises

Dans leur rapport rendu le 4 juillet 1944, les Renseignements généraux parlèrent d'un boucher qui, à Oradour:

s'étant approché du bourg vers 16 h 30 [le 10 juin] a vu jeter un engin incendiaire sur le clocher; ce qui explique que seule cette partie de la voûte se soit effondrée . (14)

En 1996, V. Reynouard interrogea un pompier pour savoir si un incendie dans le clocher aurait pu faire écrouler la voûte. La réponse fut négative. Remarquons d'ailleurs que, par la suite, aucun des rescapés, boucher ou non, ne réitéra de tels propos. Par conséquent, ce témoignage doit être rejeté.

Le 15 janvier 1953, le correspondant du *Monde* au procès de Bordeaux écrit:

On apprend [à la lecture de l'acte d'accusation] qu'il y eut une tentative pour faire sauter l'église à la dynamite. Le clocher s'effondra et des pierres, en tombant, blessèrent même un SS qui, paraît-il, en est devenu fou . (15)

Aujourd'hui encore, la même thèse circule. Elle est notamment reprise par Albert Hyvernaud, auteur du livre intitulé : *Petite histoire d'Oradour-sur-Glane*. Celui-ci affirme qu'avant d'apporter la caisse dans l'église les SS auraient tout d'abord voulu dynamiter le sanctuaire afin de tuer d'un coup ceux qui y avaient été enfermés; il écrit:

[78] On peut imaginer quels sentiments agitaient ces femmes séquestrées dans cette église avec leurs enfants et qui avaient laissé leur mari, leurs fils, leur père ou leur frère aux mains des SS sur le Champ de Foire. Elles entendirent avec terreur crépiter les mitrailleuses, mais ne comprirent pas ce qui se passait, pas plus qu'elles ne se doutèrent que le sinistre Kahn [qui commandait, avec le major Diekmann, les opérations] envisagea d'abord de faire sauter l'église pour les tuer d'un seul coup. Mais la tentative fit plus de bruit que de dégâts et, seul, un adjudant SS fut grièvement blessé en prêtant la main à cet acte sacrilège, comme on l'apprendra plus tard, au cours du procès.

Enfin, vers 16 heures, deux SS entrèrent dans l'église, portant une lourde caisse [...] . (16)

A Oradour, l'inanité d'une telle thèse éclate au grand jour. En effet, l'église du village était une vieille bâtisse fortifiée, qui avait été construite pour servir de refuge lors des guerres de religion. Ses murs épais de 75 cm à plus d'un mètre et ses deux échauguettes en haut du clocher rappellent cette époque passée. F. Delage, ancien président de la société archéologique du Limousin, écrit :

L'édifice le plus solide [du village] était naturellement l'église, faite de blocs et de moellons de granit, comme toutes les églises limousines, parfaitement appareillés et unis par un ciment presque indestructible . (17)

Vouloir détruire un tel édifice à la dynamite, pour y tuer les personnes enfermées là, serait une idée parfaitement saugrenue et même, proche de la démence. Si, vraiment, les SS avaient voulu massacrer les femmes et les enfants, il aurait suffi de les mitrailler, par groupes, comme les hommes ou de les enfermer dans les caves des maisons et de dynamiter celles-ci.

Afin, certainement, de donner plus de crédit à la thèse qu'il défend, A. Hyvernaud se réfère, sans plus de précision, au procès de 1953. C'est là, dit-il, qu'on aurait appris la tentative de destruction du sanctuaire, ce qui est exact; mais l'analyse des pièces du procès démontre que cette prétendue tentative n'est qu'une fiction imaginée pour sauver l'Histoire officielle.

Première constatation: l' " exposé des faits " que l'on peut lire dans l'acte d'accusation rédigé le 1^{er} décembre 1952 ne mentionne nullement le dynamitage de l'église (voy. l'acte d'accusation, p. 6). Il faut attendre la page 16 et le résumé des déclarations de l'accusé Joseph Busch pour lire:

A la suite de l'explosion d'un engin, il y a eu deux blessés dont l'adjudant qui avait voulu faire sauter l'église.

Deux pages plus loin, on apprend qu'un autre accusé, Auguste Lohner, avait reconnu " *avoir assisté à la tentative de faire sauter l'église à la dynamite* " (*Ibid.*, p. 18). Page 24, enfin, dans le chapitre relatif au " *rôle des inculpés en fuite* ", l'acte d'accusation citait un certain Gnug, adjudant au groupe de commandement, qui:

D'après l'ensemble des inculpés, [avait] procédé à la tentative de destruction de l'église au moyen d'un engin explosif [et avait] été blessé au cours de cette opération.

Par conséquent, cinq lignes seulement, sur une pièce de 46 pages, étaient consacrées à cet épisode de première importance. Le chercheur objectif en retire le sentiment très net de se trouver en face d'une volonté d'occultation. La suite le confirme.

[79]

Mme Rouffanche réduit à néant les thèses françaises

Dans son texte, Albert Hyvernaud a été clair: la tentative de destruction de l'église aurait précédé le moment où deux SS seraient venus déposer la mystérieuse caisse au milieu des femmes; de plus, elle aurait fait du bruit. Par conséquent, les victimes enfermées dans l'église auraient dû, pendant leur attente angoissée, entendre un bruit d'explosion très proche. Or, en 1947, M me Rouffanche elle-même déclara:

Pendant le temps que je suis restée dans l'église, je n'ai vu ni entendu aucune explosion .
(18)

Si donc l'on veut encore croire que les SS ont tenté de dynamiter l'église, il faut admettre qu' A. Hyvernaud s'est trompé et que cette tentative a été réalisée à l'aide de la caisse apportée, "vers 16 heures" , par les deux SS. Mais cette nouvelle hypothèse se heurte à des contradictions :

1) D'après l'histoire officielle (entérinée au procès de 1953), la mystérieuse caisse devait laisser échapper un gaz destiné à asphyxier les femmes et les enfants; il n'était donc pas question de détruire quoi que ce fût;

2) L'histoire officielle nous informe que les SS auraient déposé leur mystérieuse caisse non loin de l'autel, c'est-à-dire à l'opposé du clocher. Dès lors, comment croire que l'explosion qui n'occasionna que quelques dégâts au maître-autel et préserva les voûtes de la nef, ait pu détruire la voûte du clocher située beaucoup plus loin? De façon évidente, la prétendue tentative des SS pour détruire l'église n'a jamais existé.

Aujourd'hui, par conséquent, nous pouvons affirmer que toutes les versions des faits proposées par les tenants de la thèse officielle afin de justifier l'effondrement du clocher et l'origine des fortes détonations entendues par les témoins se heurtent à des contradictions insurmontables. Les différents événements survenus à Oradour pendant le drame ne s'expliquent ni par la caisse de M me Rouffanche ni par la prétendue tentative de détruire l'église.

En réalité, les dépositions des témoins Lang, Renaud et Desourteaux semblent confirmer nos conclusions émises après l'étude des ruines de l'église, à savoir :

- - que celle-ci a été le siège de plusieurs explosions ; l'une d'entre elles s'étant produite dans la sacristie, faisant s'effondrer le plancher ; une autre, certainement beaucoup plus forte, ayant ébranlé le clocher, entraînant la destruction partielle de la voûte et de la tribune ;

- - que, par conséquent, des munitions étaient cachées dans l'église, plus précisément dans le sous-sol de la sacristie, dans le clocher et sous le toit central, au-dessus des voûtes de la nef.

Déclarations de civils venus sur les lieux après la tragédie

A ceux qui, parvenus à ce stade de notre étude, douteraient encore du bien-fondé de nos conclusions, nous livrerons d'autres témoignages, émanant de personnes qui ont pénétré dans l'église immédiatement après la tragédie. Ceux-ci furent recueillis en 1944 ou entendus en 1953. Tous confirment la thèse de l'explosion. En voici les extraits les plus significatifs:

[Dans l'église] des têtes se sont détachées des troncs, des bras et des jambes gisent çà et là, épars . (19)

[80] Nous pénétrons dans l'église [...] çà et là des morceaux de crânes, de jambes, de bras, de thorax, un pied dans un soulier. (20)

C'était une horreur gigantesque. Il n'y avait pas un corps intact. Certains étaient coupés en deux . (21)

Ici, de pitoyables petites mains d'enfants gisent éparses sur les dalles. Là, on découvre les pieds de pauvres gosses qui n'ont pas été entièrement consumés . (22)

Dans ce qui fut l'église, on peut voir des restes humains calcinés et des cadavres d'enfants agrippés, debout, à des débris de ce qui avait dû être le confessionnal , (23) la moitié inférieure du corps seule rongée par le feu, le haut paraissant presque intact . (24)

Derrière l'église, il y avait un charnier où ont été retrouvés des corps, une jambe d'un côté, de l'autre la tête... Ils ont été découpés en morceaux [...] . (25)

Lorsque les équipes secouristes composées d'ouvriers et de séminaristes vinrent accomplir la sublime corvée de déblaiement de cet horrible charnier, ils découvraient des corps à demi calcinés, décapités, hachés, des membres épars, des ossements informes . (26)

Les photographies des cadavres prises après le drame confirment ce constat. On y distingue nettement des corps déchi-quetés et des morceaux de membres épars. Par exemple, MM. Pauchou et Masfrand publient un cliché montrant la moitié inférieure du corps d'un enfant (bassin et jambes). Toute la partie supérieure du corps (tronc, bras et tête) a disparu (figure 32) . (27) Une autre photographie saisissante se trouve dans l'ouvrage collectif intitulé : *Oradour-sur-Glane*. On y voit le cadavre d'un bébé, nu, dont les deux pieds et la tête ont disparu, broyés . (28) Enfin, appelons l'attention du lecteur sur une dernière photo très caractéristique ; on y voit la tête d'une femme décapitée ainsi qu'un bras et divers restes humains (figure 33) . (29)

A propos des personnes partiellement brûlées, il nous faut citer particulièrement un cliché publié par MM. Pauchou et Masfrand. On y distingue nettement un enfant (tête quasiment arrachée) dont le bas

des jambes à partir de la mi-cuisse est carbonisé. Or, le haut des cuisses ainsi que le short de la victime sont intacts . (30) L'auteur d'une brochure non publiée a effectué les mêmes remarques:

Officiellement, on n'a recueilli dans les ruines [de l'église] aucun engin incendiaire. Pourtant, l'église a brûlé. On observe que les malheureux n'ont pas été calcinés comme, par exemple, le cadavre du Dr Desourteaux et celui d'autres hommes fusillés. Non, les corps des femmes et des enfants ont été déchiquetés, des chaussures paraissent intactes, des vêtements n'ont pas subi de lente combustion qui les aurait réduits en cendres . (31)

[81] Enfin, notons qu'en 1994 V. Reynouard a rencontré M. Dautre, qui avait retrouvé l'enfant à la tête et aux pieds broyés. Il lui a certifié que les mains du nouveau-né avaient disparu, et que son corps était légèrement roussi comme s'il avait été passé à la flamme.

Seuls les effets d'une violente explosion permettent d'expliquer l'état des cadavres de l'église. Jamais le feu n'a déchiqueté et broyé des corps . (32) Pour le chercheur impartial, rien, excepté les pierres que l'on retrouve partout dans la nef et dans le chœur, n'a pu occasionner les terribles mutilations visibles sur les victimes. Ces pierres appartenaient à la voûte du clocher et seule une explosion dans le clocher a pu communiquer à ces projectiles une énergie cinétique suffisante pour provoquer autant de dégâts, tant matériels qu'humains. C'est ainsi que des bras, des crânes, des jambes furent arrachés et emportés.

F. Delage avait parfaitement compris le danger mais, soucieux de préserver la thèse officielle, il tenta une autre explication des mutilations constatées sur les victimes. Il écrit :

On a vu des corps coupés en plusieurs tronçons ; les rafales de balles [tirées par les SS] avaient brisé les ligatures, les muscles, les tendons, si bien que le feu avait aisément séparé les membres : ici une tête sans corps, là un buste sans jambes, ailleurs des jambes isolées, des bras séparés, des têtes écrasées . (33)

F. Delage omet simplement de nous préciser comment les tirs ont pu entraîner les membres aussi loin les uns des autres, de sorte qu'ils furent trouvés *isolés*. De même omet-il de nous préciser comment l'écrasement des crânes a été possible. Enfin, le nombre de corps disloqués est tel (voy. les photographies) qu'il faudrait imaginer une arme insolite à " tête chercheuse " , programmée pour briser les muscles, les ligatures et les tendons, de façon sélective...

Quant aux corps partiellement brûlés, il suffit, pour expliquer ce phénomène, de se rappeler qu'une explosion produit une grande flamme. Celle-ci résulte de la combustion, au contact de l'oxygène de l'air, et grâce à la chaleur produite, des gaz émis lors de la décomposition des matières explosives. A Oradour, cette flamme est non seulement partie vers le haut (d'où la "*flamme de chalumeau*" aperçue par le témoin [82] qu'évoque M. Hébras) mais aussi vers le bas. Elle s'est alors propagée, en une fraction de seconde, le long de la nef et du chœur, brûlant ceux qui s'y tenaient (figure 34).

Les victimes partiellement concernées par son passage furent partiellement brûlées. Voilà, par exemple, pourquoi un petit garçon a eu le bas des jambes brûlé alors que son short restait intact. A supposer qu'un feu ait été à l'origine de ses brûlures, le phénomène aurait duré assez longtemps pour que, par rayonnement calorifique, ses habits soient abîmés. En revanche, la flamme due à l'explosion n'existe qu'une fraction de seconde. Par conséquent, le phénomène de propagation ne peut exister et les dégâts occasionnés sont très localisés.

Deux déclarations capitales

Mais il y a plus: deux témoins ont apporté, consciemment ou non, la preuve définitive qu'une explosion avait été à l'origine de la mort d'un grand nombre de femmes et d'enfants dans l'église.

Dans son rapport, le commandant G. Briand qui était, sur place, le responsable des équipes d'urgence de la Croix-Rouge, déclara avoir vu, dans l'église, " *les restes des femmes et des enfants surpris par la mort et brûlés sur place* ". (34) Briand ne fut pas l'unique témoin à constater ce fait. Le dimanche 11 juin, un ingénieur de la Société Nationale des Chemins de Fer Français pénétra dans le village. Là, il vit non seulement les cadavres des hommes fusillés dans les granges mais aussi les corps des victimes de l'église. Dans un compte rendu, il note:

Il ne semble pas que les femmes et les enfants aient subi le même sort [que les hommes] puisque l'on a retrouvé dans l'église des corps que la mort a surpris dans une attitude normale. (35)

Or, un incendie, dont la propagation reste relativement lente, (36) ne surprend pas ses victimes "dans une attitude normale". Pour qu'il en ait été ainsi, il faut que le sinistre soit survenu d'un coup et qu'il se soit propagé dans l'église en une fraction de seconde. Cela confirme totalement la thèse de l'explosion et de la flamme qui traversa l'église en un temps très bref. (37)

Moralité

Parvenus à ce stade de notre étude, nous pensons avoir apporté les preuves que plusieurs explosions terribles se sont produites dans l'église d'Oradour, plus exactement dans le clocher, sous les combles et dans la sacristie.

[83] Ces explosions ont causé la mort d'un grand nombre de femmes et d'enfants qui se trouvaient dans le sanctuaire. Ceux-ci furent déchiquetés par les pierres de la voûte du clocher projetées dans les airs. Certains furent partiellement brûlés par la gigantesque flamme issue de l'explosion. Le phénomène fut si rapide que certaines victimes furent surprises par la mort "dans une attitude normale" et que leurs brûlures restèrent, en l'absence de toute propagation, très localisées.

Dans la sacristie, la détonation a provoqué l'effondrement du plancher. Les personnes qui se trouvaient dans cette pièce sont donc tombées dans le sous-sol, au milieu des flammes.

La géométrie des lieux fit que certaines chapelles ne furent pas touchées par la flamme ayant résulté de l'explosion. C'est ainsi que le confessionnal (en bois léger) et les fleurs en tissu posées sur l'autel de la Vierge furent préservés.

De même, la croix faîtière, située au haut du clocher, fut projetée au loin et subit relativement peu de dommages.

Ces précisions effectuées, examinons la fin du témoignage de M^{me} Rouffanche ainsi que d'autres écrits parus après le drame. Nous allons démontrer que ceux-ci réduisent définitivement à néant la thèse de l'incendie destructeur du sanctuaire.

III

REFUTATION DEFINITIVE DE LA THESE OFFICIELLE DE L'INCENDIE

[87]

Revenons au témoignage de M me Rouffanche. L'unique rescapée désire accréditer la thèse du sanctuaire détruit par un incendie violent. Pour cela, elle prétend qu'après l'explosion de la " caisse " et alors qu'elle " *faisait la morte* " dans la sacristie :

Une fusillade éclata dans l'église. Puis de la paille, des fagots, des chaises, furent jetés pêle-mêle sur les corps qui gisaient sur les dalles.

Ayant échappé à la tuerie et n'ayant reçu aucune blessure, je profitai d'un nuage de fumée pour me glisser derrière le maître-autel . (1)

Déclarations entendues au procès de Bordeaux

Au procès de 1953, il fut souvent question de fagots que les SS auraient portés dans l'église . (2) Toutefois, la thèse officielle invoquant l'explosion d'une caisse, puis une fusillade, le tout suivi d'un embrasement généralisé est infirmée par les témoins qui virent des victimes surprises par la mort "dans une attitude normale" .

Un incendie peu ordinaire

En outre, on ne peut croire que de la paille, des fagots et quelques bancs incendiés aient suffi pour occasionner tous les dégâts constatés dans l'église. D'ailleurs, lors des audiences du procès de Bordeaux, M me Rouffanche resta très évasive sur la façon dont le sanctuaire aurait brûlé. Elle affirma qu'ayant été "tournée en sens inverse" elle n'avait "pas vu comment ça se passait dans l'église" . Les seuls détails qu'elle donna furent les suivants : la destruction du sanctuaire avait débuté avec "de petites flammes" et "ce n'étaient pas des incendies comme on voit quelquefois". (3)

Personne ne croit en la thèse de la paille et des fagots

De son côté, le commissaire Petit, lors du même procès, lança:

Je ne pense pas que tout cela ait pu se faire avec un feu de bois, si violent qu'il ait pu être. Il fallait, j'en suis à peu près persuadé, qu'on employât des plaques incendiaires, des engins au phosphore ou je ne sais quoi de semblable. (4)

[88] Et pour convaincre les juges qu'une grande chaleur avait été produite durant le sinistre, M.Petit termina en disant:

Restée dans le clocher, la cloche de l'église a fondu goutte à goutte sous l'effet d'une

chaleur intense [*Ibid.*, col. D].

Le lendemain, des voitures d'enfant qui avaient été retrouvées dans l'église furent apportées dans la salle d'audience. A la vue de ces objets, le président dit aux accusés:

"Ce n'est pas avec de la paille, ni avec des chaises que ces objets ont été fondus". (5) Puis, se tournant vers l'interprète chargé de traduire pour les accusés allemands:

Dites aux accusés que la cloche fondit goutte à goutte sous une action extrêmement violente et qu'ils ont dû employer des moyens incendiaires particulièrement efficaces.

Toutes ces déclarations prouvent que personne, au procès de Bordeaux, ne croyait en la thèse selon laquelle un feu alimenté avec du bois aurait pu occasionner tous les dégâts constatés dans l'église. Cependant, personne ne désirait non plus remettre en cause l'histoire officielle d'Oradour. Par conséquent, il fallut de toute urgence découvrir la nature du matériel incendiaire que les SS auraient utilisé.

Aujourd'hui, plusieurs thèses existent.

Les différentes thèses françaises

Grenades et balles incendiaires

Pour certains (MM. Renaud et D., deux rescapés d'Oradour interrogés par V. Reynouard), les SS possédaient des grenades incendiaires. D'autres optent pour des balles incendiaires. (6) Nous savons que la 3^e compagnie qui opéra dans Oradour ne possédait que des balles incendiaires à raison d'une sur cinq dans les chargeurs des armes automatiques et que, d'après l'ancien " Malgré nous " J-P. Elsaesser, celles-ci ne furent pas utilisées " *pour mettre le feu aux immeubles* ". En 1953, d'ailleurs, tous les accusés furent d'accord pour déclarer qu'ils n'avaient pas employé de telles munitions à Oradour. (7)

Peut-être mentaient-ils? Toutefois, il faut savoir qu'une grenade incendiaire ne produit pas, seule, un immense brasier. Elle est uniquement chargée de produire, pendant un temps très court, des flammes qui pourront incendier un matériau combustible situé à proximité. En l'absence d'un tel matériau, le feu s'éteindra rapidement (en quelques secondes, nous a déclaré un artificier) sans faire de dégât. Par conséquent, on ne saurait prétendre que des balles ou des grenades incendiaires auraient permis de brûler les corps et de faire fondre les cloches. C'est rigoureusement impossible. (8)

Le phosphore

Pour d'autres, les SS auraient disposé de phosphore qu'ils auraient utilisé dans l'église. Cette thèse est notamment défendue par le rescapé R. Hébras. (9) Dès 1944, l'inspecteur des Renseignements généraux chargé de l'enquête sur le drame avait écrit:

Il semble, étant donné les puissants effets de l'incendie qui ont calciné les ossements et détruit en certains endroits des parties de maçonnerie, que des engins incendiaires, tels que plaques de phosphore, aient été employés. (10)

En 1953, à Bordeaux, il fut très souvent question de cette substance chimique. A l'audience du 26

janvier, par exemple, M. Boissou prétendit avoir, peu après le 10 juin 1944, aperçu "sur la route des sacs de phosphore vides". (11) Trois jours plus tard, un autre témoin, Alphonse Lévigat, prétendit avoir vu, sur le sol de l'église, "une poudre". Le président demanda : "Ça sentait le phosphore?" ; "Je crois bien, M. le président", répondit le témoin. (12) Or, le phosphore est un élément chimique qui a la redoutable propriété de s'enflammer spontanément au contact de l'air. Par conséquent, on ne peut ni le stocker dans des sacs (mais uniquement dans des boîtes hermétiquement closes), ni en retrouver au sol, sous forme de poudre. Le tribunal aurait normalement dû rejeter ces deux témoignages fantaisistes, étant rigoureusement exclu que les SS d'Oradour aient possédé, à l'état brut, un produit aussi dangereux que le phosphore. Malgré ces évidences, le tribunal interrogea les accusés à propos des sacs de phosphore vides. Naturellement, les anciens SS répondirent qu'ils ne savaient rien. (13)

Des lance-flammes

Mais venons-en à des considérations plus sérieuses. A l'audience du 30 janvier 1953, le président du tribunal lança aux accusés :

Vous aviez des lance-flammes, des tubes de rechange pour lance-flammes, ne vous êtes-vous pas servi de ces tubes pour arroser vos victimes? (14)

La thèse des lance-flammes est celle qui frappe le plus les esprits. En 1975, d'ailleurs, le cinéaste Robert Enrico réalisa un film que lui avait inspiré, dit-il, l'histoire d'Oradour. Son titre était : *Le Vieux Fusil*. On y voit un SS qui, avec un lance-flammes, tue une femme en la carbonisant.

A Oradour, toutefois, les SS disposèrent-ils de tels engins? En 1953, les accusés ont répondu par la négative. (15) Leur parole ne saurait être remise en doute. En effet, un lance-flammes ne se manipule pas comme une boîte d'allumettes. C'est un engin très destructeur (il peut lancer des flammes longues de plusieurs dizaines de mètres), donc très dangereux. Pour l'utiliser, il faut avoir reçu un entraînement spécial. Or, les SS de la compagnie présente à Oradour (la troisième) n'avaient pas reçu une telle formation et donc, ne pouvaient posséder de tels engins.

Un "commando d'extermination"

Face à ces évidences, le Tribunal de Bordeaux échauffa une nouvelle thèse: à Oradour, un "commando d'extermination" muni d'engins incendiaires serait venu prêter main forte aux SS de la troisième compagnie. Ses membres auraient appartenu à la quatrième compagnie. A ce sujet, le correspondant du *Monde* écrit:

On a appris en effet à plusieurs reprises au cours des débats que des véhicules de la quatrième compagnie étaient effectivement à Oradour-sur-Glane. On a même la quasi-certitude que ces voitures transportaient des lance-flammes, des grenades incendiaires et, peut-être, des engins au phosphore. On en arrive alors à se demander si une compagnie pouvait prêter son matériel sans prêter en même temps les hommes habilités et spécialement entraînés à s'en servir. (16)

Cette thèse fut naturellement soutenue par la défense dont l'objectif était d'obtenir la relaxe de ses clients. A l'audience du 31 janvier 1953, ainsi, un avocat des accusés déclara :

[90] L'instruction a indiqué qu'il y avait un groupe spécial mais aussi elle a relevé des officiers et sous-officiers spécialistes qui n'appartenaient pas à la 3ème compagnie, ce qui

expliquerait beaucoup de choses et surtout l'ignorance que manifestent les accusés présents lorsque vous posez des questions, à savoir comment cela s'est-il passé? J'ai l'impression que le commandant Diekmann a choisi le capitaine Kahn renommé pour sa férocité, mais également choisi d'autres hommes d[ans] le bataillon tout entier destiné à créer ce qu'il faut appeler, M. le président, un commando d'extermination et ceux-ci [les inculpés présents] n'étaient certainement pas au courant, j'en suis persuadé. (17)

Le lecteur remarquera dans ces textes l'abondance de tournures conditionnelles. Rien, ici, n'est démontré. En outre, comment croire qu'à Oradour un "commando d'extermination" ait pu agir à l'insu des SS de la troisième compagnie? Remarquons d'ailleurs qu'un inculpé, Graff, déclara qu'à l'église il n'avait vu que des SS ayant appartenu à sa compagnie. (18) Par conséquent, l'histoire du commando extérieur venu avec des engins incendiaires s'effondre.

Cependant, acceptons la thèse du tribunal. Oui, supposons que des SS à Oradour aient utilisé du matériel incendiaire lourd et destructeur, capable d'occasionner tous les dégâts constatés dans le sanctuaire. Dès lors, pourquoi auraient-ils perdu leur temps, et leur énergie, à transporter des fagots et de la paille? De plus, admettons qu'un gigantesque bûcher, capable de faire fondre la cloche et de réduire certains corps en poussière, ait été allumé dans l'église : on devrait en retrouver des traces au sol. En effet, lorsqu'un feu s'est déclaré dans un endroit quelconque, environ 10% de la chaleur dégagée est absorbée par le sol. C'est le phénomène de conduction thermique. (19) Si, comme dans l'église d'Oradour, le sol est recouvert de dalles, la chaleur va occasionner des dégâts en surface: les roches vont s'effriter légèrement. Il en résultera une trace qui restera tant que les dalles n'auront pas été changées. Or, lorsqu'on examine le sol dans le sanctuaire d'Oradour, on ne constate rien de semblable : les pierres sont, partout, nettes et lisses, sauf une dalle creusée à droite du choeur. (20)

Par conséquent, on ne peut que rejeter la thèse officielle selon laquelle un incendie généralisé d'une grande violence aurait ravagé l'église.

[91]

Le livre de Pascal Maysounave

Notons d'ailleurs qu'un livre, récemment paru, vient confirmer nos conclusions. Il s'agit de l'ouvrage de Pascal Maysounave intitulé : *Oradour, plus près de la vérité*. L'auteur connaît l'argumentation des révisionnistes. Il a notamment lu la brochure de Pierre Moreau dont il cite un long extrait (pp. 82-83). Il sait que la thèse officielle de la destruction du sanctuaire ne permet pas d'expliquer:

- - l'état des victimes après le drame (membres épars);
- - la fusion partielle de la cloche;
- - les dégâts visibles dans la chapelle Sainte-Anne;
- - l'effondrement de la voûte du clocher;
- - l'absence de dégâts dans la chapelle de la Vierge (confessionnal intact, draperies sur l'autel préservées).

Dans son livre, P. Maysounave va donc exposer une version des faits qui, tout en présentant les SS

comme les responsables du massacre prémédité, sera susceptible d'expliquer les cinq anomalies ci-dessus.

La thèse de Pascal Maysounave

D'après cet auteur, la destruction de l'église (accompagnée du meurtre de ceux qui s'y trouvaient) s'est déroulée en quatre temps: les SS auraient tout d'abord apporté une caisse (remplie de grenades fumigènes) destinée à asphyxier les femmes et les enfants. Cette tentative ayant échoué, les assassins auraient "dû improviser" (p. 228). Ils auraient alors mitraillé les femmes et les enfants, lancé sur eux des grenades, puis allumé un premier bûcher sur les corps. Ensuite, et seulement ensuite, quelques SS seraient montés dans le clocher, puis sous le toit central, afin de poser des charges explosives. Celles-ci n'ayant provoqué qu'un "effondrement partiel" (p. 231), les meurtriers auraient alors eu recours à des "engins incendiaires" (p. 232). Ils les auraient déposés au sol dans la partie est de l'église, dans le clocher, sous le toit central (au niveau de la nef) et dans le sous-sol de la sacristie.

P. Maysounave accompagne son texte de plans et de coupes de l'église où sont notés les emplacements des charges incendiaires et explosives, les entrées d'air, les foyers intenses et les effets de cheminée. Tout, ici, donne l'impression de sérieux, d'objectivité et d'un caractère scientifique certain.

Pourtant, examinons de plus près cet exposé.

Absence de références

Dans un premier temps, nous noterons que, en treize pages de textes et de schémas, l'auteur ne donne qu'une seule référence précise. Celle-ci concerne la voûte de l'église qui, au soir du drame, était encore intacte. L'auteur renvoie au témoignage de Mgr Rastouil qui, le 13 juin 1944, avait visité le sanctuaire (voy. *Oradour, plus près de la vérité...*, p. 235, n. 13). Si l'on excepte ce renvoi, aucune référence n'est donnée qui permettrait au lecteur de vérifier les assertions contenues dans l'ouvrage.

Ce fait ne saurait surprendre. Pour échafauder sa thèse, P. Maysounave n'a pas hésité, non seulement à déformer la vérité, mais aussi à inventer des faits.

Mensonges, silences et inventions

Afin d'expliquer l'effondrement de la voûte du clocher, l'auteur affirme qu'après avoir mitraillé les femmes et allumé les bûchers les SS voulurent détruire l'église en la [92] dynamitant. D'après lui, cette entreprise n'avait pas "pour objet d'achever les survivants", mais de "faire s'effondrer le clocher afin d'interdire l'entrée ultérieure de l'édifice". (21)

La puérilité d'une telle explication surprend dans un livre qui se veut sérieux. En effet, même à supposer que les trois entrées du sanctuaire aient pu être totalement obstruées, il aurait encore été possible d'y pénétrer à l'aide d'une échelle par les vitraux du mur est.

P. Maysounave poursuit:

Pénétrant dans l'église avec leurs charges de démolition, [les SS] prennent l'escalier donnant dans la première chapelle, à droite, débouchant sur la voûte de ladite chapelle, puis, à gauche, sur la voûte centrale. Là, tournant encore sur leur gauche, ils gagnent la porte unique d'accès au clocher, qui donne sur l'oculus, au pied du beffroi en bois

soutenant les cloches. Ils posent la charge, l'assurent, l'amorcent. Immédiatement avant ou après cette opération, ils posent au moins une seconde charge plus avant, vers le chœur, sur l'arc de pierre, à la hauteur du transept [*Ibid.*, pp. 231-232].

Ce texte constitue une "réponse" à P. Moreau qui, dans sa brochure, avait affirmé que l'explosion survenue dans le clocher n'avait pas pu être le fait des SS, puisque aucun d'entre eux n'était monté dans cette partie de l'église. (22)

Le malheur est que le livre de P. Maysounave s'apparente davantage à une oeuvre romanesque qu'à un essai historique soucieux de cerner la réalité des faits. Certes, l'auteur s'est très probablement appuyé sur le récit de J.-P. Elsaesser, un ancien SS alsacien, qui a déclaré :

Laubert nous a conduits sur la place de l'église [...]. Le chef de bataillon Diekmann se tenait sur la place de l'église au moment de notre arrivée. Il était debout les bras croisés. Quant à Kahn [...], il dirigeait les opérations, sur cette même place. De l'intérieur de l'édifice, on percevait des cris et des hurlements de femmes et d'enfants. Des SS s'affairaient à porter des fagots et de la paille dans l'édifice et, durant cette opération, j'ai vu deux Unterscharführer, Maurer et Boos, entrer à l'intérieur de l'église où ils ont tiré ensuite des rafales de mitraillette, tandis que d'autres SS ont lancé des grenades à main à l'intérieur du même édifice, sans doute pour achever la population [...]. En dernier, on a été rassemblé dans la rue, face à l'église pour assister à la destruction de cette église. J'ai vu venir le sous-officier Boos remettre au capitaine Kahn une charge d'explosifs. Kahn, accompagné de quelques SS armés, est entré dans l'église. Aussitôt une explosion s'est produite et, en quelques instants, tout l'intérieur de l'édifice était en flammes, la fumée s'échappant par les vitraux. (23)

Mais, outre que J.-P. Elsaesser a été le seul à donner une telle version des faits (les autres inculpés ayant affirmé que le dynamitage de l'église avait eu lieu *avant* le port des fagots dans celle-ci...), deux faits permettent d'en déceler la fausseté.

P. Maysounave affirme que l'explosion dans le clocher "retentit dans le bourg comme un coup de mortier, assourdi par le clocher et les combles" [p. 232] .

Nous reconnaissons ici les termes utilisés par MM. Desourteaux et Renaud au procès de 1953. Or:

- - M. Renaud, notamment, a déclaré que le coup de mortier retentit "peu de temps après la fusillade [des granges]" , celle-ci ayant débuté "vers trois heures et demie, quatre heures moins le quart" de l'après-midi. (24) Sachant que la fusillade dans l'église survint après 16 heures, on en déduit que l'explosion que P. Maysounave situe après la tuerie des femmes lui est, en vérité, **antérieure**;

- - les deux témoins ont clairement affirmé avoir entendu, au moment de l'explosion, "une rumeur" , "un cri d'ensemble [...] de toutes les femmes et les enfants". (25) Ce fait confirme que la détonation a eu lieu alors que les personnes entassées dans l'église étaient encore vivantes. Or, P. Maysounave prétend que les victimes étaient pour la plupart mortes lorsque les SS auraient décidé de dynamiter le sanctuaire.

[93] En réalité, l'auteur a tout simplement utilisé les dépositions de MM. Renaud et Desourteaux, mais en reculant sensiblement les faits dans le temps afin de bâtir une chronologie qui s'accorde avec sa propre version des faits.

Poursuivons cependant. P. Maysounave affirme que les effets de l'explosion furent légers:

L'oculus, soufflé, s'effondre au sol avec la plus grande partie des six cordons de pierre qui le soutiennent et qui se décollent de la voûte sans entraîner celle-ci. Seuls quelques morceaux s'en détachent [...]. Les remplissages de la voûte et la voûte elle-même restent en place. Au-dessus de la table de communion, l'arc de la voûte résiste, quoique fortement ébranlé par la deuxième charge [p. 232].

Dans ces conditions, l'explosion du clocher ne peut plus être considérée comme la cause des blessures constatées sur de nombreuses victimes: corps sectionnés, membres arrachés. Pourtant, P. Maysounave admet que, dans l'église, des fragments de corps furent retrouvés. (26) Comment l'expliquer? L'auteur reste muet. Sept pages auparavant, il avait quand même écrit:

Après la mitraille et l'allumage du bûcher [dans l'église], les SS, dont le sous-officier Boos, lancent des grenades à manche, au moins une cinquantaine, dont certaines renforcées (un seul détonateur mais sept têtes explosives cerclées de fil de fer) à l'intérieur de l'édifice [p. 228].

Ces précisions, si elles étaient exactes, permettraient d'expliquer la présence de cadavres déchiquetés dans le sanctuaire. (27) Une nouvelle fois, pourtant, P. Maysounave semble avoir bâti un roman. Il parle de grenades "renforcées", en a-t-il le droit? Pendant l'instruction du procès d'Oradour, l'ancien SS J.-P. Elsaesser a certes parlé d'un engin formé par sept grenades liées entre elles. Mais l'inculpé répondait à une question portant sur la **charge explosive** qui aurait permis la destruction de l'église:

Je n'ai pas bien vu [dit-il] comment la charge d'explosifs avait été confectionnée [...]. Habituellement, il avait été procédé de la manière suivante : pour faire un explosif, on se servait de plusieurs grenades à main dont on dévissait le manche à l'exception d'une seule qui servait à manier l'engin et autour de laquelle on liait les autres grenades à l'aide d'un fil de fer. (28)

Rappelons en outre qu'au procès de Bordeaux Boos affirma qu' "on" n'avait jamais confectionné ce genre d'engin explosif, ni à Oradour, ni ailleurs. (29) Par conséquent, rien ne paraît appuyer les allégations de P. Maysounave concernant l'utilisation, dans l'église d'Oradour, de grenades "renforcées".

Plus grave. A notre connaissance, nul document ne permet d'affirmer qu' "une cinquantaine" de grenades ont été lancées dans le sanctuaire. Si certains SS (Elsaesser, Boos...) ont effectivement parlé d'engins jetés dans l'église, seul Lohner a fourni une donnée chiffrée, précisant qu'il y en avait eu "au moins une demi-douzaine". (30) Nous sommes loin de la cinquantaine... Certains répondront qu'un inculpé déclara : "J'ai vu des sous-officiers" lancer des grenades. Or, diront-ils encore, cinq hommes suffisent pour en lancer une cinquantaine en très peu de temps. Admettons. Mais il est alors nécessaire de reconnaître que 50 grenades ne peuvent exploser dans une église sans laisser de traces, notamment dans les meubles. A Oradour, pourtant, aucune trace d'éclat ne peut être relevée, ni à gauche de l'entrée principale sur le confessionnal et l'autel de la Vierge, ni à droite sur l'autel Saint-Joseph. Ce constat suffit à anéantir la thèse de P. Maysounave.

L'auteur poursuit en affirmant que, dans les instants qui suivirent l'explosion:

[94] et afin d'interdire malgré tout l'accès à l'église pour les semaines qui viennent, les Allemands [eurent] recours aux moyens incendiaires. Il ne s'agi[ssait] pas ici de paille ou de meubles, comme cela [avait] été le cas pour le bûcher des corps entassés au centre de la nef. Après avoir déposé ces engins sur les corps entassés dans la moitié sud-est de l'église et de la sacristie, les SS grimpent de nouveau sur les voûtes, mettant en place ce qu'il faut pour incendier le toit, espérant ainsi venir à bout de la voûte centrale ébranlée, puis regagnent le clocher, où le beffroi est escaladé jusqu'aux jougs des cloches, immédiatement sous la charpente qui supporte la flèche. les engins incendiaires sont fixés aux jougs. La mise à feu est opérée [p. 232-234].

Ce récit permet à l'auteur d'expliquer tout d'abord l'absence de dégâts dans la chapelle Saint-Joseph ainsi que dans celle de la Vierge. Nous savons, en effet, que l'étonnante préservation du confessionnal, notamment, gêne les tenants de la thèse officielle. P. Maysounave, lui, n'est nullement embarrassé. A l'aide d'un plan où sont notées les "entrées d'air" et sachant que les SS ont provoqué des incendies uniquement dans la partie sud-est de l'église, il prétend justifier la préservation desdites chapelles (p. 234).

Pourtant, tous ces développements n'expliquent pas l'absence de dégâts visibles sur le sol de la chapelle Sainte-Anne et de la nef, là où, selon les termes mêmes de l'auteur, les "engins ont provoqué des foyers d'une extrême intensité" (*Id.*). P. Maysounave est d'ailleurs obligé de constater ce fait, (31) mais il tente de s'en sortir en déclarant que "le bon état du sol [fait] penser qu'il n'y a pas eu d'emploi de liquide incendiaire à même le sol". [p. 230]

Or, nous savons que le phénomène de conduction thermique existe, quelle que soit la nature de l'incendie. Par conséquent, des "foyers d'une extrême intensité", même s'ils avaient été provoqués sans "liquide incendiaire", auraient dû laisser des traces. Le fait qu'on n'en distingue aucune rend bien chancelante la thèse de l'auteur.

Cette thèse des SS apportant des engins incendiaires sous les toits permet également à P. Maysounave d'expliquer la disparition des toitures. Celui-ci écrit:

Sur la voûte centrale, la charpente s'embrase. Sous la flèche, jougs, entablement de bois de la toiture, beffroi, tout flambe simultanément. Les ardoises coiffent un bref instant le feu et la fumée qui s'échappe en filets à l'extérieur [*Id.*].

L'auteur, toutefois, n'explique pas pourquoi cet incendie général du clocher et de la toiture n'aurait laissé aucune trace de suie sur les murs. Il déclare que les ardoises ne purent coiffer qu' "un bref instant le feu et la fumée". Ce raisonnement est inacceptable. Un toit soumis au feu ne s'effondre pas en "un bref instant". De plus, même à supposer qu'il en ait été ainsi, la combustion de la toiture centrale aurait dû laisser des marques sur le mur est du clocher. Or, nous avons vu qu'il n'en était rien.

Quant à la fusion *partielle* des cloches, P. Maysounave la justifie ainsi :

A l'intérieur [du clocher], sous l'effet de l'extrême chaleur très localisée [chaleur due aux engins incendiaires fixés aux jougs des cloches], les cloches ont fondu par le cerveau, une dégoulinade de bronze tombe par l'orifice élargi qui a succédé à l'oculus [*Id.*].

Cette explication permet de comprendre pourquoi l'auteur affirme que les SS ont escaladé le beffroi

18 de 29

jusqu'en haut afin d'y déposer leurs engins incendiaires. En effet, à supposer que les Allemands aient voulu détruire le clocher par le feu, il aurait été beaucoup plus logique, connaissant la propension des flammes à monter, d'allumer des feux à la **base** du beffroi. Mais, dans ce cas, les cloches, situées en haut, se seraient trouvées en plein c oe ur de l'incendie; elles auraient donc fondu **en totalité**. Sachant cela, P. Maysounave a opté pour la thèse des SS qui, contre toute logique, ont placé leurs charges incendiaires au haut du beffroi, tout près des cloches.

[95] Allons plus loin et supposons que l'auteur produise des documents prouvant que les Allemands ont bien agi ainsi. Sa thèse expliquant la fusion partielle des cloches n'en sera pas sauvée pour autant. P. Maysounave invoque "l'extrême chaleur très localisée". Le terme "très localisée" nous paraît impropre dans la situation qu'il décrit. La chaleur dégagée par un incendie n'est nullement localisée; le rayonnement la transporte très loin. N'importe quel pompier le confirmera. Dans une encyclopédie déjà citée, on lit:

L'éloignement de 10m souvent prescrit par les compagnies d'assurances pour que l'indépendance de deux risques [d'incendie] soit admise est notoirement insuffisant pour empêcher la transmission de l'incendie d'un bâtiment à l'autre, ne serait-ce que par rayonnement de la chaleur. Dans un grand incendie survenu à Marseille, on a vu des immeubles placés en face du bâtiment incendié commencer à s'enflammer sous l'influence du rayonnement quoiqu'ils fussent séparés du sinistre par toute la largeur de la Canebière.

(32)

La chaleur dégagée par un incendie est le premier obstacle rencontré par ceux qui désirent le combattre. Elle est parfois telle que toute aide aux victimes devient impossible. Par conséquent, on ne peut que rejeter l'argument de P. Maysounave. Si, vraiment, les SS avaient provoqué l'embrasement général du clocher à l'aide d'engins incendiaires, les cloches, sous l'effet du rayonnement, auraient fondu en totalité. Rappelons que, en 1994, un fabricant de cloches interrogé par V. Reynouard a déclaré qu'un jour il avait visité une église dont le clocher venait d'être ravagé par le feu: les cloches y étaient réduites à l'état de galettes de bronze sur le sol.

A Oradour, enfin, on constate qu'une partie importante de la base de chaque cloche a disparu, fondue. Si l'on accepte la thèse de P. Maysounave, il faudrait donc croire que la chaleur " localisée " de l'incendie s'est, par endroits, " délocalisée " afin d'entraîner la fusion d'une portion de la base.

Venons-en maintenant à la sphère de la croix faîtière. Les photographies montrent sa partie supérieure tordue, déchirée même, par endroits, mais nullement fondue. Ce fait, avons-nous dit, démontre qu'il y a eu explosion et que la croix faîtière fut projetée au loin, échappant ainsi aux effets de l'incendie.

Lorsque nous eûmes l'ouvrage de P. Maysounave entre les mains, notre premier soin fut de rechercher l'explication que l'auteur donnerait aux dégâts visibles sur la boule. Page 235, celui-ci affirme que le clocher s'est effondré "verticalement dans la tour", "sans pencher". Puis il écrit:

Avant la chute [du clocher], sous la vieille croix en fer forgé, une moitié de la boule de laiton étamé s'est déformée sous l'effet de la chaleur [*Id.*].

P. Maysounave ne nous dit pas où la croix faîtière est tombée. Si l'on admet que la partie supérieure du clocher s'est effondrée verticalement, on en déduit que celle-ci s'est retrouvée en plein c oe ur du brasier, sur les pierres effondrées de l'oculus. Dès lors, comment croire que la fine sphère ait été uniquement "déformée sous l'effet de la chaleur", comment croire qu'elle n'ait pas fondu en totalité?

Nous aurions aimé que l'auteur s'explique davantage sur ce mystère.

Terminons avec la destruction de la sacristie. L'explosion qui survint à l'intérieur a été qualifiée, par nous, de "détail capital", parce qu'il anéantit la thèse officielle en prouvant que des explosifs y étaient cachés. Or, il est évident que P. Maysounave a eu connaissance de la révélation par M^{me} Rouffanche des causes de l'effondrement du plancher de la sacristie par les sténotypies du procès de Bordeaux. Dès lors, il était intéressant de découvrir la façon dont l'auteur allait présenter cet épisode.

La simple lecture du chapitre V (" Le massacre : sept phases rationnelles ") permet de répondre à notre interrogation. De même que tous les autres auteurs avant lui, P. Maysounave a délibérément choisi de passer sous silence l'explosion survenue [96] dans la sacristie. Ainsi, page 227, il affirme que M^{me} Rouffanche s'était trouvée "cvouchée sur le plancher de la sacristie", (33) après la fusillade dans l'église.

Or, on se souvient que, durant son interrogatoire par le président du tribunal, la rescapée avait confirmé:

- - que le plancher de la sacristie s'était effondré "au cours du tir" entrepris par les SS et suite à "une explosion";

- - qu'après la fusillade elle s'était trouvée "au fond d'un escalier de la sacristie". (34)

Par conséquent, le propos de P. Maysounave se révèle inexact. Page 233, celui-ci publie une coupe de l'église montrant les endroits du sanctuaire dans lesquels les SS auraient posé leurs engins incendiaires. Parmi eux se trouve le sous-sol de la sacristie. A la page suivante, enfin, un autre schéma fait état d'un "foyer intense" en ce lieu. L'auteur a donc repris la thèse de P. Poitevin, selon laquelle les soldats avaient établi :

"sous la sacristie un foyer dont la porte extérieure [avait servi] de tirage pour activer la combustion [...] ". (35)

Ce travestissement des faits permet de juger le travail de P. Maysounave qui n'est pas celui d'un auteur objectif.

Seul élément nouveau intéressant, l'auteur a fait procéder à une expertise au microscope électronique d'un fragment de la cloche. (36) C'est ainsi que plusieurs éléments inattendus furent décelés: du phosphore et du cadmium notamment. (37) P. Maysounave explique que ces éléments ne peuvent provenir que des balles tirées par les SS dans l'église ainsi que des engins incendiaires utilisés par la suite (pp. 259-260). De notre côté, nous y trouvons la confirmation que des munitions étaient entreposées sous les combles et que celles-ci, en explosant, ont laissé des traces dans le bronze fondu de la cloche.

Moralité

Au terme de ces développements, nous pouvons considérer que, même avec un titre trompeur, l'ouvrage intitulé : *Oradour, plus près de la vérité*, n'est pas dénué d'intérêt. Il démontre en effet que la version officielle de l'incendie généralisé était devenue si peu crédible qu'il devenait impératif de lui en substituer une nouvelle, plus apte à expliquer certains détails troublants. Mais l'échec de sa tentative est patent. Ainsi, aujourd'hui, une conclusion s'impose: l'église d'Oradour n'a pas été ravagée par un

violent incendie. Elle a été le siège de plusieurs explosions: dans le clocher, sous les combles et dans la sacristie. Tout le confirme: l'étude des clichés pris après le 10 juin tragique, l'inspection des ruines telles qu'on les voit aujourd'hui et l'étude des différents documents relatifs au drame. La thèse officielle de la tragédie se révèle donc fausse.

Plus de cinquante ans après les faits, certains ne ménagent pas leur ingéniosité pour dissimuler la vérité. La chose n'est pas surprenante car l'enjeu est de taille. En effet, si l'église n'a pas été incendiée par les Allemands, si des explosions ont eu lieu là où jamais les SS ne pénétrèrent, il faut en conclure que les responsables du drame sont à chercher ailleurs.

Mme Rouffanche, que l'on présente comme l'unique rescapée de l'église, parle d'une fusillade qui aurait éclaté à l'intérieur du sanctuaire. Les autorités l'expliquent en affirmant que les SS ont fusillé les civils enfermés dans ce lieu. Nous avons cependant démontré que cette version n'était pas recevable. Faut-il en déduire que des gens armés (autres que des SS) se sont trouvés dans l'église ; qu'ils voulurent fuir et qu'ils se sont heurtés aux SS, provoquant une bataille? Telles sont les questions auxquelles nous allons, maintenant, tenter de répondre.

+++++

NOTES de la deuxième section, II

1) Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 17.

2) Cité notamment dans *Oradour-sur-Glane...*, p. 109. Depuis le 12 avril 1944, von Brodowsky était le chef de l'état-major principal de liaison 588 à Clermont-Ferrand, lui-même rattaché au LXVI e corps de réserve.

3) Voy., par exemple, *Vision d'épouvante...*, p. 121. Les auteurs qualifient le journal de bord du général von Brodowsky de "tissu d'inexactitudes grossières" .

4) Une copie de cette lettre, tapée à la machine à écrire, est détenue par l'équipe de l'ANEC.

5) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de H. Weber, 6 février 1948, une page.

6) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de H. Weber, 19 avril 1948, p. 2.

7) Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 67.

8) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 13. Voy. Annexes Doc 2.1.3.

9) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 29. Voy. Annexes Doc 2.2.2.

10) *Ibid.*, pp. 25-27. Voy. Annexes Doc 2.3.7 et Doc 2.3.8.

11) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 19. Voy. Annexes

Doc 2.1.9.

12) " M. LE PRESIDENT. - - [...] Eh bien, Graff, vous avez utilisé des mines à l'instruction. GRAFF. - - Oui, des mines antichars. M. LE PRESIDENT. - - Seulement, vous ne pouvez pas dire si vous en aviez encore à l'expédition d'Oradour. Pouvez-vous dire si vous en aviez lorsque vous avez été faire les opérations de mai 1944 ? GRAFF. - - Non, Monsieur le président " .

13) " Le jour d'Oradour, chaque groupe disposait de deux mitrailleuses légères. Le quatrième groupe devait disposer de deux mitrailleuses lourdes [...]. Le reste de nos munitions, se composant de grenades à main, de "Hohlhaftladung" munition anti-char, se trouvait rangé dans nos camions. Il n'y a pas eu de canon lors du massacre d'Oradour-sur-Glane. Notre compagnie n'avait du reste pas de canon " (voy. la déposition de Jean-Pierre Elsaesser devant la commission d'instruction de Bordeaux [liasse VII], 24 septembre 1945, 8 p., p. 7). Un mois plus tard, un autre accusé, Auguste Lohner, confirma ces déclarations (voy. la déposition d'Auguste Lohner devant la commission d'instruction de Bordeaux [liasse VII], 22 novembre 1945, 14 p., p. 3).

14) Voy. *La mémoire d'Oradour...*, p. 102, col. B.

15) Voy. *Le Monde*, 16 janvier 1953, p. 4, col. E.

16) Voy. *Petite histoire ...*, pp. 46-47.

17) Voy. *Ville Martyre...*, p. 46.

18) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de M me Rouffanche en date du 7 juillet 1947, une page (liasse VI dans le dossier de l'instruction).

19) Témoignage de P. Poitevin (voy. *Dans l'Enfer...*, p. 59).

20) Déclaration de Monseigneur Rastouil, évêque de Limoges, qui vint à Oradour le mardi 13 juin 1944. Cité par P. Poitevin (*Ibid.*, p. 127).

21) Témoignage de M. Petit devant le tribunal de Bordeaux. Voy. *Le Monde*, 30 janvier 1953, p. 5, col. C.

22 Rapport du docteur Masfrand, cité notamment dans *Oradour-sur-Glane...*, p. 83.

23) Nous avons vu que le confessionnal était intact au soir du 10 juin. Cette précision n'est donc pas exacte.

24) Voy. " *Compte rendu des événements...* " , p. 2.

25) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1996, p. 26, déposition de M. Renaud.

26) Voy. l'acte d'accusation au procès de Bordeaux, p. 9.

27) Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 70.

28) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 61. Nous reviendrons plus loin sur le cas de ce bébé.

29) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 80.

30) Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 83.

31) Voy. *Au clocher de leur coeur*, de Jean-Roger Naux (brochure non publiée dont une copie a été envoyée par l'auteur à l'équipe de l'ANEC), p. 6.

32) "L'analyse des décombres, et des mutilations subies par les victimes, semble indiquer qu'il y a eu vraisemblablement explosion" (André Figuéras, *Dictionnaire analytique et critique de la Résistance*, p. 171).

33) Voy. *Ville Martyre...*, p. 41.

34) Cité par P. Poitevin. Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 194.

35) Voy. *Compte rendu des événements...* p. IV. Ce rapport est également cité, avec quelques différences, par F. Delage dans la rubrique " Témoignages de la résistance " (voy. *Ville Martyre...*, pp. 100-103) et par P. Poitevin (voy. *Dans l'Enfer...*, pp. 199-206). Ce dernier supprime le passage que nous avons cité.

36) Sauf, naturellement, à considérer des incendies d'origine chimique, c'est-à-dire les incendies dus à des hydrocarbures ou à d'autres produits inflammables. Mais si l'on veut adopter cette thèse pour le cas d'Oradour, il faudrait croire que les SS auraient déversé des matières inflammables sur les femmes et les enfants et que ces derniers n'auraient pas bougé, attendant sagement que leurs assassins puis les flammes fassent leur oeuvre.

37) D'autres récits confirment ceux de MM. Briand et Pallier. Citons, par exemple, M. Tarnaud qui déclare : "Des mamans serraient encore leurs bébés dans leurs bras" (Voy. *Ouest-France*, 27 janvier 1953, p. 3).

NOTES de la deuxième section, III

1) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 50.

2) Voy. les dépositions de Elsaesser (*Ouest-France*, 19 janvier 1953, p. 2, col. C), de Graff (*Le Monde*, 20 janvier 1953, p. 7, col. C), de Daul (*Ibid.*, col. D et *Ouest-France*, 19 janvier 1953, p. 2, col. B), de Lohner (*Ouest-France*, 20 janvier 1953, p. 1, col. B)...

3) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 31 janvier 1953, p. 11.

4) Voy. *Le Monde*, 30 janvier 1953, p. 5, col. C-D.

5) Voy. *Ouest-France*, 30 janvier 1953, p. 3, col. B.

6) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 67 : "L'incendie [du village] commença vers 17 heures dans la

partie haute du bourg; grenades, plaquettes et balles incendiaires étendirent rapidement le brasier " .

7) Voy. *Ouest-France*, 23 janvier, p. 3, col. C : "A des questions du président les accusés répondent qu'ils n'ont pas employé des grenades incendiaires".

8) Il en aurait été de même avec les "plaquettes incendiaires" dont il est souvent question (voy., notamment, *Oradour-sur-Glane...*, p. 109 ; *Dans l'Enfer...*, p. 52).

9) M. Hébras l'a notamment défendue devant V. Reynouard en 1990.

10) Voy. le compte rendu du 4 juillet 1944 in *La mémoire d'Oradour...*, p. 103, col. A.

11) Voy. *Ouest-France*, 27 janvier 1953, p. 3, col. A.

12) *Ibid.*, 30 janvier 1953, p. 3.

13) *Ibid.*, 27 janvier 1953, p. 3, col. B : "Interrogés sur les sacs de phosphore trouvés sur la route, les accusés ne peuvent donner d'indications".

14) *Ibid.*, 30 janvier 1953, p. 3, col. B.

15) Voy., par exemple, la déposition de Graff au procès de 1953 : "M. LE PRESIDENT. - - Et on a utilisé du matériel incendiaire avec cette paille [apportée dans l'église] ? GRAFF. - - Non. M. LE PRESIDENT. - - On a parlé de tubes lance-flammes, vous n'en avez pas vu ? GRAFF. - - Je n'en ai pas vu (voy. les sténotypies du procès, audience du 31 janvier 1953, p. 10).

16) Voy. *Le Monde*, 3 février 1953, p. 4, col. C.

17) Voy. les sténotypies du procès, audience du 31 janvier 1953, p. 9.

18) "M. LE PRESIDENT. - - [...] Est-ce que sur la place de l'église vous n'avez vu que des hommes de la Compagnie ? GRAFF. - - Je ne m'en souviens pas. M. LE PRESIDENT. - - Qui a porté des fagots, c'est bien des hommes de la Compagnie ? GRAFF. - - En principe oui. M. LE PRESIDENT. - - Vous n'avez vu que des hommes de la Compagnie ? GRAFF. - - Oui " (voy. les sténotypies du procès de 1953, audience du 31 janvier 1953, p. 10).

19) Voy. *La détection de l'incendie*. Cours édités par le Centre National d'Instruction (Paris), p. 7.

20) Un large trou peut effectivement être vu dans une dalle, sur la droite du ch o e ur. Mais il est trop profond pour résulter d'un incendie, si violent fût-il. Dans un récent ouvrage, Pascal Maysounave affirme qu'un " effet incendiaire de très grande puissance " a causé ce trou (voy. *Plus près de la vérité...*, p. 230). Toutefois, un pompier questionné par V. Reynouard a catégoriquement réfuté cette allégation.

21) " *Il est peu vraisemblable que cette charge [explosive] ait eu pour objet d'achever les survivants (quoique les SS entendissent encore crier à ce moment), mais semble avoir été destinée à faire s'effondrer le clocher afin d'interdire l'entrée ultérieure de l'édifice " (Oradour, plus près de la vérité...*, p. 229).

22) Voy. *En écoutant crier les pierres*, p. 13 : " *ce fut une explosion qui ravagea l'église d'Oradour, dont l'épicentre se trouvait dans le clocher, là où jamais un soldat allemand ne pénétra* " .

23) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de J.-P. Elsaesser en date du 24 septembre 1945. pp. 4-5.

24) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, pp. 24 et 25. Plus loin, nous démontrerons que, très certainement, l'explosion mentionnée par le témoin eut lieu non pas peu après la fusillade dans les granges, mais peu **avant**.

25) *Ibid.*, p. 13, déposition de H. Desourteaux : "du côté de l'église, il y avait une rumeur [...] ; il y avait même les mortiers qui tiraient" ; p. 25, déposition de A. Renaud : "un cri d'ensemble à ce moment de toutes les femmes et les enfants" .

26) "ici et là, une main reste accrochée à des ornements de fer, grille de communion ou accessoire de l'autel" (*Plus près de la vérité...*, p. 235).

27) Nous employons ici le conditionnel car un militaire interrogé nous a déclaré que les grenades offensives notamment ne produisaient que peu d'éclats. Elles font en revanche beaucoup de bruit afin de faire éclater les tympans.

28) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de J.-P. Elsaesser en date du 24 septembre 1945, p. 5.

29) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 19 : "M. LE PRESIDENT. - - Cet engin devait faire beaucoup de bruit, si vous mettiez six, sept grenades liées? BOOS. - - Moi, je ne l'ai jamais fait; on l'a appris à l'instruction, mais on ne l'a jamais fait".

30) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'Auguste Lohner, en date du 22 novembre 1945, p. 7 :

"J'ai vu des sous-officiers, notamment le nommé Boos, jeter au moins une demi-douzaine de grenades à manche à l'intérieur de l'édifice".

31) " A l'intérieur, le sol en pierre demeure très peu brûlé dans l'ensemble, sauf en un endroit: la dalle-marche, sous la table de communion [...] " ; toujours à la même page, l'auteur parle du " bon état du sol" (p. 230).

32) Voy. *Encyclopédie Pratique de la Construction et du Bâtiment*, op.cit., p. 1272, col. A.

33) " Mme Rouffanche, couchée sur le plancher de la sacristie, second lieu à l'abri des tirs directs, constate, après que les rafales se sont tues, que les Allemands entassent à l'intérieur de l'église tout ce qu'ils trouvent de combustible [...] " .

34) Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 31 janvier 1953, pp. 5-6.

35) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 52.

36) Notons qu'en 1994 un révisionniste avait déjà fait procéder, par un laboratoire, à une expertise d'un morceau de la cloche, mais celle-ci n'avait pas été effectuée à l'aide d'un microscope électronique.

37) Voy. *Plus près de la vérité...*, annexe I, p. 259.

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du Secrétariat est [<aaargh@abbc.com>](mailto:aaargh@abbc.com)

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is [<aaargh@abbc.com>](mailto:aaargh@abbc.com)

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. A reader looks for a document on the Web at his or her own risks. As for the author, there is no reason to suppose that he or she shares any responsibility for other writings displayed on this Site.

Be reminded of the US copyright law, Section 107:

Section 107. Limitations on exclusive rights: Fair use

... the fair use of copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified in above sections, for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching (including multiple copies for classroom use), scholarship, or

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 4](#) | [Partie 5](#) | [Partie 6](#) | [Partie 7](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 5

Troisième section

Les causes premières du drame d'Oradour

I

Les hypothèses françaises

Dès 1944, les autorités françaises, afin de paraître impartiales, prétendirent rechercher objectivement les raisons pour lesquelles les SS avaient organisé une expédition à Oradour. Dans son ouvrage, P. Poitevin écrit:

[Mon] récit serait incomplet si je n'examinais pas en toute impartialité la cause qui a pu, non pas justifier, mais servir de prétexte, en admettant qu'il y en ait un, au déclenchement d'un tel massacre de vies humaines.

Le Français, épris de justice et d'équité, plus peut-être que tout autre peuple libre, cherche toujours à connaître la vérité, quelque cruelle qu'elle soit, pour juger ensuite les coupables sur la gravité de leurs actes. (1)

Or, nous démontrerons que, malgré ces belles envolées, les auteurs français, dans leur majorité, n'eurent qu'un objectif: perdre le lecteur sous un flot d'informations contradictoires, cela afin d'occulter l'unique raison pour laquelle les Allemands s'étaient rendus à Oradour.

Une expédition décidée le 10 juin au matin

Dans les mois qui suivirent le drame, certains prétendirent qu'Oradour avait été un acte de représailles immédiates. Les partisans de cette thèse se fondaient sur le témoignage d'un SS déserteur dont le nom

ne fut pas révélé. Celui-ci avait déclaré:

Le commandant D... [Diekmann] décida alors que le premier village qui serait traversé subirait des représailles.

A environ 15 kilomètres d'Oradour-sur-Glane, nous avons été attaqués par des maquisards. Ils avaient placé des barrages et des mines sur la route, ce qui fit quatre blessés dans les rangs des SS. Ils nous tirèrent également dessus avec leur F.M.

Le premier village fut Oradour-sur-Glane. (2)

Cet "aveu" paraissait confirmer le rapport qu'un juge de paix avait rédigé le 23 juin 1944 à propos d'Oradour, rapport selon lequel la population du village n'avait commis aucun crime qui eût pu justifier un tel carnage. (3)

Pourtant, l'étude du dossier d'instruction permet de découvrir la vérité. Le SS déserteur dont le témoignage fut utilisé s'appelait Paul Lutz. Versé dans la SS le 2 janvier 1944, il aurait, selon ses dires, déserté le 14 juillet de la même année. Entendu le 10 et le 31 janvier 1945 par des inspecteurs de la Brigade de Surveillance du Territoire puis des gendarmes, les procès-verbaux de ses dépositions peuvent être consultés dans le dossier d'instruction, liasse IV. Leur simple lecture permet de découvrir la fraude.

Tout d'abord, notons que Lutz s'est lui-même contredit. Après avoir déclaré que l'attaque du maquis avait fait "quatre blessés dans les rangs des SS" (interrogatoire du 10 janvier, p. 3), il prétendit que leurs "pertes [avaient] été sensibles, un mort et quelques blessés" (interrogatoire du 31 janvier 1945, p. 1). Ensuite, P. Lutz a cité les noms des "chefs" qui auraient participé au "massacre" d'Oradour: le commandant Diekmann, les lieutenants Meihoffer et Burgardt, les adjudants Bauer et Gunder, les sergents Schleining, L[?]mbrecht, Recht, Richter, Gelech et Schramb (voy. l'interrogatoire du 10 janvier, p. 3). Or, si l'on excepte Diekmann, aucun des soldats nommés ne fut cité par les autres SS venus à Oradour et aucun d'entre eux ne figura, plus tard, sur la liste des prévenus. (4) Preuve qu'il s'agissait de militaires qui, s'ils avaient réellement existé, n'étaient jamais venus à Oradour. Enfin, P. Lutz prétendit que l'expédition dans le village avait duré deux heures environ. (5) Or, nous savons que vers 19 h 30, non loin d'Oradour, les SS arrêtaient un tramway qui transportait des passagers venant de Limoges. (6) Par conséquent, l'expédition dura largement plus de quatre heures.

Tous ces éléments démontrent que le témoignage de P. Lutz n'était pas fiable. Dès le 11 juin 1945, d'ailleurs, dans un article publié par *La Marseillaise du Centre*, P. Poitevin écrivait que la version du SS déserteur était:

non confirmée et paraissa[it] même controuvée par les déclarations du général Gleiniger, commandant la place de Limoges. (7)

Huit ans plus tard, enfin, cette version des faits fut officiellement abandonnée. Au procès de Bordeaux, en effet, le commissaire Arnet vint déposer. Celui-ci avait enquêté sur l'affaire d'Oradour dès septembre 1944. Il révéla que, le 10 juin 1944 au matin, dans la localité de Saint-Junien, à environ 12 kilomètres d'Oradour :

Il y eut [...] à l'hôtel de la Gare, entre [la Gestapo de Limoges et quatre miliciens], un véritable conseil de guerre présidé par le major Diekmann. (8)

C'est là, dit-il, que l'expédition d'Oradour fut décidée. Ce témoignage confirmait que, contrairement aux allégations de P. Lutz, Oradour ne pouvait être qualifié d'acte de représailles précipité mené par des SS en furie.

Dès lors, une question se pose : quelles furent les raisons qui, le 10 juin 1944, poussèrent les Allemands à organiser une expédition à Oradour? Pour y répondre, il est important d'opérer une distinction entre les documents français et les documents allemands.

Quelques thèses françaises

Attaque d'une voiture allemande, rixe avec des soldats de la Wehrmacht

Selon P. Poitevin:

dès le lendemain de la destruction de cette paisible bourgade limousine, les versions les plus diverses ont [...] été émises sur les mobiles qui ont pu pousser l'état-major allemand ou seulement un officier de la division Panzer *Das Reich* à commander et à commettre de semblables atrocités. (9)

Quelles furent ces versions ?

Certains parlèrent de l'attaque, "les jours précédents", non loin d'Oradour, d'une "voiture allemande de tourisme". Cette escarmouche aurait fait deux morts, deux officiers qui occupaient le véhicule. (10) D'autres évoquèrent "une rixe [qui] aurait éclaté", dans le village, "entre Allemands et réfractaires", rixe au cours de laquelle "deux Allemands auraient été tués". (11)

D'autres hypothèses furent également émises.

L'attentat du viaduc de Saint-Junien

Certains évoquèrent le meurtre, peu avant le 10 juin 1944, d'un ou plusieurs soldats allemands à Saint-Junien. Dès 1944, P. Poitevin mentionne ce fait. Dans son ouvrage, il écrit:

[...] un soldat allemand a été tué par un Espagnol du maquis, le vendredi [9 juin], à Saint-Junien, au cours du transbordement des voyageurs du train de la ligne Limoges-Angoulême. (12)

Dans leur rapport du 4 juillet 1944, les Renseignements généraux firent un récit semblable, affirmant que le 8 juin, vers 19 heures:

un soldat allemand [avait été] tué et un autre blessé à Saint-Junien par des maquisards au cours d'un transbordement de voyageurs revenant par un train d'Angoulême et se dirigeant vers Limoges. (13)

Neuf ans plus tard, au procès de Bordeaux, le commissaire Massiéra, qui enquêta sur le drame avant la "Libération", déclara:

A mon avis, ce massacre d'Oradour-sur-Glane a certainement été provoqué par

l'assassinat des deux soldats allemands au viaduc de Saint-Junien. Les SS ont voulu faire ici un exemple, et s'ils ont choisi Oradour c'est parce qu'évidemment ils n'avaient pas la possibilité de détruire une ville comme Saint-Junien, qui compte 6 000 habitants. (14)

Cette affaire est-elle véridique? Devant les juges, le commissaire Arnet en parla au conditionnel ("Des soldats allemands auraient été attaqués. Il y aurait eu un mort et un blessé") et déclara qu'il n'avait "pu l'établir". (15) Toutefois, deux autres personnes l'ont confirmée. Mentionnons tout d'abord le gendarme Lagorce, qui, le 8 juin 1944, gardait la caserne de Saint-Junien. Au procès de Bordeaux, celui-ci vint témoigner et confirma le fait. (16) Ensuite, citons Maurice-Yvan Sicard, *alias* Saint-Paulien, ancien secrétaire de J. Doriot, auteur d'un livre intitulé *Histoire de la Collaboration*. (17) Peu après le drame d'Oradour, celui-ci envoya le journaliste J.-A. Faucher, marié à une jeune fille du village, enquêter dans la région. J.-A. Faucher rendit un rapport selon lequel:

le 8 juin, un commando venu de la Charente et dont le chef était un certain "colonel Bernard", typographe de *l'Humanité*, avait bloqué en gare de Saint-Junien un train en provenance de Roumazières. Quatre soldats allemands avaient été abattus sur place, un cinquième avait pu prendre la fuite et rallier Limoges. Gleiniger fut alerté. Il envoya immédiatement un autorail à Saint-Junien où, dans le clocher de l'église, eut lieu une conférence qui réunit des officiers allemands, le maire, le curé et le commissaire de police de la ville. On réussit à convaincre les Allemands que les citoyens de Saint-Junien n'étaient en rien responsables de la tuerie de la Gare. La ville échappa aux représailles. (18)

En 1992, enfin, dans sa brochure destinée au grand public, Robert Hébras, ancien président de l'Association nationale des familles des martyrs d'Oradour-sur-Glane, présenta l'attentat du viaduc comme un fait établi. Il écrit:

Deux événements se produisirent. Deux jours [avant le drame], la Résistance fit sauter un pont de chemin de fer à Saint-Junien dans le but de retarder les troupes allemandes qui convergeaient vers le front de Normandie [...]. Durant l'opération, deux soldats allemands furent tués. (19)

Et l'auteur de conclure que ce double meurtre, auquel il faut ajouter l'enlèvement d'un gradé allemand dont nous reparlerons plus loin, incita "sans doute les SS à faire une action d'intimidation à l'égard de la Résistance" (*Id.*). De son côté, M. Y. Sicard écrit:

Dans la plupart des relations concernant le massacre d'Oradour, l'affaire de la gare de Saint-Junien fut passée sous silence ; cependant, elle semble expliquer la présence d'une compagnie de la division *Das Reich* près d'Oradour. Ce détachement, qui se dirigeait sur Saint-Junien, fut stoppé, sans doute par radio, au lieudit La Barre de Vayrac, près d'Oradour-sur-Glane, et devait attendre des ordres [*Histoire...*, p. 449].

Ces thèses se heurtent toutefois à plusieurs incohérences. Tout d'abord, notons que l'état-major allemand aurait fait preuve d'une grande naïveté s'il avait cru que l'invocation d'aussi pauvres prétextes aurait pu justifier le drame d'Oradour.

Ensuite, rappelons que, de l'aveu même d'auteurs favorables à la cause alliée, les Allemands se sont toujours efforcés, suite à des attentats, d'organiser des représailles mesurées. F. Delage, par exemple, écrit:

Dans les localités où l'on s'est battu, où les Allemands ont trouvé une résistance qui, à armes inégales, leur a infligé des pertes et parfois des échecs, ils se sont bornés à des représailles partielles, brûlant des maisons, fusillant ou pendant des prisonniers, des otages, des habitants supposés complices de la Résistance. (20)

Il faut savoir que les consignes allemandes de combat contre les partisans, dénommées "Order Sperrle" (en vigueur depuis le 3 janvier 1944), étaient très strictes. Certes, le dernier paragraphe prévoyait qu'un chef prenant des "mesures sévères" pour répondre aux maquisards n'encourait aucun risque de punition. Toutefois, le second paragraphe, notamment, stipulait :

[...] Si une troupe est attaquée, sous quelque forme que ce soit [...], le chef a le devoir de prendre sur-le-champ, de sa propre autorité, les mesures de répression autonomes.

a) Réponse immédiate par l'ouverture du feu. Si des innocents sont touchés, ce sera regrettable, mais entièrement imputable aux terroristes.

b) Bouclage immédiat des environs de l'agression et arrestation de tous les civils se trouvant à proximité, sans distinction de condition ou d'individu.

c) Incendie immédiat des maisons d'où les coups de feu sont partis. (21)

Il n'y était donc pas question d'incendier un village et de massacrer une population entière pour le meurtre d'un ou même de plusieurs soldats allemands. Dès lors, l'hypothèse de la vengeance, quarante huit heures après l'attentat dit "de Saint-Junien", semble pouvoir être rejetée.

Notons même que, parfois, l'occupant s'abstint de toutes représailles. Ainsi en fut-il à Tigy, non loin d'Orléans, où, le 20 août 1944, un groupe de FFI attaqua des soldats allemands. Une bataille s'ensuivit, au cours de laquelle dix personnes trouvèrent la mort: six habitants de la localité, trois maquisards et un soldat allemand. Aussitôt, le commandant de la place ordonna le rassemblement, chez le maire, d'une cinquantaine d'hommes et menaça d'en exécuter quinze. "Grâce à l'intervention de l'abbé Vallée qui se porta garant pour les habitants, les otages furent libérés et Tigy épargné". (22)

Un retard cause du massacre

En 1971, Gaston Hyllaire, présenté comme un ancien "chef des Mouvements Unis de Résistance" ("il s'appelait "Léoni" dans la clandestinité") et comme "le premier résistant à entrer dans Oradour-sur-Glane après le massacre", (23) émit une nouvelle hypothèse explicative. Au journaliste qui l'interrogeait, il déclara:

Mais une question reste posée: Pourquoi ce massacre d'Oradour-sur-Glane?

J'ai mon idée là-dessus.

C'est le 8 juin, au soir, qu'Hitler appela ses divisions blindées et leur ordonna de se rendre en Normandie.

Mais la division "Das Reich" du général Lammerding prit un retard considérable. Elle fut bloquée à Limoges par le manque d'essence: le train de ravitaillement, en provenance de

Bordeaux, n'arriva que dans la nuit du 10 au 11 juin.

Il fallait que le général de la division "Das Reich" trouve une excuse à son retard. Il fallait qu'il trouve une explication pour Hitler...

Alors, le général Lammerding a décidé que cette excuse serait la Résistance...

Il décida d'inventer un dur combat contre les maquisards.

Oradour-sur-Glane était un bon endroit pour un tel combat: le village était facilement accessible. En outre, si l'on regarde la carte, on s'aperçoit qu'à proximité de Limoges c'est la seule localité qui, grâce à sa route nationale et aux départementales qui la desservent, permet un bouclage parfait.

Je suis donc persuadé que, non seulement Lammerding a voulu frapper un grand coup pour impressionner la Résistance, mais aussi qu'il a cherché une excuse au retard de sa division.

Cette excuse a coûté plus de six cents morts, c'est cher, mais Lammerding n'en était pas à son coup d'essai [*Ibid.*, col. E-F].

Nous ne nous attarderons pas sur cette explication d'une puérité déconcertante. En vérité, la division *Das Reich* progressa normalement le 8 juin jusque dans l'après-midi. (24) Les premiers éléments arrivèrent à Limoges le 9 juin à deux heures du matin (*Ibid.*, p. 13), c'est-à-dire avec quelques heures seulement de retard sur l'horaire prévu. Puis le 11 juin "tomba l'ordre de progresser par Tours et Poitiers, vers la région sud du Mans pour mise à la disposition de la 7ème armée" (*Ibid.*, p. 34). Il ne saurait donc être question de "retard considérable". Et même en admettant qu'un tel retard eût été à déplorer, jamais une opération de nettoyage effectuée dans un petit bourg de province n'aurait pu servir à l'excuser auprès du haut commandement allemand.

Par conséquent, on ne peut que rejeter l'hypothèse puérile du sieur Hyllaire.

Une confusion entre Oradour-sur-Glane et Oradour-sur-Vayres

Une autre hypothèse, relativement connue, invoque la confusion, chez les SS chargés de perpétrer le "massacre", entre Oradour-sur-Glane et Oradour-sur-Vayres, un autre village de la région qui aurait été initialement choisi pour être détruit. Dès le 15 juin 1944, Jean d'Albis, dans son rapport à W. Stucki, écrivait en effet:

Le censeur allemand interrogé a dit qu'il s'agissait d'une regrettable erreur et que l'expédition punitive était destinée à un autre hameau appelé Oradour-sur-Vayres. (25)

Cinq ans plus tard, André Pasquet, ancien chef de groupe de la Résistance de Haute-Vienne, abondait en ce sens. Interrogé par la police judiciaire sur commission rogatoire du juge d'instruction de Bordeaux, il déclarait:

Quelques jours avant la destruction [d'Oradour-sur-Glane], j'étais chef de groupe de la Résistance dans la Vienne. Notre boîte aux lettres se trouvait dans une petite maisonnette à Pouzac, commune de Roche-Prémarie (Vienne). Certaines lettres de mission ont été

volées dans cette boîte et remises aux Allemands [...]. Parmi les lettres volées et mises entre les mains des Allemands, plusieurs mentionnaient qu'un groupe de Résistants, dont je faisais partie, était cantonné à Oradour-sur-Vayres. A mon avis, les Allemands se sont trompés de localité lorsqu'ils ont détruit Oradour-sur-Glane, alors qu'il s'agissait d'Oradour-sur-Vayres où était le groupe de Résistants. (26)

En 1953, devant les juges de Bordeaux, André Pasquet répéta son histoire. (27)

Qu'en pensent les auteurs qui ont écrit sur Oradour? Dès 1944, P. Poitevin affirma que l'on pouvait "retenir" la thèse de "l'affreuse méprise". (28) A la même époque, toutefois, certains auteurs la rejetèrent catégoriquement. F. Delage, par exemple, écrivit:

Nous ne pouvons pas croire que les chefs des SS aient commis une confusion si inintelligente. (29)

En mai 1988, enfin, une association d'anciens résistants d'obédience communiste, l'ANACR, donna le coup de grâce à cette thèse en déclarant:

Le général Lammerding, chef de la division *Das Reich*, et son Etat-Major, savaient lire une carte [...].

Enfin, quand l'attention des nazis fut attirée, le 18 juillet 1944, en direction d'Oradour-sur-Vayres, par des combats qui eurent lieu dans cette localité, c'était 5 semaines après le 10 juin et la division *Das Reich*, ou ce qu'il en restait, était sur le front de Normandie. (30)

On nous répondra que, depuis, un nouveau témoignage a été fourni qui contredit le texte de l'ANACR. Ce témoignage a été publié par A. Figuéras dans son *Dictionnaire critique et analytique de la Résistance*. Il émane d'une certaine Madame de Coatparquet qui l'a fait parvenir à l'auteur dans une lettre datée du 23 juin 1994. Celle-ci écrit:

"La veille (des événements d'Oradour), une amie, qui obtenait de loin en loin l'autorisation d'accompagner son mari faire sa tournée auprès des mairies pour le cadastre, vers seize heures sonne chez moi. Je la vois verte, au bord de la syncope. Je la fais asseoir. Elle répétait comme un disque: c'est affreux, que va-t-il nous arriver? Mon Dieu c'est affreux.

Calmée, elle a raconté: en revenant avec son mari par un raccourci, ils ont vu au bord de la route, près d'Oradour-sur-Vayres, quatre corps nus et suppliciés pendus à un arbre. Quatre uniformes, dont trois d'officier, par terre, et dans le fossé une voiture qui finissait de brûler. Ils ont fui, comme poussés par les Furies.

Nous l'avons réconfortée de notre mieux et persuadée de rentrer chez elle, d'agir comme d'habitude, et de se taire.

Mais que va-t-il nous arriver? -- Je ne sais pas, des otages, des fusillés, un encerclement de villes et de villages, des fouilles partout, sûrement des choses terribles, mais nous ne pouvons rien, que prier

Le lendemain [...] le préfet régional de Limoges, Freund-Valade, était en conférence avec le colonel de La Condamine et Henri Yrissou, lorsque entre dans le bureau le général

Gleiniger, commandant l'état-major d'occupation. Il est décomposé, et il s'écrie: J'apprends une chose horrible, monstrueuse, je vous jure que mes hommes n'y sont pour rien, mais nous sommes déshonorés. Du moins, je voudrais demander pardon à la France au nom de l'Allemagne". Et A. Figuéras de poursuivre

Lorsque Mme de Coatparquet fit confidence au colonel de La Condamine de ce qu'elle avait appris, celui-ci s'exclama:

"Je comprends: c'est pour faire payer la mort atroce de ces quatre hommes que les SS ont fait cela. Pour eux, ce sont des représailles, épouvantables, certes, mais explicables" [*Ibid.*, pp. 173-175].

Se fondant sur ce témoignage, l'auteur du *Dictionnaire critique...* affirme :

qu'il est certain que les SS, dans l'aveuglement de leur fureur, se sont trompés d'Oradour. C'est Oradour-sur-Vayres qu'ils voulaient châtier [*Ibid.*, p. 170].

Pourtant, même à supposer ce témoignage véridique, rien, ici, ne prouve que les SS aient préalablement choisi d'opérer des représailles en détruisant Oradour-sur-Vayres. Bien que le meurtre décrit ait eu lieu près de ce village, les SS ont très bien pu choisir de frapper ailleurs. La conclusion d'A. Figuéras est pour le moins hâtive.

De plus, bien des éléments démontrent que ce témoignage n'est pas fiable. Mme de Coatparquet prétend que le général Gleiniger aurait rencontré le préfet de Limoges le 10 juin, (31) que le colonel de La Condamine assistait à l'entretien et que le général allemand aurait appris à ses interlocuteurs le drame d'Oradour. Or, ces trois allégations sont contredites par le préfet lui-même, qui affirme:

-- que, suite aux événements d'Oradour, la première rencontre entre les deux hommes eut lieu non le 10 mais le dimanche 11 juin au soir; (31)

-- qu'à cette occasion ce n'est pas Gleiniger qui vint voir le préfet dans son bureau mais le préfet qui se rendit dans les bureaux du général; (32)

-- qu'aucun colonel du nom de "La Condamine" n'assistait à l'entretien. Le 21 juin 1945, M. Freund-Valade fut interrogé par la police judiciaire. Invité à donner les noms de toutes les personnes qui avaient assisté à l'entretien, celui-ci déclara:

J'étais moi-même accompagné de MM. Yrissou, intendant des affaires économiques, Mecheri, préfet délégué, et du commandant Delestrée. (33)

-- que ce n'est pas Gleiniger qui informa le préfet du drame d'Oradour, mais le préfet qui en informa Gleiniger. Devant la police judiciaire, en effet, M. Freund-Valade a déclaré:

J'ai saisi cette occasion [l'entrevue du dimanche 11 juin 1944 au soir] pour manifester au général Gleiniger mon inquiétude au sujet des bruits qui circulaient sur Oradour. Il n'était au courant de rien et interrogea en ma présence le colonel von Luppich [...]. Le général, mécontent, lui reprocha de l'avoir laissé dans l'ignorance [...] [*Id.*].

Par conséquent, on ne peut que rejeter le témoignage tardif de Mme de Coatparquet et, avec lui, la

thèse reposant sur une confusion entre Oradour-sur-Glane et Oradour-sur-Vayres.

D'autres auteurs ont, pour leur part, adopté une thèse médiane. Selon eux, Oradour-sur-Glane avait été initialement choisi pour être détruit. Immédiatement après le drame, cependant, le général allemand von Brodowsky aurait commis une erreur en notant, dans son journal de bord, les coordonnées géographiques d'Oradour-sur-Vayres. (34) Par la suite, la propagande allemande "aux abois" se serait emparée de "cette erreur réelle" afin de la "transporter aux origines du drame et bâtir là-dessus toute une théorie susceptible de réhabiliter plus ou moins le commandement allemand [*Id.*]".

Pure affabulation car, en vérité, les Allemands n'ont jamais invoqué cette excuse. Dans sa brochure, d'ailleurs, l'ancien SS Otto Weidinger rejette la thèse de l'erreur de nom, thèse qu'il attribue, au contraire, aux maquisards. (35)

La thèse officielle française

Une autre hypothèse, enfin, reste très souvent évoquée. Selon elle, Oradour permit aux SS de "faire un exemple" afin de terroriser les populations françaises et convaincre les maquisards de ne plus harceler les colonnes allemandes. Afin de l'étayer, P. Masfrand cite un rapport allemand datant du 13 juin 1944 et dans lequel on peut lire:

Une action passagère de la SS Panzerdivision *Das Reich* à Limoges et dans les environs a fait une impression visible sur la population. (36)

De son côté, Jean Sénamaud, auteur de l'article déjà cité paru dans *Le Résistant Limousin*, rappelle l'existence de ce rapport puis écrit:

Quelques jours après le débarquement du 6 juin 1944 en Normandie, l'issue des combats était très incertaine comme chacun sait ; une chose était capitale pour les Allemands : leurs renforts devaient pouvoir arriver rapidement pour endiguer la poussée des Alliés [...]. Il fallait donc terroriser les populations se trouvant sur leurs routes, afin qu'elles n'apportent aucun soutien aux maquisards, beaucoup moins nombreux d'ailleurs et moins bien armés que les Allemands ne le croyaient. Et il fallait aussi paralyser l'action de ces maquisards, en leur faisant craindre de terribles représailles contre les populations civiles, représailles dont ils porteraient la responsabilité.

C'est dans ce but bien précis qu'Oradour fut détruite, pour l'exemple, par une troupe peu nombreuse, mais surarmée [...]. (37)

Afin de donner plus de poids à ces affirmations, J. Sénamaud cite Heinz Barth, un ancien SS d'Oradour jugé en 1983 à Berlin-Est. Lors de son procès, celui-ci aurait notamment déclaré :

Il s'agissait de dissuader les Français d'entrer dans la Résistance; c'est pourquoi nous avons eu l'ordre d'exterminer tous les habitants d'Oradour. (38)

Toujours d'après cette hypothèse, Oradour fut préféré à tout autre village parce que cette localité n'aurait abrité aucun maquis susceptible de gêner les SS dans leur action. En 1953, ainsi, déposant devant les juges de Bordeaux, l'ancien conservateur des ruines d'Oradour déclara:

Les SS ne pouvaient guère trouver mieux pour un incendie et un pillage en règle! Ils

savaient que le butin serait avantageux et qu'ils pourraient faire tout ce qu'ils voudraient sans craindre la moindre intervention du maquis, car il n'y avait pas de maquis à Oradour, et les SS sont venus justement parce qu'il n'y avait pas de maquis!

Cette absence de maquis, c'est la raison même du massacre! (39)

Nous reviendrons plus tard sur la question du maquis à Oradour. Pour l'instant, bornons-nous à étudier la thèse selon laquelle les SS désiraient "faire un exemple".

Les incohérences heurtant la thèse officielle française

Supposons que les SS aient effectivement mené une opération destinée à semer la terreur parmi la population. Lorsqu'une armée conduit une semblable opération, elle ne cherche pas, par la suite, à se justifier en invoquant des prétextes, aussi valables soient-ils. Pour que le succès soit total, il faut, une fois l'opération achevée, lui assurer une large publicité et clamer à la population: "Oui, nous avons détruit et massacré des innocents pour nous venger des pertes subies par nos divisions. Oui, nous voulons semer la terreur. Oui, nous recommencerons dès que nous l'estimerons nécessaire". En Russie, les bolchevistes extrémistes ont toujours agi ainsi. Le 28 août 1918, par exemple, le socialiste Kaplan attenta à la vie de Lénine. Peu après, la Tchéka (commission extraordinaire, organisation policière à la solde des bolcheviques) de Nijni-Novgorod écrivait:

L'attentat criminel contre la vie de notre chef spirituel, le camarade Lénine, nous incite à renoncer à la sentimentalité et à instaurer avec une poigne de fer la dictature du prolétariat. (40)

En foi de quoi, la Tchéka fit fusiller 41 personnes: "des officiers, des prêtres, des fonctionnaires, un garde-forestier, un rédacteur de journal, un gardien de nuit, etc., etc." (*Id.*). De son côté, la Tchéka de Morschansk publia le bulletin spécial suivant:

Camarades, on nous donne un soufflet sur une joue, mais nous rendons au centuple et frappons le visage entier. Nous avons recours à une vaccination anticontagieuse, savoir, la terreur rouge. Cette vaccination a été appliquée sur tout le territoire russe et en particulier à Morschansk, où il a été répondu par l'exécution de... (ici suivent les noms de 4 personnes) à l'assassinat d'Ouritki [commissaire du Peuple de la commune du Nord] et à l'attentat contre Lénine ... S'il se produit encore un attentat contre les chefs de notre révolution, ou, en général, contre des ouvriers-communistes occupant des postes de commandement, la cruauté prendra des formes encore plus dures ... Il faut répondre à un coup par un coup dix fois plus fort [*Ibid.*, p. 21].

Or, dans l'affaire d'Oradour, non seulement les Allemands ne firent aucune déclaration mais, en outre, les supérieurs manifestèrent leur désapprobation et leurs regrets. (41) Dès lors, la conclusion s'impose: Oradour ne fut pas un massacre décidé en haut lieu afin de semer la terreur.

Les différentes thèses françaises n'ayant pas résisté à l'examen, tentons maintenant de découvrir la vérité à l'aide des sources allemandes.

II

LES CAUSES D'ORADOUR SELON LES SOURCES ALLEMANDES

Selon certaines sources françaises qui parurent peu après le drame, les Allemands n'eurent, au sujet d'Oradour, "aucun prétexte sérieux à invoquer, car leurs déclarations officielles sont vagues et se contredisent" (1) D'autres ont écrit:

Pourquoi ce massacre? Les Allemands ont donné des prétextes, leur abondance même est une preuve de leur inexactitude. (2)

Ces affirmations sont inexactes. En réalité, les autorités occupantes ont toujours affirmé que l'expédition avait eu pour objectif la libération d'un officier SS, le *Sturmbannführer* Helmut Kämpfe, kidnappé par les maquisards le 9 juin 1944. Ce dernier, spécialiste des automitrailleuses, commandait le troisième bataillon du quatrième régiment *Der Führer* de la division *Das Reich*. (3) Notons d'ailleurs qu'en 1989 un auteur français parla de "la thèse officielle de l'enlèvement de Kämpfe", (4) reconnaissant ainsi que les Allemands n'avaient pas invoqué mille et un prétextes contradictoires.

L'enlèvement de Kämpfe

Afin de comprendre les circonstances dans lesquelles fut enlevé H. Kämpfe, opérons un léger retour dans le passé.

Le débarquement allié en Normandie eut lieu le 6 juin. A cette date, la division *Das Reich* cantonnait dans le sud de la France. Le 7 juin, elle reçut l'ordre de se rassembler "avant le soir du 8 juin, dans la région Tulle-Limoges". (5) Elle devait y rejoindre le LXVe Corps d'armée et remonter vers la Normandie. Le 8 au matin, ordre fut donné pour le départ (*Ibid.*, p. 10). La division arriva à Limoges à l'aube du 9 (*Ibid.*, p. 13). Le troisième bataillon blindé, que commandait H. Kämpfe, fut cantonné à St-Léonard-de-Noblat, ville située à 18 km à l'est de Limoges.

Les circonstances de l'enlèvement

Dans la journée du 9, ordre fut donné au troisième bataillon blindé de se rendre à Guéret (à environ 50 km au nord-est de St-Léonard) afin "d'y délivrer la garnison allemande qui était encerclée" par les maquisards (*Ibid.*, p. 21). O. Weidinger écrit :

Le bataillon [partit] vers midi et se heurta dans le courant de l'après-midi, bien avant d'atteindre la ville, en pleine forêt et dans une suite de virages, à deux camions, avec des Français armés juchés sur les cabines. Le chef de la première automitrailleuse fut gravement blessé d'une balle dans la tête. Les premiers véhicules du IIIe bataillon crachèrent le feu aussitôt, de tous leurs tubes. Par la suite, il s'avéra tragiquement que les occupants du camion étaient des Allemands, des auxiliaires féminines d'Etat-Major, des officiers de la Wehrmacht, des employés et quelques soldats qui, manifestement, devaient être acheminés vers l'ouest, à partir de la ville entre-temps libérée. Deux ou trois Allemands furent tués; une Française, employée dans les services allemands, fut blessée au ventre. Certains autres avaient des blessures légères, plusieurs étaient indemnes.

Quand les premiers éléments du bataillon arrivèrent aux abords de Guéret, la ville était déjà aux mains des troupes allemandes. Au crépuscule, le bataillon était rassemblé dans une localité devant Guéret. La Française gravement blessée fut déposée à l'hôpital de

l'endroit [Bourganeuf]. Le commandant Kämpfe donna au lieutenant Müller [un médecin] la mission d'emmener les blessés au cantonnement.

Quand ce dernier partit avec son AM [automitrailleuse], il fut dépassé, vers 20 heures, par le commandant Kämpfe, seul au volant de sa rapide Talbot, qui le salua en passant et disparut dans un grondement de moteur.

Il était parti devant la colonne, pour remercier le maire d'une localité située sur l'axe de marche du bataillon d'avoir bien voulu faire remettre en état un pont détruit [sans doute celui de Sauviat].

Quelques minutes plus tard (entre-temps le crépuscule était tombé), le médecin-lieutenant Müller tomba sur l'auto de son chef de bataillon arrêtée, moteur tournant, portes ouvertes, sur la route, au bord de la forêt. Un chargeur de mitraillette sous la voiture. Aucune trace de combat ou de sang.

L'avant-garde du bataillon arriva dix minutes plus tard et le lieutenant Weyrauch, commandant l'élément de tête, ordonna, malgré l'obscurité tombante, un ratissage du bois, renvoyant le médecin-lieutenant rendre compte au régiment à Limoges. Aucune liaison radio possible [car le paysage était trop vallonné]. Toutes les recherches furent vaines. (6)

Dans la nuit du 9 au 10, Müller arriva au poste de commandement de Limoges et annonça la nouvelle de l'enlèvement de Kämpfe (*Ibid.*, p. 21).

O. Weidinger poursuit

La nouvelle de l'enlèvement du remarquable et très estimé commandant sema la colère et l'amertume dans tout le régiment. Sa disparition était, humainement et militairement, une lourde perte pour le régiment et pour la division, car c'était un spécialiste de l'automitrailleuse et le chef unique de l'escadron d'AM de la division [p. 23].

Une thèse ancienne

Contrairement à ce que pourront penser certains, cette version des faits n'est pas nouvelle. En 1949, O. Weidinger avait déjà eu l'occasion de l'exposer. Interrogé, à l'époque, par un juge d'instruction militaire français, l'ancien gradé SS avait déclaré :

Je dois vous dire que, dans la soirée du 9 juin, le médecin du 3ème bataillon était venu à l'état-major du régiment pour rendre compte des faits suivants: Le 3ème bataillon, commandé par le commandant Kämpfe, avait eu mission de prendre position à l'est de Limoges. Au cours du mouvement, Kämpfe s'était trouvé à la tête de la colonne et s'était trouvé isolé en avant. Lorsque le gros du bataillon était parvenu à l'endroit où se trouvait sa voiture, Kämpfe avait disparu. Le moteur tournait encore et, près de la voiture, se trouvait un chargeur de pistolet automatique.

Des recherches entreprises aussitôt par le bataillon restèrent vaines. Cette nouvelle produisit une fâcheuse impression sur le colonel Stadler qui commandait alors le régiment ; il donna l'ordre à toutes les unités du régiment d'entreprendre à leur tour, des recherches. Toutes ces recherches restèrent sans succès. (7)

O. Weidinger ne fut d'ailleurs pas le seul à exposer ces faits. Deux ans avant lui, un ancien capitaine SS, adjoint du chef de corps dans le régiment *Der Führer*, Heinz Werner, avait déclaré à l'inspecteur de la police judiciaire qui l'interrogeait:

Une colonne du maquis, essayant de sortir de [Guéret] en direction du sud-ouest, se heurte aux éléments en tête du 3ème bataillon. Cette colonne, composée de véhicules automobiles, emmenait avec elle des prisonniers de guerre allemands ainsi que des auxiliaires féminines de l'armée allemande. Il y eut combat, au cours duquel des pertes furent signalées, des deux côtés. Nos pertes: un mort et quelques blessés. Pertes de l'ennemi: 15 morts. Au cours du trajet de retour vers le cantonnement Nord Saint-Léonard, le chef de bataillon, le Sturmbannführer Kämpfe, précéda la colonne pour rendre compte au régiment du résultat de l'expédition. Sa voiture PKW fut retrouvée, moteur marchant, au bord de la route, vide. Depuis, nous avons perdu toute trace de Kämpfe. (8)

Mise en cause d'Oradour-sur-Glane

L'affaire des deux délateurs français

Pour les Allemands, il était nécessaire de tout mettre en oeuvre afin de retrouver l'officier disparu. Or, le 10 juin, dans la matinée, le chef du premier bataillon *Der Führer*, Diekmann, arriva au poste de commandement de Limoges. Là, il rapporta que:

Des Français s'étaient présentés à son cantonnement et lui avaient indiqué qu'un officier supérieur allemand était détenu par les maquisards à Oradour où se trouvait un état-major du maquis et où Kämpfe devait être exécuté dans la soirée au cours d'une réunion publique, et ensuite brûlé.

La population civile, d'après ces indications, faisait cause commune avec les maquisards. (9)

Beaucoup penseront que cette version des faits fut certainement inventée après-coup afin de justifier l'expédition à Oradour. Quatre faits nous persuadent du contraire :

- Dans son témoignage rédigé quelques semaines après le drame, un rescapé, M. Borie, raconte que le 10 juin, vers treize heures, une habitante d'Oradour lui déclara: "On va bien rigoler ce soir. (9a) Or, nous verrons plus loin non seulement que M. Borie était un résistant, mais aussi que cette habitante était la tante de Mme Mercier qui, chez elle, cachait deux autres résistants liés à M. Borie. Par conséquent, les propos rapportés par le témoin deviennent terriblement accusateurs. Ils semblent démontrer que, le 10 juin à Oradour, une exécution publique se préparait et qu'une grande majorité de la population en avait connaissance. (9b) Dès lors, la version invoquant deux délateurs partis prévenir les Allemands ne peut être rejetée.

-- En 1947, devant la police judiciaire, H. Werner confirma que devant son supérieur Diekmann rendit compte "qu'il avait entendu dire par des civils qu'un P.C. du maquis se trouvait à Oradour" (procès verbal d'interrogatoire déjà cité, p. 2);

-- Le 19 juin 1944, dans une allocution aux représentants de la censure française ainsi qu'aux directeurs de journaux, le docteur Sahm, journaliste et officier allemand, affirma que "la troupe allemande n'[était] pas allée [à Oradour] au hasard". (10) Quarante ans plus tard, un habitant d'Oradour confirma ce propos: devant V. Reynouard qui l'interrogeait, il déclara: "Tout le monde [ici] sait pourquoi ils [les Allemands] sont venus à Oradour, mais personne ne veut le dire";

-- Le jour même du drame, aux hommes d'Oradour qui avaient été rassemblés sur la place du village, les Allemands déclarèrent que "des dépôts d'armes [avaient] été signalés" et qu'ils allaient perquisitionner afin de les retrouver. (11) Or, nous verrons plus loin que des munitions furent effectivement retrouvées dans les habitations. Les SS n'étant pas des voyants extralucides, on peut admettre qu'ils agissaient sur renseignements. Dans son rapport du 15 juin 1944, d'ailleurs, M. Freund-Valade écrivit que les SS avaient invoqué une "dénonciation" pour affirmer que des explosifs étaient cachés dans le village (p. 2). De même, F. Delage ne rejette-t-il pas a priori la thèse de la délation. Il écrit:

Si les commandants SS n'ont pas forgé eux-mêmes un prétexte faux, on peut supposer qu'ils ont agi sur une indication erronée [pourquoi "erronée" ?], qui a pu leur venir d'un agent de la Gestapo, qui était lui-même renseigné faussement [?], ou animé de sentiments malveillants [?], sinon haineux [?] [...]. (12)

Quant aux autorités françaises, elles prirent suffisamment cette thèse en considération pour demander à l'ancien SS Louis Hoehlinger si, à l'origine du drame, "il y avait [eu] des indicateurs français ou à la solde des Allemands". (13) En 1953, enfin, à Bordeaux, les autorités françaises admirent que Diekmann avait "appris que le major Kämpfe avait été transféré dans la région d'Oradour" (Acte d'accusation, p. 11).

Voilà pourquoi l'affirmation selon laquelle les Allemands auraient été avertis par deux délateurs nous paraît plausible.

Renseignements transmis par le SD et les services français

Revenons au récit d'O. Weidinger. On pourrait trouver étrange que l'occupant se soit fié aux dénonciations d'informateurs français au point d'organiser immédiatement une expédition sur Oradour. L'explication est simple.

Tout d'abord, rappelons que, le 10 juin 1944 à midi, l'occupant ignorait totalement l'endroit où avait pu être emmené H. Kämpfe. Dès lors, chaque indice, même s'il émanait d'un simple délateur, devait être pris en compte. En outre, les SS devaient agir d'autant plus vite qu'ils connaissaient le comportement des maquisards à l'égard des prisonniers allemands. La veille, en effet, la section blindée d'éclairage de la division *Das Reich* avait reçu l'ordre de se rendre à Tulle afin de dégager un bataillon allemand encerclé, dans la ville, par un fort contingent de résistants. Après de durs combats, la cité avait été reprise et les maquisards mis en déroute. Les SS découvrirent alors les corps d'une soixantaine de soldats allemands atrocement mutilés. Otto Weidinger écrit

Certains portaient encore le masque à gaz, apparemment pour se protéger de la fumée dégagée par l'incendie de l'école [où ils s'étaient réfugiés et à laquelle les maquisards mirent le feu pour les en déloger]. Des habitants de Tulle rapportèrent que les maquisards, parmi lesquels il y avait aussi des Polonais, des Espagnols rouges et même quatre Russes

en uniforme, avaient écrasé les blessés qui vivaient encore avec leurs camions. Certains cadavres étaient mutilés au point de n'être pas identifiables. Un mort avait les talons troués et une corde passée derrière les tendons. Visiblement, il avait été traîné vivant par un camion, d'où les terribles blessures qu'il portait au visage. Les morts portaient des traces de plusieurs coups de feu, la plupart dans le dos et la nuque.

D'après des témoins oculaires, les femmes maquisards avaient souillé les cadavres avec des excréments [...]. Certains morts avaient été castrés et les testicules placés dans la bouche [Voy. *Tulle et Oradour...*, pp.18-19]

En 1996, un ancien SS de la division *Das Reich* dont l'unité s'était trouvée à Tulle le 9 juin 1944 confirma, auprès de V. Reynouard, les détails de ce récit. Il lui indiqua en plus qu'aujourd'hui encore plusieurs dizaines de corps de soldats allemands reposaient dans une forêt non loin de la ville, réunis dans un charnier que personne n'avait ouvert.

Ces faits permettent d'expliquer la précipitation des SS. Le 10 juin au matin, H. Kämpfe était en danger de mort et il fallait tout tenter pour le délivrer au plus vite. Et cela, d'autant plus que déjà, à deux reprises depuis le 9 juin, le nom d'Oradour-sur-Glane avait été cité dans des affaires impliquant le maquis. Le 9 au soir:

le bureau de renseignement du SD de Limoges [avait fait] part au régiment d'indications fournies par les services de liaison français selon lesquels un poste de commandement des maquis se trouvait à Oradour-sur-Glane. (14)

Quelques heures plus tard, le nom du village apparaissait de nouveau, cette fois-ci dans le cadre de l'affaire Gerlach.

L'épopée du lieutenant Gerlach

Aux premières heures de la matinée du 10 juin, les SS cantonnés à Limoges virent arriver, "complètement épuisé, en sous-vêtements" (*Tulle et Oradour...*, p. 14), le lieutenant SS Gerlach. Celui-ci commandait la deuxième section des canons d'assaut de la *Das Reich*.

Que lui était-il arrivé? Tout avait commencé la veille, quand, à peine arrivé à Limoges, Gerlach avait reçu, du colonel Stadler, l'ordre de cantonner à Nieul. Il raconte:

Je partis donc avec six hommes et trois voitures de liaison vers Nieul pour préparer notre cantonnement. Comme la localité ne suffisait pas, nous roulâmes, cartes en mains, dans les environs. Mon véhicule roulant plus vite que les deux autres, je dus m'arrêter et faire demi-tour pour les retrouver.

Peu de temps après, je fus arrêté, en pleine route, par un camion rempli d'hommes en uniforme. A première vue, je crus reconnaître des amis, car on nous avait dit que des Français, en uniforme de miliciens, combattaient à nos côtés.

Avant que je puisse approfondir la chose, encore bien moins me servir de ma mitraillette, 7 ou 8 hommes avaient sauté du camion, nous avaient mis en joue et, aux cris de "mains en l'air", avaient encerclé mon véhicule.

Ils me tirèrent de la voiture, ainsi que mon conducteur, nous arrachèrent nos uniformes et, nous frappant au visage, gesticulèrent [de façon incompréhensible], disant : "SS sofort kaputt" [SS immédiatement morts].

Nous n'avions plus que nos sous-vêtements; dans cet accoutrement, ils nous poussèrent dans les broussailles. J'étais persuadé qu'ils allaient nous fusiller sur-le-champ; aussi essayai-je de discuter et de m'expliquer avec eux, d'abord avec le chef, un grand maigre, la trentaine, en uniforme de milicien. Mais celui-ci, comme il ne semblait pas me comprendre, ne répondait que: "Nix SS ! SS kaputt !".

Aussi m'adressai-je à un garçon plus jeune qui parlait un allemand convenable, sans doute un Alsacien, qui semblait ressentir pour nous une certaine compassion. Mais cela ne servit à rien. Je lui expliquai que j'étais officier-adjoint à la Division et que je pouvais donner des renseignements importants si on me conduisait devant le chef du maquis. Ceci sembla faire impression sur l'Alsacien; il traduisit à son supérieur. Celui-ci me regarda et me dit quelque chose que je ne compris pas.

On ramena mon conducteur et moi au véhicule de liaison ; nous dûmes monter et rouler sous escorte. Je vis, en passant, quelques panneaux routiers, et pus ainsi m'orienter. Puis, je vis un panneau à l'entrée d'un village: Oradour-sur-Glane. Nous nous arrê tâmes dans la grande rue. Nous dûmes descendre et fûmes entourés de nombreux maquisards et de curieux; il y avait beaucoup d'uniformes, et aussi des femmes en veste de cuir jaune et casquées. La population adoptait une attitude de plus en plus menaçante ; un homme en uniforme nous fit donc remonter en véhicule.

Je vis qu'on sortait d'une grange, près d'une boulangerie, dans la grand'rue, des cordes. On nous fit descendre du camion, mon chauffeur et moi, et on nous ligota les bras derrière le dos, les noeuds des liens consolidés avec du fil de fer. Nous restâmes ainsi environ 3/4 d'heure.

Puis, des civils français arrivèrent en tandem et parlèrent à la population. Nous dûmes remonter dans le véhicule.

Les hommes qui nous avaient faits prisonniers montèrent avec nous et nous surveillèrent.

Nous sortîmes d'Oradour, le tandem roulant devant en guise de sécurité et nous guidant constamment par gestes, à 100 mètres devant nous. Nous nous arrê tâmes une première fois devant une maison, sur la façade de laquelle il y avait un panneau téléphonique. De là, les civils du tandem passèrent un coup de fil, puis ils revinrent au camion et donnèrent à l'escorte des explications en français que je ne pus comprendre.

Nous quittâmes la grand-route sur la gauche et entrâmes dans une zone non construite. Au bout de trois ou quatre kilomètres, un poste de garde nous arrê ta, nous fit descendre, nous libéra de nos liens et nous donna un peu à manger.

Pendant ce temps le camion était reparti avec son escorte. Il revint au bout de deux ou trois heures et, après avoir été à nouveau ligotés, nous dûmes rembarquer.

Nous roulâmes huit ou dix kilomètres jusqu'à une allée forestière, au coin de laquelle je remarquai une borne : Bellac 6 km 5. Nous tournâmes dans l'allée forestière et rencontrâmes, 300 mètres plus loin, un camion français peint aux trois couleurs.

On nous arracha à nouveau de notre véhicule, on nous brutalisa violemment et on nous traîna jusque devant un jeune maquisard, probablement le chef du poste. Il portait un uniforme bleu. Il ne nous écouta pas, se contentant de crier: "SS nix verhör, sofort kaputt!". Le jeune Alsacien voulut faire des objections, mais il fut grossièrement rabroué par son chef. Celui-ci appela quelques Français également en uniforme bleu, et leur donna l'ordre, autant que je pus comprendre leurs signes et leurs gestes, de nous mener dans le bois et de nous abattre.

Mon conducteur se rendit clairement compte de la situation ; il se raidit et se mit à se débattre pour ne pas avancer. Les Français, fous de colère, se jetèrent sur lui et le mirent à terre. Je choisis cette seconde pour me projeter à toute vitesse dans les broussailles et m'enfuir [vers (?)] la forêt toute proche.

Je courus aussi vite que je pus; il s'agissait de ma vie. J'entendis des coups de feu et, me retournant, je vis mon conducteur tomber. Je me précipitai, me protégeant derrière les arbres et les haies. Ils me suivirent en criant; quelques balles sifflèrent au-dessus de ma tête. Grâce à des changements de direction répétés et au crépuscule tombant, je réussis à m'enfuir.

J'avais bien étudié la carte avant de quitter Limoges, et je savais que je devais rejoindre la ligne de chemin de fer Bellac-Limoges. Je réussis à la retrouver et, le lendemain matin 10 juin, j'arrivai au poste de commandement de la Division. (15).

Ce témoignage, s'il est avéré:

-- donnerait le coup de grâce à la légende qui présente Oradour-sur-Glane comme un paisible village sans maquisards;

-- expliquerait la raison de la venue des SS à Oradour.

Les autorités françaises réfutent le témoignage de Gerlach

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les autorités françaises, dans leur grande majorité, le réfutent en bloc. Dès 1945, ainsi, F. Delage affirma:

[qu'] aucun assassinat d'officier ou de soldat allemand n'a été commis sur le territoire d'Oradour, et même que, dans la période dont il s'agit [début juin 1944], aucun attentat grave n'a eu lieu dans la Haute-Vienne où se situe Oradour. (16)

Au procès de Bordeaux, l'acte d'accusation évoqua l'épopée de Gerlach d'après la déposition d'O. Weidinger. (17) Les auteurs concluaient en affirmant que le renseignement fourni par Gerlach à propos d'un maquis actif à Oradour-sur-Glane

s'il a[vait] été vraiment donné, était en tout cas entièrement erroné [*Id.*].

A. Hyvernaud, enfin, après avoir résumé les propos de Gerlach, écrit:

C'est du moins ce que l'on peut lire dans sa déposition devant un juge de Hambourg en 1951, sur commission rogatoire du tribunal de Bordeaux, déposition qui dut être classée comme ne contenant aucune trace de vérité puisqu'il n'en fut pas question au procès [de 1953]. (18)

Cet auteur, ici, traite le témoignage de Gerlach avec une grande légèreté. Gerlach fut effectivement interrogé à Hambourg par un juge allemand, M. Meierdres, en présence de deux capitaines (l'un français, l'autre anglais) et d'un avocat allemand, Maître Walters. L'interrogatoire terminé, le juge demanda à Gerlach s'il était prêt à venir témoigner à Bordeaux. Celui-ci accepta dans la mesure où sa déposition pouvait plaider en faveur de ses camarades. C'est alors que Maître Walters intervint et lui déclara que, même muni d'un sauf-conduit, il ne pourrait venir témoigner. Une vive discussion s'ensuivit au cours de laquelle le capitaine français, après avoir protesté contre les allégations de l'avocat, dut faire face au capitaine britannique. Finalement, Me Walters convainquit Gerlach de ne jamais révéler à quiconque le contenu de sa déposition. (19) La position de l'avocat allemand était compréhensible: il était chargé de défendre l'ancien SS Fritz Pfeuffer au procès de Bordeaux. Or, à l'époque, personne, ou presque, ne songeait à remettre en question l'Histoire officielle. Par conséquent, une condamnation minime ne pouvait être obtenue qu'en jouant le jeu de l'accusation, c'est-à-dire en reconnaissant la thèse officielle du drame d'Oradour et en invoquant des circonstances atténuantes pour son client. Il fallait donc à tout prix empêcher qu'un témoin soucieux de rétablir la vérité (incroyable pour l'immense majorité) ne vienne déposer devant le Tribunal de Bordeaux. Un tel comportement pourra surprendre le néophyte en matière d'histoire judiciaire; mais il faut savoir qu'il n'a rien d'exceptionnel. Dans son interview à *Storia Illustrata*, Robert Faurisson déclarait:

Une vieille recette des avocats, une recette nécessitée parfois par les besoins de la défense, est de plaider le vraisemblable plutôt que le vrai. Le vrai est parfois trop difficile à faire passer dans les esprits des juges. On se contentera du vraisemblable. Un exemple l'illustre bien. Il est raconté par Me Albert Naud, avocat de Lucien Léger que toute la presse présentait comme l'auteur certain d'un crime abominable. Lucien Léger proteste de son innocence. Il choisit pour avocat Me Naud. Ce dernier va le trouver dans sa prison. Il lui dit : "Léger, soyons sérieux ! Si vous me voulez comme avocat, nous allons plaider coupable". Marché conclu. Léger sauve sa tête. Quelques années plus tard, Me Naud acquiert la conviction que Léger est innocent. Il s'en veut terriblement d'avoir contraint Léger à plaider coupable. Il se bat de toutes ses forces pour obtenir une révision du procès. Trop tard. Il meurt. Et Léger, s'il est innocent, paiera sans doute jusqu'à la fin de ses jours l'attitude abominable de la presse et l'aveuglement de son avocat. (20)

Revenons au cas Gerlach.

En 1985, un journaliste du *Figaro* mentionna, sans la réfuter, l'affaire du lieutenant allemand capturé. Mais il sembla rejeter la thèse selon laquelle le militaire serait passé dans Oradour. (21)

Le récit de Marie-Thérèse Palan

Trois ans plus tard, une ancienne résistante, Marie-Thérèse Palan, ex-Mme Pradaud, prétendit s'être trouvée parmi ceux qui avaient capturé Gerlach. D'après ses propos, l'affaire s'était déroulée à Peyrilhac et jamais le SS n'avait été emmené à Oradour-sur-Glane. Voici ce que l'on peut lire dans le

bulletin des Amis du Musée de la Résistance du Département de Haute-Vienne:

Il se trouve que, le 9 juin 1944, j'avais été chargée d'une mission pour emmener un groupe de GMR (qui avait été recruté au Mas-Jambost, près de Limoges), en direction du maquis de la région de Blond.

Nous avons pris la route en début d'après-midi, avec un seul véhicule (Juvaquatre) pour 9 personnes. C'est la raison pour laquelle je décidais de réquisitionner un deuxième véhicule en arrivant à Peyrilhac. Je me suis présentée chez un tailleur (collaborateur notoire) accompagnée par 2 GMR afin de prendre possession de sa traction AV -- tout en prenant soin de laisser en faction les 6 autres GMR dans la rue principale du village.

Or, au moment où nous ressortions de l'immeuble du tailleur, un véhicule allemand arrivait. A l'intérieur se trouvaient: le chauffeur et un officier SS. Ces derniers étant surpris par la présence des GMR en uniforme, ils n'ont pu s'opposer à notre intervention.

Parmi les GMR se trouvait un Alsacien qui parlait couramment l'allemand. Je lui demandais d'interroger brièvement nos prisonniers pour savoir s'ils étaient seuls, mais ayant des doutes je donnais l'ordre de partir le plus rapidement possible.

Leur véhicule a été remis à un groupe de résistants qui arrivaient à ce moment-là. Les deux hommes ont été séparés, l'un mis dans la Juvaquatre, l'autre dans la traction AV.

Par la suite, j'ai appris qu'au moment où nous sortions du village des SS rentraient de l'autre côté. Ils ont demandé aux habitants s'ils avaient vu une voiture occupée par 2 Allemands, mais ils ont répondu par la négative.

Or, l'officier allemand et son chauffeur étaient chargés de réquisitionner les écoles de Peyrilhac [...].

Le lendemain, j'apprenais que l'officier allemand avait réussi à fausser compagnie aux résistants qui le détenaient et à prendre le train en direction de Limoges.

D'autre part, je suis certaine que la camionnette qui a servi au transport des 2 SS n'est jamais passée par le bourg d'Oradour, ce n'était pas le chemin pour se rendre dans les maquis du secteur. (22)

En 1990, V. Reynouard s'entretint avec un habitant d'Oradour-sur-Glane, M. Desourteaux; s'appuyant visiblement sur le témoignage de M.-T. Palan, celui-ci affirma que Gerlach s'était trompé, qu'il avait simplement vu un panneau indicateur portant la mention "Oradour-sur-Glane" et que le village dans lequel il avait dû passer, si l'on en jugeait d'après l'évocation des "femmes en veste de cuir jaune et casquées", ne pouvait être que Peyrilhac, à environ 8 km de là.

Les déclarations de M.-T. Palan et Desourteaux sont très intéressantes, car elles démontrent que, pour certains partisans de la thèse officielle, le récit de Gerlach est tout à fait crédible. D'après ces personnes toutefois, l'Allemand aurait confondu Peyrilhac et Oradour...

Fragilité des arguments fondant la réfutation française

Que penser de cette thèse? Tout d'abord, remarquons que, dans sa déposition, Gerlach parla tout d'abord de "panneaux routiers" qui lui auraient permis de s'orienter puis d'un "panneau à l'entrée d'un village". Par conséquent, l'affirmation selon laquelle l'officier allemand aurait confondu un panneau indicateur avec le panneau signalant l'entrée du village nous paraît controuvée.

Quant au témoignage de M.-T. Palan, son caractère apocryphe nous paraît évident. Tout d'abord, notons qu'il est apparu dans la littérature trente-sept ans après la déposition de Gerlach à Hambourg. Or, comment croire que les autorités françaises aient attendu toutes ces années afin de fournir le témoignage qui, enfin, devait réduire à néant les allégations -- fort gênantes pour la thèse officielle -- de l'ancien SS? Comment croire que les juges d'instruction n'aient pas pu retrouver M.-T. Palan avant le procès de Bordeaux -- ce qui les avait contraints à observer un silence coupable sur le récit de Gerlach -- alors que plusieurs autres résistants liés au drame d'Oradour (A. Pasquet, Jean Canou) avaient, eux, été retrouvés?

Ensuite, il est nécessaire de remarquer les différences sensibles qui existent entre la version du SS et celle de l'ancienne résistante. Celle-ci affirme que l'enlèvement eut lieu dans l'après-midi ("Nous avons pris la route en début d'après-midi") alors que, selon Gerlach, il était parti pour Nieul et sa région "le 9 [juin] au matin". M.-T. Palan prétend que son groupe possédait une Juvaquatre, alors que l'ancien SS vit "un camion" rempli de maquisards. L'ancienne résistante allègue que l'enlèvement eut lieu dans le bourg de Peyrilhac, "dans la rue principale du village", alors que Gerlach prétend avoir été arrêté "en pleine route" puis poussé "dans les broussailles", preuve que l'action se déroulait en pleine campagne. M.-T. Palan raconte que les "deux hommes ont été séparés, l'un mis dans la Juvaquatre, l'autre dans la traction AV" alors qu'à Hambourg l'Allemand déclara : "On ramena mon conducteur et moi dans le véhicule de liaison". Enfin, l'ancienne résistante prétend que Gerlach était chargé "de réquisitionner les écoles de Peyrilhac" alors que, dans sa déclaration, celui-ci n'a jamais prononcé le nom de ce village, affirmant tout simplement que, la ville de Nieul n'ayant pas suffi pour cantonner toute la section de canons d'assaut, ils avaient roulé, "carte en mains, dans les environs".

Naturellement, on pourra soutenir que M.-T. Palan dit la vérité et que les différences constatées sont imputables aux mensonges de l'ancien SS. Cette objection n'est cependant pas recevable. En 1994, en effet, V. Reynouard se rendit à Peyrilhac. Là, il put effectivement voir une boulangerie dans la rue principale. Interrogée, la boulangère confirma l'existence de cette boutique en 1944. Toutefois, une grande mairie, située dans un parc, se trouve tout près du magasin. Il paraît déjà surprenant que Gerlach, soucieux du détail, ne l'ait pas mentionnée.

Mais il y a plus. Une petite enquête permit à V. Reynouard de retrouver deux personnes qui, en 1944, habitaient Peyrilhac, dans la grande rue, non loin de la boulangerie. Or, ces dernières (une femme et un homme) déclarèrent n'avoir jamais entendu parler d'une histoire ressemblant à celle de Gerlach. L'homme raconta qu'un jour un soldat allemand capturé avait été emmené près de la mairie par des maquisards (dont un nègre) qui avaient voulu le fusiller sur place. Un habitant de la commune était alors intervenu et, invoquant les représailles qui seraient immanquablement organisées plus tard par l'occupant, avait convaincu les excités de ne pas commettre un tel crime. Après enquête, nous découvrîmes qu'un chef résistant de la région, Pierre Dintras, alias "capitaine Lenoir", de la 2407e compagnie FTPF, mort le 7 août 1944, avait effectivement eu un adjoint de race noire. (23)

Dès lors, la thèse invoquant une confusion entre Peyrilhac et Oradour semble pouvoir être écartée, ce qui implique le rejet du témoignage de M.-T. Palan.

Deux autres éléments, d'ailleurs, renforcent notre conviction : le premier se résume à un article paru en 1983 dans *Le Populaire du Centre*. Après avoir relaté l'enlèvement de Gerlach, l'auteur écrit:

Interrogé quelques années plus tard, en 1951 [...], Gerlach racontera son enlèvement et déclarera: "A l'entrée d'un village, je vis une plaque sur laquelle était écrit "Oradour-sur-Glane"..."

Cette plaque Oradour-sur-Glane, il en parlera certainement au soir du 9 juin 1944 à Lammerding, et c'est peut-être à partir de là que les SS, qui avaient, de toute façon, prévu une opération dans le secteur de Saint-Junien (on parlera de Saillat ou de Chaillac), décidèrent d'exercer leurs représailles sur ce petit village, traversé par le maquis **alors qu'il détenait un prisonnier allemand** [souligné par nous]. (24)

En 1983, donc, un article paru dans un journal à grand tirage admettait que Gerlach était bien passé dans Oradour.

Le deuxième élément repose sur les omissions et les falsifications dont se rendent coupables les auteurs français lorsqu'ils évoquent (ou occultent) l'affaire Gerlach.

C'est ainsi que, dans son ouvrage, A. Hyvernaud ne mentionne que la déposition du lieutenant devant les juges de Hambourg en 1951. Par conséquent, il laisse croire que son cas aurait été évoqué pour la première fois sept ans après les faits. Or, il suffit de lire les documents français pour s'apercevoir que ce n'est pas le cas.

Dès le 14 juin 1944, en effet, le général von Brodowsky nota dans son journal de bord :

14-6-44. -- Une communication téléphonique en provenance d'Oradour (30 km S-O de Limoges) signale ce qui suit : 600 personnes furent tuées. **Un Untersturmführer de la SS Pz. Div. Das Reich avait été fait prisonnier. Il put s'enfuir** [souligné par nous]. L'on retrouva des lettres d'un Oberzahlmeister [trésorier] et des traces de mauvais traitements. Toute la population mâle d'Oradour fut fusillée. (25)

De même, le préfet régional de Limoges écrivit, dans un rapport daté du 15 juin 1944:

Selon la version allemande, qui m'a été exposée par un représentant du SD venu recueillir le témoignage de ma visite à Oradour, un attentat aurait été commis aux abords du village. Un officier allemand et son chauffeur auraient été capturés par des éléments du maquis, puis molestés à travers le village, notamment par des femmes, qui leur auraient lié les poignets avec des fils d'acier. Conduits ensuite sur le lieu de l'exécution, l'officier allemand se serait enfui, tandis que le chauffeur aurait été tué. (26)

Ces textes, notons-le en passant, gênent les tenants de la thèse officielle car ces derniers n'hésitent pas à les occulter ou, pire, à les tronquer lorsqu'ils les citent. A l'automne 1944, ainsi, eut lieu la capture du général von Brodowsky; voici ce que l'on put lire alors dans l' *Echo du Centre* :

On a trouvé ces lignes écrites sur le carnet de von Brodowsky: "Au cours d'une action répressive contre Oradour la population mâle du village, 600 personnes, a été fusillée. Les femmes et les enfants s'étaient réfugiés dans l'église. Celle-ci a pris feu, tous ont péri".

Voici comment les monstres, les chefs de la division sinistre des SS rapportent, sans aucune émotion, avec une mauvaise foi odieuse, le massacre d'hommes sans armes, de femmes et d'enfants [...]. (27)

La presse ne fut cependant pas seule à tronquer le journal de bord du général allemand. Dans leur ouvrage, P. Masfrand et G. Pauchou firent de même afin de ne pas évoquer l'aventure de Gerlach; voici, en effet, ce que l'on peut lire page 120 de leur ouvrage:

14 juin 1944. -- Une communication téléphonique en provenance d'Oradour me signale ce qui suit. 600 personnes ont été tuées. Toute la population mâle d'Oradour a été fusillée... (28)

De même ne citent-ils pas le rapport du préfet régional et se contentent-ils d'écrire, au détour d'un chapitre

Les nazis n'en sont d'ailleurs pas à une fable près. Ils se sont surpassés en ce qui concerne les raisons qu'ils ont inventées pour justifier leur crime du 10 juin. Ils ont prétexté l'existence d'une attaque à main armée contre des soldats allemands, puis contre des gradés. Selon certains, l'affaire se serait produite dans les environs d'Oradour, selon d'autres dans le bourg lui-même [*Ibid.*, p. 121].

Rappelons que P. Masfrand était le conservateur des ruines d'Oradour-sur-Glane. Par conséquent, il devait connaître la vérité sur le drame du 10 juin 1944. Dès lors, ses silences concernant l'affaire du lieutenant SS sont révélateurs.

Notons également que le général von Brodowsky mourut "en des circonstances encore mal éclaircies". (29) Emprisonné à la citadelle de Besançon, il aurait, selon les autorités, été abattu par un tirailleur sénégalais lors d'une tentative d'évasion. (30) Or, à quoi aurait servi une telle évasion en novembre 1944? A cette époque, la France était aux mains des Alliés. Pour parvenir à rejoindre ses lignes, le général aurait dû tout d'abord voyager (sans aide et handicapé par son accent) dans un territoire ennemi où il aurait été activement recherché, pour ensuite traverser la ligne de front alliée. De façon évidente, la version officielle de la mort du général n'est pas crédible. En vérité, von Brodowsky, son journal le confirme, savait beaucoup de choses, sur les causes d'Oradour notamment. Témoin encombrant, les autorités françaises auront probablement décidé de le faire taire à jamais.

Tous ces faits nous persuadent que Gerlach n'a ni menti, ni commis une erreur en prétendant être passé dans Oradour-sur-Glane.

La mission de Diekmann à Oradour

Diekmann veut délivrer Kämpfe

Revenons au poste de commandement de Limoges, le 10 juin 1944.

Persuadé que l'officier prisonnier mentionné par les deux civils français ne pouvait être que Kämpfe, Diekmann, d'après O. Weidinger:

paraissait surexcité et demandait au colonel [Stadler] l'autorisation de se rendre à Oradour avec une compagnie de son bataillon pour délivrer, coûte que coûte, Kämpfe. (31)

Après réflexion, et selon le récit de H. Werner:

Le chef de corps l'y autorisa et lui donna la mission suivante :

- 1 -- anéantir le PC du maquis ;
- 2 -- fouiller le village et rechercher Kämpfe ;
- 3 -- il importait au régiment de faire un maximum de prisonniers afin de pouvoir échanger, le cas échéant, Kämpfe contre ceux-ci. (32)

Dans sa brochure, O. Weidinger confirma ce récit en écrivant:

Stadler donn[a] son assentiment à cette opération, mais avec l'ordre complémentaire d'essayer par tous les moyens de négocier la libération de Kämpfe et, en cas d'insuccès, d'occuper la localité et de le libérer. Si on ne trouvait pas Kämpfe, faire de nombreux prisonniers, si possible des chefs de maquis, et en avoir assez pour permettre une nouvelle possibilité d'échange. (33)

Voilà donc, d'après les Allemands, l'origine directe de l'expédition à Oradour: il s'agissait non pas de brûler le village et de massacrer la population en représailles mais de tenter, par la négociation ou par la force, de libérer un officier supérieur probablement emprisonné là.

Les autorités françaises réfutent la version allemande tirée de l'enlèvement de Kämpfe

Une nouvelle fois, les autorités françaises rejettent avec force cette version des faits. Mais il est intéressant de noter que leur position a varié dans le temps.

Dans les premières années qui suivirent la tragédie, le cas de Kämpfe fut, en France, tout simplement occulté. On cherchera en vain ce nom (ou le poste qu'il occupait dans la *Waffen SS*) dans tous les ouvrages antérieurs à 1953. Or, dès 1944, un ancien SS d'Oradour, Louis Hoehlinger, avait évoqué son cas devant l'inspecteur de police judiciaire qui l'interrogeait. (34) Par conséquent, on ne saurait prétexter l'ignorance des autorités françaises.

La situation, toutefois, changea au fur et à mesure que l'instruction du procès de Bordeaux progressait. L'origine de cette évolution réside certainement dans les dépositions concordantes de MM. Hoehlinger, Werner et Weidinger. Celles-ci convinquirent les autorités qu'il serait désormais impossible de passer l'affaire sous silence. Donc, peu après l'audition d'O. Weidinger, celui qui avait enlevé le major Kämpfe fut retrouvé et interrogé. Jean Canou (c'était son nom) déclara:

Le 9 juin 1944, je revenais de Royères en mission avec une voiture et quelques hommes lorsque sur la route nationale 141, à hauteur du village de La Bussière, nous avons été en présence d'une voiture allemande venant de la direction de Guéret. J'ai fait stopper cette voiture et nous nous sommes trouvés en présence d'un commandant SS [...]. Nous avons arrêté ce commandant et, comme je n'avais pas d'autre chauffeur, j'ai abandonné son véhicule.

Cet officier allemand parlait assez bien le français et je l'ai interrogé sommairement. Il m'a

dit qu'il venait de Guéret où il avait combattu et que son ordonnance avait été tué. Il a ajouté que quarante camions le suivaient.

Je l'ai conduit au PC du groupe et j'ignore ce qu'il est devenu par la suite [...].

Je me souviens qu'il appartenait au régiment *Der Führer* mais je ne sais pas à quel bataillon et je ne me souviens pas non plus de son nom. (35)

Cette déclaration confirmait dans les moindres détails les récits de source allemande. Dès lors, il devenait impossible de nier que Kämpfe ait bien été enlevé la veille du drame d'Oradour. Soucieuses, cependant, de sauver l'Histoire officielle, les autorités françaises prétendirent qu'aucun lien ne pouvait exister entre le kidnapping et le drame du 10 juin. A l'appui de cette affirmation, elles rappelèrent que La Bussière était une commune qui se trouvait loin d'Oradour-sur-Glane

En 1953, ainsi, le commissaire Hugomaud vint déposer devant les juges de Bordeaux. Le correspondant du journal *Le Monde* écrit:

On a découvert que tout s'était passé en réalité le 9 juin au soir, dans la région de Saint-Léonard, à l'est de Limoges et à plus de 50 km d'Oradour. C'est un résistant, M. Jean Canou, revenant d'une mission avec un groupe de maquisards, qui avait rencontré sur la route nationale 141 une voiture conduite par un officier allemand seul et roulant en direction de Limoges. Aussitôt, il alerta ses hommes qui braquèrent leurs armes, arrêterent le véhicule et capturèrent l'officier. Ils l'emmenèrent aussitôt, plus loin vers l'est, c'est-à-dire encore plus loin d'Oradour, au village de Cheissoux. Bien entendu, ils ignoraient à ce moment qu'ils venaient de faire prisonnier le commandant de la 3ème compagnie. Celui-ci, en effet, était parti en éclaireur. Mais lorsque sa colonne arriva et qu'elle trouva la voiture de son chef abandonnée sur la route, on commença à s'inquiéter. Le major Diekmann fut aussitôt prévenu par radio. On chercha partout jusqu'à la nuit dans les bois et, pour se venger, pour faire un exemple, suivant la formule, on se rabattit sur une ferme située non loin de là, où l'on prit deux hommes qui furent fusillés sur-le-champ [...].

Quant au sort de Kämpfe, on sait qu'il s'évada du lieu où les maquisards l'avaient enfermé et qu'il devait finalement être tué quelque part dans la région. (36)

Ce texte est truffé d'erreurs. Tout d'abord, remarquons que Saint-Léonard ne se trouve pas à "plus de 50 km d'Oradour" mais à environ 37 km (à vol d'oiseau). Le témoin (ou le journaliste) a confondu le lieu où Kämpfe cantonnait avec le lieu où il fut kidnappé, c'est-à-dire non loin de Guéret, à environ 60 km d'Oradour. Le village de Cheissoux, quant à lui, se trouve à environ 50 km du village martyr. (37) Par conséquent, on ne peut pas écrire qu'après son enlèvement l'officier supérieur allemand fut emmené "encore plus loin d'Oradour". Cet exemple illustre parfaitement la volonté d'empêcher qu'un quelconque lien ne soit établi entre le drame d'Oradour et l'enlèvement de Kämpfe.

Notons également que, d'après le texte cité plus haut, "le major Diekmann fut aussitôt prévenu par radio". Nouvelle impossibilité. En effet, nous savons que les Allemands ne pouvaient utiliser leurs radios dans cette région de France qui est extrêmement vallonnée. O. Weidinger écrit:

En raison du terrain compartimenté, [vallonné] et boisé et de leur grand éloignement, aucune liaison radio ne relie les bataillons, si bien que ceux-ci sont dans l'obligation de

remplir leur mission en totale autonomie. Comme les liaisons par motocyclistes et autres véhicules isolés ne peuvent être utilisées par crainte d'embuscades des maquisards, ces liaisons ne peuvent être maintenues qu'au moyen d'officiers armés, sur automitrailleuse, ou par escorte de plusieurs véhicules. Le régiment n'est donc que difficilement renseigné. (38)

Par conséquent, Diekmann n'a jamais pu être aussitôt renseigné par radio.

Quant aux deux hommes qui ont été fusillés par les SS, il s'agissait, selon P. Zind, de "deux paysans, Just et Malaguisse, liés au maquis du communiste Guingouin". (39)

Toujours à propos du témoignage de M. Hugomaud devant les juges de Bordeaux, le correspondant de *Ouest-France* écrit:

Dans sa déposition, le témoin indique que le colonel Weidinger, qui prit le commandement du régiment *Der Führer* après que le colonel Stadler fut promu général, prétendait que le major Kämpfe avait été enlevé du côté d'Oradour et que des sévices avaient été exercés sur lui sur la place de ce bourg.

Le témoin relate comment il apprit de la bouche d'un maquisard, M. Canou, les conditions d'arrestation du major Kämpfe. Celui-ci était en voiture lorsqu'il fut arrêté. M. Canou et ses hommes avaient dû abandonner la voiture allemande qui fut retrouvée par des soldats SS peu après. L'enquête des Allemands commença aussitôt. Quant au commandant Kämpfe, il fut emmené à Cheissoux, puis, le lendemain, à l'état-major du groupe FFI. Il devait être exécuté par la suite. (40)

Une nouvelle fois, on prend une grande liberté avec la vérité: jamais O. Weidinger n'a prétendu que "le major Kämpfe avait été enlevé du côté d'Oradour". En 1949, l'ancien officier SS prit soin de citer les propos du médecin SS selon lequel Kämpfe avait été capturé au cours d'une mission qui consistait à "prendre position à l'est de Limoges". Or, Oradour se trouve à l'ouest de cette ville. Plus tard, dans sa brochure, O. Weidinger spécifia que la disparition de l'officier allemand eut lieu non loin de Guéret, à environ 60 km d'Oradour (voy. *Tulle et Oradour...*, pp. 22-23).

En 1988, J. Sénamaud prétendit, lui aussi, réfuter la version allemande tirée du cas de Kämpfe. Dans un article déjà cité, on lit:

Autre mobile supposé du crime:

La capture, le 9 juin, du commandant Kämpfe, l'un des chefs les plus sanguinaires de la Division *Das Reich*... par un petit groupe de FTP.

Or, cela s'est passé près de Moissanes, à 55 km d'Oradour, à l'opposé par rapport à Limoges, à 9 heures du soir, alors que le massacre était déjà programmé depuis le matin, au moins, et que, le 10, les SS ignoraient encore ce qu'était devenu Kämpfe, à qui les maquisards n'ont jamais fait traverser Oradour [...]. (41)

La vérité historique ne semble pas le souci majeur de J. Sénamaud :

-- "l'un des chefs les plus sanguinaires de la Division": nous n'avons retrouvé aucun document qui

permette d'affirmer que Kämpfe aurait été un "sanguinaire" et nous mettons au défi l'auteur d'en produire un seul; (42)

-- "alors que le massacre était déjà programmé depuis le [9 juin au] matin, au moins": nous savons que l'expédition d'Oradour fut décidée le 10 juin vers midi;

-- "le 10, les SS ignoraient encore ce qu'était devenu Kämpfe": vrai, mais l'auteur oublie de préciser qu'à cette date les SS possédaient de multiples indices.

Il y a quelques mois, enfin, Pascal Maysounave, auteur du livre intitulé: *Oradour, plus près de la vérité*, a, lui aussi, voulu prouver que l'enlèvement de Kämpfe n'avait pas été la cause du drame d'Oradour. L'auteur s'est notamment appuyé sur les erreurs commises par O. Weidinger lorsqu'il fit sa déposition en 1949, puis lorsqu'il rédigea sa brochure aujourd'hui interdite. Dans celle-ci, en effet, l'ancien SS s'appuie sur les **premières** conclusions de H. Taege pour prétendre que la sépulture de Kämpfe fut retrouvée au cimetière militaire de Berneuil, après que celui-ci eut d'abord été enterré à Breuilaufa, "au bord de la montagne de Blond", non loin d'Oradour-sur-Glane. (43) Dans son ouvrage, P. Maysounave démontre que les cinq soldats allemands enterrés à Breuilaufa avaient été tués le 8 juin 1944 et que, par conséquent, aucun d'eux n'avait pu être Kämpfe (voy. *Plus près de la vérité...*, pp. 169-170). L'auteur relève également l'erreur qui fit dire à O. Weidinger que le P.C. du maquis Guingouin se trouvait à Blond, dans le Bois-du-Roi, également à proximité d'Oradour-sur-Glane.

Jusqu'ici, on ne peut qu'approuver P. Maysounave. Mais celui-ci affirme ensuite que ces erreurs ont permis à l'ancien SS de substituer des noms de lieux et, ainsi, de "transporter" l'affaire Kämpfe à l'ouest de Limoges, près d'Oradour, alors que celle-ci aurait eu lieu loin de ce village, à l'est de Limoges⁴⁴. L'auteur écrit notamment :

Pourquoi [Kämpfe], alors que des colonnes de la *Das Reich* sillonnent les alentours de Limoges en tout sens, aurait-il été transféré [de son lieu de capture, loin d'Oradour] à Oradour-sur-Glane puis au Bois-du-Roi, comme le soutient Weidinger [*Ibid.*, p. 168]?

Or, jamais, dans sa brochure, l'ancien SS n'a soutenu une telle thèse. O. Weidinger rappelle simplement que, suite aux déclarations de Diekmann (selon lesquelles deux civils français l'auraient averti qu'un "officier supérieur allemand" était détenu à Oradour-sur-Glane), l'état-major avait conclu qu'il s'agissait de Kämpfe car "aucun compte rendu de capture d'un autre officier" n'était parvenu au régiment (voy. *Tulle et Oradour...*, p. 26). L'auteur prend d'ailleurs soin d'utiliser le conditionnel ("deux civils français **seraient** venus le trouver [Diekmann], et l'**auraient** averti"); il rappelle également qu'à son retour d'Oradour Diekmann déclara ne pas avoir retrouvé Kämpfe (p. 30 : "L'occupation de la localité ne fait pas découvrir Kämpfe"). Par conséquent, seule la mauvaise foi permet d'affirmer que, selon Weidinger, Kämpfe aurait été transporté à Oradour-sur-Glane.

De même, jamais l'ancien SS n'a prétendu que, le 9 ou le 10 juin, les maquisards avaient transporté leur prisonnier au Bois-du-Roi. Dans sa brochure, on lit :

Il est en effet certain que le lieu de l'exécution [de Kämpfe], Cheissoux [...], porte encore les traces de ce meurtre; le chef des maquisards de Cheissoux était l'assassin public Guingouin, avec le titre de colonel, et il se trouvait, le 10 juin 1944, le jour de la mort de Kämpfe, dans le Bois-du-Roi, à Blond, là où le squelette de Kämpfe fut officiellement exhumé et reconnu en 1963 [*Ibid.*, p. 34].

Ce texte ne laisse aucun doute: O. Weidinger prétend que, le 10 juin 1944, Guingouin se trouvait dans les monts de Blond, tout près de Breuilaufa, là où Kämpfe aurait été enterré avant d'être identifié en 1963. (45) Nulle part il n'est dit que l'officier SS a été transporté là le 9 ou le 10 juin 1944. Dans son opuscule, d'ailleurs, O. Weidinger précise que, très probablement, Kämpfe a été transféré au cimetière de Breuilaufa en 1945 et que son premier lieu de sépulture était ailleurs. (46) De plus, on remarque que, dans le texte cité ci-dessus, l'ancien SS précise que l'officier kidnappé fut exécuté à Cheissoux. Or, cette ville se trouve bien au sud-est de Limoges, preuve que jamais O. Weidinger n'a voulu "transporter de sud-est en nord-ouest l'affaire Kämpfe".

P. Maysounave aurait dû davantage étudier la documentation publiée par les révisionnistes; il aurait alors compris que, depuis dix ans, ils savent que la sépulture de Kämpfe n'a jamais été retrouvée. Dans son deuxième ouvrage paru en 1985 et intitulé : *Wo Ist Abel ?* (Où est Abel ?), H. Taege cite deux documents qui émanent d'une instance officielle allemande s'occupant des soldats tombés durant la guerre. Dans le premier, les auteurs affirment que la thèse selon laquelle l'officier aurait été enterré au cimetière de Breuilaufa leur paraît "invraisemblable". (47) Dans le second, les auteurs laissaient entendre que, par égard pour la famille, une sépulture avait été désignée comme étant celle de Kämpfe (*Id.*).

Mais il est vrai que la documentation de P. Maysounave paraît, en quelques occurrences, lacunaire. Ainsi, dans son ouvrage, l'auteur ne cite, pour l'affaire Kämpfe, que trois documents: un rapport de M. Freund-Valade datant du 15 juin 1944, le procès-verbal d'interrogatoire et la brochure d'O. Weidinger. L'auteur affirme qu'en 1949 le récit d'O. Weidinger fut "une surprise complète" pour les autorités françaises. (48) Or, nous savons que, deux ans auparavant, en 1947, l'ancien SS H. Werner avait relaté l'enlèvement de Kämpfe devant la police judiciaire française. (49) Par conséquent, on ne saurait parler de "surprise".

Notons, d'ailleurs, que les propos de H. Werner mettent à mal la thèse de P. Maysounave. Celui-ci, en effet, laisse croire que O. Weidinger aurait échafaudé, alors qu'il était détenu en France, une thèse mensongère destinée à justifier le drame d'Oradour. Pourtant, H. Werner, lorsqu'il fut interrogé deux ans avant, se trouvait loin de son ancien camarade de combat, qu'il n'avait certainement pas revu depuis la capitulation allemande. Il était alors en liberté et résidait en Allemagne, à Naumburg/Saale (voy. le procès-verbal de son interrogatoire). Pour croire la thèse de P. Maysounave, il faudrait donc admettre:

-- soit qu'après la guerre Weidinger, alors en prison, avait pu correspondre avec Werner et, ainsi, échafauder avec lui une thèse mensongère;

-- soit que durant les durs combats de juin 1944-mai 1945 les deux hommes s'étaient concertés et, prévoyant que des comptes leur seraient demandés plus tard pour Oradour, avaient construit, ensemble, un récit fondé sur l'enlèvement de Kämpfe.

De façon évidente, ces deux allégations sont irrecevables. Aussi n'hésitons-nous pas à rejeter la thèse soutenue par P. Maysounave. En vérité, le seul fait que les deux anciens SS aient, à des kilomètres et à deux années de distance, raconté à peu de chose près la même histoire confirme la véracité de la thèse allemande.

On peut alors se demander si P. Maysounave n'a pas intentionnellement caché à ses lecteurs l'existence du procès-verbal d'interrogatoire de H. Werner. En effet, l'auteur n'hésite pas à déformer les faits

lorsqu'il souhaite défendre sa thèse. Il écrit, par exemple, que, dans sa brochure, O. Weidinger "tend à placer la capture de Gerlach dans Oradour, ainsi que l'auteur, alors prisonnier des Français, l'avait affirmé à Bordeaux en 1949." (50)

Or, s'il est incontestable qu'en 1949 O. Weidinger a bien commis une erreur en prétendant que Gerlach avait été capturé dans Oradour, dans sa brochure l'ancien SS a pris soin de citer textuellement le rapport rédigé par Gerlach en 1951, rapport où l'auteur raconte sa capture "en pleine route", non loin de Nieul.

P. Maysounave termine sur ces mots:

Le cas Kämpfe montre à quelles extrémités Weidinger et d'autres anciens SS [H. Werner?] ont pu pousser la déformation historique [*Ibid.*, p. 171].

En réalité, il semble bien que le travestissement de la vérité soit plutôt à rechercher de son côté.

Parvenus à ce stade de notre exposé, nous pouvons affirmer que tout, dans l'affaire Kämpfe (mutisme, d'abord, puis approximations, erreurs et mensonges chez les Français, concordance chez les Allemands), paraît confirmer la thèse allemande sur l'origine du drame d'Oradour.

Aujourd'hui, d'ailleurs, bien d'autres éléments viennent la renforcer.

Les SS demandent des otages

Tout d'abord, rappelons que, selon O. Weidinger, Diekmann devait, s'il ne retrouvait pas l'officier enlevé, "faire de nombreux prisonniers, si possible des chefs de maquis, et en avoir assez pour permettre une nouvelle possibilité d'échange". Or, c'est exactement ce que firent les Allemands à Oradour: une fois toute la population réunie sur le Champ de Foire, ils exigèrent que le maire désigne des otages. (51)

Aujourd'hui, les autorités prétendent que la décision du massacre de toute la population (52) était prise avant de pénétrer dans le village. Mais alors, pourquoi ne pas avoir immédiatement séparé la population en groupes afin de la conduire sur les lieux d'exécution? Pourquoi avoir perdu son temps en de vaines demandes d'otages? Certains prétendent sommairement que ces manoeuvres "faisai[en]t partie de la mise en scène". (53) Cette supposée intention théâtrale cadre trop mal avec le contexte pour qu'il soit nécessaire de s'y attarder.

Des SS évoquent l'enlèvement de Kämpfe

Ensuite, notons qu'après le drame les anciens SS qui avaient participé à l'action du 10 juin établirent, parfois timidement, parfois franchement, un lien entre l'enlèvement de Kämpfe et l'expédition d'Oradour. Le 16 juillet 1946, ainsi, Albert Daul dit à l'officier de police judiciaire qui l'interrogeait:

J'ai appris au retour de cette expédition [celle d'Oradour], par mon camarade Hoehlinger, qui était dans la même compagnie que moi [...], que des maquisards auraient enlevé un chef de bataillon, mais j'ignore les circonstances de cet enlèvement et si cela est véridique. (54)

Un an plus tard, le 7 août 1947, l'inculpé Fritz Pfeufer déclara au juge d'instruction

En cours de route [vers Oradour], on nous avait dit que le lieutenant-colonel Kämpfe avait été fait prisonnier dans ce village, sans nous donner aucune précision autre.

Le matin [du 10 juin 1944] on nous avait simplement dit que Kämpfe avait été fait prisonnier, sans nous dire ce que nous allions faire [à Oradour]. (55)

En 1953, toutefois, au procès de Bordeaux, l'inculpé se rétracta publiquement. Face au président qui lui rappelait sa déclaration de 1947, F. Pfeufer nia qu'on leur ait dit que Kämpfe était retenu à Oradour; " *Ce doit être une erreur* », répondit-il évasivement. (56) En vérité, cette rétractation compte peu lorsqu'on sait combien le procès de Bordeaux fut truqué.

D'autres prévenus, quant à eux, persistèrent dans leurs déclarations. Blaeschke, par exemple, confirma

qu'à son départ de Saint-Junien on ne lui avait rien dit sur le but de l'expédition, mais que le bruit circulait de l'enlèvement du commandant Kämpfe. (57)

Certains furent plus catégoriques encore et parlèrent d'une mission qui consistait à délivrer l'officier prisonnier. Ainsi, dès le 14 décembre 1944, Louis Hoehlinger avait dit à l'officier de police judiciaire qui l'interrogeait:

Ledit samedi [10 juin 1944] après-midi, nous avons été mis en route, toute la compagnie, sans savoir la direction que nous prendrions. Mais il avait été répété qu'il fallait rechercher le chef du 3ème Bataillon enlevé dans des circonstances que j'ignore. C'est en arrivant près d'une commune que j'ai relevé l'inscription de "Oradour-sur-Glane". (58)

Quelques mois plus tard, Jean-Pierre Elsaesser confirma ces propos en déclarant

Etant en cantonnement à Saint-Junien en Haute-Vienne, le 10 juin 1944, mon chef de groupe Lauber (Unterscharführer) nous a cherchés et nous a dit que les maquisards avaient enlevé un chef de bataillon (Standartenführer), et que nous devions le libérer. (59)

De même Prestel affirma-t-il qu'à son départ de Saint-Junien on lui avait dit "qu'un commandant avait disparu et qu'il fallait aller le chercher". (60) De son côté, Boos, l'accusé principal en 1953, (61) déclara:

On nous avait dit que le but de cette mission était d'aller chercher le commandant Kämpfe que des maquisards avaient capturé. On nous avait prévenus que nous devions nous attendre à des combats acharnés. (62)

Face à une telle unanimité, les autorités françaises furent contraintes de reconnaître que "presque tous les accusés" avaient opéré un lien entre le "massacre d'Oradour" et "l'enlèvement du major Kämpfe". (63) Toutefois, elles s'empressèrent de contester l'existence d'un tel lien en déclarant que

Diekmann, en s'adressant à la population rassemblée à Oradour sur le Champ de Foire, n'a [vait] fait aucune allusion à l'enlèvement du major Kämpfe et qu'il a[vait] seulement signalé qu'Oradour abritait des réfractaires et détenait des dépôts d'armes [*Ibid.*, p. 10].

Cette réflexion nous paraît téméraire. Trois témoignages, en effet, paraissent démontrer qu'à Oradour

les SS évoquèrent le cas de l'officier disparu. Le premier émane de l'inculpé Busch. Lors de l'instruction, ce dernier prétendit qu'à Oradour l'interprète des SS avait demandé à la population si "un officier était caché" dans le village. (64) Les propos de Busch furent confirmés par un autre inculpé, G. Boos. En 1947, celui-ci affirma:

Quand les habitants [d'Oradour] étaient rassemblés, Kahn me donna l'ordre de les garder, pendant que lui-même et Diekmann passaient dans les rangs des habitants afin de découvrir les personnes qui avaient pu avoir des rapports avec la disparition du Sturmbannführer Kämpfe. (65)

Naturellement, certains rétorqueront que la parole d'anciens SS (dont l'un, de plus, s'est rétracté par la suite) n'a aucune valeur. Admettons. Mais un troisième témoignage subsiste, qui émane d'un homme dont une partie de la famille mourut dans l'église d'Oradour. Dans un rapport rédigé quelques jours après la tragédie, celui-ci évoqua "un rescapé" dont les paroles lui avaient été "rapportées par une personne digne de foi". Ce rescapé aurait déclaré:

Un interprète [...] a alors avisé [les habitants du village] qu'un commandant allemand portant beaucoup de décorations avait été tué à quelques kms de là [...]. (66)

Certes, il est question d'un commandant "tué". Toutefois, les concordances avec le récit de Busch nous persuadent qu'il s'agit d'une erreur, soit commise par le témoin, soit par la personne qui en a rapporté les propos, soit par le rédacteur du rapport lui-même et qu'il s'agissait bien ici de Kämpfe.

Ces trois témoignages appuient la thèse selon laquelle, à Oradour, les SS ont évoqué, devant la population, le cas de l'officier kidnappé. Ce fait sembla d'ailleurs gêner P. Poitevin qui, dans son livre, tronqua le rapport susmentionné afin que le lecteur ignore tout du "commandant allemand portant beaucoup de décorations" (voy. *Dans l'Enfer...*, p. 206).

Mais il y a plus.

Supposons, avec les autorités françaises, que la destruction d'Oradour ait été programmée dès le 10 juin au matin et qu'aucun lien n'ait existé entre celle-ci et l'enlèvement de Kämpfe; il faudrait croire que les gradés SS n'aient pas osé révéler à leurs hommes le but réel de leur mission; c'est-à-dire le massacre, "pour l'exemple", de la population d'un village français. Aussi leur auraient-ils menti en déclarant qu'il s'agissait uniquement de délivrer un officier enlevé (nous retrouvons ici la thèse du "prétexte" reprise par L. Hoehlinger). Depuis 1945, pourtant, on nous présente les SS comme une horde de sauvages dressés pour tuer. Philippe Masson écrit que ces soldats affichaient "un mépris total pour toutes les valeurs chrétiennes et libérales de la civilisation occidentale". (67) Dans sa brochure sur Oradour, R. Hébras termine en rappelant "les noms d'autres villages qui ont subi la sauvagerie des nazis": Lidice (476 victimes), Marzabotto (1836 victimes), Dismoton (239 victimes) et Maillé (126 victimes). (68) J. Delarue écrit que le "régiment "Der Führer" avait une longue pratique de la terreur et du massacre". (69) De leur côté, les auteurs de l'ouvrage intitulé : *Oradour-sur-Glane...* prétendent que:

Venant au terme d'une longue série de massacres et d'assassinats de moindre envergure, Oradour apparaît comme le couronnement d'une politique et d'une méthode de domination. La division *Das Reich* était particulièrement attachée à ce genre d'exploit [...]. (70)

Afin d'étayer leurs propos, ils citent le témoignage d'un SS déserteur qui décrit ses anciens camarades fouillant et massacrant les habitants de plusieurs petits villages, déshabillant, frappant puis pendant à un arbre une femme qui n'a pas été capable de leur révéler la provenance d'un camion arrêté sur la route. Ce même déserteur décrit ses supérieurs "viol[a]nt les plus jeunes femmes" dans les villages traversés, "s'empar[a]nt des bijoux" préalablement volés par leurs subordonnés, massacrant un couple de vieillards qui rentrait chez lui... (*Ibid.*, p. 113).

Si l'on accorde un quelconque crédit à ces clichés de basse littérature, comment croire que, le 10 juin, les gradés SS, comme honteux ou saisis par un scrupule insolite, aient hésité à annoncer à leurs hommes le programme du massacre? Comment croire qu'ils se soient donné la peine d'inventer un faux prétexte? A quoi rimerait une telle tardive délicatesse? Il semble bien plutôt que les autorités françaises méprisent leurs mandants, une nouvelle fois.

En vérité, les dépositions des accusés en 1953, les paroles de l'interprète sur la place du village et la demande d'otages adressée au maire confirment les assertions de MM. Werner et Weidinger; les SS s'étaient rendus à Oradour non pour exterminer la population, mais pour délivrer Kämpfe.

Moralité

Depuis 1944, les pouvoirs publics prétendent qu'Oradour-sur-Glane, paisible village du Limousin, fut, pour des raisons obscures, choisi par le commandement allemand en vue de "faire un exemple" et de terroriser les populations. C'est évidemment une pure invention.

Malgré toutes les dénégations françaises, nous pouvons affirmer que, le samedi 10 juin 1944, les SS étaient à la recherche d'un officier de la division *Das Reich*, H. Kämpfe. Celui-ci avait été enlevé la veille par les maquisards de Jean Canou. Plusieurs renseignements concordants, parmi eux le récit du SS Gerlach, les persuadèrent de se rendre à Oradour-sur-Glane où, pensaient-ils, H. Kämpfe était retenu dans un PC du maquis.

Devant les hommes regroupés, les gradés SS évoquèrent le cas du gradé allemand enlevé. Puis, conformément aux ordres reçus, ils demandèrent des otages. Leur objectif était d'échanger Kämpfe contre des maquisards.

Naturellement, certains répondront qu'aucun maquis n'existait à Oradour-sur-Glane et que, par conséquent, jamais les SS n'ont pu obtenir ces prétendus renseignements. Cette objection ne pouvant être a priori rejetée, nous allons aborder la question de la présence résistante à Oradour.

+++++

NOTES de la troisième section, I

1) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 98. Au procès de Nuremberg, l'accusation française utilisa largement le drame d'Oradour afin de réclamer le châtiment exemplaire des accusés. La destruction du village fut qualifiée de "couronnement de ces atrocités allemandes" (voy. *TMI*, VI, p. 424, audience du 31 janvier 1946).

2) Ce témoignage porte la cote 44 dans le dossier d'Oradour. Il a été recueilli le 10 janvier 1945 par la Brigade de Surveillance du territoire de Bordeaux. Le nom du déserteur n'est pas mentionné; il est uniquement question du déserteur "Y" (voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 16). Au sujet du texte reproduit, voy. *Ibid.*, p. 111.

3) "Des renseignements que j'ai recueillis, il résulte que rien ne paraît justifier les actes criminels qui ont été commis dans la journée du 10 juin 1944. Des actes isolés auraient-ils été commis par la population contre l'armée occupante? Aurait-on tiré sur un officier allemand ? Le fait s'avère inexact, car chacun sait qu'à Oradour la population était disciplinée et la plupart des habitants étaient collaborationnistes" (voy. le dossier de l'instruction du procès de 1953, "Rapport sur les événements d'Oradour-sur-Glane" fait à Saint-Junien le 23 juin 1944, 2 p., pp. 1-2).

4) Voy. notamment l'acte d'accusation rédigé pour le procès de Bordeaux, pp. 1-3.

5) "Nous sommes repartis d'Oradour environ deux heures après notre arrivée" (voy. l'interrogatoire du 10 janvier 1945, p. 3).

6) Voy., par exemple, *Le drame...*, p. 27.

7) Voy. *La Marseillaise du Centre*, édition du 11 juin 1945, pp. 1-2, article intitulé : "Oradour, le plus grand crime de la guerre". L'extrait cité se trouve p. 2, col. C.

8) Voy. *Le Monde*, 25-26 janvier 1953, p. 4, col. C.

9) *Dans l'Enfer...*, pp. 98-99. Voy. aussi : "Compte rendu des événements qui se sont déroulés le samedi 10 juin 1944 à Oradour-sur-Glane (Hte-Vienne)" (rédigé par la Mission d'Information du Gouvernement gaulliste de Londres) dans lequel on lit : "Sur le motif de cette hallucinante tragédie, des bruits contradictoires circulent" (p. 3). Ce compte rendu est reproduit dans l'ouvrage : *Ville Martyre...* (voy. p. 100).

10) Voy. *Souviens-toi/Remember...*, p. 22. Voy. aussi *Dans l'Enfer...*, p. 103. Notons que P. Poitevin réfute cette hypothèse (voy. *Dans l'Enfer...*, p. 103).

11) Voy. *Souviens-toi/Remember...*, p. 22.

12) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 104.

13) Voy. le rapport du 4 juillet 1944 in *La mémoire d'Oradour...*, p. 104, col. B.

14) Voy. *Le Monde*, 25-26 janvier 1953, p. 4, col. D. Voy. aussi *Ouest-France*, 24 janvier 1953, p. 3, col. B. M. Massiera précisa que ce meurtre survint non le 9 juin comme l'affirme P. Poitevin mais le 8 juin.

15) Voy. *Ouest-France*, 24 janvier 1953, p. 1, col. B.

16) *Ibid.*, p. 3, col. B.

17) Ce livre, publié en 1964, a été interdit vers 1968.

- 18) Voy. *Histoire de la Collaboration...*, p. 449.
- 19) Voy. *Le drame...*, p. 12.
- 20) Voy. *Ville Martyre...*, p. 55.
- 21) Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 27 : "Ne sera puni sévèrement que le chef de troupe mou et indécis, parce qu'il met en péril, ce faisant, et la troupe sous ses ordres, et le respect dû à l'armée allemande. La prise de mesures sévères ne peut, compte tenu de la situation présente, donner aucunement lieu à punition".
- 22) Voy. *Le Journal de Gien*, août 1994, p. 13.
- 23) Voy. *Spéciale Dernière*, 6 février 1971, p. 8, col. A.
- 24) "Jusque dans l'après-midi, le plan de progression est respecté" (voy. Otto Weidinger, *Tulle et Oradour...*, p. 10).
- 25) Voy. rapport de Jean d'Albis à W. Stucki en date du 15 juin 1944 (cote 24 J 5 aux archives de Haute-Vienne).
- 26) Voy. le procès-verbal de l'interrogatoire d'A. Pasquet, dans le dossier de l'instruction du procès de Bordeaux, (liasse VI), 2 p., pp. 1-2.
- 27) Voy. *Ouest-France*, 24 janvier 1953, p. 3 col. C.
- 28) Voy. *Dans l'Enfer...*, pp. 100-101 : "La Kommandantur de Limoges [...] a-t-elle pris la décision de faire, à titre de représailles, un exemple en Haute-Vienne [...] et avait-elle choisi Oradour-sur-Vayres ? C'est une supposition qu'on peut également retenir".
- 29) Voy. *Ville Martyre...*, p. 56.
- 30) Voy. *Le Résistant Limousin*, n° 74, mai 1988, p. 6, col. A, article intitulé: "Oradour-sur-Glane: Silence aux imposteurs et aux falsificateurs de l'histoire".
- 31) Dans son témoignage, en effet, on lit: "Le lendemain [...] le préfet régional de Limoges [...] était en conférence [...] lorsque entre dans le bureau le général Gleiniger". Or, son témoignage débute par: "La veille[des événements d'Oradour]", soit le 9 juin. Le "lendemain" était donc le 10 juin.
- 32) Voy. le rapport de M. Freund-Valade à Monsieur le Chef du Gouvernement en date du 15 juin 1944: "En raison du verrouillage total de la ville de Limoges, j'ai demandé un laissez-passer pour me permettre de circuler librement dans ma région. Cette demande présentée personnellement par moi, dimanche soir, au général Gleiniger [...] m'a été refusée ainsi qu'au préfet délégué" (p. 1).
- 33) Voy. le "Procès-verbal d'audition de témoins", brigade de La Roche Chalais, signé de l'officier de police judiciaire Gustave Lhommede, en date du 21 juin 1945, 5 p., p. 2.
- 34) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 110.

35) Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 26: "L'affirmation des maquisards, comme quoi il y a eu confusion entre Oradour-sur-Glane et un autre Oradour, est ainsi réfutée de manière convaincante".

36) Voy. *Vision d'épouvante...*, pp. 133-134.

37) Voy. *Le Résistant Limousin*, No déjà cité, p. 7, col. A.

38) *Id.* Nous reviendrons plus loin sur les déclarations de H. Barth, et notamment sur ce prétendu ordre d'exterminer toute la population d'Oradour.

39) Voy. *Le Monde*, 31 janvier 1953, p. 5, col. E.

40) Voy. *La Terreur Rouge en Russie (1918-1924)* de S.P. Melgounov (Payot, Paris, 1927, 282 p.), p. 20.

NOTES de la troisième section, II

1) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 109.

2) Voy. *Souviens-toi/Remember...*, p. 22.

3) Voy. *Nouvelle Voix...*, n° 62, p. 4.

4) Voy. *Petite histoire ...*, p. 58.

5) Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 5.

6) *Ibid.*, pp. 22-23.

7) Voy. le dossier de l'instruction du procès de Bordeaux, liasse VI, l'interrogatoire d'O. Weidinger par le capitaine Lesieur en date du 4 mai 1949, 3 p., p. 1. voy. Annexes Doc. 3.1.1.

8) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de H. Werner par le commissaire Jean Cabanne en date du 20 novembre 1947 (réf. No 9/58), 3 p., p. 1. Voy. Annexes Doc. 3.2.1.

9) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'O. Weidinger en date du 4 mai 1949, déjà cité, p. 2. O. Weidinger décrit la même scène dans *Tulle et Oradour...* (pp. 25-26) : "Deux civils français seraient venus le trouver [Diekmann], et l'auraient averti qu'à Oradour-sur-Glane un officier supérieur allemand serait prisonnier des maquisards. Cet officier devrait être, le soir même, dans le cadre de festivités, fusillé puis brûlé. La population entière d'Oradour-sur-Glane travaillerait avec le maquis. Un important état-major du maquis se trouverait dans la localité".

9a) Voy. *Paris Match*, M 2533, 23 juin 1994, le témoignage inédit de Mathieu Borie, p.59, col. B.

9b) Dans une émission de FR3 Limoges-Conseil Général Haute-Vienne, au cours d'une entrevue avec Roger Godfrin, le jeune Lorrain échappé de l'école d'Oradour-sur-Glane, un journaliste lui pose la

question : "Vous vous souvenez des discussions qu'avaient vos parents?" Il répond: "Non, non, ce que peu avant, je peux pas vous dire le jour, mais ils sentaient certainement quelque chose, Ils nous avaient dit que si les Allemands arrivaient dans le village, qu'on se retrouve dans le bois qui était derrière le cimetière, et c'est d'ailleurs ce que je me suis souvenu quand je me suis "taillé" de l'école".

Voilà donc un village tranquille, sans problème, sans actes de résistance, où, peu avant le 10 juin 1944, des parents mettent en garde leurs enfants contre une incursion allemande dans le village! "mais ils sentaient certainement quelque chose", laissant entendre que la tournure des événements rendait ce dénouement plausible.

Que pouvait craindre ce "village paisible et innocent"? Apparemment, le pire.

10) Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 113.

11) Voy. *Petite histoire d'Oradour...*, p. 45. D'après J. Darthout, un rescapé, les Allemands auraient déclaré : "Il y a ici des dépôts d'armes et de munitions faits par des "terroristes". Nous allons opérer des perquisitions" (voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 32). Selon R. Hébras, les SS auraient clamé : "A Oradour, nous savons qu'il y a un dépôt d'armes; nous allons perquisitionner [...]" (voy. *Le drame...*, p. 17). Il y a donc accord, sur ce point, entre les témoins.

12) Voy. *Ville Martyre...*, pp. 55-56.

13) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de L. Hoehlinger en date du 14 décembre 1944, 4 p., p. 4; consultable dans le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, liasse I.

14) Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 23. Un récit semblable avait déjà été fait en 1947 par H. Werner (voy. le procès-verbal d'interrogatoire de H. Werner, déjà cité, p. 2: "Au cours de la journée du 9 juin, des miliciens et des hommes du SD signalèrent que dans une localité du nom d'Oradour se trouvait un P.C. du maquis").

15) Voy. *Tulle et Oradour...*, pp. 14-17. Dès 1949, O. Weidinger avait mentionné l'affaire Gerlach, en commettant toutefois des erreurs (voy. le procès-verbal de son interrogatoire, déjà cité, p. 2 ; O. Weidinger prétendait notamment que Gerlach avait été enlevé dans Oradour-sur-Glane). En 1947, H. Werner avait déjà mentionné l'aventure de Gerlach avec quelques différences toutefois : "Une patrouille de la *Sturmgeschutzabteilung* de la Division (Chasseurs de chars) sous la conduite de l'Obersturmführer Gerlach, fut emprisonnée par le maquis, aux environs de Nieul. Gerlach et deux hommes furent ligotés, conduits dans une forêt où on tira sur eux avec des pistolets mitrailleurs. Alors que ses deux compagnons furent tués, Gerlach put se sauver à travers la forêt. Il atteignit, après plusieurs heures, le PC du régiment des ouvriers français l'ayant déligoté. Gerlach rendit compte de cet incident au Régiment et désigna Oradour comme endroit de sa capture et de sa détention".

16) Voy. *Ville Martyre...*, p. 53.

17) "Weidinger signale qu'un officier du groupe antichar s'était rendu le 9 juin à Oradour-sur-Glane, avait eu sa voiture cernée par des civils armés, qu'il avait pu s'échapper, mais qu'il avait remarqué que le maquis déployait une vive activité à Oradour-sur-Glane" (voy. l'acte d'accusation au procès de Bordeaux, p. 10).

18) Voy. *Petite histoire ...*, p. 56.

- 19) Cet épisode m'a été révélé par H. Taege dans une lettre en date du 27 juillet 1995. L'auteur terminait ainsi: "Encore lorsque je l'ai moi-même interrogé, Gerlach se sentait toujours lié à cette promesse de silence. J'ai dû tout d'abord lui ôter ses scrupules".
- 20) Voy. *L'affaire Faurisson*. "Interview de Robert Faurisson à *Storia Illustrata*", août 1979, No 261, réalisée par Antonio Pitamitz (En version française par S. Thion, *Vérité historique...*, La Vieille Taupe, Paris 1981, 352 p., p. 171 et tiré à part, même éditeur, sans date, 24 p., p. 13).
- 21) "Un lieutenant SS, Gerlach, avait échappé au maquis et prétendait avoir été conduit dans [Oradour-sur-Glane] par ses ravisseurs" (voy. *Le Figaro*, 6 janvier 1985, p. 4 col. C).
- 22) Voy. le *Bulletin des Amis du Musée de la Résistance du Département de Haute-Vienne*, No 1, 1er trimestre 1988, sans pagination, "Déclaration de Marie-Thérèse Palan, ex-Madame Pradaud".
- 23) Une stèle commémorative a été érigée au village de Belleix, près de Chamboret, où P. Dintras tomba. Le fait que celui-ci ait eu un adjoint noir nous a été révélé par G. D.
- 24) Voy. *Le Populaire du Centre*, 30 mai 1983, article de Pierre Blois intitulé: "L'enlèvement manqué d'un SS à l'origine du massacre d'Oradour", col. C-D. Une photocopie de cet article a été publiée par H. Taege dans son livre déjà cité (chapitre 10: "Der Fall Gerlach"), p. 104.
- 25) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 109.
- 26) Voy. le rapport déjà cité, p. 3. Voy également *Oradour-sur-Glane...*, p. 110. Notons que le préfet conclut en écrivant : "Aucun témoignage n'a pu établir la véracité de ces faits; et même s'ils étaient exacts, ils ne pourraient en aucune façon justifier un aussi abominable carnage".
- 27) Voy. *L'Echo du Centre*, 27 octobre 1944. Consultable dans les papiers Delage aux Archives départementales de Haute-Vienne (cote 14 F 42). La même citation du journal de von Brodowsky a paru dans *La Marseillaise* (édition de Limoges) du 28 octobre 1944 (même référence).
- 28) Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 123.
- 29) Voy. Saint Paulien, *Histoire de la Collaboration...*, déjà cité, p. 446.
- 30) *Id.* Voy. aussi *Le Populaire*, 17 novembre 1944, qui confirme que le général a été "tué par une sentinelle lors d'une tentative d'évasion".
- 31) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'O. Weidinger, déjà cité, p. 2.
- 32) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de H. Werner, déjà cité, p. 2. H. Werner affirme que cet ordre fut donné "verbalement" et qu'il assista "en partie à la conversation".
- 33) Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 26. En 1949, O. Weidinger avait déjà donné une même version des faits.
- 34) Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, liasse VII, procès-verbal d'interrogatoire de Louis Hoehlinger en date du 14 décembre 1944, 4 p., p. 2 : "il avait été répété [lors du départ pour

Oradour] qu'il fallait rechercher le chef du 3ème bataillon enlevé dans des circonstances que j'ignore".

35) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de Jean Canou par le commissaire Hugomaud en date du 25 août 1949 (consultable dans le dossier de l'instruction du procès de Bordeaux), 2 p., pp. 1-2. Voy. Annexes Doc. 3.3.1 et 3.3.2.

36) Voy. *Le Monde*, 25-26 janvier 1953, p. 4, col. E.

37) En 1953, le président du Tribunal de Bordeaux a déclaré : "Kämpfe a été capturé à Bussièrès, près de Saint-Léonard, et incarcéré à Cheissoux, à plus de 50 kilomètres d'Oradour" (voy. *Le Monde*, 17 janvier 1953, p. 5, col. D).

38) Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 21.

39) Voy. *Nouvelle Voix*, No 63, p. 4, col. A.

40) Voy. *Ouest-France*, 24 janvier 1953, p. 3, col. C.

41) Voy. *Le Résistant Limousin*, No 74 déjà cité, p. 6, col. A.

42) Dans son livre, P. Maysounave prétend que H. Kämpfe avait fait exécuter vingt-neuf jeunes qui rejoignaient le maquis de la Creuse et qu'il aurait ordonné d' "achever les blessés, en faisant rouler sur eux des autochenilles" (voy. *Plus près de la vérité...*, pp. 166-167). Naturellement, aucun document ne vient appuyer cette allégation. D'ailleurs, comment un commandant d'une compagnie de canons d'assaut (Sturmgeschütze: sorte de char à tourelle fixe utilisé en appui d'artillerie de l'infanterie) peut-il être sanguinaire? Un des sommets de la propagande communiste.

43) Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 33: "Herbert Taege [note de l'auteur : "Auteur du livre : *Où est Cain* ?(...)] a déclaré à ce sujet: "La pierre tombale de Kämpfe fut découverte par des camarades de combat, au cimetière militaire de Berneuil, à environ 100 km au nord de Bordeaux [...]" L'Association allemande pour l'Entretien des Tombes de Guerre confirma [...] l'exhumation de Kämpfe du cimetière communal de Breuil [erreur : Breuilaufa]. Ce village se trouve à 13 km au nord-est d'Oradour-sur-Glane". Voy. également *Plus près de la vérité...*, p. 165.

44) Voy. *Plus près de la vérité...*, notamment p. 170, la carte dont la légende porte: "Le travail de Weidinger a consisté à transposer de sud-est en nord-ouest l'affaire Kämpfe".

45) Rappelons que ces deux dernières affirmations sont erronées.

46) Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 33: "[Breuilaufa] ne serait pas cependant la première sépulture, mais un transfert à ce cimetière communal, effectué en même temps que celui de quatre inconnus, en 1945".

47) Voy. *Wo Ist Abel ?*, p. 125: "Il nous paraît invraisemblable qu'il [Kämpfe] ait été enterré à Breuilaufa..." (erscheint es uns unwahrscheinlich, da er in Breuilaufa bestattet wurde...).

48) Voy. *Plus près de la vérité...*, p. 147 : "En dépit de la surprise complète que constituait cette relation de Weidinger [...]".

49) Voy. le procès-verbal d'interrogatoire No 9/58 dressé par le Gouvernement militaire de la Zone
<http://www.adoc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCORAD.nmm>

française d'occupation, Direction de la Sûreté, Direction des Services de la police judiciaire. Consultable dans le dossier d'instruction du procès de Bordeaux.

50) Voy. *Plus près de la vérité...*, p. 171.

51) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 32. Témoignage de J. Darthout d'après lequel les Allemands auraient demandé "trente otages". Selon d'autres, Diekmann en aurait demandé cinq (voy. *Dans l'Enfer...*, p. 29). Les auteurs modernes préfèrent rester dans le flou; ils prétendent que les Allemands auraient demandé "des otages" sans précision de quantité (voy. *Petite histoire ...*, p. 43; *Le drame...*, p. 17).

52) "Puis avant le massacre en représailles, un ordre ferme avait été donné aux officiers: il ne devait y avoir aucun survivant dans le bourg d'Oradour, donc pas de témoins susceptibles de parler plus tard" (voy. *Le Résistant Limousin*, No 74, déjà cité, p. 7, col. A). "[...] les dépositions de l'ancien chef de compagnie Kahn à Dortmund, en 1962, et du chef de section Heinz Barth à Berlin-Est, en 1983, permettent d'établir que [...] l'ordre de brûler le village et d'exterminer sa population avait été donné d'avance par le lieutenant-colonel SS Diekmann" (voy. *Le Figaro*, 6 janvier 1985, p. 4, article déjà cité).

53) Voy. *Souviens-toi...*, p. 11 : "L'Allemand n'insiste pas sur cette question d'otages : cela faisait partie de la mise en scène, et voilà tout".

54) Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, liasse VII, procès-verbal d'interrogatoire d'A. Daul, 5 p., p. 4.

55) Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, liasse VII, procès-verbal d'interrogatoire de Fritz Pfeufer en date du 7 août 1947, 4 p., pp. 2 et 3.

56) Voy. *Le Monde*, 18-19 janvier 1953. Voici le dialogue qui s'instaura entre le président et l'accusé : Le Président: "On ne vous a pas dit que c'était cet enlèvement qui motivait votre expédition ?" Pfeufer : "Non." Le Président : "Pourtant, au cours de l'instruction, vous avez dit que l'on prétendait que Kämpfe était détenu dans ce village vers lequel on vous conduisait". Pfeufer: "Ce doit être une erreur".

57) Voy. *Ouest-France*, 22 janvier 1953, p. 3, col. B.

58) Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, liasse VII, procès-verbal d'interrogatoire de Louis Hoehlinger, déjà cité, p. 2. Plus loin, l'inculpé affirma qu'il "ignorait si le fait [était] exact et s'il ne s'agissait pas plutôt d'un prétexte qu'autre chose" (p. 3). Or, nous savons que le témoin a subi des pressions. En effet, interrogé à nouveau en 1946 et invité à répondre à la question : "Que savez-vous des causes du massacre?", celui-ci répondit en totale contradiction avec ce qu'il avait précédemment déclaré: "Rien. Monsieur Arnet [...] m'avait dit qu'il existait deux Oradour, que dans l'autre Oradour, un officier allemand avait été enlevé et que c'était par mesure de représailles qu'Oradour avait été massacré" (voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, liasse III, procès-verbal d'interrogatoire de L. Hoehlinger en date du 27 juillet 1946, 4 p., p. 4). Par conséquent, nous ne pouvons que rejeter toutes les tentatives de réfutation du cas Kämpfe exposées par l'inculpé après son premier interrogatoire de 1944.

59) Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, liasse VII, procès-verbal d'interrogatoire de J.-P. Elsaesser en date du 16 juillet 1946, 4 p., p. 97. J.-P. Elsaesser confirma ses déclarations au

procès de 1953 (voy. *Le Monde*, 20 janvier 1953, p. 7, col. D).

60) Voy. *Ouest-France*, 22 janvier 1953, p. 1 col. B et 3 col. A.

61) Il avait été volontaire dans la SS, contrairement aux autres Alsaciens qui se qualifiaient d' "engagés de force" ou de "Malgré-nous"; et c'était le plus haut gradé des 21 anciens SS présents à Bordeaux.

62) Voy. *Le Monde*, 22 janvier 1953, p. 5, col. A.

63) "Presque tous les accusés indiquent qu'ils ont appris que le massacre d'Oradour avait été perpétré à cause de l'enlèvement du major Kämpfe" (voy. l'acte d'accusation au procès de Bordeaux, p. 11). En vérité, peu d'accusés ont parlé de "représailles"; c'est là une version inventée par le vainqueur. Les dépositions de MM. Werner, Weidinger, Elsaesser, Boos etc. démontrent que les SS vinrent à Oradour non pour exterminer la population, mais pour tenter de délivrer Kämpfe.

64) Voy. *Ouest-France*, 21 janvier 1953, p. 1, col. B. Au procès de Bordeaux, cependant, l'accusé déclara que, tout bien réfléchi, ce samedi 10 juin 1944, il "étai[t] derrière" et qu'il "n'entendai[t] pas ce que disait le capitaine Kahn" à l'interprète. Tout comme pour L. Hoehlinger, cette rétractation de dernière minute paraît suspecte. Nous verrons d'ailleurs plus loin que, très probablement, les accusés reçurent une promesse de liberté en échange de leur collaboration avec l'accusation.

65) Voy. la "Déposition volontaire du prisonnier de guerre G. Boos" (Report N° VCIU/LDC/1566, liasse VI dans le dossier d'instruction du procès de Bordeaux), p. 1. Voy. Annexes Doc. 3.4.

66) Voy. le "Compte rendu des événements...", déjà cité., p. V.

67) Voy. *Oradour, Tulle...*, p. 1841.

68) Voy. *Le drame...*, p. 36.

69) Voy. *Oradour, Tulle...*, p. 1827, légende accompagnant un cliché.

70) Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 112.

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du <http://www.abdc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCORAC.html>

Secrétariat est <aaargh@abbc.com>

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is <aaargh@abbc.com>

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. A reader looks for a document on the Web at his or her own risks. As for the author, there is no reason to suppose that he or she shares any responsibility for other writings displayed on this Site.

Be reminded of the US copyright law, Section 107:

Section 107. Limitations on exclusive rights: Fair use

... the fair use of copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified in above sections, for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching (including multiple copies for classroom use), scholarship, or research, is not an infringement of copyright. In determining whether the use made of a work in any particular case is fair use the factors to be considered include ---

- (1) the purpose and character of the use, including whether the use is of a commercial nature or is for nonprofit educational purposes;
- (2) the nature of the copyrighted work;
- (3) the amount and substantiality of the portion used in relation to the copyrighted work as a whole, and;
- (4) the effect of the use upon the potential market value of the copyrighted work.

+++++

ARTICLE 19. <Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.>

The Universal Declaration of Human Rights, adopted by the United Nations General

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 5](#) | [Partie 6](#) | [Partie 7](#) | [Partie 8](#) | [Partie 9](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 6

Quatrième section

Oradour-sur-Glane, village tranquille ?

I

LES SS CRAIGNENT UNE INTERVENTION DU MAQUIS

Depuis 1944, les autorités françaises répètent qu'Oradour-sur-Glane était un village tranquille. Dans son rapport du 15 juin 1944, M. Freund-Valade prétendit que "le village d'Oradour était une des communes les plus tranquilles du département et sa population laborieuse et paisible connue par sa modération [p. 4]".

En décembre de la même année, Jean Darthout, un rescapé, parla d'un "village qui était parfaitement tranquille et où chacun s'occupait uniquement de son petit commerce ou de la culture de ses terres". (1)

Neuf ans plus tard, au procès de Bordeaux, les rédacteurs de l'acte d'accusation écrivirent : "[...] il est un fait absolument certain, c'est qu'Oradour n'avait jamais eu d'élément de maquis et qu'il n'avait pas détenu de dépôts d'armes ou munitions d'aucune sorte [p. 10]".

En 1989, A. Hyvernaud écrivit: "la population d'Oradour a le droit de penser que la guerre va s'achever sans lui porter de coups cruels. Pas de déportés politiques ; pas de "maquisards", donc pas d'escarmouche..."(2).

Trois ans plus tard, R. Hébras, qui vécut à Oradour avant et pendant la guerre, qualifia le village de "havre de paix" au sein d'une Europe embrasée. (3) Dans son ouvrage, P. Maysounave dresse une

carte de la Haute-Vienne où sont notées les différentes zones d'implantation des maquis limousins (Plus près de la vérité..., p. 150). Oradour-sur-Glane se trouve au sommet d'une "zone exempte de maquis".

Aujourd'hui encore, cette version est sans cesse répétée par les guides d'Oradour. C'est pourquoi nous la qualifions de thèse officielle.

Pourtant, nous allons démontrer que le village martyr n'était pas, avant le 10 juin, cette paisible localité que l'on présente aujourd'hui.

Les déclarations des gradés SS en route pour Oradour

En 1953, à Bordeaux, le commissaire Arnet affirma qu'au départ de Saint-Junien :

le sous-lieutenant [SS] Klar aurait déclaré : "Il va y avoir une effusion de sang". (4)

A l'audience du 23 janvier, un accusé, L. H_hlinger, déclara que le 10 juin, avant 14 h., un Allemand lui avait dit : "Ça va barder" (5). La veille, un autre prévenu, Graff, s'était souvenu que, "en vue d'Oradour", le sous-lieutenant Barth avait déclaré à ses hommes : "Vous allez voir couler le sang" (6).

Fig 34b et 34 c

Pour les autorités françaises, ces déclarations prouvent que les gradés SS avaient projeté le massacre de la population d'Oradour. Ainsi, au procès de Bordeaux, après avoir entendu Graff, le président déclara : "Ceci est très important car cela établit la préméditation de Kahn et de Barth" (Id.). Quarante-six ans plus tard, A. Hyvernaud, s'appuyant sur les mêmes déclarations, parvint à la même conclusion (7).

L'historien digne de ce nom se gardera toutefois de conclure avec autant de précipitation. En effet, ces paroles peuvent simplement signifier que les gradés allemands craignaient un heurt, dans le village même ou à son approche, avec des maquisards en armes.

Aujourd'hui, d'ailleurs, bien des éléments militent en faveur de cette hypothèse

L'arrivée des SS dans le village

Tout d'abord, rappelons qu'en 1953 le sergent Boos déclara aux juges :

On nous avait prévenus que nous devions nous attendre à des combats acharnés (8).

Ensuite, notons qu'à leur arrivée dans le village les SS adoptèrent un dispositif de combat anti-guérilla. Jean-Roger Naux, par exemple, écrit :

Dans *Paris-Match* du 23 juin 1994, le témoin Mathieu Borie nous indique que sept blindés investissent le bourg. Il s'agit vraisemblablement de half-tracks "Schutzenpanzerwagen" de type SdKfz 251/9 à caisse ouverte, armé d'un canon de 75 mm. L'emploi de ce matériel de protection de troupe montre bien que les germano-alsaciens [...] sont convaincus de se trouver en zone insurgée [...]. (9)

En 1953, à Bordeaux, plusieurs rescapés révélèrent un fait très important, à savoir que les SS étaient arrivés dans le bourg les fusils pointés vers les portes et les fenêtres des maisons. Voici ce que l'on peut lire dans les sténotypies du procès (audience du 22 janvier 1953) :

[Déposition d'Aimé Renaud]

-- [Le camion SS] s'arrête vers le haut du bourg. Arrivé au haut du bourg, il stationne. Et qu'est-ce que je vois? Des soldats qui descendaient en courant et prennent position de chaque côté de la route, dans les champs [...]. Le camion fait demi-tour et retraverse le bourg. Il restait encore quelques soldats debout qui surveillaient les portes et les fenêtres des maisons [pp. 20-21].

[Déposition de Clément Broussaudier]

-- [...] ce que je peux certifier, ce qui est sûr, c'est que tous [les SS] des camions, des chenillettes, tous, quand ils sont passés, avaient les mains sur la mitrailleuse ou sur le mousqueton ; et ils regardaient vers les fenêtres et partout [p. 30].

-- Le plus important de tout, c'est quand ils sont entrés dans Oradour, de la manière dont ils y sont entrés. J'étais bien placé : j'étais en face de la grande route. De la manière qu'ils regardaient les fenêtres, les gens [...] [p. 36].

Allant plus loin, A. Renaud précisa que, lors des perquisitions, les SS avaient "le fusil prêt à tirer" (Ibid., p. 22).

Toutes ces citations démontrent que les membres de la *Das Reich* ne considéraient pas Oradour-sur-Glane comme une paisible bourgade habitée par une population inoffensive.

Les SS prennent des mesures de sécurité

Enfin, notons que, une fois le village d'Oradour investi, les SS prirent les mesures de sécurité qu'exigeait la situation.

Des années après le drame, un Alsacien témoin des événements d'Oradour écrit :

Comme à Oradour, on craignait une attaque extérieure, une partie des troupes fut disposée en protection (10).

Ce propos confirme les déclarations que firent les différents inculpés dans les années 1944-1953. En 1947, ainsi, l'Alsacien G. Boos avait déclaré :

Le groupe de Genari, je crois, devait assurer la sécurité sur le côté gauche de la route, en regardant le village (11).

Citons également :

-- L. Hoehlinger selon lequel son groupe était resté "en bordure de la localité" avec pour mission :

d'assurer la sécurité de la troupe opérant dans le bourg (12).

[...] nous avons comme consigne de veiller pour ne pas être attaqués par derrière (13).

-- J.-P. Elsaesser qui affirma devant la commission d'instruction:

[A Oradour], nous avons reçu l'ordre de garder les lisières et les issues pour prévenir contre toute agression de la part des maquisards (14).

-- L. Prestel qui, devant les juges de Bordeaux, déclara:

On a d'abord mis les mitrailleuses en batterie, en direction d'Oradour. Puis on les a changées de position pour les mettre en direction de Limoges. Il s'agissait de prévoir une réaction du maquis, nous a-t-on dit (15).

Prestel était en compagnie de Weber et de Niess. Ceux-ci confirmèrent sa déclaration (16).

Toujours à Bordeaux, le public apprit que Karl Lenz et J.-P. Elsaesser avaient passé une partie de l'après-midi dans un arbre "avec mission de surveiller d'hypothétiques mouvements du maquis" (17). Pendant ce temps, d'autres soldats, tels que Graff, Daul, Hoehlinger et Lohner patrouillaient autour du village (18).

Notons enfin que, selon certains, un maître de l'école des garçons :

aurait tenté de faire fuir ses élèves [à l'arrivée des SS]. Le chef du détachement serait intervenu, déclarant qu'on craignait une escarmouche dans le village et qu'il allait faire conduire les enfants à l'église pour "assurer leur sécurité". (19)

Tous ces faits démontrent qu'à Oradour les SS craignaient une action extérieure du maquis. Cette conclusion est très importante, car elle permet notamment de comprendre la vraie raison pour laquelle, ce 10 juin 1944, les SS parquèrent les femmes et les enfants dans l'église.

II

LES SS N'AVAIENT PAS L'ORDRE DE MASSACRER

LA POPULATION D'ORADOUR

Les femmes et les enfants mis en sécurité dans l'église

Lorsque toute la population fut rassemblée sur le Champ de Foire, les femmes et les enfants furent séparés des hommes puis conduits à l'église (1). Aujourd'hui, le touriste qui écoute le guide d'Oradour voit dans cette séparation le deuxième acte (après la réunion de la population) du massacre qui se préparait. Les femmes et les enfants, se dit-il, étaient emmenés vers le lieu de leur supplice.

Or, il suffit de connaître l'histoire des SS pour savoir que ces derniers, lorsqu'ils désiraient exercer des représailles dans une ville où un attentat avait été commis, prenaient soin de séparer les hommes des femmes et des enfants. Le 21 août 1944, par exemple, à Chambord, la division *Das Reich* fut attaquée par des Francs-Tireurs Partisans qui tuèrent plusieurs soldats. Aussitôt, les SS investirent le village, poussèrent la population dans la cour du château et séparèrent "les femmes, les enfants et les vieillards des hommes valides" (2). Quarante otages furent alors choisis parmi les hommes afin d'être fusillés. Ces derniers eurent la vie sauve grâce à l'intervention de l'abbé Gély, le prêtre du village (*Ibid.*, pp. 10-11).

Remarquons également que, le 9 juin, à Tulle, seuls les hommes furent arrêtés (dont une centaine devaient être pendus), suite à la torture et à l'assassinat de plusieurs dizaines de soldats allemands. Là encore, les femmes et les enfants ne furent pas inquiétés³.

Revenons à Oradour. En parquant les femmes et les enfants dans l'église, les SS désiraient uniquement assurer leur sécurité. En effet, rappelons que les Allemands craignaient une attaque extérieure du maquis et un combat dans le village même. Dès lors, l'église, avec sa grande surface, ses murs épais et ses petites ouvertures situées en hauteur, se révélait l'endroit idéal pour mettre une foule à l'abri.

Allons plus loin et supposons que les Allemands aient vraiment voulu brûler les femmes et les enfants. Il aurait alors été plus judicieux de les entasser, par groupes, dans les caves des maisons, dans les écoles, à la mairie... puis d'y mettre le feu. Les SS se seraient ainsi épargné bien des efforts (fabrication d'une "caisse à gaz", transport des fagots...).

Dans son *Dictionnaire Analytique et Critique de la Résistance*, A. Figuéras parvient à des conclusions similaires. Il écrit :

Cependant [...] les SS n'agissent pas aveuglément [à Oradour]. Ils pourraient -- d'autant plus qu'ils sont pressés de rejoindre la Normandie -- procéder de la manière la plus expéditive : mettre le feu aux maisons, et abattre tout ce qui tenterait d'en sortir.

Point : ils procèdent avec une sorte d'ordre macabre ; les hommes d'un côté, qu'ils vont aligner pour les fusiller ; de l'autre, les femmes et les enfants, qu'ils enferment dans l'église. La version officielle dit : pour y mettre le feu.

Le bon sens demande : pourquoi ?

N'est-il pas plus logique de supposer que l'expédition punitive voulait s'en prendre aux hommes [...] et épargner les femmes et les enfants, tout en se débarrassant de leurs supplications et de leurs pleurs en les mettant sous clé [p. 170] ?

Des personnes relâchées par les SS

D'autres faits, d'ailleurs, confirment qu'à Oradour les SS ne voulaient pas exterminer toute la population.

En 1953, Madame Claverie (née Pinède) vint témoigner au Tribunal de Bordeaux. Le 10 juin 1944, sur ordre de son père, elle s'était cachée, en compagnie de sa s_{ur} et de son jeune frère, d'abord dans un champ, puis sous l'escalier d'un hôtel et enfin, le soir, dans un petit jardin. Devant les juges, elle

déclara :

Mon frère criait beaucoup. C'est à ce moment que nous nous sommes trouvés nez à nez avec un soldat allemand. J'ai voulu lui demander où nous devions aller. Il a réfléchi un peu et, brusquement, il a fait un grand geste de la main et m'a fait : "Raus !" (Filez !) (4).

Certains rétorqueront qu'il s'agit là d'un acte isolé, sans portée générale. Certes. Toutefois, remarquons que, d'après l' "ouvrage officiel du Comité du Souvenir et de l'Association Nationale des Familles des Martyrs d'Oradour-sur-Glane", les trois enfants seraient parvenus "à échapper au massacre en s'enfuyant sous le nez des Allemands"5. Cette altération de la vérité prouve que l'histoire véridique des enfants Pinède gêne les tenants de la thèse officielle.

D'autre part, un autre habitant d'Oradour, M. Litaud, survécut à la tragédie. D'après les auteurs de l'ouvrage intitulé Oradour-sur-Glane..., l'homme serait parvenu à "se cacher"6. La vérité est tout autre. En 1994, un rescapé d'Oradour, qui désire garder l'anonymat, révéla à V. Reynouard que, le 10 juin 1944, les SS avaient laissé M. Litaud partir. Bien plus, ils l'avaient, auparavant, autorisé à sortir des affaires de chez lui afin qu'elles soient sauvées de l'incendie. C'est ainsi que cet ancien combattant de la guerre 1914-1918 put sauver... un drapeau français.

Nous pourrions également citer le cas de Madame Taillandier, une Parisienne fraîchement installée à Oradour qui ne fut pas inquiétée par les SS (7); de Madame Hyvernaud, habitant les Bordes, relâchée deux fois par les Allemands et qui put s'éloigner des lieux du drame (8).

Enfin, remarquons que, le 10 juin après 18 heures, les Allemands laissèrent pénétrer dans le village en flammes un ingénieur de la SNCF qui leur avait déclaré rentrer "à Paris via Oradour" (9).

Un vieillard fut également surpris par les SS. En 1945, l'un d'entre eux déclara :

Un vieillard qui s'était attardé à Oradour a été interpellé par Len[z]. J'ai dû lui demander ce qu'il faisait là et comment il avait pu s'échapper. Il a expliqué qu'il s'était caché dans son jardin, que son fils travaillait à Limoges pour le compte des Allemands. Len[z] m'a ordonné de le reconduire hors d'Oradour en contournant le pays. Je lui ai donné un pain militaire que j'ai tiré d'un camion et lui ai conseillé de ne plus revenir dans la commune avant notre départ et celui de notre troupe de cette région. (10)

Tous ces faits ne concordent pas avec la thèse selon laquelle :

-- "il ne devait y avoir aucun survivant dans le bourg d'Oradour, donc pas de témoins susceptibles de parler plus tard" (dixit J. Sénamaud) ;

-- les SS seraient revenus le lundi matin pour tenter d'effacer les traces de leur (prétendu) crime (11). En effet, à quoi aurait-il servi d'enterrer les cadavres si des personnes susceptibles de témoigner avaient été laissées en vie ?

Voilà pourquoi nous sommes aujourd'hui persuadés que les SS n'avaient pas ordre de massacrer la population d'Oradour. Si les femmes et les enfants furent parqués dans l'église, c'était pour assurer leur sécurité.

Naturellement, une question capitale subsiste: la crainte des SS concernant une éventuelle action du

maquis à Oradour-sur-Glane était-elle fondée? Les chapitres suivants vont apporter la réponse.

NOTES

Notes de 4, I Les SS craignent...

1 Voy. la déposition de J. Darthout recueillie par Guy Pauchou, sous-préfet de Rochechouart, en date du 2 décembre 1944. Voy aussi Oradour-sur-Glane., p. 33.

2 Voy. *Petite histoire...*, p. 36.

3 Voy. *Le drame...*, p. 9.

4 Voy. *Ouest-France*, 24 janvier 1953, p. 2, col. A.

5 Voy. *Ouest-France*, 20 janvier 1953, p. 1, col. B.

6 Voy. *Ouest-France*, 19 janvier 1953, p. 2, col. A. En 1983, à son procès, H. Barth précisa "qu'il ne se souvenait pas en quels termes il s'était adressé à la troupe ce jour-là" (voy. *La Montagne*, 2 juin 1983, p. 10).

7 Voy. *Petite histoire...*, p. 57 : "Cette préméditation sera confirmée devant le Tribunal de Bordeaux par certains accusés déclarant qu'au départ de Saint-Junien on leur avait dit : "Ça va barder !" ; qu'en cours de route un lieutenant annonça à la cantonade : "Aujourd'hui, vous verrez le sang couler" [...]"

8 Voy. *Le Monde*, 22 janvier 1953, p. 5, col. A.

9 Voy. *Au clocher de leur coeur* (brochure non publiée déjà citée), p. 2.

10 Voy. *L'Autre Histoire...*, p. 16. Le témoin désire garder l'anonymat. Toutefois, nous n'hésitons pas à citer son témoignage car de nombreux éléments viennent le confirmer.

11 Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, procès-verbal d'interrogatoire de G. Boos en date du 8 août 1947, 4 p., p. 2.

12 Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, procès-verbal d'interrogatoire de L. Hoehlinger en date du 14 décembre 1944, p. 3.

13 Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, procès-verbal d'interrogatoire de L. Hoehlinger en date du 27 juillet 1946, pp. 2 et 4.

14 Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, en date du 16 juillet 1946, p. 2, procès-verbal d'interrogatoire de J.-P. Elsaesser.

15 Voy. *Ouest-France*, 22 janvier 1953, p. 3, col. A.

16 Voy. *Le Monde*, 23 janvier 1953, p. 4, col. B.

17 Voy. *Le Monde*, 20 janvier 1953, p. 7, col. E. Dès 1945, J.-P. Elsaesser avait déclaré : "C'est [...] Laubert qui m'avait fait monter dans l'arbre pour exercer une surveillance et signaler ce qui pouvait être suspect. Je suis resté un quart d'heure à ce poste d'observation sans rien remarquer de particulier" (voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, procès-verbal d'interrogatoire de J.-P. Elsaesser en date du 24 septembre 1945, p. 6). Lenz, pour sa part, déclara qu'il avait été envoyé dans un arbre en punition et qu'il "n'y faisai[t] rien" (voy. *Ouest-France*, 26 janvier 1953, p. 3, col. A).

18 Voy. *Le Monde*, 20 janvier 1953, col. B, déposition de Graff selon lequel ils ne devaient laisser entrer ou sortir personne du bourg, avec ordre de tirer s'il le fallait ; voy. aussi col. D, déposition de Daul selon lequel ils n'avaient pas ordre de tirer. Voy. *Le Monde*, 21 janvier 1953, p. 7, col. A, déposition de Hoehlinger qui déclara avoir passé trois heures en faction dans un champ ; col. D, déposition de Lohner qui affirme avoir repoussé une jeune fille qui arrivait alors qu'il était, au début de l'opération, en faction aux abords du village.

19 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 31 et *Vision d'épouvante...*, p. 31.

Notes de 4, II Les SS n'avaient pas l'ordre...

1 Voy., par exemple, *Oradour-sur-Glane...*, p. 32, témoignage de J. Darthout ; *Le drame...*, p. 17.

2 Voy. *Les Chemins de la Mémoire* (bimestriel édité par la Délégation à la Mémoire et à l'Information historique), livraison d'août 1994, p. 10.

3 Voy. *Tulle et Oradour...*, pp. 18-21. Certains nous répondront qu'en 1944, Maillé, petit village près de Tours, fut, suite à une action de la Résistance, rasé de la carte par les Allemands, cette opération ayant coûté la vie à 124 personnes sans distinction d'âge et de sexe. Avant, toutefois, de formuler des conclusions hâtives, il conviendrait d'étudier objectivement les causes et les circonstances de ce drame.

4 Voy. *Le Monde*, 27 janvier 1953, p. 5, col. C.

5 Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 80 et *Oradour-sur-Glane...*, p. 34.

6 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 34.

7 "Mme Taillandier, une Parisienne, était à Oradour depuis dix jours [...]. Les SS l'arrêtèrent, mais ils devaient la relâcher, on ne sait trop pourquoi. Elle-même n'en sait rien. Elle leur déclara simplement qu'elle était de Paris, et ce mot sembla laisser rêveur un officier" (voy. *Le Monde*, 28 janvier 1953, p. 4, col. E).

8 "J'ai été présentée [au] chef qui m'a demandé mes papiers. Je n'en avais pas et j'ai dit que j'étais des Bordes, un village situé à 2 kilomètres. Il m'a alors dit de partir vers la route nationale n° 141. Je suis partie, mais je suis revenue avec la famille Lamand jusqu'à Puy Gaillard. Là, l'Allemand en question m'a arrêtée et m'a dit de ne pas aller plus loin, mais de revenir vers la route nationale" (voy. la déposition d'Yvonne Hyvernaud en date du 24 août 1949, dossier d'instruction du procès de Bordeaux, liasse, VI, 2 p., p. 1).

9 Voy. "Compte rendu des événements...", déjà cité, p. II.

10 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'Auguste Lohner en date du 22 novembre 1945, 14 p., p. 9.

11 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 84. On lit : "arrivés le petit matin au petit jour, ils repartirent avant la fin de la matinée. Que firent-ils au juste ? Envoyés, de toute évidence, pour faire disparaître les vestiges les plus compromettants, ils enlevèrent les corps les plus apparents [...]". Voy. aussi *Dans l'Enfer...*, pp. 64-65. En 1953, à Bordeaux, M. Joyeux raconta que, le 12 juin, il était revenu à Oradour. Un ami lui aurait alors conseillé de se sauver car, dit-il : "Les Allemands recherch{ai}ent tous les rescapés d'Oradour pour qu'il n'y ait pas de témoins" (voy. *Ouest-France*, 27 janvier 1953, p. 3, col. B).

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du Secrétariat est aaargh@abbc.com

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is aaargh@abbc.com

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. A reader looks for a document on the Web at his or her own risks. As for the author, there is no reason to suppose that he or she shares any responsibility for other writings displayed on this Site.

Be reminded of the US copyright law, Section 107:

Section 107. Limitations on exclusive rights: Fair use
<http://www.abbc.com/aaargh/fran/poipen/Oradour/CLCORao.html>

23/10/99

... the fair use of copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified in above sections, for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching (including multiple copies for classroom use), scholarship, or research, is not an infringement of copyright. In determining whether the use made of a work in any particular case is fair use the factors to be considered include ---

- (1) the purpose and character of the use, including whether the use is of a commercial nature or is for nonprofit educational purposes;
- (2) the nature of the copyrighted work;
- (3) the amount and substantiality of the portion used in relation to the copyrighted work as a whole, and;
- (4) the effect of the use upon the potential market value of the copyrighted work.

+++++

ARTICLE 19. <Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.>

The Universal Declaration of Human Rights, adopted by the United Nations General Assembly on December 10, 1948,

ARTIKEL 19 der Menschenrechte: <Jederman hat das Recht auf Freiheit der Meinung und der Meinungsäußerung; dieses Recht umfaßt die unbehinderte Meinungsfreiheit und die Freiheit, ohne Rücksicht auf Staatsgrenzen Informationen und Gedankengut durch Mittel jeder Art sich zu beschaffen, zu empfangen und weiterzugeben.> Vereinten Nationen, 10 Dezember 1948.

ARTICLE 19 <Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'ex

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 6](#) | [Partie 7](#) | [Partie 8](#) | [Partie 9](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 7

Quatrième section

Oradour-sur-Glane, village tranquille ?

III

ORADOUR : BASE ARRIÈRE DU MAQUIS

Découverte de cadavres de soldats allemands

L'entretien entre Diekmann et le maire d'Oradour

De nos jours, un épisode survenu le 10 juin 1944 à Oradour est, soit occulté, soit décrit comme un petit intermède sans importance : il s'agit de l'entretien qui eut lieu, vers 15 heures, entre Diekmann et le maire du village, le docteur Paul Desourteaux. (1)

Se fondant sur les déclarations du rescapé J. Darthout, les auteurs du livre intitulé : *Oradour-sur-Glane* prétendent que l'entretien dura *quelques instants* ». (2) En 1992, un autre rescapé, R. Hébras, écrivit :

Leur absence [celle de P. Desourteaux et de Diekmann] fut très courte, à peine le temps d'un aller-retour du Champ de Foire à la mairie. Monsieur le maire regagna les rangs et se plaça près de moi. (3)

Ces deux témoignages tentent manifestement d'établir que les deux hommes avaient peu de chose à se dire ; il fallait donc écourter leur absence et c'est pourquoi l'entretien Diekmann-Desourteaux fut présenté comme un fait mineur.

Pourtant, si nous consultons l'ouvrage d'A. Hyvernaud, nous lisons :

[Le maire] fut alors conduit par l'officier à la mairie, mais il revint seul au bout d'une dizaine de minutes et reprit sa place sans un mot. (4)

Quant à P. Zind, il écrit :

L'entretien en tête-à-tête de Diekmann avec le docteur Desourteaux dura de 10 à 20 minutes. (5)

Par conséquent, deux thèses, ici, s'affrontent : la première selon laquelle l'entretien aurait duré un laps de temps très court ; la seconde selon laquelle il aurait duré au moins dix minutes.

Deux éléments nous persuadent d'opter pour la seconde thèse :

-- Le contexte tout d'abord. Diekmann était venu rechercher un officier enlevé, officier qu'il pensait être retenu dans la localité. La veille, un lieutenant SS, lui aussi capturé, était passé par le village. En outre, des renseignements concordants faisaient état d'un PC du maquis au sein même du bourg. Par conséquent, le commandant SS exigea certainement des explications et le maire ne put les donner en *quelques instants* » ;

-- L'étude chronologique des faits ensuite. Face aux deux thèses contradictoires, nous avons tenté d'établir une chronologie des faits à partir des témoignages de J. Darhout et de R. Hébras (le lecteur pourra se reporter à l'annexe p. 345).

Or, dans les deux cas, un blanc » inexplicable de 15 minutes environ a pu être mis en évidence. Voilà pourquoi l'entretien Diekmann-Desourteaux nous paraît avoir duré plus longtemps que ne le prétendent les deux rescapés.

Quels furent les propos échangés au cours de ce long tête-à-tête ? Selon P. Zind :

Probablement le maire dut alors révéler à son interlocuteur que Kämpfe ne pouvait plus être rendu parce qu'il avait disparu et qu'il ne savait pas, ni où il pourrait se trouver, ni même s'il était encore en vie. (6)

Qu'on nous permette d'aller plus loin. Selon nous, Diekmann ne se contenta pas de parler avec le maire, car on peut se demander pourquoi le SS, s'il avait voulu s'entretenir avec P. Desourteaux uniquement, aurait pris la peine de l'emmener à la mairie (c'est-à-dire loin du Champ de Foire) alors qu'il suffisait de le faire sortir des rangs pour lui parler seul à seul. En vérité, l'officier dut l'emmener ailleurs afin de lui montrer les découvertes (dont certaines très macabres) que les SS venaient de faire à leur arrivée à Oradour.

Des effets allemands découverts à Oradour

Dans les jours qui suivirent le drame, les autorités françaises déclarèrent avoir retrouvé, dans le bourg d'Oradour et dans ses environs, plusieurs objets allemands. En 1945, P. Poitevin parla de :

certaines pièces à conviction telles que des cartouches de soufre [...], des cartes routières, des bidons, des poignards et des équipements allemands trouvés dans le village. (7)

Huit ans plus tard, un séminariste qui avait participé aux travaux de déblaiement du village affirma que, parmi les objets retrouvés, on comptait *une baïonnette* » et *un calot allemand* ». (8)

G. Pauchou et P. Masfrand consacrent une partie entière de leur ouvrage à ces trouvailles (partie intitulée : Les assassins »). Les allégations de P. Poitevin et du séminariste y sont confirmées. Les auteurs mettent l'accent principalement sur trois objets :

-- une carte Michelin et une carte postale découvertes, nous dit-on, le 16 juin 1944 par Jean Villoutreix ;

-- une enveloppe postée d'Allemagne et qui aurait été découverte le 15 juin *dans le chemin du village des Bordes, auprès de deux cadavres d'hommes* ». (9)

Pendant plusieurs pages, MM. Pauchou et Masfrand tentent de démontrer que ces documents ont été perdus le 10 juin par les assassins ».

Plusieurs remarques doivent cependant être formulées.

Tout d'abord, il convient de lire attentivement la déclaration rédigée par J. Villoutreix lorsqu'il apporta aux autorités françaises les objets qu'il avait découverts. Cette déclaration s'énonce comme suit :

Je certifie avoir découvert, le 16 juin 1944, dans le champ de blé de M. Bélivier, demeurant aux Brégères, d'Oradour-sur-Glane, une sacoche ayant appartenu à un soldat allemand qui a dû l'oublier ou la perdre le jour du drame d'Oradour-sur-Glane.

Je déclare sur l'honneur que cette sacoche en toile verte contenait :

1 -- Une toile imperméabilisée verte ;

2 -- Une carte routière Michelin sur laquelle étaient tracés au crayon divers itinéraires avec tous les noms des grandes villes et des mentions de date ;

3 -- Des cartes postales, au nombre de huit, dont une écrite à la main et destinée à être expédiée en Allemagne et dont une autre portait une date ;

4 -- Diverses lettres que j'ai brûlées [*Ibid.*, p. 122].

La dernière phrase doit tout particulièrement retenir notre attention : pourquoi M. Villoutreix a-t-il brûlé les lettres que contenait la sacoche? Cet acte est non seulement illégal (la loi interdit en effet de détruire un objet que l'on trouve) mais incompréhensible; ces lettres pouvaient contenir des indices (noms, adresses) capitaux pour l'enquête. De plus, M. Villoutreix affirme que cette sacoche avait appartenu à un *soldat allemand* ». On en déduit que les lettres étaient rédigées dans la langue de ce militaire. C'est d'autant plus plausible que, nous le verrons ci-dessous, la carte postale *destinée à être expédiée en Allemagne* » était écrite en allemand. Or, M. Villoutreix ne connaissait probablement pas cette langue. Dès lors, pourquoi avoir brûlé des documents dont il ignorait la teneur ?

Venons-en à la carte Michelin. G. Pauchou et P. Masfrand la reproduisent dans leur ouvrage (voy. la planche entre les pages 122 et 123). On y découvre que deux itinéraires y sont tracés avec précision. Certaines villes portent même des indications de date. De façon évidente, il s'agit d'une carte sur laquelle a été porté l'itinéraire d'un convoi militaire. Dès lors, une première conclusion s'impose : la sacoche qui la contenait avait dû appartenir à un chauffeur ou à un gradé, mais certainement pas à un simple soldat. Analysons maintenant les itinéraires. On découvre, sur l'un d'entre eux, des villes telles

que Caussade, Brive, Pierre-Buffière, Limoges (*Ibid.*, p. 125). Or, ces villes étaient situées sur l'axe de marche d'une partie de la division *Das Reich*, partie composée notamment du 3^e bataillon et des sections de canons d'assaut. (10) Ce fait est extrêmement important, car Kämpfe commandait le 3^e bataillon et Gerlach la 2^e section des canons d'assaut. Quand, en outre, on sait que Gerlach a été kidnappé avec son chauffeur et que, d'après J. Canou, la voiture de Kämpfe *contenait des lots importants de cartes d'état-major* », on peut se demander si la sacoche découverte » par M. Villoutreix n'avait pas été saisie dans le véhicule d'un de ces deux officiers SS.

Même à supposer que cette dernière conclusion soit erronée, nous maintenons que la sacoche ne pouvait appartenir à un simple soldat. Par conséquent, sa présence dans un champ non loin d'Oradour reste à expliquer...

Terminons avec la carte postale écrite mais non expédiée (figure 35) et avec l'enveloppe postée d'Allemagne. G. Pauchou et P. Masfrand ont reproduit la première et la seconde respectivement aux pages 130 et 127 de leur ouvrage. Vingt-trois lignes sont consacrées à la carte postale qui, rappelons-le, aurait été perdue le jour du drame par un soldat allemand. Or, les auteurs passent sous silence un indice extrêmement important, savoir : la date figurant sur cette carte. En effet, on peut lire :

O.U. am 2.6.44 », qui peut se traduire par : E[n] C[ampagne], le 2 juin 1944 ». Si cette carte avait été effectivement perdue le 10 juin, il faudrait admettre que son auteur attendait depuis huit jours l'instant de la donner au vaguemestre. Face à cette invraisemblance, nous restons incrédules. (11)

Bien sûr, il serait vain, cinquante ans après, alors que la plupart des protagonistes ont disparu, de prétendre retrouver l'origine réelle de cette carte postale. Toutefois, on ne peut valablement la présenter comme une pièce à conviction ; car elle fait naître plus de questions que de réponses.

Un fait, d'ailleurs, vient confirmer notre conclusion : MM. Pauchou et Masfrand prétendaient que la carte postale et l'enveloppe permettaient *de préciser les noms de certains des assassins* » (*Ibid.*, p. 118). Sur la première, on pouvait lire en guise de signature : *SS Pz. Gr. Lzipke* » (ou *Lzupke* ») et sur la deuxième : *SS gre. Siegfried Kuschke* » (*Ibid.*, pp. 128 et 129). Par conséquent, deux des assassins » étaient désormais connus des services français. Or, à partir de 1945, et bien qu'aucune preuve de leur mort n'ait été apportée, ces deux noms disparurent. On les cherchera en vain parmi les soixante-cinq noms inscrits dans l'acte d'accusation du procès de Bordeaux. Bien plus, lorsqu'on étudie les pièces de l'instruction, on découvre que jamais les enquêteurs n'ont demandé aux inculpés s'ils connaissaient ces deux SS. Au procès de 1953, enfin, ni la carte postale ni l'enveloppe ne furent, à notre connaissance, produites et nulle part ces deux SS ne furent mentionnés. Il en fut de même pour la carte Michelin.

Il semble donc qu'en exhibant ces trois documents les autorités françaises aient agi avec précipitation. Plus tard, il apparut que leur présence à Oradour dans des chemins et dans des champs susciterait d'inévitables questions, très gênantes. Aussi furent-ils tout simplement écartés de la procédure judiciaire et recouverts du voile de l'oubli.

Quoi qu'il en soit, l'affaire des objets perdus » à Oradour reste très intéressante, car si l'on recense les différents documents que les Français auraient découverts après le drame, on trouve : une carte routière, des cartes postales, des lettres, une enveloppe, des bidons, des poignards, un calot, une baïonnette. Or, on nous affirme que les SS avaient choisi Oradour pour opérer en toute tranquillité, loin des maquisards. Dès lors, comment expliquer qu'au cours d'une mission tranquille les SS, dont on connaît l'ordre et la discipline, aient pu perdre, dans les champs, dans les rues et dans les chemins, leurs cartes routières, leur courrier ainsi que de multiples autres équipements ?

En réalité, ces objets n'ont pas la provenance qu'on leur attribue officiellement. On peut penser qu'ils appartenaient à des militaires allemands assassinés à Oradour ou dans la région, bien avant le 10 juin. A l'indignation des derniers défenseurs de la version orthodoxe, nous rappellerons que, dans son journal de bord, le général von Brodowsky a mentionné *des lettres d'un Oberzahlmeister (trésorier)* » qui auraient été retrouvées le 10 juin dans Oradour. (12) Notre hypothèse en sort confortée.

On observera que, si des soldats allemands avaient été tués dans le bourg avant le 10 juin, leurs cadavres auraient dû être retrouvés en même temps que leurs affaires. A juste titre. Aussi allons-nous maintenant suivre les indices de la découverte de corps d'Allemands, le 10 juin, dans le village martyr.

Les restes humains dans la boulangerie Bouchoule

Dans son récit, Gerlach avait donné un renseignement précis concernant Oradour; il parla d'*une boulangerie dans la Grand'Rue* », boulangerie non loin de laquelle se trouvait une remise d'où les maquisards avaient sorti des cordes pour ligoter leurs prisonniers. Lorsqu'ils arrivèrent dans le village, les SS, qui ne possédaient aucune autre information, durent certainement s'y rendre afin d'inspecter les lieux. Que trouvèrent-ils ? Afin d'apporter une réponse possible à cette question, étudions les documents publiés.

Selon un résistant qui, peu après le drame, parvint à *s'introduire clandestinement* » à Oradour, on aurait retrouvé *dans le four d'un boulanger* », *le cadavre de cinq personnes : le père, la mère et les trois enfants* ». (13)

En 1953, à Bordeaux, les rédacteurs de l'acte d'accusation reprirent ce fait :

Dans le four de la boulangerie Bouchoule, on trouve le cadavre de cinq personnes, le père, la mère et les trois enfants [voy. l'acte d'accusation, p. 9].

De même affirmèrent-ils qu'*un étouffoir* » à braises avait été retrouvé qui contenait : *des ossements humains dans un état de carbonisation avancé [Id.]* ».

Plus tard, lors des audiences, le président affirma qu'il s'agissait des *restes d'un enfant* ». (14) *A ces paroles* », écrit le correspondant du journal *Ouest-France*, *le public manifeste violemment son émotion* » (Id.).

A notre connaissance, l'affaire des cinq personnes retrouvées dans le four n'a jamais été éclaircie. Le docteur Bapt, par exemple, (médecin inspecteur de la Santé qui participa aux travaux de secours à Oradour), recensa les lieux où furent retrouvés des cadavres. Il précisa le nombre de corps et leur identité chaque fois qu'elle avait pu être établie. Or, on cherchera en vain, dans son rapport, le cas de cinq personnes qui auraient été découvertes dans un four de boulangerie. A la rubrique *Boulangerie Bouchoule* » on lit uniquement :

Cadavre de M. Milord enlevé par la famille Milord, de Dieulidou, le mercredi 14 [juin] dans l'après-midi. Cadavre de M. Bouchoule (tronc et tête calcinés). (15)

En 1996, V. Reynouard interrogea plusieurs anciens membres des équipes de secours venues à Oradour peu après le drame. L'abbé Philippe Schneider, l'un d'entre eux, lui affirma avoir *vu au moins un cadavre dans le four à pain* », sans plus de précision toutefois. Mesdames Massaloux-Dumay et

Vignerie, pour leur part, ne purent donner aucun renseignement à ce sujet. (16)

Notons, en outre, que plusieurs clichés de la boulangerie Bouchoule ont été publiés dans des ouvrages sur Oradour. (17) Or, aucun d'entre eux ne montre, même de loin, les cadavres prétendument retrouvés dans le four. Bien plus, seule la légende rédigée par J. Delarue les mentionne explicitement. On lit :

La boulangerie [...]. Dans un four, on découvrira les restes calcinés de cinq personnes : le père, la mère et les trois enfants [...] (18)

Plus prudents, MM. Pauchou et Masfrand se contentent d'écrire : *Le four tragique de la boulangerie Bouchoule* ». F. Delage note simplement : *Boulangerie Bouchoule* » ; P. Poitevin intitule le cliché : *Aspect de la boulangerie Bouchoule* » ; quant à la légende publiée dans l'ouvrage intitulé *Oradour-sur-Glane*, elle porte : *La Boulangerie Bouchoule (le four)* ».

Enfin, remarquons qu'en 1953, au Tribunal de Bordeaux, jamais cette affaire ne fut évoquée. S'adressant à l'ancien SS Georges Boos qui affirmait ne pas avoir été devant la boulangerie, le président du tribunal s'écria :

Vous savez bien ce qui vous gêne [...]. Vous savez que dans cette boulangerie il y avait un étouffoir et que dans cet étouffoir on a mis le cadavre d'un petit enfant ! Vous préférez aujourd'hui avoir été le plus loin possible de ce lieu. (19)

L'oubli dans lequel sombrèrent les restes découverts dans le four de la boulangerie nous paraît suspect. Si vraiment ceux-ci avaient appartenu à cinq membres d'une même famille massacrée par les SS, le président du tribunal n'aurait pas perdu cette occasion de le rappeler.

Venons-en maintenant à l'affaire de l'étouffoir.

Celle-ci fut exploitée dès 1944 par la propagande française. Dans son ouvrage, P. Poitevin évoqua : *la vision tragique d'un corps carbonisé dans l'étouffoir d'un boulanger* ». (20)

Dans son rapport rédigé après la tragédie, Mademoiselle Lacoste (aujourd'hui M me Vignerie), qui avait participé aux travaux de secours à Oradour, écrivit :

Pendant huit jours, nous devions travailler avec ces volontaires, vivant au milieu des morts déjà en décomposition. Parmi tous ceux-ci, je me souviens [...] de vous surtout, petit mitron peut-être, que les SS, ô comble de cruauté, avaient fait brûler dans un étouffoir de braises. (21)

Plus sobre, le docteur Bapt se contenta d'écrire : *Boulangerie Bouchoule [...]. Un cadavre dans l'étouffoir* ». (22)

Mais le témoignage le plus précis vint de MM. Masfrand et Pauchou qui déclarèrent avoir constaté :

à proximité du four de ce boulanger [M. Bouchoule] l'existence d'un étouffoir, encore à moitié rempli de charbon, dans lequel on a découvert des ossements humains (vertèbres lombaires) en état de carbonisation avancée. (23)

S'agissait-il vraiment des restes d'un enfant ? Le président du Tribunal de Bordeaux et M^{me} Vignerie-Lacoste n'en doutent pas. En 1996, toutefois, cette dernière déclara :

Ne peux que supposer [qu'il se soit agi] de restes humains car sur l'instant nous avions beaucoup à faire et l'émotion allait augmentant au fur et à mesure des macabres découvertes (24).

Par conséquent, la certitude affichée par M^{me} Vignerie-Lacoste en 1944 ne peut plus être considérée comme un indice probant.

De plus, il convient de noter les divergences dans l'identification des restes. Dans son ouvrage, F. Delage publie un cliché qu'il intitule : *Étouffoir à braises où a été retrouvé un corps de femme carbonisé* ». (25) En 1953, enfin, à Bordeaux, le commissaire Petit déclara :

C'était quelque chose de rabougri, de méconnaissable, calciné. Femme ou enfant ? Je ne sais pas. (26)

Le lecteur notera ici l'incohérence du propos. En effet, si M. Petit qualifie les restes de chose méconnaissable », comment peut-il rejeter a priori la possibilité qu'ils proviennent d'un homme ? De quel droit ?

Remarquons que l'affaire de l'étouffoir donne lieu à bien des tromperies. C'est ainsi que trois clichés de l'objet ont été publiés dans trois ouvrages différents : *Oradour-sur-Glane...* (pp. 65 et 121), *Dans l'Enfer...* (quatrième photographie, entre les pages 48 et 49) et *Ville Martyre...* (planche n° XII, entre les pages 44 et 45). Or, une étude rapide de ces photographies montre que l'étouffoir présenté dans le premier n'est pas identique à ceux visibles dans les deux derniers (voy. notamment la soudure inférieure et les poignées du couvercle). Dans les deux derniers, le corps de l'étouffoir semble être identique, mais le couvercle est différent (la poignée cassée dans l'un est intacte dans l'autre). Chacun semble donc avoir photographié un étouffoir différent (27) (figures 36, 37 et 38).

Ces falsifications, ces silences et ces incohérences sont significatifs. Si, vraiment, l'affaire des restes humains découverts dans la boulangerie avait été claire, gageons que les autorités françaises nous auraient montré ces restes comme elles nous montrent avec complaisance les *ossements divers réunis au cours des travaux de déblaiement de l'église* » (voy. *Vision d'épouvante...*, cliché p. 81 ; ces ossements sont aujourd'hui exposés dans le cimetière d'Oradour, entreposés dans deux boîtes fermées par un couvercle transparent). Aujourd'hui, ainsi, on peut se demander si le magasin de M. Bouchoule ne recelait pas, en réalité, des corps de soldats allemands et des objets leur ayant appartenu. Dans son deuxième ouvrage, d'ailleurs, H. Taege écrit :

Depuis quatre décennies, la rumeur prétend que Kämpfe est mort à Oradour dans le four de la Boulangerie Bouchoule. Des indices parlent plus pour que contre. (28)

On pourra répondre que, le 10 juin 1944 au soir, Diekmann admit qu'il n'avait pas retrouvé l'officier disparu dans Oradour. C'est exact. La vérité sur cette affaire pourrait cependant être connue si, enfin, les autorités françaises et allemandes consentaient à ouvrir leurs archives et si les anciens protagonistes du drame rompaient la loi du silence.

Mais ce n'est pas tout.

Les cadavres jetés dans le puits Picat

Aujourd'hui, le touriste qui visite Oradour peut apercevoir, dans une cour de ferme (la ferme de Lauze), un puits comblé. Sur une plaque, on lit : *Ici des habitants furent enfouis. Recueillez-vous* ». C'est le *puits tragique* » (figure 40). D'après la version officielle, les SS y auraient jeté des habitants du village. P. Poitevin, par exemple, publie un cliché du puits sous lequel on peut lire :

Le puits de la ferme Picat où furent précipitées des victimes [...] (29) .

Selon les auteurs de l'ouvrage intitulé *Oradour-sur-Glane...* :

Il a été impossible de se rendre compte si les infortunées victimes avaient péri à la suite de la fusillade ou si elles avaient été précipitées (30) vivantes comme certains l'ont prétendu. Ce qui est certain, c'est qu'on n'a retrouvé à proximité aucune douille, ni aucune trace de balle. (31)

Depuis 1944, les autorités françaises prétendent qu'il fut impossible d'extraire les cadavres du puits. En guise d'explication, elles prétendent que les corps étaient dans un état de décomposition trop avancé. MM. Pauchou et Masfrand, par exemple, écrivent :

[Les cadavres] étaient tellement décomposés qu'on n'a pu effectuer aucune identification et qu'on s'est vu dans l'obligation de les laisser sur place. (32)

En 1996, dans une lettre à V. Reynouard, M me Massaloux-Dumay a déclaré :

On a essayé de les sortir mais [les cadavres étant] en putréfaction c'était impossible [...].

Cette raison n'est pas crédible. En effet, nous savons que les premiers secours arrivèrent à Oradour le 13 juin (33) et que dès le 14, soit quatre jours après la tragédie, les docteurs Bapt et Benech se rendirent sur les lieux *accompagnés d'une vingtaine de secouristes appartenant à des équipes d'urgence de la Croix-Rouge* » (34) . Or, l'eau d'un puits est à environ 12 °C. Plongé dans un tel milieu, un cadavre pourrit beaucoup moins rapidement que s'il restait exposé à l'air libre au soleil de juin. Par conséquent, à supposer que les corps aient été ceux de civils massacrés le 10 juin, ceux-ci n'auraient nullement eu le temps, en 96 heures, de se décomposer au point de ne pouvoir être ni identifiés, ni même retirés.

En 1996, d'ailleurs, l'abbé P. Schneider a écrit :

Au puits Picat avec mon équipe nous avons essayé de remonter des corps, nous en avons remonté en partie au moins deux [...]. (35)

De son côté, M me Vignerie-Lacoste a précisé :

J'ai vu les cadavres sortis du puits. (36)

Ces propos confirment le rapport de l'inspecteur chargé, en juin 1944, d'enquêter sur le drame, qui avait mentionné :

le cadavre d'une réfugiée [trouvé] dans un puits de la ferme Picat. (36a)

Les termes utilisés sont clairs : des cadavres ont pu être extraits du puits. Par conséquent, la thèse officielle répétée depuis cinquante ans se révèle fausse. De façon évidente, les autorités ont tout fait pour cacher ces corps. Dans son rapport, d'ailleurs, le docteur Bapt précise que :

une dizaine de seaux de chlorure de chaux (à défaut de chaux vive qui eût été préférable) ont été jetés dans le puits qui a été ensuite comblé. (37)

Cet empressement, très suspect, à brûler les corps et à combler le puits vient renforcer nos convictions, à savoir : que les cadavres ou certains d'entre eux n'étaient nullement ceux d'habitants d'Oradour-sur-Glane, mais ceux de soldats alle-mands ou de collaborateurs français qui, bien avant le 10 juin (d'où leur état de décomposition pour certains) (38) , avaient été tués par les maquisards de la région.

Dès lors, on comprend la gêne des autorités françaises. En effet, la présence de ces corps menaçait d'anéantir la thèse selon laquelle Oradour était un petit village tranquille. Il fallait donc les faire disparaître le plus vite possible, ce qui fut fait dès l'arrivée des secours.

Remarquons, d'ailleurs, que les SS ont toujours affirmé avoir retrouvé des cadavres de soldats allemands dans le bourg. Dès le 10 juin 1944 au soir, Diekmann, dans son rapport, déclara que :

l'occupation de la localité [n'avait pas fait] découvrir Kämpfe. Par contre, il [avait] trouvé [é] plusieurs soldats allemands assassinés [...] . (39)

Six jours après, dans son *Journal*, le général Gleiniger écrivit :

Lors d'une conversation le 12 juin 44, un bruit serait venu à la connaissance du préfet régional, selon lequel l'officier payeur Plewe [en réalité ~~Plewe~~], de l'hôpital de campagne de L'Isle-Jourdain, aurait été fusillé par des partisans [...] et transporté à Oradour. (40)

Citons également le général von Brodowsky. Dans son journal, celui-ci écrivit qu'à Oradour ses soldats avaient découvert *des traces de mauvais traitements* ». (41)

Voilà pourquoi nous demeurons persuadés que Diekmann emmena le maire d'Oradour, le docteur P. Desourteaux, non à la mairie comme on le prétend, mais ailleurs (à la boulangerie Bouchoule et à la ferme de Lauze où se trouvait le puits), afin de le confronter aux pièces à conviction : restes humains et objets ayant appartenu à des militaires allemands découverts par les SS.

Notons d'ailleurs que, outre les arguments déjà exposés, la conduite du maire renforce notre conviction.

Le maire se désigne lui-même avec ses quatre fils comme otages

Aujourd'hui, nous savons qu'à Oradour les SS demandèrent des otages au maire qui refusa d'obtempérer.

En 1944, un rescapé, J. Darthout, raconta que cet événement s'était déroulé en trois temps. Tout

d'abord, le maire fut sommé de *désigner trente otages* ». (42) Face à son refus, il fut conduit *quelques instants* » à la mairie (d'après notre hypothèse, comprenez : dix minutes à la boulangerie Bouchoule et/ou à la ferme de Lauze). Puis, après être revenu sur le lieu du rassemblement, il se désigna lui-même, ajoutant que *s'il en fallait davantage, on n'avait qu'à arrêter sa famille* » (Id.). (43)

Cette version fait naître une question : comment expliquer que le maire, qui avait d'abord refusé de désigner un seul otage, ait subitement accepté de s'offrir, en compagnie de ses quatre fils ? Pour qui admet nos conclusions, la réponse est immédiate : lorsqu'il vit le spectacle à la boulangerie Bouchoule et/ou à la ferme de Lauze, P. Desourteaux comprit que, désormais, les SS savaient. Dès lors, conscient de la gravité de la situation, il n'hésita pas à se sacrifier, ainsi que ses quatre fils, pour tenter de sauver la population dont il avait la responsabilité.

D'après la version officielle, le refus du maire de désigner quiconque, excepté lui et sa famille, aurait clos la question des otages, les SS ayant préféré ne pas insister. (44) En 1953, par exemple, C. Broussaudier déclara : *Mais ce n'était point cela [= les otages] qu'on [= les SS] cherchait* » (45)

P. Poitevin renchérit en prétendant que : *par sa noble et courageuse attitude, le maire avait déjoué la basse manoeuvre d'intimidation et de dénonciation.* » (46)

Ce n'est pas exact.

Selon J. Delarue, après que le maire se fut désigné en compagnie de sa famille :

Diekmann se mit à rire :

-- Beaucoup de charges ! dit-il, beaucoup de charges ! (47)

P. Zind décrit un épisode semblable :

De retour sur le Champ de Foire et conscient de la gravité de la situation, le maire s'offrit généreusement comme otage ; si sa personne ne suffisait point, il offrait aussi ses quatre fils [...]. Diekmann lui ricana qu'il y avait trop de charges contre la commune pour que cinq otages fissent l'affaire. (48)

C'est clair : Diekmann refusa l'offre du maire au motif que, selon lui, cinq otages ne pouvaient suffire dans la situation présente. Cette réaction ne saurait nous surprendre.

En effet, nous avons vu que, avant le départ de la troupe pour Oradour, Stadler avait donné des ordres selon lesquels :

Si on ne trouvait pas Kämpfe, [il fallait] faire de *nombreux prisonniers* [souligné par nous], si possible des chefs de maquis, et en avoir assez pour permettre une nouvelle possibilité d'échange. (49)

Le spectacle de la boulangerie Bouchoule et de la ferme de Lauze avait très probablement convaincu Diekmann que Kämpfe, s'il avait été emmené à Oradour, ne pouvait plus être retrouvé vivant. Désormais, seul un espoir subsistait : le fait que l'officier ait pu être emmené ailleurs qu'à Oradour. Dans ce cas, il fallait se préparer à l'échanger contre des otages. Or, un maire (désigné par Vichy!) en compagnie de ses quatre fils ne pouvait nullement être considéré comme une monnaie d'échange.

Le fait que Diekmann n'ait pas lui-même choisi des otages ne saurait, non plus, nous surprendre. En effet, il fallait, pour que la négociation puisse s'engager, offrir non de simples civils, mais des chefs du maquis. Or, comment Diekmann aurait-il pu les distinguer parmi les deux cents hommes qui se tenaient face à lui ? Pour le gradé SS, il ne pouvait être question de ramener à son supérieur trente citoyens ordinaires...

Les hommes dans les granges

Face au refus du maire, Diekmann fit demander aux hommes s'ils connaissaient l'existence de dépôts d'armes clandestins dans le village. (50) N'ayant reçu aucune réponse, (51) il ordonna la séparation des prisonniers en six groupes et leur conduite vers six granges ou garages : les granges Bouchoule, Milord et Laudy, le garage Desourteaux, la remise Beaulieu et le chai Denis.

Chaque groupe était gardé par plusieurs soldats armés. Devant la grange Laudy, par exemple, les SS avaient disposé deux mitrailleuses derrière lesquelles deux d'entre eux s'étaient allongés, prêts à tirer, alors que deux autres se tenaient à côté, *des bandes de balles autour du cou* ». (52) Ces quatre soldats étaient accompagnés d'un supérieur qui, selon Hébras, *ne lâchait pas [les hommes] des yeux* » (*Id.*). Bien que nous n'ayons pas de témoignages concernant les autres granges, nous pouvons supposer que, là aussi, les prisonniers étaient semblablement gardés.

Découverte de dépôts d'armes

Le prétendu pillage du village

Pendant que ces hommes attendaient, des SS fouillaient les maisons.

Selon la version officielle de l'histoire, ces perquisitions furent organisées non pour retrouver Kämpfe (ou, à défaut, des dépôts de munitions), mais pour voler et emporter tout ce qui était possible. P. Poitevin écrit : *en fait d'investigations domiciliaires, la soldatesque commençait à se livrer au pillage* ». (53)

Dans l'ouvrage intitulé *Oradour-sur-Glane...*, on lit :

Ces massacres collectifs n'étaient que le début d'une opération méthodique d'anéantissement : le pillage et l'incendie devaient achever cette oeuvre de destruction.

Le pillage semble avoir commencé pendant l'heure de battement qui s'écoula entre la fin du rassemblement et les exécutions en masse, alors que le groupe des hommes attendait sur le Champ de Foire. Les Allemands visitèrent soigneusement chaque maison, emportant tout ce qui pouvait s'emporter : argent, linge, provisions, objets précieux. Le village étant riche, les camions se remplirent. Après quoi, on brisait les meubles, en attendant d'y mettre le feu [...]. (54)

Les auteurs s'appuient notamment sur le témoignage de Martial Brissaud qui, âgé de dix-sept ans le jour du drame, était resté caché chez lui. Ce dernier aurait déclaré :

Chez moi, je perçus le bruit de meubles brisés. Des soldats fouillaient les pièces, éventraient les armoires et les buffets. Quand ils sortirent, je les ai entrevus emportant des

ballots confectionnés dans des draps et contenant, à n'en point douter, du linge, de l'argenterie, des bijoux et tout le butin qui avait pu les intéresser. (55)

En 1945, un ancien SS d'Oradour, A. Lohner, affirma :

Deux jours durant, nous avons cantonné à Nieul et vécu en somme des produits provenant d'Oradour [...]. Les produits se composaient de saucisses, lard, rôtis froids ; il y avait un peu de tout, raflé dans les habitations. Ceux qui ne possédaient rien ont été nourris par leurs camarades. J'ai même constaté que Binder, un SS de 2ème classe, avait son portefeuille garni de billets de 1 000 francs. Il en a même donné à l'un de ses camarades. Je pense qu'il avait volé cet argent, car on n'avait le droit de posséder que 35 RM en tout et pour tout par mois [...].

Plus tard, je me suis rendu compte que beaucoup d'Allemands de notre compagnie possédaient de fortes sommes d'argent sur eux et ils se livraient à des dépenses et fêtaient après notre départ de Nieul. Beaucoup fumaient de grosses quantités de cigarettes Gauloises qui ne pouvaient provenir que des vols commis à Oradour. Cela m'a permis de conclure que, si ces Allemands avaient montré une telle ardeur pour pénétrer à l'intérieur des habitations, c'était pour voler surtout. (56)

Des SS réfutent la thèse du pillage

Pour le lecteur peu soucieux de vérification, ces paroles ne laissent subsister aucun doute : les SS brisaient et pillaient.

Trois faits, pourtant, doivent nous tenir en éveil. Tout d'abord, notons que, le soir du 10 juin, une grande partie des SS cantonnèrent à Nieul, non loin d'Oradour. Or, si les habitants de cette petite ville s'accordent pour affirmer que les soldats emmenaient avec eux des volailles et des bouteilles de vin probablement récupérées dans le village détruit, aucun témoignage n'évoque du linge, de l'argenterie et des bijoux. (57) Seul M. Michot déclara avoir vu *un SS [...] réparti[r] entre ses camarades [...] des billets de banque qu'il retirait de deux vastes cantines* » (*Ibid.*, p. 108). Remarquons, cependant, que le 10 juin était le jour de paie de la solde décadaire aux troupes (*Löhnungsappel*). (58) De leur côté, les autorités évoquent le coffre-fort de la maison Dupic qui fut retrouvé vide (*Ibid.*, p. 86). Tout cela est bien maigre pour étayer l'accusation de pillage de la part de l'armée occupante mais sans doute fallait-il désigner un coupable pour les nombreux vols et exactions commis dans la région, en cette période révolutionnaire.

Quant au témoignage d'A. Lohner, il est en contradiction avec celui d'un deuxième SS qui, lui aussi pourtant, parla de pillage. En 1947, ce dernier déclara :

tout le peloton du chef de la compagnie visitait les maisons et en sortait des ustensiles qui, comme je l'appris plus tard, étaient destinés aux officiers. Parmi ces ustensiles se trouvaient des objets de valeur, mais je voudrais faire remarquer que seuls les officiers profitaient de ce pillage et que les hommes n'en reçurent pas le moindre objet. (59)

Les termes utilisés sont clairs : les fruits du (prétendu) pillage devaient revenir aux officiers. Bien que l'accusation fût invraisemblable dans une armée réputée pour son ordre et sa discipline, il ne fallait pas se gêner puisque les officiers n'étaient pas cités à comparaître. Mais si, malgré tout, cette accusation était fondée, comment croire que

ces derniers aient laissé de simples soldats enfreindre les ordres et se promener, leur portefeuille rempli de billets volés ?

En réalité, si l'on excepte MM. Lohner et Boos, aucun des SS interrogés (et dont nous avons pu consulter le procès-verbal d'interrogatoire, n'a parlé de pillage. Bien au contraire, la grande majorité d'entre eux déclara que les pillages avaient été interdits par les gradés et que cette directive fut respectée. En 1944, ainsi, L. H_hlinger déclara :

Je n'ai pas eu connaissance qu'à l'occasion du massacre d'Oradour des vols aient été commis par les militaires. Un Allemand m'a affirmé, au cours d'une conversation, que des consignes leur avaient été données à ce sujet. Il était interdit de prendre quoi que ce soit sous la menace d'être fusillé. Je n'ai même pas connaissance que des voitures aient été enlevées à Oradour. A Nieul, je n'ai touché ni vu payer aucun argent. (60)

Citons également :

- Paul Graff :

Pendant le massacre d'Oradour, je n'ai pas constaté qu'il ait été commis de pillages. (61)

- Busch :

Pendant le massacre [...] je n'ai vu personne piller, le capitaine Kahn l'avait défendu. (62)

- J.-P. Elsaesser :

Je me rappelle que dans un des tiroirs du bureau [d'une maison visitée] il y avait des liasses de billets de banque que l'un des SS allemands a voulu dérober, mais [le supérieur] Laubert, survenu à ce moment, l'en a empêché. (63)

Des années plus tard, un ancien incorporé de force alsacien, C. B., qui n'était pas à Oradour le 10 juin 1944, mit également en doute la thèse du pillage. Dans une lettre à V. Reynouard en date du 15 décembre 1996, il écrit :

En ce qui concerne le pillage, nous avons dans notre livret militaire allemand des consignes formelles nous interdisant le pillage sous peine de sanctions devant un tribunal militaire. Cet acte était donc passible de graves sanctions. Alors je ne crois pas un mot des pillages d'Oradour-sur-Glane : linges etc. C'est un grossier mensonge. [...] d'autant plus que nous montions assez vite vers la Normandie. A quoi auraient pu nous servir des draps, du linge etc. ? [...] Non, le pillage à Oradour est absolument faux.

Remarquons d'ailleurs que, selon MM. Pauchou et Masfrand :

On a trouvé, tant dans l'église que dans les granges, une importante quantité de bijoux comprenant une série importante de bagues et d'alliances, dont la plupart sont en or [...]. L'inventaire que nous avons fait de ces tristes reliques comporte une assez grande quantité de pièces de monnaie parmi lesquelles une forte proportion de pièces en argent

[Ibid., p. 102].

Cette constatation rend bien fragile la thèse du pillage.

Si les SS ne pillaient pas, que cherchaient-ils ?

En 1994, M. Brissaud apporta, consciemment ou non, un début de réponse. Au cours d'une conversation avec V. Reynouard, il déclara que, le 10 juin 1944, une dizaine d'Allemands avaient pénétré chez lui, qu'ils *criaient comme des fous* » et qu'ils brisèrent tout au rez-de-chaussée. Il ajouta enfin que *même les cuisinières [avaient été] déplacées* ». V. Reynouard lui demanda alors pourquoi, selon lui, les SS s'étaient acharnés à déplacer de lourdes cuisinières. Son interlocuteur lui répondit : *Peut-être cherchaient-ils quelque chose* ».

Nous remercions M. Brissaud de sa franchise. Toutefois, le *Peut-être* » nous semble superfétatoire. En effet, les cuisinières de l'époque étaient en fonte, volumineuses, très lourdes et difficiles à déplacer. C'était donc l'objet idéal pour masquer une cache. En 1990, d'ailleurs, un autre rescapé, Maurice Beaubreuil, confia à V. Reynouard que, le 10 juin 1944, il s'était dissimulé dans une cache à laquelle on accédait par une trappe qui était située sous une ancienne cuisinière à gaz.

Naturellement, certains pourront répondre qu'en déplaçant de tels objets les SS désiraient uniquement découvrir de l'argent caché. C'est possible, mais notons que M. Brissaud lui-même n'a pas évoqué cette éventualité devant V. Reynouard. Il a simplement déclaré *Peut-être cherchaient-ils quelque chose ?* » ; preuve qu'il ne s'agissait pas, à coup sûr, d'argent. En outre, supposons que les caches aménagées sous les cuisinières aient uniquement servi à protéger des valeurs ; pourquoi, alors, occulter le fait que les SS aient déplacé ces objets ménagers ? Pourquoi n'avoir jamais révélé ce que M. Brissaud a déclaré devant V. Reynouard ? Ces silences trahissent la mauvaise conscience de témoins sans doute liés par un lourd secret.

Selon nous, les SS, qui étaient habitués à la lutte contre le maquis, connaissaient les principales caches habituellement aménagées dans les maisons. Dès lors, le fait qu'ils aient déplacé les cuisinières laisse supposer qu'ils cherchaient non des objets précieux, mais des armes.

Remarquons d'ailleurs que, de l'aveu même de R. Hébras, les Allemands déclarèrent aux hommes d'Oradour :

A Oradour, nous savons qu'il y a un dépôt d'armes ; nous allons perquisitionner et les personnes non concernées seront aussitôt remises en liberté. (64)

Pour les tenants de la version officielle, cependant, la théorie des pillages est utile ; elle occulte le véritable but de la mission des SS et convainc le lecteur moyen que les Allemands se livraient à une opération à base de meurtre, de pillage et de destruction, telle qu'il était d'usage courant de mettre à leur actif.

Les SS trouvent des dépôts d'armes

Quel fut le résultat de ces perquisitions ? Selon les autorités françaises, aucun dépôt d'armes ne put être retrouvé puisque le village était parfaitement tranquille. Dès 1944, ainsi, un rapport de gendarmerie déclara : *Les habitations et immeubles divers du bourg furent visités et fouillés sans résultat [...]*. (65)

Dans son ouvrage, A. Hyvernaud évoque le procès qui se déroula en 1983, à Berlin-Est, contre l'ancien SS Heinz Barth. L'auteur écrit :

Devant le tribunal, Barth reconnut que l'on n'avait pas trouvé d'armes ou de munitions à Oradour, ni pendant ni après la perquisition [...]. (66)

L'aveu du condamné pourra impressionner le néophyte. Mais rappelons-lui le délai de quarante ans qui sépare les faits du procès à sensation mené en pays communiste. Cette procédure visait à répondre à H. Taege qui avait fait paraître son premier livre sur Oradour. H. Barth, vieillard invalide (il avait une jambe de bois), répéta docilement ce qu'on lui avait commandé de dire. La *National-Zeitung*, d'ailleurs, ne s'y trompa guère. Dans sa livraison du 17 juin 1983, on lit : *Comment on brise les gens, les sbires de Honecker ne le savent que trop bien.* »

En 1995, un des témoins à charge à ce procès, R. Hébras, avoua que, lors des audiences, H. Barth *pensait plus à sa famille qu'à nous* ». (67) Il serait intéressant de connaître les pressions qu'avait subies l'accusé.

Quoi qu'il en soit, le procès d'H. Barth ne fut nullement équitable. Depuis 1991, d'ailleurs (après la réunification allemande), l'ancien SS, qui s'est pourvu en cassation, réclame sa révision. (68) Voilà pourquoi ses aveux » lors des audiences nous paraissent sans valeur.

Revenons aux perquisitions. La thèse française selon laquelle les fouilles n'eurent aucun résultat n'est pas acceptée par les Allemands. Dans son rapport du 10 juin 1944, Diekmann déclara que :

La fouille des maisons [avait] perm[is] la saisie de nombreuses armes et de munitions [...]. (69)

En janvier 1945, le juge militaire allemand D. Okrent affirma, après enquête, qu' *une quantité d'armes considérable [avait été] saisie lors de la fouille des maisons* ». (70)

Huit ans plus tard, à Bordeaux, un témoin, Jean Courivaud, déclara que, le 10 juin au soir, il avait parlé à un SS qui lui avait répondu :

Un officier allemand a été tué, un dépôt d'armes a été découvert, les gens d'Oradour tous kaput. (71)

Lors de la même audience, Mademoiselle Senon affirma que, toujours le 10 juin au soir, un groupe de SS montra *des grenades* » à des civils français qui désiraient se rendre à Oradour :

voulant [ainsi] leur faire comprendre qu'on en avait trouvé partout, dans chaque maison. (72)

Dans son ouvrage, P. Poitevin rapporte les propos de Louise Compain selon laquelle un SS aurait déclaré, quelques heures après la tragédie :

Nous trouver des armes et des munitions. Alors faire tout sauter, tout flamber. Écoutez les explosions !... (73)

Ces explosions, le juge D. Okrent en parla explicitement dans son rapport du 4 janvier 1945 où l'on

peut lire :

[...] le feu fut mis au village. Il s'ensuivit dans presque toutes les maisons des détonations provenant des munitions détenues en secret. Les détonations furent si fortes que le commandant en chef dut retirer ses hommes pour leur sécurité.

Les révélations issues des photographies

On objectera qu'il s'agit ici de propos tenus par les SS pour justifier leur action. Cet argument n'est cependant pas recevable ; pour s'en convaincre, il suffit d'examiner les photographies du village martyr prises après la tragédie. En 1994, V. Reynouard présenta à un pompier de la ville de Caen plusieurs de ces clichés. Celui-ci, ignorant de quel village il s'agissait, déclara (en substance) : Ces photographies montrent un village qui a subi un bombardement. C'est un cas typique d'architecture après explosion ». Afin de justifier ses conclusions, l'homme s'appuya sur le fait suivant : aucune trace de suie n'est visible sur la plupart des cheminées des maisons dont le toit est détruit. Or, dit-il, un incendie de toiture laisse des marques très visibles sur les conduits extérieurs des cheminées.

Munie de cette nouvelle connaissance, l'équipe de l'ANEC choisit d'étudier à nouveau toutes les photographies du village prises peu après la tragédie. Elle découvrit que seuls deux clichés montrent, de façon indéniable, des traces de suie sur les conduits extérieurs des cheminées. Le premier représente la poste qui, si l'on en juge par le noir de fumée visible sur les murs, a brûlé. (74) Le second montre plusieurs maisons détruites sur le Champ de Foire. Quatre cheminées sont visibles sur lesquelles on distingue nettement de la suie. (75) L'incendie est ici manifeste car ces hautes cheminées se seraient

effondrées en cas d'explosion. En revanche, tous les autres clichés ne laissent entrevoir aucune trace de suie. Le lecteur se reportera notamment à la page 8 de l'ouvrage intitulé : *Oradour-sur-Glane*. On y voit plusieurs maisons détruites dont les cheminées, quand elles sont visibles, se révèlent immaculées. Le lecteur notera que le mur de la maison centrale est éventré, conséquence sans doute d'une violente explosion. Bien d'autres photographies semblables ont été publiées dans divers documents. (76) En 1996, un pompier honfleurais interrogé par V. Reynouard confirma que certaines maisons à Oradour avaient été détruites non par le feu, mais par le souffle. Dans un article en langue anglaise, d'ailleurs, nous découvrons que, dès le début des années quatre-vingt, des auteurs avaient écrit :

L'étendue de la destruction (c.à d. les bâtiments en pierre réduits à l'état de décombres) a uniquement pu être causée par des munitions lourdes ou hautement explosives. La troisième compagnie *D[er] F[ührer]* n'en avait pas ! Les partisans, toutefois, possédaient les explosifs appropriés dans les dépôts secrets à Oradour-sur-Glane. (77)

Dès lors, la conclusion s'impose : de nombreuses maisons à Oradour ont été détruites non par un incendie, mais par des explosions de très forte intensité. Par conséquent, nous avons la certitude que les SS découvrirent là des dépôts d'explosifs qu'ils firent sauter. Un incendie général s'ensuivit qui se propagea aux maisons où rien n'avait été découvert.

L'inquiétude de la population

Les auteurs actuels occultent l'inquiétude de la population

D'après la version officielle de l'histoire, Oradour était, répétons-le, un village tranquille peuplé

d'habitants paisibles. C'est ainsi qu'aujourd'hui on prétend que, excepté quelques réfractaires au STO, prisonniers évadés ou juifs réfugiés, personne, dans le village, ne s'inquiéta lorsque les SS rabattirent les habitants sur le Champ de Foire.

Dans sa brochure parue en 1992, R. Hébras écrit :

[Sur le Champ de Foire] on parlait peu, bien que personne ne fût réellement inquiet. Les Allemands savaient nous répéter qu'il ne s'agissait que d'un simple contrôle [*Le drame...*, p. 14].

[...] les conversations allaient toujours leur train. Nous devions être au moins six cents sur le Champ de Foire [...]. C'est à ce moment-là que j'aperçus mes camarades de foot. Je me suis frayé un chemin parmi la foule pour les rejoindre et, sans attendre, nous avons entrepris une conversation sur le match que nous allions disputer le lendemain car l'équipe adverse risquait de nous donner du fil à retordre [p. 15].

Malgré ce déploiement de forces impressionnant, personne ne s'inquiétait [p. 16].

[Lorsque les femmes et les enfants furent séparés des hommes] Ma mère esquissa [à mon adresse] un semblant de sourire et, dans ses yeux que je n'oublierai jamais, j'ai lu de la pitié, de la révolte, de la peur [...].

[Chez les hommes] Les conversations allaient toujours bon train car rien dans leur attitude [celle des SS] ne laissait percevoir un danger quelconque pour nos vies [p. 17].

De son côté, A. Hyvernaud écrit :

les habitants, sachant que leur village ne recelait aucun maquis, n'avaient aucune conscience du danger qui les menaçait. (78)

Une population inquiète

Ces affirmations sont cependant contredites par plusieurs témoignages. Durant l'instruction du procès de Bordeaux, un ancien SS, A. Lohner, affirma que, revenu place du Champ de Foire, il vit les habitants rassemblés : *ils avaient l'air inquiet* ». (79) En 1994, Paul Dautre déclara à V. Reynouard que, sur le Champ de Foire, il avait vu des hommes et des femmes pleurer. Quatre ans plus tôt, R. Hébras lui-même tint des propos semblables, affirmant que des femmes pleuraient sur le lieu de rassemblement. Mais le témoignage le plus catégorique émane de J. Darthout. En 1944, celui-ci déclara :

Tous les habitants d'Oradour furent bientôt rassemblés sur la grande place du village. Ce sont des femmes en pleurs, d'autres plus courageuses ou confiantes [...].

Quand toute la population eut été réunie, les Allemands la divisèrent en deux groupes, l'un composé des femmes et des enfants, l'autre des hommes.

Le premier [...] fut [...] conduit à l'église. Pendant qu'il partait, les Allemands nous ont ordonné de faire face au mur [...].

Je risque alors un coup d' il derrière moi, malgré l'ordre reçu, et je vois le groupe de nos mères et de nos compagnes qui s'éloigne lamentablement. Ce sont des femmes qui pleurent, d'autres qui s'évanouissent. Elles se soutiennent entre elles. J'aperçois... pour la dernière fois ma femme qui, en larmes, disparaît avec les autres au tournant de la rue. (80)

La description ne nécessite aucun commentaire : l'immense majorité des femmes d'Oradour affichait ouvertement son désespoir et on conçoit mal une telle réaction de la part de personnes sans reproche. Certaines femmes *savaient* que des crimes avaient été commis et que les SS n'étaient pas venus là uniquement pour contrôler les identités.

Rappelons d'ailleurs que, dans son récit, Gerlach avait parlé de *femmes en veste de cuir jaune et casquées* ». Dans le groupe qui partait vers l'église, il y avait donc certainement des résistantes. Ces dernières, qui connaissaient les exactions des maquis aux alentours d'Oradour, avaient raison de prévoir le pire.

Il faut encore ajouter au dossier le témoignage d'un ancien Waffen-SS allemand présent à Oradour le 10 juin tragique, selon lequel, sur la place du Champ de Foire, certains habitants du village se seraient accusés mutuellement de crimes contre l'occupant. (81)

Naturellement, on nous répondra que, si certains éléments peuvent suggérer que des maquisards seraient passés à Oradour-sur-Glane, rien, dans ce que nous avons écrit, ne vient prouver formellement que des résistants habitaient dans le village. C'est exact. Aussi allons-nous maintenant prouver que des combattants de l'ombre vivaient bel et bien dans Oradour même.

NOTES

1 Voy. l'ouvrage de P. Poitevin et l'article de J. Delarue. On y chercherait vainement une mention relative à cet entretien.

2 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 32. : *On le conduit à la mairie où il reste quelques instants ; puis il revient vers le lieu du rassemblement [...] ».*

3 Voy. *Le drame...*, p. 17.

4 Voy. *Petite histoire ...*, pp. 43-45.

5 Voy. *Nouvelle Voix*, n° 64, p. 5, col. B.

6 Voy. *Nouvelle Voix*, n° 64, p. 5, col. B.

7 Voy. *La Marseillaise du Centre*, 11 juin 1945, déjà cité, p. 1.

8 Voy. *Le Monde*, 31 janvier 1953, p. 5, col. E.

9 Voy. *Vision d'épouvante...*, pp. 122 et suivantes.

10 Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 6 (Axe B : Caussade - Cahors - Brive - Limoges »), la carte p. 11 (la ville de Pierre-Buffière apparaît) ainsi que pp. 8 et 10 (on y découvre les éléments qui devaient emprunter l'Axe B).

11 Comme il est hors de question que ce SS se soit trouvé à Oradour le 2 juin, la logique nous porte à croire que cette carte fut dérobée sur un soldat mort, peu après la date qu'elle porte mais ailleurs qu'à Oradour.

12 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 109.

13 Voy. *Les Huns...*, p. 79, texte émanant des Mouvements Unis de Résistance - Combat, Franc-Tireur, Libération, CGT, Parti Socialiste, Armée Secrète et intitulé : Les Huns sont passés par là ». Voy. aussi *Oradour-sur-Glane...*, p. 59.

14 Voy. *Ouest-France*, 21 janvier 1953, p. 3, col. A. Voy. aussi *Le Monde*, 22 janvier 1953, p. 5, col. B.

15 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 67.

16 Le rapport rédigé à l'époque des faits par Suzanne Vignerie a été publié par P. Poitevin (voy. *Dans l'Enfer...*, pp. 178-180 ; Suzanne Vignerie s'appelait alors M^{lle} Lacoste).

17 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 65 ; *Dans l'Enfer...*, sixième photographie, entre les pages 32 et 33 ; *Ville Martyre...*, planche XII, entre les pages 44 et 45. *Vision d'épouvante...*, p. 73 ; *Oradour, Tulle...*, p. 1825.

18 Voy. *Oradour, Tulle...*, p. 1825.

19 Voy. *Le Monde*, 22 janvier 1953, p. 5, col. B.

20 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 79.

21 *Ibid.*, pp. 179-180.

22 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 67. Voy. aussi *Dans l'Enfer...*, p. 149.

23 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 59.

24 Lettre à Vincent Reynouard en date du 9 avril 1996.

25 Voy. *Ville Martyre...*, planche XII, entre les pages 44 et 45.

26 Voy. *Le Monde*, 30 janvier 1953, p. 5, col. D.

27 Aujourd'hui, le visiteur peut voir un étouffoir dans le Mémorial d'Oradour. Il s'agit vraisemblablement de celui montré dans l'ouvrage intitulé : *Oradour-sur-Glane...* (voy figure 39).

28 Voy. *Wo Ist Abel ?*, p. 111 : *Seit vier Jahrzehnten behauptet sich das Gerücht, daß Kämpfe im*
<http://www.abcc.com/aaargiv/iran/poipen/Oradour/CLCora/.numi>

Backofen der Bäckerei Bouchoule in Oradour umgekommen sei. Indizien sprechen eher dafür als dagegen ».

29 Voy. *Dans l'Enfer...*, huitième photographie, entre les pages 32 et 33.

30 MM. Pauchou et Masfrand utilisent le mot *enterrées* », ce qui est une erreur puisque, à l'arrivée des secours, le puits n'était pas comblé (voy. *Vision d'épouvante...*, p. 71).

31 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, pp. 58-59.

32 Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 69.

33 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 86.

34 Voy. *Dans l'Enfer...*, pp. 143-144.

35 Lettre à V. Reynouard en date du 18 mars 1996.

36 Lettre à V. Reynouard déjà citée. L'auteur poursuit : *J'avais des occupations sur d'autres lieux et ne peux vous informer davantage* ».

36a Voy. le rapport du 4 juillet 1944 in *La mémoire d'Oradour...*, p. 104, col. B.

37 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 154.

38 Voy., à ce sujet, le rapport de la Gendarmerie nationale en date du 28 septembre 1944 (présent dans le dossier de l'instruction du procès de Bordeaux). On y apprend que le puits Picat *contenait des débris humains* ».

39 Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 30.

40 *Dem Regional-Präfekten sei bei einem Gespräch am 12.6.44 ein Gerücht zur Kenntnis gekommen, wonach der Zahlmeister Plewé von Kriegslazarett Isle-Jourdain von Partisanen erschossen [...] und nach Oradour geschafft worden sein soll* » (extrait d'un document détenu par l'équipe de l'ANEC).

41 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 109.

42 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 32. Notons qu'en 1953, à Bordeaux, J. Darthout omit de mentionner cet épisode (voy. les sténotypies du procès, audience du 22 janvier 1953, pp. 49-53).

43 Un autre témoin, R. Hébras, affirme que le maire, après s'être désigné avec ses quatre fils, déclara : *Quant au reste, choisissez vous-même* » (voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 46).

44 Voy. *Le drame...*, p. 17 et *Oradour-sur-Glane...*, p. 32.

45 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 31.

46 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 29.

47 Voy. *Oradour, Tulle...*, p. 1825. Voy. également *Plus près de la vérité...*, pp. 217-218. P. Maysounave s'est visiblement inspiré des écrits de J. Delarue.

48 Voy. *Nouvelle Voix*, n° 64, p. 5, col. B.

49 Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 26.

50 *Puis vint un Allemand qui demanda s'il y avait un dépôt d'armes caché à Oradour-sur-Glane* » (voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 39, déposition d'Yvon Roby).

51 D'après certains, seul M. Lamaud sortit des rangs pour déclarer qu'il avait une *carabine de 6 mm de calibre* », arme autorisée par la préfecture. *Elle ne nous intéresse pas* », lui fut-il répondu (sur cette intervention, voy., par exemple, *Oradour-sur-Glane...*, p. 33). En 1953, MM. Broussaudier et Roby affirmèrent que plusieurs hommes firent une semblable déclaration (*Il y en a plusieurs (je crois quatre ou cinq parmi la population), qui ont dit : "J'ai une carabine de 6 mm" »* [voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 32] ; *Certains ont répondu qu'ils avaient des carabines de 4, 5 mm* » [*Ibid.*, p. 39]). Ces différences ne nous paraissent pas importantes.

52 Voy. *Le drame...*, p. 20.

53 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 31.

54 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 58.

55 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 32.

56 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'A. Lohner, en date du 22 novembre 1945, 14 p., p. 9.

57 Voy. *Vision d'épouvante...*, pp. 93, 104-108.

58 Renseignement que nous a aimablement fourni G.D. dans une lettre du 17 décembre 1994.

59 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de G. Boos, en date du 21 avril 1947, 3 p., p. 2.

60 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de L. H_hlinger, en date du 14 décembre 1944, 4 p., p. 4.

61 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de P. Graff, en date du 10 octobre 1946, 3 p., p. 2.

62 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de Busch, en date du 26 août 1947, 3 p., p. 3.

63 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de J.-P. Elsaesser, en date du 24 septembre 1945, 8 p., p. 4. L'inculpé déclara toutefois qu' *il est certain que des vols ont été commis par plusieurs d'entre nous* ». En guise d'exemple, il cite le cas de deux SS qui ont, l'un, emporté *un briquet* », l'autre, *une collection de pièces de monnaie* » (*Id.*).

64 Voy. *Le drame...*, p. 17. On rétorquera que les SS mentaient puisque tous les hommes furent massacrés. Nous verrons cependant plus loin l'explication de cette apparente contradiction.

65 Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, rapport du 28 septembre 1944 signé : Bord », p. 1.

66 Voy. *Petite histoire ...*, p. 76.

67 Voy. *Le Populaire du Centre*, 12 mai 1995, p. 2, col A de l'encadré.

68 Voy. la lettre de Peter Ehrlich à H. Taege en date du 5 juillet 1991 (*M. Barth attend la décision concernant sa demande de révision du procès* ») et la lettre de H. Barth à M. Genesch en date du 8 juin 1991 (*j'ai écrit à mon avocat [...] pour demander où en était mon pourvoi en cassation* »). Lettre dont une copie a été transmise à l'équipe de l'ANEC par H. Taege.

69 Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 30. Trois ans plus tard, devant la police judiciaire française, H. Werner confirma que, le soir du massacre, Diekmann avait dit : *Au cours des fouilles, il s'avéra que, dans toutes les maisons, des armes et des munitions étaient cachées* » (voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'H. Werner, en date du 20 novembre 1947, p. 3).

70 Voy. le rapport Okrent » du 4 janvier 1945, p.2 : *Nach Brechung des Widerstandes wurde bei der Durchsuchung der Häuser eine erhebliche Anzahl von Waffen sichergestellt* ». Ce rapport est intégralement reproduit en fin d'ouvrage (voy. Annexes Doc 7.1.1 et Doc 7.1.2 et sa traduction Doc 7.2.1 et Doc 7.2.2).

71 Voy. *Ouest-France*, 28 janvier 1953, p. 3, col. A.

72 Voy. *Le Monde*, 29 janvier 1953, p. 4, col. E.

73 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 56.

74 Voy. *Dans l'Enfer...*, cliché entre les pages 48 et 49 ; *Oradour, Tulle...*, p. 1824.

75 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 26 ; *Dans l'Enfer...*, cliché entre les pages 96-97 ; *Vision d'épouvante...*, cliché p. 38.

76 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, pp. 5, 25 ; *Oradour, Tulle...*, p. 1824, cliché en haut à gauche ; *Dans l'Enfer...*, clichés entre les pages 16-17, 32-33, 96-97. En 1953, à Bordeaux, le témoin A. Renaud déclara : *l'incendie des maisons [...] a été fait par des grenades incendiaires, qui ont explosé* » (voy. les sténotypies du procès, audience du 22 janvier 1953, p. 24). Or, aucune grenade ne peut éventrer une maison. De façon évidente, les explosions entendues par le témoin étaient dues à des munitions lourdes... que les SS ne possédaient pas à Oradour.

77 Article paru en anglais (p. 8, col. C), sans référence, provenant des archives de R. Faurisson.

78 Voy. *Petite histoire ...*, p. 42.

79 Voy. procès-verbal d'interrogatoire d'A. Lohner en date du 22 novembre 1945, p. 6.

80 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, pp. 31-32.

81 Révélation faite à Vincent Reynouard par C. B. lors d'une conversation téléphonique début décembre 1996. L'ancien Waffen-SS allemand d'après lequel les habitants d'Oradour se sont accusés mutuellement de crimes contre l'occupant s'appelait M. Meyer. C. B. a évoqué de nouveau son témoignage dans une lettre à V. Reynouard en date du 16 décembre 1996 .

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du Secrétariat est <aaargh@abbc.com>

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is <aaargh@abbc.com>

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. A reader looks for a document on the Web at his or her own risks. As for the author, there is no reason to suppose that he or she shares any responsibility for other writings displayed on this Site.

Be reminded of the US copyright law, Section 107:

Section 107. Limitations on exclusive rights: Fair use

... the fair use of copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified in above sections, for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching (including multiple copies for classroom use), scholarship, or research, is not an infringement of copyright. In determining whether the use made of a work in any particular case is fair use the factors to be considered include ---

- (1) the purpose and character of the use, including whether the use is of a commercial nature or is for nonprofit educational purposes;
- (2) the nature of the copyrighted work;
- (3) the amount and substantiality of the portion used in relation to the copyrighted work as a whole, and;
- (4) the effect of the use upon the potential market value of the copyrighted work.

+++++

ARTICLE 19. <Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.>

The Universal Declaration of Human Rights, adopted by the United Nations General Assembly on December 10, 1948,

ARTIKEL 19 der Menschenrechte: <Jederman hat das Recht auf Freiheit der Meinung und der Meinungsäußerung; dieses Recht umfaßt die unbehinderte Meinungsfreiheit und die Freiheit, ohne Rücksicht auf Staatsgrenzen Informationen und Gedankengut durch Mittel jeder Art sich zu beschaffen, zu empfangen und weiterzugeben.> Vereinigten Nationen, 10 Dezember 1948.

ARTICLE 19 <Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit>
Déclaration internationale des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU à Paris, le 10 décembre 1948

ARTICULO 19 <Todo individuo tiene derecho a la libertad de opinión y de expresión; este derecho incluye el de no ser molestado a causa de sus opiniones, el de investigar y recibir informaciones y opiniones, y el de difundirlas, sin limitación de fronteras, por cualquier medio de expresión.>
Declaración universal de los derechos humanos, adoptada por la Asamblea General de las Naciones Unidas el 10 de diciembre de 1948 en París

| [Partie 1](#) | [Partie 6](#) | [Partie 7](#) | [Partie 8](#) | [Partie 9](#) |

L'adresse électronique de ce document est:

<http://www.abbc.com/aaargh/fran/polpen/Oradour/CLCora7.html>

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | |
[Affaire Reynouard](#) | [A propos d'Oradour](#) |

<aaargh@abbc.com>

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 7](#) | [Partie 8](#) | [Partie 9](#) | [Partie 10](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 8

Quatrième section

Oradour-sur-Glane, village tranquille ?

IV

DES MAQUISARDS DANS ORADOUR

Le cas des réfugiés politiques et raciaux à Oradour

Pendant la guerre, Oradour avait accueilli de nombreux réfugiés. A ce sujet, P.Poitevin écrit:

Depuis 1940, la population [du village] avait augmenté d'un certain nombre de réfugiés, dont quelques Israélites, des Alsaciens et des petits Lorrains pour lesquels une école spéciale avait été ouverte. Ajoutons également des enfants de Sartrouville, près de Paris, de Nantes, de Montpellier et d'Avignon, évacués et placés dans des familles du bourg ou des hameaux.

Au total, 1680 cartes d'alimentation étaient distribuées chaque mois à la population . (1)

Plus précis, A.Hyvernaud déclare:

En septembre 1939, plusieurs secteurs du Bas-Rhin ont été évacués d'office. Oradour est désigné pour héberger 400 habitants de Schiltigheim, petite ville proche de Strasbourg; mais, après l'armistice de juin 1940, presque tous les évacués regagnent leur domicile. Ils ne tarderont pas à être remplacés par 63expulsés lorrains [...]. Il y avait, en outre, plusieurs réfugiés non recensés car ils ne percevaient pas d'allocations. (2)

D'après ces textes, donc, Oradour abritait des réfugiés français, en majorité des enfants.

Toutefois, notons que, selon H.Taege:

des républicains et des communistes espagnols [...] avaient trouvé refuge à Oradour après la victoire de Franco. Ils étaient au nombre de 20 à 30 et habitaient des baraques offertes par le gouvernement français.(3)

Ce fait n'étant jamais mentionné dans les livres officiels», V.Reynouard mena une petite enquête à Oradour même. Celle-ci fut fructueuse. En 1994, A.Renaud, un rescapé, lui déclara qu'effectivement un camp pour soldats espagnols réfugiés avait existé près du village en 1940. Mais, s'empessa-t-il d'ajouter, ceux qui l'habitaient étaient tous partis en 1944. Tel n'est cependant pas l'avis de M.Lamaud, guide à Oradour, qui affirma qu'en 1944 des républicains espagnols vivaient encore dans le bourg.

Le 643 e GTE à Oradour-sur-Glane

La vérité sur cette question fut découverte par MM.Reynouard et Lewkowicz aux Archives départementales de la Haute-Vienne. Là, ils apprirent un fait qui, à notre connaissance, n'a jamais été dévoilé depuis 1944. Ils apprirent qu'à Oradour le 643 e Groupement de Travailleurs Étrangers (643 e GTE) avait été implanté par les autorités françaises. (4) Ces groupements rassemblaient des étrangers (le plus souvent des réfugiés) qui étaient employés en France dans diverses activités. Certains d'entre eux vivaient avec leur famille qui habitait le village où le père travaillait. A intervalle régulier, ces personnes devaient aller signaler leur présence auprès d'organismes qui tenaient des cahiers de contrôle. En ce qui concerne Oradour, quatre de ces cahiers sont consultables aux Archives de la Haute-Vienne, chacun d'entre eux couvrant une année. Il est ainsi possible de s'informer sur la présence de ces travailleurs pour la période allant de 1941 (premier cahier) à 1944 (dernier cahier). Pour l'année 1941, il existe en outre une liste nominative comprenant les noms des travailleurs, ainsi que l'adresse éventuelle de leur femme et de leur(s) enfant(s).

La présence d'étrangers à Oradour est également confirmée par les listes nominatives des victimes du drame survenu le 10 juin. (5) En effet, on y découvre vingt-cinq noms de personnes nées hors de France, la plupart (14 exactement) étant originaires... d'Espagne (voy. Liste des étrangers en annexe). Par conséquent, 4% des victimes du drame du 10 juin étaient des étrangers. Résultat très élevé pour un petit village du Limousin. De plus, une simple étude de cette liste démontre qu'il s'agissait de réfugiés politiques arrivés en France de fraîche date. Si, par exemple, nous prenons le cas des époux Tellez (originaires d'Espagne mais vivant à Oradour en 1944), nous découvrons qu'ils eurent trois enfants, les deux premiers nés en Espagne en 1926 et 1933, le troisième né en France en 1942. Par conséquent, cette famille dut fuir son pays natal entre 1933 et 1942. Or, Franco prit le pouvoir en 1939. Voilà pourquoi les Tellez nous semblent pouvoir être classés parmi les réfugiés républicains espagnols. Il en est de même pour les époux Miozzo, originaires d'Italie. Ceux-ci eurent sept enfants, le premier né en Italie en 1925, les autres nés en France entre 1929 et 1940. Or, c'est précisément en 1925 que Mussolini (président du Conseil depuis 1922) consolida définitivement son pouvoir, entraînant une première vague d'émigration. (6) Nous pourrions également citer le cas de la famille Serrano-Robles-Pardo, dont les parents naquirent en Espagne mais dont les trois enfants naquirent en France entre 1941 et 1943; de la famille Gil-Espinoza, originaire d'Espagne, dont les deux enfants naquirent dans ce pays en 1929, mais qui vivait en France en 1944; de la famille Lorente-Pardo, dont les deux enfants naquirent également en Espagne en 1933 et 1935, mais qui vivait en France en 1944 (figures 41 et 42). (7)

Toutes ces personnes semblent donc avoir fui le régime de Franco ou de Mussolini. Aujourd'hui, ainsi, il nous paraît établi qu'à Oradour vivait un nombre important de réfugiés politiques étrangers, notamment des républicains espagnols.

Des Espagnols dans les maquis

Voilà déjà un résultat très intéressant, car nous savons que les réfugiés espagnols furent très actifs dans la Résistance. Lorsque le maquis des Glières fut anéanti, les miliciens découvrirent, parmi les cadavres, des FTP espagnols. Il en était de même parmi les prisonniers. (8) Le 19 juillet 1994, la chaîne française de télévision FR3 diffusa la quatrième partie d'une émission intitulée: *1944: la France libérée*. Parmi les documents d'archives, on put voir un film d'époque montrant un défilé de guérilleros espagnols dans Toulouse libérée. (9) Quelques semaines plus tard, un autre documentaire, intitulé: *L'espoir pour mémoire*, fut diffusé. On put y entendre des *combattants célèbres ou anonymes de la terre d'Espagne, qui [avaient] pour la plupart rejoint par la suite les mouvements de Résistance*. (10) L'équipe de l'ANEC possède en outre la copie d'une brochure rédigée par Degliame-Fouche (membre du CNR) à la gloire du maquis limousin. Sur une page est publié un dessin de A.Chem qui, de façon extrêmement suggestive, représente un maquisard espagnol. (11) Tous ces documents prouvent que les Espagnols qui avaient fui le régime de Franco jouèrent un rôle important dans la Résistance.

Naturellement, certains protesteront à juste titre que ces rappels ne permettent pas d'affirmer que les étrangers réfugiés à Oradour étaient des maquisards. Nous allons donc entreprendre l'analyse comparée des listes de morts et des registres de contrôle.

Sur ces derniers, tout d'abord, on découvre les noms de MM.Félix Chorques-Navalon, Gregorio Lahoz-Latorre et Manuel Tejedor-Della dont les familles (composées d'une femme et d'un enfant au minimum) habitaient à Oradour-sur-Glane en 1941. D'après les registres de contrôle, ces hommes ont travaillé au 643 e GTE jusqu'au 10 octobre 1944, date à laquelle ils ont été libérés par arrêté préfectoral. Or, aucun Chorques-Navalon, Lahoz-Latorre ou Tejedor-Della ne figure sur les listes de morts. Où étaient donc ces familles le jour du drame? On nous répondra qu'elles étaient parties à Limoges ou ailleurs. Peut-être, mais il est à noter que, dans leur ouvrage, MM. Pauchou et Masfrand consacrent un paragraphe entier aux *rescapés* qui *ont eu la vie sauve parce qu'ils étaient absents d'Oradour au cours de cet après-midi-là*. (12) Treize noms suivent parmi lesquels on cherchera en vain ceux de ces réfugiés. Par conséquent, et jusqu'à preuve du contraire, nous pouvons supposer qu'il s'agissait de familles dont le père était résistant et qui, avant l'arrivée des SS, eurent le temps de se cacher ou de fuir...

Mais il y a plus encore. Sur les listes des morts figurent les noms de SarahJakobowicz, (13) Emilia et Angéline Massachs, (14) Maria Tellez, (15) Philibert-Libertho, Armonia et Miquel Tellez, (16) Antonia Lorente (17) et Nuria Lorente-Pardo. (18) En 1994, nous avions, en vain, tenté de savoir où s'étaient trouvés, le 10 juin 1944:

-- les parents de S. Jakobowicz, d'Emilia et Angelina Massachs;

-- les maris de Mesdames Tellez et Lorente.

Il était possible d'affirmer que ceux-ci n'étaient jamais venus en France. Deux ans plus tard, cependant, V. Reynouard et H. Lewkowicz découvrirent la réponse. Les registres de contrôle comportent les

noms suivants:

-- Jankel Jakubowicz (juif russe);

-- Juan Mazachs-Prat;

-- Juan Telles-Dominguez;

-- Francisco Lorente-Prior.

On y apprend en outre que la femme de M. Massachs (donc la mère d'Emilia et Angelina) habitait Oradour en 1941. Nous en déduisons:

-- que toutes ces personnes étaient bien venues en France avec leur famille,

-- qu'elles habitaient Oradour en juin 1944.

Or, leurs noms ne figurent ni sur les listes des morts, *ni sur les listes de rescapés*. Par conséquent, où étaient-elles ce 10 juin 1944? La réponse à cette question se trouve dans les différents registres de contrôle. On y découvre que -- excepté J. Tellez -- tous ces hommes:

-- quittèrent leur poste de travail et furent portés déserteurs entre 1943 (F. Lorente-Prior) et mai 1944 (J. Jakobowicz);

-- que tous furent repris sur les listes en octobre 1944. (19)

Où étaient-ils pendant cet intervalle de temps ? Pour répondre, il suffit de consulter le livre de P. Maysounave. On y apprend que, sur les 35 maquis officiellement recensés en Haute-Vienne, 28 (soit 80%) se constituèrent entre juin 1943 et juin 1944. (20) Par conséquent, ces réfugiés disparurent au temps où les rangs de la Résistance grossissaient chaque jour et ils réapparurent une fois le territoire libéré de l'occupant. Dès lors, aucun doute n'est permis: ces étrangers avaient, bien avant le 10 juin 1944, rejoint les rangs des maquis. Ils revinrent à la vie civile une fois les combats terminés. (21)

Les autorités françaises, d'ailleurs, le savent bien. Aussi préfèrent-elles cacher l'existence des réfugiés politiques à Oradour-sur-Glane. De même prennent-elles soin de ne pas citer les noms de certains rescapés considérés comme gênants».

Quoi qu'il en soit, la présence, à Oradour, d'opposants au fascisme (Italiens, Espagnols, juif russe) qui, de façon certaine, rejoignirent les rangs de la Résistance, porte un très grave coup à la thèse du village martyr vivant en marge du combat clandestin.

Des autochtones dans la Résistance

Lorsque V. Reynouard enquêta à Oradour, certains rescapés lui firent des révélations très surprenantes.

Ainsi en fut-il de Maurice Beaubreuil. Réfractaire au Service du Travail Obligatoire, il avait rejoint son frère, un prisonnier qui n'était pas rentré de permission et qui s'était caché à Trinsolas (Haute-Vienne). Le 9 mai 1944, tous les deux s'étaient réfugiés chez leur tante, épicière à Oradour-sur-Glane. (22)

Après la guerre, M. Beaubreuil déclara:

<http://www.adoc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCOrad.nmm>

23/10/99

[...] pour mettre de notre côté toutes les chances, en cas de fouille intempestive, nous avons eu l'idée de chercher une cachette où nous pourrions nous glisser. C'est ainsi que nous avons aménagé cette trappe dont nous ne savions pas qu'un jour elle nous sauverait la vie... [Id.]

Notons en passant que cette déclaration contredit l'allégation de P. Maysounave selon laquelle la cache avait été: *prévue en cas de fouille ou de perquisition de l'épicerie (car les contrôleurs du ravitaillement passaient régulièrement)* ». (23)

Interrogé par V.Reynouard le 8août 1990, M. Beaubreuil affirma que cette trappe avait été spécialement aménagée par son oncle et qu'elle était située sous une ancienne cuisinière à gaz. Les différentes descriptions du témoin sont claires: il ne s'agissait pas d'une cache de fortune, mais d'une cache soigneusement aménagée.

C'est étonnant. D'après l'histoire officielle, Oradour était un village paisible, un village situé à l'écart des grands itinéraires routiers et, donc, rarement traversé par les convois allemands. (24) Dès lors, l'aménagement d'une telle cache ne s'imposait nullement; bien des recoins pouvaient suffire pour se dissimuler au cas (improbable) où des Allemands auraient fait irruption dans le bourg. L'explication est donc ailleurs.

Nous avons sans doute approché la vérité quand M. Beaubreuil lui-même confia qu'il était membre d'un maquis. Bien sûr, il s'empressa d'ajouter que ce maquis était non actif et que sa mission personnelle se bornait à rester en relation avec Limoges.

Nous remercions le témoin pour sa révélation qui nous a permis de soulever un coin du voile. Un coin seulement. En effet, un maquis dont certains membres furent chargés d'établir des liaisons avec les villes des alentours ne saurait être qualifié de maquis non actif. De tels maquis ont, certes, existé un peu partout en France. Mais ils étaient constitués notamment de jeunes réfractaires au STO qui se cachaient loin des villes. Leur unique souci était de ne pas être découverts et leur principale mission de se ravitailler chaque jour. Dénués de tout moyen, il ne pouvait être question pour eux d'établir des relations avec les villes avoisinantes.

En 1994, V. Reynouard apprit, par hasard, que la cache où se glissa M. Beaubreuil avait été en réalité aménagée par M. Borie. (25) Or, nous verrons plus loin que ce dernier faisait partie de la résistance communiste. Par conséquent, nous sommes aujourd'hui persuadés que M. Beaubreuil faisait partie de la Résistance *active* et que la cache aménagée chez sa tante servait aux maquisards, sans doute pour cacher des armes.

M. Beaubreuil n'est cependant pas le seul habitant d'Oradour à avoir eu des contacts avec la Résistance. Au cours de son enquête à Oradour, V. Reynouard apprit qu'en 1944:

-- A. Renaud était le chauffeur d'un résistant juif de Lyon, un dénommé Schmidt. Lorsque ce dernier fut capturé, A. Renaud préféra revenir à Oradour, son village d'origine, muni d'une fausse carte d'agriculteur; (26)

-- M. D... (autre rescapé) avait été placé, par des résistants, dans une ferme à Saint-Bonnet de Bellac (32 km d'Oradour). C'était un membre supplétif du maquis. Il n'avait aucune mission précise et devait uniquement se tenir prêt au cas où, dans le cadre d'une mission quelconque, la Résistance aurait eu

besoin de lui. Un soir, en proie au mal du pays», il était soudainement revenu chez lui, à Oradour. Toutefois, les maquisards, qui avaient été informés de son retour, pouvaient toujours le contacter; (27)

-- Paul Doire (habitant d'Oradour) ravitaillait les maquis des environs en pain. (28)

Mieux encore:

-- M. Dupic, un des notables d'Oradour, était membre de l'Armée Secrète et servait de boîte aux lettres. (29) Précisons que son cadavre fut retrouvé non dans une grange (avec ceux des autres hommes) mais dans le jardin de sa maison. (30) Or, nous savons que les SS fusillèrent tous les résistants qu'ils découvrirent cachés dans le village...

-- M. Borie, un des cinq hommes rescapés des granges, était membre des Francs-Tireurs et Partisans Français (FTP). (31) D'après M. Renaud, il était uniquement chargé de la liaison entre les maquis de Chamboret et de Pelchevent, non loin d'Oradour.

Oradour-sur-Glane n'était pas un village tranquille

Ce qui surprend, c'est la continuelle affirmation selon laquelle les hommes d'Oradour étaient des maquisards non actifs»; qu'ils se contentaient d'établir des liaisons, de faire circuler des lettres, de distribuer du pain, d'attendre d'hypothétiques ordres...

Aujourd'hui, on reconnaît que, tout autour du village, des maquis actifs» s'étaient constitués (à Peyrilhac, à Cieux...) et que, là, des attentats et des meurtres étaient commis. Dans une lettre adressée à H. Taege le 11 septembre 1976, le professeur Robert Faurisson a écrit:

Même s'il n'y avait pas de maquisards à Oradour-sur-Glane, il faut reconnaître qu'Oradour-sur-Glane se trouvait à proximité de trois nids» de maquis:

- a) les forêts des Monts de Blond ;
- b) la forêt de Brigueuil (déjà ratissée à la fin de 1943 par 1200 Allemands) ;
- c) la ville de Saint-Junien qu'on appelait alors et qu'on appelle encore aujourd'hui "la ville rouge".

Il faudrait donc croire qu'Oradour était une enclave transformant le village en *havre de paix*» ; une enclave où non seulement le maquis cessait d'être structuré et armé pour devenir un groupement hétéroclite d'hommes isolés uniquement soucieux d'effectuer, chacun dans son coin, des tâches administratives (traitement du courrier, ravitaillement...), mais où nulle organisation résistante ne pouvait stocker ne fût-ce qu'une caisse de cartouches. Cette thèse est évidemment insoutenable et plusieurs documents viennent l'infirmier. Citons tout d'abord une petite brochure dans laquelle un ancien FTP a écrit:

[A en croire l'histoire officielle] Les FTPF, créés en septembre 1941, et donc opérationnels dès cette date, auraient délégué [M. Borie] à Oradour sans mission précise, comme cela, pour faire beau! Le travail de M. Borie consistait très certainement à rechercher une planque pour les armes et surtout à organiser un groupe d'activistes prêts à intervenir, ce qu'ils n'hésitèrent pas à faire aux abords d'Oradour lorsqu'ils molestèrent

un officier et son chauffeur avant de tuer ce dernier. (32)

Un document essentiel vient confirmer ces propos. Il s'agit du témoignage écrit que M. Borie lui-même a rédigé quelques semaines seulement après le drame. On y apprend que, le matin du 10 juin 1944, l'auteur prit un repas avec Aymé Renaud qu'il comptait alors parmi ses *grands camarades*». (32a) Plus loin, l'ancien résistant nous apprend que, chaque jour, il était invité à la table de Maurice Beaubreuil chez la tante de ce dernier. (32b) Bien que M. Borie ne cite que deux noms, on peut en déduire qu'à Oradour des rapports de camaraderie très forts liaient les résistants entre eux. Dès lors, comment croire qu'ils aient agi chacun pour soi, sans constituer un réseau structuré?

On pourra soutenir que, dans le cadre du compartimentage inhérent à la lutte clandestine, tous ces jeunes pouvaient se dissimuler leurs activités. Une anecdote rapportée par M. Borie lui-même vient réduire à néant cette objection. Au début de son témoignage, l'auteur raconte que, le 10 juin au matin, au cours de son repas pris avec ses *grands camarades*» A. Renaud et Fernand Laspas, ce dernier déclara: *Si vous voulez, les gars, nous allons partir au maquis tous les trois ensemble; nous allons partir avec toi, Mathis [=Mathieu Borie], toi qui es un maquisard*» (*Ibid.*, p.59, col.A). M. Borie aurait alors répondu: *Il faut attendre quelques jours de plus, je vous avertirai, je n'ai pas encore reçu d'ordres*». Preuve que, bien avant le jour tragique, l'ancien FTP ne cachait nullement ses activités à ses amis. Notons, en outre, que cette conversation eut lieu chez une tierce personne (M^{me} Brandy), démontrant qu'à Oradour les maquisards ne craignaient guère les indiscretions.

Ce document n'est cependant pas le seul qui vienne nous renforcer.

Citons maintenant les rapports mensuels que le sous-préfet G. Pauchou rédigeait à l'intention de son supérieur M. Freund-Valade. Dans son ouvrage rédigé avec P. Masfrand, G. Pauchou se garde bien d'en faire mention ; on le comprend, car ces rapports éclairent d'un jour nouveau le village retiré du monde et presque hors du temps, du *village où rien ne se passait* ». (33) En voici quelques extraits:

- rapport du 23 septembre 1943: *26 août: M. Lamaud à Oradour-sur-Glane*» reçoit une lettre anonyme lui ordonnant de cesser ses battages. Une lettre semblable lui est de nouveau envoyée le 10 septembre (ces lettres émanaient très certainement des mouvements révolutionnaires qui, en freinant le travail des cultivateurs, voulaient instaurer un régime de pénurie entraînant la révolte de la population contre les autorités légales);
- rapport du 24 novembre 1943: *Nuit du 4 au 5 novembre. Vol dans le débit de tabac d'Oradour-sur-Glane. [Nuit du 12 au 13 novembre] Cambriolage du bureau de tabac à Oradour-sur-Glane* » ;
- rapport du 24 décembre 1943: *Le 18 décembre: cambriolage d'un bureau de tabac à Oradour-sur-Glane* » ;
- rapport du 24 janvier 1944: *27 décembre 1943: Des individus armés se font remettre 55l itres d'essence au garage Paroutaud [erreur: Poutaraud] à Oradour-sur-Glane* » ;
- rapport du 26 juin 1944: *[5j uin] Vol par plusieurs individus armés du camion appartenant à M. Milord, marchand de bois à Oradour-sur-Glane* » ;

On nous répondra que de tels faits divers étaient monnaie courante dans les années 1943-1944. Peut-être. Mais pourquoi ces rapports n'ont-ils jamais été publiés? Bien évidemment, parce que leur auteur

lui-même, G. Pauchou, n'aurait pu écrire dans son livre qu'Oradour était *un village calme et tranquille*»? (34)

Le silence des autorités ne surprend pas. Ces rapports, répétons-le, infirment la thèse qui fait d'Oradour un village hors du temps où la vie s'écoulait paisiblement, sans anicroche. Ainsi, aujourd'hui, nous sommes persuadés qu'un réseau de résistants existait dans Oradour même, un maquis composé *d'activistes*», qui s'occupait de bien autre chose que de messagerie, notamment de détourner du matériel, de cacher des armes et de harceler l'occupant.

Deux témoignages capitaux

Les révélations d'un ancien pâtissier

Deux témoignages capitaux viennent confirmer nos conclusions. Le premier émane d'un pâtissier à la retraite, aujourd'hui âgé de quatre-vingts ans environ, Monsieur C... Pendant la guerre, ce dernier habitait Bergerac, à 120 km d'Oradour. Dans une lettre à l'une de nos correspondantes, un de ses amis écrit:

Pendant la guerre [...] [M. C...] était, bien entendu, pâtissier [à Bergerac], même si les restrictions réduisaient sans doute son activité. Il était déjà marié et son épouse [...] partage sans dissonance les souvenirs de son mari. [...] à Bergerac existe (et existait déjà depuis longtemps) une poudrerie/fabrique d'explosifs en tous genres. En 1944, elle était sous la direction du commandant (ou colonel) allemand Wiess. Il était client assidu de la pâtisserie C... et Madame C... [...] se souvient parfaitement de lui et elle le décrit comme étant un monsieur courtois et s'exprimant parfaitement en français [...]. C... était dans la Résistance», à ses moments perdus, évidemment, puisqu'il fabriquait ses gâteaux (il est vrai que, vers la fin de la guerre, les pâtisseries n'ouvraient pas tous les jours). Il m'a raconté qu'à deux ou trois reprises il avait participé, à bord d'un camion Citroën, au transport de caisses d'explosifs pour les livrer aux maquisards» d'Oradour-sur-Glane (il a été formel et précis) . (35)

Ce texte paraît confirmer la présence, à Oradour, d'un groupe de résistants, groupe qui, de surcroît, constituait des stocks clandestins de munitions. De là à conclure que le village abritait un réseau structuré de Résistance et que celui-ci entreposait des explosifs dans l'église, il n'y a qu'un pas. Ce pas, nous le franchirons d'autant plus facilement que nous possédons un deuxième témoignage capital pour l'Histoire.

Les révélations d'un ancien pilote de la RAF

Il y a quelques mois, un policier français, Robert Chataignier, lors d'un voyage en Australie, rencontra un vieil homme qui, dans son jardin de Canberra, avait reconstitué le village d'Oradour en miniature. Len Cotton (c'est son nom) lui raconta son histoire. Durant la guerre, il avait été pilote à la *Royal Air Force*. Le 25 novembre 1942, son bombardier fut touché par la DCA allemande alors qu'il effectuait une mission au-dessus de Bordeaux. L'appareil s'écrasa à Confolens, non loin d'Oradour. Les six membres de l'équipage, qui avaient survécu, furent immédiatement pris en charge par les résistants de Confolens. D'après L. Cotton, lui et ses camarades furent emmenés à... Oradour-sur-Glane où ils restèrent cachés pendant trois jours. (36)

Revenu en France, R. Chataignier entreprit des démarches afin de retrouver, à Oradour, des personnes qui auraient pu se souvenir de ce pilote. Un article, en forme d'appel, parut dans le *Populaire du Centre*. L'histoire de L. Cotton y était résumée.

Soucieux de vérifier l'authenticité de ce récit, V. Reynouard, qui avait eu connaissance de l'article, mena une rapide enquête à Oradour. Là, un rescapé, Aymé Renaud, lui confirma le passage, *vers le début de l'année 1943*, de pilotes qui, après avoir eu leur avion abattu, avaient été cachés par les résistants de Confolens dans le village martyr.

Malgré la divergence d'ordre chronologique (parfaitement explicable cinquante ans après), les propos d' A. Renaud démontraient que l'ancien aviateur n'avait pas menti.

Vivement intéressé, V. Reynouard écrivit alors à L. Cotton afin de lui demander des précisions. Quelques semaines plus tard, un fax en provenance d'Australie lui parvint (reproduit en annexe pp. 403-405). L'ancien pilote déclarait notamment que, une fois arrivés à Oradour, lui et ses camarades:

-- avaient été présentés au... prêtre du village (un homme petit avec des sourcils épais) et que celui-ci les avait cachés dans... la sacristie de l'église (*Introduced Abbé in church [short man bushy eyebrows]. Stayed in sacristy*);

-- durant les trois jours qu'ils étaient restés à Oradour, ils avaient été nourris par... la fille de Madame Rouffanche qui se faisait appeler: Danielle (*Fed by "Danielle" daughter Madame Rouffanche*).

Joint au téléphone par l'intermédiaire d'un ami, L. Cotton confirma:

-- que la fille de Madame Rouffanche appartenait à la Résistance sous le pseudonyme de Danielle». Elle s'occupait plus particulièrement d'un réseau d'évasion appelé: Comet Escape Line ;

-- que le prêtre d'Oradour, s'il n'appartenait pas à la Résistance, participait au réseau».

Ces révélations sont capitales car elles permettent tout d'abord de comprendre pourquoi les résistants d'Oradour ont pu constituer un important dépôt clandestin de munitions sous les combles de l'église: ils bénéficiaient de la bienveillance du prêtre.

Mais surtout, elles donnent un sens à la coopération de Marguerite Rouffanche avec les milieux résistancialistes d'après-guerre. A priori, cette collaboration pouvait paraître contre nature. L' unique rescapée» de l'église avait perdu, dans la tragédie, son mari, son fils, ses deux filles et son petit-fils (âgé de sept mois). (37) Dès lors, il semblait inexplicable qu'une personne dans sa situation ait accepté de couvrir les vrais responsables du drame. L'appartenance de sa fille à un réseau permet cependant de balayer l' objection. Très probablement, la famille Rouffanche faisait cause commune avec la Résistance dont il fallait préserver la réputation même au prix d'un faux témoignage.

Lorsqu'on mesure l'importance de ces révélations, on comprend pourquoi R. Chataignier, quand il prit contact avec les autorités officielles au sujet de son ami australien, reçut des réponses dilatoires. Devant V. Reynouard, il se déclara surpris de l'absence d'intérêt que suscitait cette affaire à Oradour; il déplora même que certaines personnes aient, à mi-mots, accusé L. Cotton d'affabulation. Pour qui connaît les dessous du drame d'Oradour, la réaction des autorités ne saurait surprendre. L'ancien pilote de la RAF leur apparaît en effet comme un témoin encombrant, un témoin qui, plus de cinquante ans

après les faits, confirme que le village martyr n'était pas cette paisible bourgade que l'on présente aujourd'hui, mais une bourgade qui, dès 1942, abritait un réseau structuré et actif de Résistance. Aujourd'hui, d'ailleurs, L. Cotton se déclare surpris lorsque les historiens français affirment qu'Oradour n'abritait aucun maquisard. D'après lui, au contraire, il y avait, là-bas, une *grande Résistance*».

Bien que cette démonstration paraisse difficilement réfutable, notre travail serait incomplet si nous omettions de répondre à certaines questions très importantes au regard de l'Histoire.

1 Voy. *Dans l'Enfer...*, p.18.

2 Voy. *Petite histoire ...*, p. 36.

3 Voy. *Nouvelle Voix*, n°64, p.4, col.B.

4 Voy. la liasse n°1081W-238: Contrôle nominatif de T.E. [Travailleurs Étrangers]; Groupe 643. Oradour-sur-Glane». Plus d'une centaine de noms y figurent.

5 Il en existe deux, publiées dans les différentes éditions du livre de MM. Pauchou et Masfrand. La première s'intitule: Liste des personnes dont les corps ont été identifiés et pour lesquelles un acte de décès a été dressé ; et la seconde: Liste nominative des victimes du massacre d'Oradour-sur-Glane du 10 juin 1944 portées officiellement disparues».

6 Voy. Paul Guichonnet, *Mussolini et le Fascisme* (Presses Universitaires de France, collection Que sais-je?», 1981, 127p.), p.47.

7 Notons que la famille Lorente-Pardo donne lieu à une erreur qui révèle le peu de souci de la vérité historique dont certains font preuve lorsqu'il s'agit de ternir l'honneur allemand. Dans le cimetière d'Oradour, parmi toutes les stèles commémoratives apposées depuis cinquante ans, on en trouve une que la *Junta espagnole de Libération* a dédiée *A [se]s Martyrs d'Oradour. Massacrés par les barbares nazis le 10 juin 1944*». Vingt noms y sont inscrits dont celui de François Lorente, né le 10 janvier 1933. Or, la sépulture de ce garçon se trouve à quelques mètres de là. Sur la pierre tombale, on apprend que celui-ci est mort non le 10 juin 1944, mais plus d'un an auparavant, le 21 avril 1943. Par conséquent, il ne s'agit nullement d'un *martyr* massacré par les *barbares nazis*». Figure 42.

8 Voy. *Je Suis Partout*, 7 avril 1944, article intitulé: La fin du maquis des Glières», p.3, col.D.

9 A ce sujet, voy. *Télérama*, 13 juillet 1994, p.93.

10 Voy. *Télérama*, 24 août 1994, p.113.

11 Voy. R5. *Au coeur de la France, un champ de bataille secret où tombèrent dix mille Allemands* (Édition COSAC, juillet 1945, 82p.), p.22.

12 Voy. *Vision d'épouvante...*, p.82.

13 Née en 1929, n°44 de la première liste.

14 Nées en 1933 et 1936, n°370 et 371 sur la deuxième liste.

15 Née Dominguez en 1913, n°186 de la deuxième liste.

16 Nés en 1942, 1936 et 1933, n°546 à 548 sur la deuxième liste.

17 Née Pardo en 1915, n°425 de la deuxième liste.

18 Née en 1935, n°353 de la seconde liste.

19 J.Jakobowicz fut *porté dés[erteur] et rayé des contrôles* à compter du 1^{er} juin 1944. Il fut *repris sur les contrôles le 21.10.44* et libéré par arrêté préfectoral le 25 novembre 1944. F.Lorente-Prior disparut des registres en 1943 et fut repris sur les contrôles le 7 octobre 1944 avant d'être libéré le 20 du même mois. J.Massachs-Prat fut rayé des contrôles le 1^{er} juin 1943 et repris le 16 octobre 1944 avant d'être libéré le 14 novembre. Juan Tellez-Dominguez fut, pour sa part, porté déserteur à compter du 22 juin 1944.

20 Voy. *Plus près de la vérité...*, p.151.

21 En avril 1996, V.Reynouard évoqua, devant le gendre du docteur Bapt, le cas des Espagnols ayant quitté leur poste. Lorsqu'il l'interrogea sur leur activité après cette désertion, son interlocuteur lui répondit immédiatement (en substance): Il y avait de très nombreux maquis dans la région à ce moment-là».

22 Voy. l'article extrait de *l'Écho du Centre*, consultable aux Archives départementales dans le fonds Delage, cote 14F42.

23 Voy. *Plus près de la vérité...*, p.225.

24 Voy. *Dans l'Enfer...*, p.19: *Oradour ne se trouvant pas situé sur un grand itinéraire, les convois de troupes d'opération n'y passaient pas et il était rare de voir l'agglomération traversée par des voitures allemandes*».

25 Révélation faite par la soeur de M.Borie.

26 Révélation faite au cours d'un entretien avec V.Reynouard.

27 Révélation faite, en 1994, au cours d'un entretien avec V.Reynouard.

28 Révélation faite, en 1994, par M.D... à V.Reynouard.

29 Révélation faite par M.Beaubreuil et M.D... à Vincent Reynouard à quatre ans d'intervalle.

30 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, pp.58 et 67.

31 Voy. *Ville Martyre...*, p.107. L'auteur de l'ouvrage cite le témoignage de M. Borie tel qu'il parut dans le journal *Travailleur du Centre*. En guise de signature, on lit: *Borie Mathieu, Compagnie 2409, FTPF*».

32 Voy. *L'Autre Histoire...*, p.14.

32a Voy. *Paris-Match*, M2533, 23 juin 1994, le témoignage inédit de Mathieu Borie, p.59, col.A: *J'arrive à Oradour [...]. On ne perd pas de temps, je casse la croûte chez Madame Brandy avec mes grands camarades Aymé Renaud et Fernand Laspas*».

32b *Ibid.*, p.61, voy le fac-similé du témoignage de M.Borie, cliché en haut à droite: *on était tous à la même table tous les jours*».

33 Ces rapports sont consultables aux Archives départementales de Haute-Vienne sous la cote 185 W 1/58 (à noter qu'un bon nombre est perdu).

34 Voy. *Vision d'épouvante...*, p.122.

35 Lettre à notre correspondante reproduite en annexe.

36 Voy. *The Canberra Times*, 11 janvier 1996, p. 3, article de Graham Cooke intitulé : *RAF man discovers link to a hasardous past* ».

37 Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 51

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du Secrétariat est <aaargh@abbc.com>

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is <aaargh@abbc.com>

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.
<http://www.abbc.com/aaargh/iran/poipen/Oradour/CLCoras.mmm>

23/10/99

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. A reader looks for a document on the Web at his or her own risks. As for the author, there is no reason to suppose that he or she shares any responsibility for other writings displayed on this Site.

Be reminded of the US copyright law, Section 107:

Section 107. Limitations on exclusive rights: Fair use

... the fair use of copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified in above sections, for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching (including multiple copies for classroom use), scholarship, or research, is not an infringement of copyright. In determining whether the use made of a work in any particular case is fair use the factors to be considered include ---

- (1) the purpose and character of the use, including whether the use is of a commercial nature or is for nonprofit educational purposes;
- (2) the nature of the copyrighted work;
- (3) the amount and substantiality of the portion used in relation to the copyrighted work as a whole, and;
- (4) the effect of the use upon the potential market value of the copyrighted work.

+++++

ARTICLE 19. <Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.>

The Universal Declaration of Human Rights, adopted by the United Nations General Assembly on December 10, 1948,

ARTIKEL 19 der Menschenrechte: <Jederman hat das Recht auf Freiheit der Meinung und der Meinungsäußerung; dieses Recht umfaßt die unbehinderte Meinungsfreiheit und die Freiheit, ohne Rücksicht auf Staatsgrenzen Informationen und Gedankengut durch Mittel jeder Art sich zu beschaffen, zu empfangen und weiterzugeben.> Vereinigten Nationen, 10 Dezember 1948.

ARTICLE 19 <Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit>
Déclaration internationale des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU à Paris, le 10 décembre 1948

ARTICULO 19 <Todo individuo tiene derecho a la libertad de opinión y de expresión; este derecho incluye el de no ser molestado a causa de sus opiniones, el de investigar y recibir informaciones y opiniones, y el de difundirlas, sin limitación de fronteras, por cualquier medio de expresión.>
Declaración universal de los derechos humanos, adoptada por la Asamblea General de las Naciones Unidas el 10 de diciembre de 1948 en París

| Partie 1 | Partie 7 | Partie 8 | Partie 9 | Partie 10 |

L'adresse électronique de ce document est:

<http://www.abdc.com/aaargn/iran/poiper/Oradoui/CLCora8.html>

23/10/99

<http://www.abbc.com/aaargh/fran/polpen/Oradour/CLCora8.html>

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | |
[Affaire Reynouard](#) | [A propos d'Oradour](#) |

<aaargh@abbc.com>